

EX-YOUGOSLAVIE Les porte-parole américains ont fait état pour la première fois, jeudi 9 novembre, de résultats partiels positifs lors des négociations sur l'ex-Yugoslavie qui

se sont ouvertes le 1^{er} novembre sur la base militaire de Dayton (Ohio). Il s'agit notamment d'un début d'accord entre Croates et Musulmans bosniaques sur le renforcement de

leur fédération, en particulier sur la réunification de la ville de Mostar. ● LES COMMENTAIRES officiels américains restaient cependant prudents à la veille de la visite que devait ef-

fectuer vendredi à Dayton le secrétaire d'Etat américain. ● LES VIOLATIONS des droits de l'homme commises en Croatie et en Bosnie continuent de faire l'objet des en-

quêtes du tribunal international de La Haye. Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis en cause jeudi Croates et Serbes de Bosnie pour des exactions commises cette année.

Les négociations de Dayton commencent à donner des résultats

Après dix jours de silence quasi total sur les pourparlers, un accord sur le renforcement de la fédération croato-musulmane, un des deux piliers de la future Bosnie, pourrait être annoncé

LES PREMIERS ÉCHOS positifs des négociations sur l'ex-Yugoslavie sont sortis jeudi 9 novembre de la base militaire de Dayton, aux États-Unis, où sont réunis depuis dix jours les dirigeants de Serbie, de Croatie et de Bosnie. Il s'agit en premier lieu de la demande, formulée conjointement par les présidents Alija Izetbegovic et Slobodan Milosevic, de fourniture, pendant deux mois, de gaz russe à la Bosnie-Herzégovine ainsi qu'à la Serbie et au Monténégro, pour faire face aux rigueurs de l'hiver. Cette demande, qui signifie une entorse à l'embargo économique international qui frappe la Serbie et le Monténégro depuis plus de trois ans, a été immédiatement appuyée par les représentants des pays occidentaux, y compris les États-Unis, qui s'opposaient jusqu'à la toute nouvelle allégement des sanctions contre Belgrade avant la conclusion d'un accord de paix. La demande a été transmise au Comité des sanctions de l'ONU, qui devrait l'approuver.

Cette mesure sera bien accueillie par les populations concernées. Il s'agit en outre de la première démarche commune entre les présidents serbe et bosniaque, qui ont eu jeudi, à Dayton, leur troisième rencontre directe depuis l'ouverture des pourparlers.

D'autre part, de source proche des négociations, on annonçait, jeudi, qu'un accord avait été trouvé sur certains aspects du renforcement de la fédération croato-musulmane de Bosnie. Cette fédération est l'une des deux entités qui doivent constituer, selon le plan de règlement occidental, le futur Etat bosniaque, la seconde étant la « République serbe de Bosnie ». La fédération a en fait été constituée dès 1994, sous l'égide, déjà, des Américains, pour mettre un terme à la guerre qui opposait depuis un an Croates et Musulmans de Bosnie centrale et d'Herzégovine, et pour simplifier un conflit qui, tant qu'il restait triangulaire, paraissait insoluble. Cette fédération a donné lieu à

une alliance militaire qui a permis les offensives victorieuses croato-musulmanes de ces derniers mois contre les Serbes. Mais hormis cette alliance militaire tactique, la fédération n'existe que sur le papier et les deux communautés sont très loin de la réconciliation (*Le Monde* du 4 novembre).

TENDANCES NÉGONOMIQUES

Les Croates de Bosnie, qui contrôlent près du quart du territoire de la République, n'ont pas renoncé à leurs tendances sécessionnistes et à leur désir de rattachement à la Croatie voisine. Ils posent au gouvernement de Sarajevo un peu les mêmes problèmes que les Serbes de Pale. Les réfugiés musulmans qui avaient été chassés par les Serbes ou par les Croates de ces régions occidentales de Bosnie n'ont jamais pu envisager de regagner leurs foyers. L'Allemand Hans Koschnick, qui avait été désigné par l'Union européenne, il y a un an et demi, pour administrer la ville bi-communau-

taire de Mostar, a vu tous ses efforts pour réunifier la cité réduits à néant par un véritable sabotage mené par le camp croate. M. Tudjman a achevé d'exaspérer les autorités de Sarajevo en autorisant les Croates de Bosnie à voter aux élections pour le Parlement de Zagreb, le 30 octobre.

Le renforcement de cette fédération est indispensable au plan de règlement des Américains, qui semblent d'autre part avoir pris conscience de la nécessité de freiner les tendances négonomiques des Croates. Selon les informations diffusées jeudi, un accord serait acquis sur la réunification de la ville de Mostar, actuellement coupée en deux, et sur le retour des réfugiés. Le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, a cependant refusé de confirmer que tous les aspects du renforcement de la fédération croato-musulmane aient été réglés. « Je ne peux pas vous confirmer certaines informations venues de Dayton », a-t-il expliqué. M. Izetbegovic se

plaint depuis des mois de la mainmise croate sur les territoires repris aux Serbes lors des offensives de ces derniers mois et sur lesquels il entend rétablir la souveraineté de Sarajevo. Il ne se cachait pas de compter sur l'appui américain dans ce sens. L'a-t-il obtenu ? « Des efforts intenses sont déployés, vous en saurez davantage demain », a indiqué le porte-parole.

Le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher était en effet attendu ce vendredi sur la base militaire de l'Ohio, où, selon le numéro deux de la diplomatie américaine Strobe Talbott, il entend « donner une impulsion à la négociation sur plusieurs problèmes ».

Il y aura sans doute beaucoup de discussions sur les structures constitutionnelles de l'Etat de Bosnie-Herzégovine », a expliqué M. Talbott. Parallèlement à ces informations plutôt positives émanant de Dayton, le quartier général de l'ONU à Zagreb a annoncé dans la nuit de jeudi à vendredi que des troupes croates étaient entrées dans la

zone de séparation en Slavonie orientale, le dernier territoire encore aux mains des forces sécessionnistes serbes, dans l'extrême est de la Croatie.

L'ampleur de ce mouvement de troupes croates n'a pas été précisé, mais il s'agit d'une violation d'un cessez-le-feu entre les deux camps. Dès l'ouverture des négociations de Dayton, le président Franjo Tudjman avait publié une déclaration commune avec Slobodan Milosevic, l'un et l'autre s'engageant à rechercher une solution pacifique au problème de la Slavonie orientale. Depuis, les négociations n'ont pas abouti. La partie croate, qui fait de cette question sa priorité absolue à Dayton, manifeste visiblement son impatience en montrant qu'elle pourrait (même si cela paraît peu probable) faire échouer l'ensemble du processus de paix sur la Slavonie orientale si elle n'obtenait pas satisfaction.

C. T.

Une lettre de M. Chirac à M. Milosevic

M. Chirac a écrit à son homologue serbe, Slobodan Milosevic, pour lui faire part de sa préoccupation concernant le sort des deux pilotes français dont l'appareil avait été abattu le 30 août, au-dessus de Pale, le chef des Serbes de Bosnie, et dont on est sans nouvelles depuis, a indiqué, jeudi 9 novembre à Washington, le département d'Etat américain.

Selon Nicholas Burns, porte-parole du département d'Etat, les États-Unis « soutiennent avec force » l'initiative du président Chirac, et « toutes les autres délégations de l'Union européenne » présentes à Dayton, ainsi que Carl Bildt, le médiateur européen pour l'ex-Yugoslavie, sont également intervenues auprès du président serbe pour qu'il exerce son « influence » afin d'obtenir la libération des deux pilotes. M. Burns a précisé que le sort de ces derniers « suscitait une très grave inquiétude ».

L'ACCORD sur Mostar et la démarche conjointe de MM. Milosevic et Izetbegovic pour l'approvisionnement des populations en gaz cet hiver sont les premières informations sur les négociations qui se sont ouvertes le 1^{er} novembre. Jusqu'ici, en effet, on ne savait strictement rien de ce qui se passait sur la base militaire de l'Ohio, où sont réunies les délégations de Zagreb, Belgrade et Sarajevo.

La première semaine a constitué une « phase d'observation », dit-on dans les milieux diplomatiques : « Les négociations ne sont entrées dans une phase active que depuis deux ou trois jours ». Il semble qu'une bonne partie de cette « phase d'observation » ait été consacrée non pas aux conflits qui opposent Serbes, Croates et Bosniaques, mais aux différends entre les Américains et les Européens quant à la méthode et aux prérogatives. Le désir des premiers de contrôler d'un bout à l'autre l'exercice de Dayton, y compris dans les moindres détails de l'or-

Discrètes querelles euro-américaines



ganisation matérielle, a fini par soulever un vent de rébellion chez les seconds.

L'idée que les négociations se déroulent dans la plus grande discrétion avait certes été admise par tous, pour éviter les interférences néfastes. Mais tout semble avoir été conçu par les Américains pour se ménager un total monopole à la fois sur l'information et sur les négociations elles-mêmes.

Installés dans un bâtiment annexe de la base, n'ayant à leur disposition ni salle de réunion ni même d'annuaire interne leur permettant de contacter qui ils voulaient, les membres des délégations européennes devaient au départ (jusqu'à ce qu'ils se rebiffent) se soumettre à une fouille pour pouvoir accéder aux bâtiments où se côtoient Américains et dirigeants des trois Républiques ex-yugoslaves. Surtout, l'équipe américaine, que dirige Richard Holbrooke, avait bien l'intention de se passer de tout avis extérieur sur les documents devant servir de

base à la négociation. Carl Bildt et les délégations européennes ont finalement obtenu que tous les documents soient discutés et agréés par eux avant d'être soumis aux trois parties concernées.

C'est dire que les Américains semblent assez loin de l'idée que M. de Charette était allé défendre il y a quelques semaines à Zagreb, Sarajevo et Belgrade, selon laquelle les négociations devaient commencer aux États-Unis, puis se poursuivre à Paris où aurait lieu « la » véritable conférence de paix. M. Holbrooke ne paraît pas disposé, sauf accident de parcours, à lâcher les intérêts avant d'avoir bouché un accord.

Bouclé ou « bâclé » ? Les dirigeants français ne cessent de mettre en garde contre un plan de règlement trop vite ficelé, qui porterait en lui l'annonce d'un nouveau conflit, programmé pour dans un an, quand les soldats américains supposés veiller avec d'autres à l'application de l'accord pileront bagage pour rentrer chez eux avant l'élection présidentielle américaine.

Les discrètes querelles transatlantiques ne sont pas, en effet, que de préséance. On a beaucoup parlé, semble-t-il, à Dayton, sans encore parvenir à se mettre d'accord, du rôle que pourrait jouer dans la mise en œuvre d'un règlement de paix un « haut représentant » des Nations unies. Les Européens réclament la création d'un tel poste pour coordonner les différents aspects du rétablissement de la paix (aspect militaire de la séparation des forces, problèmes des réfugiés, organisation d'élections, aides à la reconstruction, rétablissement de l'approvisionnement...). Les Américains rechignent, parce qu'ils se méfient de tout ce qui, même de très loin, pourrait s'apparenter au système hominisé de la « double clé », et refusent que le commandant (américain) de la future force de paix de l'OTAN en Bosnie ait des comptes à rendre à quiconque.

L'accord ne semble pas non plus s'être fait entre les différents « parrains » de la négociation sur une question de fond : à quoi doivent ressembler les institutions centrales du futur Etat bosniaque ? Les Européens plaident pour qu'il soit doté d'assez larges compétences, alors que les Américains, pragmatiques, savent que plus les institutions centrales seront fortes, moins elles seront acceptables par les Serbes, voire par les Croates de Bosnie. Mais on n'en est pas encore là : un responsable américain estimait, jeudi, que les négociations de Dayton n'étaient pas encore à mi-parcours.

C. T.

Le Conseil de sécurité de l'ONU dénonce les exactions commises par des Serbes de Bosnie et par des Croates

EN MARGE des négociations de paix en cours à Dayton, le Conseil de sécurité des Nations unies a lancé une nouvelle mise en garde contre les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yugoslavie. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, jeudi 9 novembre à New York, les quinze membres du Conseil de sécurité condamnent « dans les termes les plus vifs toutes les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises sur le territoire de l'ex-Yugoslavie ».

Cette résolution, qui exige la « fermeture immédiate » de tous les camps de détention en Bosnie-Herzégovine, vise spécifiquement les Serbes de Bosnie, qui sont à nouveau sommés d'« assurer l'accès immédiat et sans entrave » des organismes internationaux « aux personnes déplacées, détenues ou portées disparues de Srebrenica, de Zepa (deux enclaves musulmanes tombées aux mains des forces serbes bosniaques en juillet) et des régions de Banja Luka et Sanski Most ». Mais la Croatie est également visée. La résolution 1019 demande aux autorités croates de « prendre d'urgence des mesures pour mettre fin » aux violations des droits de l'homme, faisant ainsi allusion aux exactions commises à l'encontre des Serbes de Kraljina pendant et après l'offensive croate de l'été.

De son côté, le Tribunal pénal

international (TPI) pour l'ex-Yugoslavie a annoncé dans la journée de jeudi la mise en accusation de trois officiers serbes de la JNA, l'armée de l'ex-Yugoslavie, considérés comme « responsables du massacre d'Ovchara », près de Vukovar (Croatie), en novembre 1991. C'est la première fois depuis la création du TPI en 1993 que des gradés de l'armée fédérale, contrôlée par Belgrade, sont inculpés.

Les accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité prononcées à l'encontre du général Mile Mrksic et de deux de ses subordonnés, Veselin Slivancanin et Miroslav Radic, s'inscrivent dans le cadre d'une enquête sur le siège de la ville de Vukovar, détruite par les forces serbes après trois mois de siège. Les trois hommes sont accusés d'avoir, le 20 novembre 1991, deux jours après la chute de Vukovar aux mains de l'ex-armée yougoslave, emmené de force les 261 patients de l'hôpital de Vukovar dans une ferme du village d'Ovchara, à proximité de la ville, et de les y avoir battus pendant plusieurs heures. Ensuite, les 261 prisonniers avaient été exécutés sommairement par des soldats de la JNA et enfouis par un bulldozer dans un champ à la sortie du village. Découvert par des experts de la commission des droits de l'homme de l'ONU en octobre 1992, le charnier de Vukovar

avait été localisé grâce au témoignage d'un rescapé croate (*Le Monde* du 29 octobre 1992).

L'annonce de ces mises en accusation a été accueillie avec satisfaction jeudi à Zagreb. A Belgrade, en revanche, l'opinion publique a vu dans cette inculpation un moyen de pression supplémentaire sur Slobodan Milosevic, le président de la Serbie, chargé de conduire à Dayton (Etats-Unis) un accord de paix avec ses homologues croate et bosniaque.

Le numéro deux de la diplomatie américaine, Strobe Talbott, qui se trouvait jeudi à Dayton, a confirmé que les États-Unis, soutenus en cela par les Européens, entendent bien voir exclus du paysage politique bosniaque les principaux responsables des crimes qui ont été commis ces dernières années, et notamment MM. Karadzic et Mladic, qui ont été inculpés par le Tribunal de La Haye. « Des criminels de guerre comme le docteur Karadzic et le général Mladic doivent savoir qu'immédiatement ne sont tout simplement pas sur la table des négociations à Dayton ou ailleurs, a-t-il déclaré. Si nous (les États-Unis) ou n'importe quel autre membre responsable de la communauté internationale les orrêtons, ils recevront un aller simple rapide pour une certaine cour à La Haye. »

F. H.

Washington s'oppose à la nomination de Ruud Lubbers à la tête de l'OTAN

LA CRISE est désormais ouverte à l'OTAN entre les États-Unis et les Européens sur le choix d'un nouveau secrétaire général. L'administration américaine ayant fait comprendre qu'elle n'était pas favorable à la nomination de l'ancien premier ministre néerlandais, Ruud Lubbers. La Maison Blanche a implicitement indiqué, jeudi 9 novembre, qu'elle ne voulait pas de M. Lubbers, en mettant en cause les Européens pour n'avoir pas respecté la tradition du silence.

Une nouvelle réunion devait avoir lieu vendredi au siège de l'OTAN, à Bruxelles, entre les ambassadeurs des seize pays membres, mais la position ferme des États-Unis rend très peu probable l'unanimité sur un nom.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, a qui l'on demandait si la candidature de M. Lubbers était désormais sans espoir, a répondu : « M. Lubbers est venu ici rencontrer de hauts responsables de notre gouvernement, et il n'y a pas de consensus [entre les membres de l'Alliance]. »

Le Danemark a présenté la candidature de l'ancien ministre des affaires étrangères, Uffe Ellemann-Jensen. La France y est opposée : elle veut un secrétaire général qui vienne d'un pays de l'UEO (l'Union de l'Europe occidentale), ce qui n'est pas le cas du Danemark, et surtout elle reproche aux Danois leurs prises de position hostiles

aux essais nucléaires français. Les États-Unis ont marqué leur préférence pour M. Ellemann-Jensen, qui, lors de sa visite à Washington, a su trouver, notamment sur l'élargissement de l'OTAN, des accents qui ont plu à ses interlocuteurs, alors que sur le même sujet les réserves de M. Lubbers auraient été mal jugées. Dans les capitales européennes, on soupçonne les Américains d'être plus inspirés par le souci de leurs prérogatives dans l'Alliance que par ces appréciations sur les deux personnalités en concurrence. L'administration américaine aurait mal vécu le fait que les Européens s'entendent sur un nom avant qu'elle donne son avis.

M. Lubbers, qui avait obtenu le soutien public de MM. Chirac et Major et le ralliement de M. Kohl, peut maintenir sa candidature et risquer un affrontement avec les Américains. Il peut aussi se retirer et laisser la candidature de M. Ellemann-Jensen à l'appréciation de la France. Dans le cas plus probable d'une impasse, les membres de l'Alliance atlantique pourraient se retourner vers un troisième homme. Des noms ont déjà circulé, comme celui de l'ancien secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, qui est entré dans le privé, ou celui de Volker Rühe, ministre allemand de la défense, qui a cependant fait savoir qu'il n'était pas candidat.

صلى الله عليه وسلم

سكنا في الوطن

La Turquie veut amadouer le Parlement européen

Pour obtenir la ratification de l'accord d'union douanière avec l'Union européenne, Ankara prête une plus grande attention aux droits de l'homme

Le commissaire européen pour la politique extérieure, Hans Van den Broek, a plaidé, jeudi 9 novembre à Strasbourg, pour que le Parlement européen approuve, le mois prochain, l'accord d'union douanière avec la Turquie, compte tenu des « pro-

grès réalisés récemment par le gouvernement de M^{me} Ciller ». Après la libération de 85 prisonniers d'opinion, la Cour de sûreté de l'Etat a acquitté, jeudi 9 novembre, un journaliste de l'agence Reuters, Aliza Marcus, jugée pour « incitation à la haine »

suite à un article sur l'armée turque et les séparatistes kurdes. Le Parlement européen a, lui, décerné jeudi son prix Sakharov pour la liberté de pensée au député turc d'origine kurde Leyla Zana, emprisonnée pour délit d'opinion.

LA TURQUIE adresse des petits signes à l'Europe pour montrer qu'elle prend au sérieux la question des droits de l'homme, mais ces gestes seront-ils suffisants pour que la majorité du Parlement de Strasbourg ratifie le traité d'union douanière ? Pour appuyer sa bonne volonté

réforme de la Constitution de 1982 octroyée par les militaires, amendement du tristement célèbre article 8 de la loi antiterroriste qui permet l'emprisonnement pour délit d'opinion, le premier ministre, Tansu Ciller, a averti qu'un rejet de l'union douanière par les députés européens apporterait de l'eau au moulin des islamistes. Or leur Parti de la prospérité compte confirmer aux élections législatives, prévues le 24 décembre si la Cour constitutionnelle n'en décide pas autrement, ses succès aux dernières municipales.

Les libéraux turcs jugent maladroite le lien établi par le chef du gouvernement entre l'union douanière et l'avenir de l'intégrisme. Outre le fait qu'il peut être compris par les parlementaires européens comme une sorte de chantage, il laisse entendre que le rapprochement avec l'Europe est le meilleur moyen de lutter contre le fondamentalisme. Or rien n'est moins sûr, en tout cas à court terme. L'union douanière va supprimer 1,5 milliard de droits que la Turquie prélève sur

les importations en provenance de l'Union européenne, alors que le marché de l'UE est déjà largement ouvert aux produits turcs (mis à part les textiles, qui font l'objet de quotas pluriannuels) ; elle va obliger l'économie du pays à des ajustements douloureux, des changements structurels qui seront positifs seulement à long terme. Les islamistes pourraient, dans un premier temps, profiter du mécontentement provoqué par ces restructurations, indispensables à la modernisation de la société turque.

S'il est dangereux d'éveiller des illusions, il n'en demeure pas moins que l'union douanière est utile à Ankara, pour se rapprocher de l'Europe, et à l'UE, pour affirmer ses intérêts dans la région. La Turquie est déjà son dixième partenaire commercial ; elle représente un tiers du potentiel économique des pays méditerranéens qui seront présents à la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone, à la fin du mois ; elle a des liens historiques, linguistiques et désormais économiques avec les ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale ; son appui a été essentiel dans la guerre du Golfe. C'est le pays le plus laïque et relativement le plus démocratique du monde musulman. Ces considérations devraient peser dans les décisions du Parlement européen, d'autant plus que le traité sur l'union douanière, déclinant d'engagements pris il y a vingt-cinq ans, a été approuvé par les Quinze, y compris par les Grecs. Malgré les différends persistants, ces derniers semblent avoir compris

qu'une Turquie instable leur créerait encore plus de problèmes. Les Quinze ont d'ailleurs donné une satisfaction à Athènes en promettant l'ouverture de négociations avec Chypre après la Conférence intergouvernementale de 1996 ; mais personne n'imaginerait que Chypre puisse entrer dans l'UE avant qu'une solution ait été trouvée à la partition de l'île et que la présence de l'armée turque dans la partie orientale ait été réglée.

LE RÔLE DE L'ARMÉE

Le rôle de l'armée dans la vie politique turque reste un obstacle à la normalisation des rapports entre les pays européens et Ankara. Engagée dans la guerre contre les séparatistes kurdes, se présentant comme la gardienne de l'héritage d'Atatürk, s'appuyant sur les conservateurs pour talenter la démocratisation, elle limite la marge de manœuvre du gouvernement. Elle a cependant conscience d'être emprisonnée dans la répression du PKK au Kurdistan, où elle perd son prestige et son moral. Ses chefs ne comptent plus guère sur une solution militaire, mais n'osent pas encore le dire publiquement. Le sujet est discuté de plus en plus ouvertement, alors qu'il était tabou voilà encore quelques années. Dans sa dernière déclaration gouvernementale, M^{me} Ciller a réitéré la promesse de résoudre le problème kurde par « la démocratie et la prospérité », mais son équipe de transition est trop faible pour rechercher une véritable solution politique.

Les députés européens ont raison

Daniel Vernet

Le Congrès américain refuse de relever le plafond de la dette fédérale

Washington au bord de la cessation de paiement

WASHINGTON

C'est une partie de bras de fer politique : si un accord n'intervient pas entre le Congrès républicain et la Maison Blanche avant lundi 13 novembre à minuit, les États-Unis seront virtuellement en état de cessation de paiement. On imagine les conséquences d'une telle situation : si le premier emprunteur mondial n'honore plus ses dettes, sa réputation financière sera singulièrement ternie, avec toutes les conséquences que cela implique sur les marchés financiers. Le pire n'est pas encore sûr, puisque, au moins dans son principe, cette partie de poker entre l'exécutif et le Congrès se joue annuellement, au moment du vote du budget.

Cette fois-ci, cependant, les positions se sont radicalisées, à la fois parce que le Congrès est dominé par les républicains et que l'échéance présidentielle se rapproche : chaque camp est déterminé à préserver sa crédibilité. La Maison Blanche tient bon, parlant sur le « bluff » des républicains, et ceux-ci s'obstinent, estimant que c'est l'essence même de leur « révolution » qui est en cause, c'est-à-dire notamment leur objectif d'équilibrer le budget de l'Etat avant 2002.

De quoi s'agit-il ? Au 15 novembre, la limite de l'endettement de l'Etat, actuellement fixée à 4 900 milliards de dollars (25 000 milliards de francs), doit être impérativement majorée. Si tel n'était pas le cas, le gouvernement américain serait incapable d'hono-

rer ses obligations financières, notamment une échéance du service de la dette de 24,8 milliards de dollars. Le Congrès, par ailleurs, n'a pas voté à temps le budget pour le prochain exercice (l'année fiscale 1996 s'est achevée le 30 octobre). Les négociations se poursuivent, mais les positions restent très éloignées. En général, ce retard ne pose pas un problème insurmontable : une loi dite « stop-gap » est votée, permettant à l'administration de faire la « suture » financière.

Le 27 septembre, un accord est intervenu sur une loi de finances provisoire, qui assure le financement des ministères pendant six semaines, soit jusqu'au 13 novembre. En prévision de cette échéance, les républicains ont haussé le ton : ils se livrent à ce que la Maison Blanche qualifie, non sans raison, de « chantage » politique, exigeant d'importantes concessions en échange de leur bonne volonté. Suivant l'exemple donné mercredi par la Chambre des représentants, le Sénat a adopté, jeudi 9 novembre, une seconde loi de finances provisoire (jusqu'au 1^{er} décembre), assortie des mesures suivantes : limitation des dépenses à 60 % du montant de l'exercice précédent, coupes budgétaires dans différents programmes, hausse des cotisations prévues par Medicare, l'assurance-maladie des personnes âgées, etc.

« JE NE CÉDERAI PAS »

De leur côté, les représentants ont adopté, également jeudi, un projet prévoyant un relèvement du plafond de la dette : celui-ci pourrait être augmenté temporairement de 67 milliards, à condition qu'il ne descende à 4 800 milliards de dollars (soit une diminution de 100 milliards) à la mi-décembre... Les républicains attachent à ce projet certaines dispositions, telles que la suppression du département du Commerce. La Maison Blanche estime que cet ensemble de conditions, attachées à la fois à la deuxième « stop-gap bill », et au projet sur le relèvement de la dette, est totalement inacceptable.

Sa seule justification, expliquent les conseillers présidentiels, est d'obliger M. Clinton à signer un budget qu'il refuse parce qu'il remet en cause les programmes sociaux. Jeudi, le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, a confirmé la détermination de Bill Clinton de mettre son veto aux projets républicains. Le secrétaire général de la Maison Blanche, Leon Panetta, a averti que, faute d'accord, quelque huit cent mille fonctionnaires fédéraux devront être mis au chômage technique. Estimant que la stratégie des républicains équivaut à « pointer un pistolet sur la tête » du président, il a souligné qu'il s'agit d'une « forme de terrorisme ». Bill Clinton lui-même est intervenu jeudi soir, à l'issue d'une réunion du gouvernement destinée à examiner les préparatifs pour un éventuel arrêt du fonctionnement de l'Etat fédéral. Avec ce simple message aux Américains : « Je ne céderai pas. » L'épreuve de force - et le compte à rebours - continuent.

Marie-Claude Decamps

Laurent Zecchini

Le président russe sacrifie le gouverneur de la Banque centrale

MOSCOU

De son lit d'hôpital, Boris Eltsine a nommé, mercredi 8 novembre, un nouveau président provisoire à la Banque centrale de Russie (BCR), vraisemblablement pour apaiser les députés et les banques. Mais cette décision, longtemps attendue, a fait craindre un relâchement de la discipline monétaire, alors que le pays connaît ses premiers signes de stabilisation macroéconomique mais se rapproche d'échéances électorales difficiles.

Le nouveau président provisoire, Alexandre Khandrouev, est considéré par certains comme moins attaché à la rigueur monétaire que la présidente par intérim sortante, Tatiana Paramonova. Cependant, M. Khandrouev, qui était l'adjoint de M^{me} Paramonova, a plus sûrement le profil d'un homme qui exécutera les ordres du gouvernement.

L'émou suscité par le changement à la BCR tient assez largement à un malentendu. Contrairement à certaines banques centrales, cette institution a aujourd'hui une indépendance limitée. Elle doit souvent se contenter d'appliquer la politique financière décidée entre le gouvernement russe et le FMI, qui a prêté 6,5 milliards de dollars à la Russie en 1995 et négocie actuellement

pour un montant compris entre 9 et 15 milliards de dollars pour les trois prochaines années. La marge de manœuvre de la BCR est d'autant plus limitée que, depuis le début de l'année, une loi lui interdit de couvrir le déficit budgétaire par des émissions de crédits.

Mais M^{me} Paramonova, qui a appliqué la politique de rigueur avec un certain brio, avait cristallisé sur elle le mécontentement de deux puissants groupes : les députés de la Douma et les banques commerciales. La majorité « conservatrice » des parlementaires avait refusé à deux reprises d'investir cette femme de quarante-cinq ans, nommée par le président russe après le « mardi noir » du rouble en octobre 1994. Boris Eltsine a donc décidé d'arrêter là la confrontation, pour des raisons qui restent à éclaircir. La plus logique est que le président ne pouvait l'emporter face aux députés et qu'il avait laissé passer suffisamment de temps pour ne pas avoir l'air d'agir sous la pression. Et le président pourrait désormais être tenté de régler définitivement la question de la direction de la BCR, d'une nouvelle Douma, qui risque fort d'être plus conservatrice.

Jean-Baptiste Naudet

L'Italie se dote d'Autorités chargées de contrôler les secteurs privatisés

ROME

Il aura fallu plus d'un an de polémiques, quatre passages au Parlement et la discussion de quelque 3 000 amendements. Mais, en adoptant définitivement, jeudi 9 novembre, le projet de loi créant les Autorités de contrôle (« Autorità di controllo ») dans le secteur de l'énergie et des télécommunications, la Chambre des députés italienne vient de faire sauter le dernier verrou qui bloquait les grandes privatisations voulues par le gouvernement dirigé par l'économiste Lamberto Dini. Seuls les nostalgiques de Rifondazione comunista ont mené bataille jusqu'au bout, estimant hasardeux que l'Etat se dessaisisse de secteurs qu'ils jugent stratégiques.

Ce quasi-consensus faisait dire au ministre de l'Industrie, Alberto Clò, radieux, que « même dans une période d'instabilité comme celle que traverse l'Italie, dès que les grands intérêts nationaux sont en jeu, le sens des responsabilités au Parlement amène à une convergence politique ».

De quoi seront faites ces différentes Autorités de contrôle ? En principe totalement autonomes, elles auront un mandat « consultatif » et de surveillance de sept ans. Une première Autorité est prévue

pour l'énergie (gaz, électricité), une seconde pour les télécommunications. Chargées du contrôle de leur secteur, elles auront aussi un droit de regard sur les tarifs et de sanction dans les conflits éventuels avec les consommateurs. La création de l'Autorité pour l'énergie sera accompagnée d'un plan de libéralisation de la production ainsi que du système de distribution.

DEUX MORCEAUX DE CHOIX

Trois responsables (un président, deux vice-présidents) seront nommés à sa tête par le président de la République, sur proposition du ministre de l'Industrie. Dans le cas des télécommunications, il faudra attendre quelques mois pour définir vraiment la composition et le rôle précis de l'Autorité compétente, une fois qu'aura été adoptée la législation destinée à remettre à plat tout le secteur.

Le vote de la Chambre intervient à point nommé pour le gouvernement de M. Dini, engagé dans de difficiles tractations pour faire adopter sa loi de finances, et qui a fait des privatisations son cheval de bataille pour réduire le déficit budgétaire. D'autant que, las de piétiner, et fort du feu vert du Conseil d'Etat, le gouvernement, anticipant la décision de la

Chambre, a déjà commencé à mettre sur le marché une première tranche (20 % environ) du conglomérat des hydrocarbures d'Etat, l'ENI, qui entrera en Bourse à la fin novembre, à Milan mais aussi à Londres et New York, et qui devra rapporter autour de 10 000 milliards de lire (31 milliards de francs).

Avec la création des diverses Autorités nécessaires, Lamberto Dini va pouvoir s'attaquer à la privatisation de la compagnie électrique (ENEL) et de la holding des télécommunications STET, qui contrôle la compagnie des téléphones Telecom-Italia. Deux morceaux de choix : l'ENEL, de source italienne, est considérée comme la troisième société électrique mondiale et a terminé l'année 1994 avec 1 032 milliards de lire de bénéfice net (3,1 milliards de francs), 700 de plus que l'année précédente.

Quant à la STET, déjà cotée en Bourse à Milan et à New York, son chiffre d'affaires a été en 1994 de 34 000 milliards de lire et son bénéfice net de 1 900 milliards. Une première « tranche » de l'ENEL pourrait être mise sur le marché entre janvier et février 1996, tandis que la privatisation de la STET n'interviendrait pas avant l'été.

Tous les jours, sans escale.

BOSTON

NEW YORK

PARIS

POUR EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES. TWA AU 49.19.20.00 OU TAPEZ 3615 TWA (2.23 TTC/min)

TRANS WORLD AIRLINES

La Belgique avait été informée de l'imminence du génocide au Rwanda

LE GÉNÉRAL canadien Romeo Dallaire, ancien commandant des forces de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), a reconnu, jeudi 9 novembre au cours d'un entretien avec la chaîne de télévision belge RTBF, avoir informé l'ONU, en janvier 1994, de la préparation du génocide déclenché quatre mois plus tard dans ce pays, et qui avait coûté la vie à plus de 500 000 Tutsis et Hutus modérés. « Si la communauté internationale avait renforcé sa mission dans les jours qui ont suivi le déclenchement de la guerre civile, a-t-il déclaré, des centaines de milliers de personnes seraient vivantes aujourd'hui ».

Le général Dallaire a, en revanche, refusé de commenter les reproches qui lui sont adressés de n'avoir rien fait pour éviter l'assassinat de dix « casques bleus » belges, le 7 avril 1994, dans un camp militaire de Kigali, au lendemain de l'attentat au cours duquel le président rwandais Juvénal Habyarimana et son homologue burundais avaient trouvé la mort. Il s'est toutefois déclaré disposé à répondre à toutes les questions qui lui seront transmises par l'entremise des Nations unies, et à « aller dans le détail sur les décisions qu'il a prises pendant la durée de son mandat de commandant en chef de la Minuar ».

LEÇONS

Selon les témoignages recueillis auprès des compagnons des dix « casques bleus » belges, d'observateurs de l'ONU et de militaires rwandais, le général Dallaire a été très tôt averti de leur situation. Il s'est rendu au camp de Kigali, où il a appris que certains avaient été tués, mais il n'est pas intervenu et a simplement demandé aux responsables militaires rwandais de « débloquent la situation ».

Le ministre belge de la défense, Jean-Pol Poncelet, interpellé jeudi sur cette affaire par un sénateur, a reconnu que Bruxelles avait été informé de la préparation du génocide par ses services de renseignements dès janvier 1994. Il a déclaré que, comme les militaires belges étaient sous l'autorité des Nations unies, la Belgique n'avait pas pu prendre d'initiative. « Les leçons de cette situation ont été tirées, a-t-il conclu, notamment en ce qui concerne les conditions dans lesquelles la Belgique peut fournir des troupes à une force internationale ».

L'ancien président américain Jimmy Carter a annoncé jeudi l'ouverture, le 27 novembre au Caire, d'une conférence de paix sur le Rwanda et le Burundi. L'objectif de cette réunion est de trouver les moyens de mettre fin aux violences ethniques au Burundi et de permettre le retour d'environ 3,3 millions de Rwandais, actuellement réfugiés au Zaïre et en Tanzanie. (AFP, Reuters.)

Le sommet du Commonwealth critique la junte nigériane

Réactions unanimes contre les condamnations à mort prononcées à Abuja

Le sommet des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth s'est ouvert, vendredi 10 novembre, en Nouvelle-Zélande. Toutes les délégations ont critiqué

la junte nigériane, qui vient de condamner à mort neuf opposants ogonis - dont l'écrivain Ken Saro-Wiwa - et appelé le Nigeria à la démission.

AUCKLAND

correspondance

La vie des neuf opposants au régime militaire nigérien, dont la condamnation à mort a été ratifiée, mercredi 8 novembre, par Abuja ne tient plus qu'à quelques formalités administratives, selon Ken Wiwa, le fils de l'écrivain Ken Saro-Wiwa, le plus célèbre des condamnés. Ken Wiwa est, depuis deux jours, en Nouvelle-Zélande, pour attirer l'attention des chefs de gouvernement du Commonwealth - réunis en sommet à Auckland depuis ce vendredi - sur « la violation constante des droits de l'homme au Nigeria ».

Au cours d'une conférence de presse réunie, vendredi, le jeune journaliste nigérien, a affirmé qu'un peloton d'exécution, « des militaires basés normalement à Sokoto », dans le nord du pays, s'était présenté à la prison où les condamnés sont détenus en attendant leur pendaison et aurait demandé à accéder à la cellule de Ken Saro-Wiwa. Cette demande aurait été refusée par un gardien qui considérait ne pas disposer des papiers nécessaires pour laisser sortir les prisonniers.

DES MÉMES VOIES !

« Des sources proches du gouvernement d'Abuja » ont transmis l'information à Vincent Idemoy, président de la section américaine du Mouvement pour la survie du peuple ogoni (Mosop). Selon Ken Wiwa, Vincent Idemoy a obtenu la confirmation de cette version des faits à Port-Harcourt et a affirmé : « Nelson Mandela et John Major doivent téléphoner à Abuja ».

cha immédiatement. S'ils tardent

« Naus avons prévenu les hommes politiques réunis ici. Et nous devons espérer que, lorsqu'ils conseillent d'être patients, ils sont conscients de l'urgence de la situation », a déclaré Ken Wiwa. « La diplomatie de retenue de la Mandela ne marchera pas », a ajouté Olisa Agbakoba, l'un des avocats qui a défendu les condamnés, au cours d'un procès unanimement reconnu comme une « grossière parodie de justice ».

Les militants venus à Auckland s'indignent et critiquent la retenue de M. Mandela. Olisa Agbakoba lui a adressé une lettre intitulée : « Même vaus, Mandela ! ». On y lit : « Naus avons eu de la diplomatie tranquille, sans succès. Comme vous le savez, ce sont vos frères et sœurs nigériens qui ont donné sang, larmes et sueur pendant vos années d'infortune, alors que la diplomatie polie ne donnait rien. Si cette diplomatie tranquille avait continué avec l'Afrique du Sud, je doute que vous seriez en vie aujourd'hui, et encore moins président. C'est une ironie de l'histoire que votre voix, autrefois vibrante, soit aujourd'hui muette ».

Le Prix Nobel de littérature nigérien, Wole Soyinka, estime aussi que M. Mandela « a une autorité morale qui dépasse le continent africain » et « doit prendre position fortement ». Le premier ministre néo-zélandais, Jim Bolger, a affirmé s'être entretenu avec le ministre des affaires étrangères du Nigeria et lui avoir demandé, « en tant que chef du

gouvernement et en tant que président de ce sommet du Commonwealth, la clémence pour les neuf condamnés ». Au cours de la réception donnée par Chief Emeke Anyaoku, le secrétaire général du Commonwealth, le ministre nigérien, très à l'aise, a affirmé, sourire aux lèvres, que « certains gouvernements lui avaient fait part de leur désapprobation, mais pas tous ».

INACCEPTABLES - ESSAIS NUCLÉAIRES

L'urgence de la situation n'a toutefois pas réussi à détourner l'attention sur les essais nucléaires, qui, selon le porte-parole du secrétariat, « furent évoqués par tous les intervenants » lors de la première session de travail. « Naus trouvons que continuer d'essayer des armes nucléaires de nos jours est inexplicable et inacceptable », a affirmé M. Bolger. Le premier ministre australien, Paul Keating, a souhaité, pour sa part, que le sommet prenne une position très dure et condamne nommément la France et la Chine. « Qu'une dictature militaire se moque de l'opinion internationale est une chose, a-t-il affirmé, qu'une démocratie comme la France le fasse en est une autre ».

Un communiqué « sur le désarmement » a été rédigé, vendredi. Les chefs de gouvernement y soulignent « la vaste colère que les essais nucléaires en cours ont provoquée ». Et, à une écrasante majorité, ils appellent à « la cessation immédiate des essais ». Sans nommer la France et la Chine...

Florence de Changy

Ken Saro-Wiwa, champion de la cause ogonie

L'ÉCRIVAIN Ken Saro-Wiwa, cinquante-quatre ans, dont la condamnation à mort par pendaison est confirmée, mercredi 8 novembre, par la junte (Le Monde du 10 novembre), est connu comme le champion de la cause du peuple ogoni, l'une des 250 ethnies de la Fédération. Cette communauté de 550 000 âmes vit dans l'Etat de Rivers, dans le sud du pays, où d'importants gisements de pétrole font du Nigeria le cinquième pays producteur de pétrole.

POPEE

C'est, en octobre 1990, que le Mouvement pour la survie du peuple ogoni (Mosop) qu'il préside, publie son manifeste. Le Mosop réclame pour les Ogonis l'autonomie politique, une juste part des richesses extraites de son territoire et le droit de contrôler son environnement dévasté, selon lui, par les compagnies pétrolières et notamment la Shell, après trente-cinq ans d'exploitation.

Le Mosop prône la « lutte non violente » avec pour slogan « Liberté, paix et justice ». Les gisements pétroliers du delta du Niger où vivent les Ogonis, ont été l'un des enjeux de la guerre civile du Biafra qui, entre 1967 et 1970, fit, selon Ken Saro-Wiwa, un million de morts dont plus de 30 000 Ogonis, soit 10 % de leur communauté à l'époque.

A la fin de la guerre et jusqu'en 1973, Ken Saro-Wiwa occupe divers postes dans l'administration de

l'Etat de Rivers. Dans les années 80, il fait partie du conseil d'administration d'une entreprise gouvernementale spécialisée dans la fabrication de papier. Journal et dirige Saros, sa propre maison d'édition. A partir de 1989, il se consacre au peuple ogoni. Depuis le sommet de Rio sur l'environnement, en 1992, le Mosop et ses dirigeants ont acquis une large audience internationale.

Ken Saro-Wiwa a été arrêté, le 22 mai 1994, et accusé de meurtre. Son combat pour les Ogonis lui a valu de nombreux prix. En 1994, il est lauréat du prix de la « Bonne façon de vivre », alternative au prix Nobel, et Amnesty International lui accorde le statut de prisonnier de conscience. En 1995, il est lauréat pour l'Afrique de la Fondation Goldman pour l'environnement. Il est aussi distingué par Human Rights Watch, organisation américaine de défense des droits de l'homme, ainsi que par la Fondation Bruno-Kreisly.

Ancien président de l'Association des écrivains du Nigeria, universitaire et chroniqueur célèbre de la presse locale, Ken Saro-Wiwa est l'auteur de *Bas and Company*, comédie largement diffusée par la télévision nigérienne, et qui lui a valu une grande notoriété. Ses principaux ouvrages sont *Tambari* (1973), *Tambari in Dikana* (1973), *Soraboy* (1985), *Songs in a Time of War* (1985), *Forest of Flowers* (1986), *A Modern African Folklore* (1987), et *Prisoner of Jebs* (1988). (AFP)

Lire aussi notre éditorial page 13

En Afrique, la France accentue la formation d'unités chargées de la sécurité intérieure

20 % des coopérants militaires sont des gendarmes

LA FRANCE a accentué son effort de formation et d'équipement de gendarmes dans une vingtaine de pays africains, en 1995, si l'on en croit le rapport que Michel Voisin, député UDF de l'Ain, consacre à la coopération militaire, pour le compte de la commission de la défense de l'Assemblée. Un coopérant sur cinq de la Mission militaire de coopération est soit un officier, soit un sous-officier de la gendarmerie nationale.

Cette politique est déclinée depuis le « sommet » franco-africain de Biarritz, en 1994. Elle vise à créer, avec l'aide apportée par la France à des gendarmes locaux, une « sécurité de proximité au quotidien », pour reprendre l'expression du parlementaire, dans le cadre d'actions plus générales de prévention qui sont censées encourager ou stabiliser l'Etat de droit dans des pays où il est l'objet de menaces sérieuses.

Selon M. Voisin, la France a déployé, en Afrique, à Madagascar et aux Comores, cent trente-trois coopérants issus de la gendarmerie pour des missions de longue durée. A cela s'ajoutent trente-deux autres, en mission de courte durée (deux à six mois), pour un travail d'assistance technique, et pas moins de deux cents stagiaires (venus de dix-sept pays de la zone), dont certains à l'école des officiers de la gendarmerie de Melun (Seine-et-Marne), qui a ouvert un cours spécial cette année. Il s'agit, pour la gendarmerie française, de participer ainsi à la formation, à l'équipement et à l'entraînement d'unités à statut militaire et vouées à la prévention, à la surveillance générale et à la sécurité intérieure.

A ce titre, l'apport de la gendarmerie nationale à la coopération militaire française en Afrique mobilise 19 % des effectifs globaux (soit quelque 715 personnes) de la Mission de coopération. Elle s'accompagne de la fourniture d'équipements (véhicules, matériels de maintien de l'ordre, transmissions, chevaux et avions légers d'observation ou ULM) à hauteur de 144 millions de francs, dont la majeure partie provient - c'est le cas depuis 1994 - du Fonds d'aide et de coopération (FAC).

SUR LE MODELE DU GIGN

Dans l'ordre décroissant du volume de cette aide par pays, on recense le Burundi, le Tchad, le Mali, le Congo, le Niger, la Côte-d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal, le Cameroun, le Bénin, le Togo, Madagascar, les Comores - à égalité avec la Guinée - le Gabon - à égalité avec la Guinée-Equatoriale. En 1995, le Rwanda et le Zaïre ont été exclus de cette aide. Djibouti a bénéficié de l'assistance de onze cadres de la gendarmerie française sans recevoir de matériels.

Ces actions, précise encore le

rapporteur parlementaire, concernent principalement la mise sur pied de brigades de gendarmerie territoriale, de formations de gendarmerie mobile ou d'unités de la garde nationale. Dans certains pays, comme au Bénin par exemple, la formation porte sur la constitution d'unités spéciales d'intervention, sur le modèle du GIGN français. Les avions légers d'observation - il s'agit notamment d'ULM - contribuent à la surveillance générale des côtes ou du territoire.

D'une manière plus générale, la coopération militaire de la France en Afrique mobilise, toutes formes confondues, en 1995, quelque 1 126 cadres d'active et 19 recrutés du contingent. Elle a reçu un budget, après le « gel » de certains crédits en cours d'année, de l'ordre de 762 millions de francs, en diminution de 1 % par rapport à l'année

158 gendarmes

en poste en Algérie

Selon un autre rapporteur de la commission de la défense, Robert Poudjide, député RPR de la Côte-d'Or, la gendarmerie française a déployé cent cinquante-huit hommes pour la seule sécurité de la représentation diplomatique de la France en Algérie. C'est de très loin le poste le plus onéreux en gendarmes à l'étranger. An total, dans le reste du monde, la sécurité des autres représentations diplomatiques françaises mobilise trois cent six gendarmes.

L'ambassade de France à Alger réunit plus de gendarmes que la totalité de l'assistance militaire technique en Afrique et que les effectifs de gendarmes détachés dans des missions de l'ONU.

antérieure. Depuis six ans, le budget a cependant enregistré une diminution de 22,4 %, avec un secteur plus atteint par cette érosion que les autres, celui de la formation des stagiaires en France ou sur place (en baisse de 31,5 %).

M. Voisin note toutefois que ce déclin sera stoppé, en principe, en 1996. La formation des personnels militaires africains devrait bénéficier d'une hausse de 9,16 %. Ce sont le Cameroun, le Gabon, le Sénégal, le Tchad, la Mauritanie et le Burkina Faso qui devraient en tirer profit, avec, à eux seuls, la moitié des places de stage offertes par la France. Le rapporteur regrette que les établissements militaires de haut niveau, comme le Collège interarmées de défense (CID), à Paris, ne proposent que peu de stages - vingt-sept en 1994 et 1995 - à des officiers africains.

Jacques Isnard

RAFAL

NEW DELHI de notre correspondant en Asie du Sud

Le sort de milliers de déplacés qui fuient les combats entre les séparatistes tamouls et l'armée de Colombo, au nord du Sri Lanka, alarme les organisations humanitaires internationales : plus de 80 000 auraient trouvé refuge dans la ville de Kilinochchi, encore sous contrôle des Tigres de libération (LTTE), après avoir traversé le lac qui sépare l'île de la péninsule septentrionale de Jaffna, virtuellement « libérée » par les séparatistes depuis 1990. Environ 200 000 à 300 000 autres seraient arrivés au sud de cette même péninsule, dans une région où les guérilleros ont installé leur nouveau quartier général et s'approprieraient, eux aussi, à grossir les rangs de réfugiés à Kilinochchi.

L'arrivée des pluies et les conditions sanitaires déplaisantes font craindre le pire : le responsable des services administratifs de Kilinochchi a déclaré redouter qu'« épidémie et famine » ne viennent bientôt aggraver la situation de ces réfugiés. Les autorités de Colombo essaient, pour leur part, de minimiser l'ampleur de ce déplacement de population qui ne dépasserait pas, à les en croire, « la centaine de milliers ».

« BOUCIERS HUMAINS »

Le fait qu'aucun journaliste n'ait encore pu pénétrer en territoire « tigre » ne fait qu'ajouter à l'imprécision d'informations qui émanent de la zone de guerre, près de trois semaines après le début de la plus grande offensive jamais lancée contre la LTTE par l'armée sri-lankaise. Les responsables ne laissent passer qu'un compte-gouttes de nouvelles et médiocrement entassés dans la ville de Vavuniya, première agglomération d'importance des régions tamoules et ultime point de contrôle vers le nord de l'armée régulière. Seuls, des navires affrétés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont autorisés à transporter des biens de première nécessité au port de Point Pedro, en zone séparatiste.

Il semble que la question des réfugiés soit exploitée par les deux camps, pour des raisons politiques et militaires. Le gouvernement sri-lankais affirme que les insurgés veulent utiliser la population tamoule comme « bouclier humain » pour freiner l'avance de l'armée ou faire retomber la responsabilité sur Colombo en cas de pertes civiles. Les Tigres ont laissé de nombreux civils fuir Jaffna-Ville, mais ils les empêchent encore de gagner les territoires sous contrôle gouvernemental. Il est vrai que l'armée gouvernementale ne laisse pratiquement aucun réfugié entrer en pays cinghalais, espérant, elle aussi, que la dégradation de la situation humanitaire sera imputée aux séparatistes.

Alors que, selon un porte-parole militaire, les troupes sri-lankaises ont repris leur offensive, vendredi 10 novembre, après une pause d'un semaine, due aux pluies et à la méfiance des soldats à s'aventurer plus avant dans une ville, Jaffna, probablement minée par les guérilleros, des informations laissent penser que la cote de popularité du LTTE parmi les civils serait au plus bas. Certains prêtres tamouls, qui ont pu quitter récemment les zones de guérilla, affirment que la rupture du processus de paix par les Tigres, en avril, a profondément déçu une population qui croyait enfin à la réconciliation avec Colombo. S'ajoutant au fait que jamais les séparatistes ne s'étaient retrouvés en si mauvaise posture face à l'armée sri-lankaise, on pourrait croire qu'une page est en train de se tourner après douze ans de guerre civile.

Bruno Philip

Des dizaines de milliers de réfugiés fuient les combats entre les séparatistes tamouls et l'armée sri-lankaise au nord de l'île

NEW DELHI de notre correspondant en Asie du Sud

Le sort de milliers de déplacés qui fuient les combats entre les séparatistes tamouls et l'armée de Colombo, au nord du Sri Lanka, alarme les organisations humanitaires internationales : plus de 80 000 auraient trouvé refuge dans la ville de Kilinochchi, encore sous contrôle des Tigres de libération (LTTE), après avoir traversé le lac qui sépare l'île de la péninsule septentrionale de Jaffna, virtuellement « libérée » par les séparatistes depuis 1990. Environ 200 000 à 300 000 autres seraient arrivés au sud de cette même péninsule, dans une région où les guérilleros ont installé leur nouveau quartier général et s'approprieraient, eux aussi, à grossir les rangs de réfugiés à Kilinochchi.

L'arrivée des pluies et les conditions sanitaires déplaisantes font craindre le pire : le responsable des services administratifs de Kilinochchi

a déclaré redouter qu'« épidémie et famine » ne viennent bientôt aggraver la situation de ces réfugiés. Les autorités de Colombo essaient, pour leur part, de minimiser l'ampleur de ce déplacement de population qui ne dépasserait pas, à les en croire, « la centaine de milliers ».

« BOUCIERS HUMAINS »

Le fait qu'aucun journaliste n'ait encore pu pénétrer en territoire « tigre » ne fait qu'ajouter à l'imprécision d'informations qui émanent de la zone de guerre, près de trois semaines après le début de la plus grande offensive jamais lancée contre la LTTE par l'armée sri-lankaise. Les responsables ne laissent passer qu'un compte-gouttes de nouvelles et médiocrement entassés dans la ville de Vavuniya, première agglomération d'importance des régions tamoules et ultime point de contrôle vers le nord de l'armée régulière. Seuls, des na-

vières affrétés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont autorisés à transporter des biens de première nécessité au port de Point Pedro, en zone séparatiste.

Il semble que la question des réfugiés soit exploitée par les deux camps, pour des raisons politiques et militaires. Le gouvernement sri-lankais affirme que les insurgés veulent utiliser la population tamoule comme « bouclier humain » pour freiner l'avance de l'armée ou faire retomber la responsabilité sur Colombo en cas de pertes civiles. Les Tigres ont laissé de nombreux civils fuir Jaffna-Ville, mais ils les empêchent encore de gagner les territoires sous contrôle gouvernemental. Il est vrai que l'armée gouvernementale ne laisse pratiquement aucun réfugié entrer en pays cinghalais, espérant, elle aussi, que la dégradation de la situation humanitaire sera imputée aux séparatistes.

Alors que, selon un porte-parole militaire, les troupes sri-lankaises ont repris leur offensive, vendredi 10 novembre, après une pause d'un semaine, due aux pluies et à la méfiance des soldats à s'aventurer plus avant dans une ville, Jaffna, probablement minée par les guérilleros, des informations laissent penser que la cote de popularité du LTTE parmi les civils serait au plus bas. Certains prêtres tamouls, qui ont pu quitter récemment les zones de guérilla, affirment que la rupture du processus de paix par les Tigres, en avril, a profondément déçu une population qui croyait enfin à la réconciliation avec Colombo. S'ajoutant au fait que jamais les séparatistes ne s'étaient retrouvés en si mauvaise posture face à l'armée sri-lankaise, on pourrait croire qu'une page est en train de se tourner après douze ans de guerre civile.

Bruno Philip



صكنا من الامم

150

La police israélienne estime qu'une conspiration est à l'origine de l'assassinat d'Yitzhak Rabin

La responsabilité morale des rabbins intégristes est aussi mise en cause

Après cinq jours d'enquête, les responsables de la police israélienne estiment qu'une conspiration est peut-être à l'origine de l'assassinat de l'ancien pre-

mier ministre Yitzhak Rabin. Alors que les interpellations continuent dans les milieux d'extrême droite, une cache d'armes « digne, selon un poli-

cie, de faire la fierté de n'importe quel groupe terroriste » a été découverte au domicile du meurtrier, Yigal Amir, au cours d'une perquisition.

JÉRUSALEM

Au cinquième jour de l'enquête ouverte après l'assassinat d'Yitzhak Rabin et alors que court la rumeur, jusqu'ici infondée, que le meurtrier du premier ministre aurait pu bénéficier de complaisances au sein même du Shin Bet, le fameux service de sécurité intérieure d'Israël, le ministre de la police, Moshe Shalev, parle pour la première fois de « conspiration ». « Nous pensons, a déclaré le ministre, jeudi 9 novembre, qu'il y a eu une conspiration entre un groupe de personnes qui disposaient de l'infrastructure [pour commettre le meurtre] et qui ont préparé leur objectif avec grand soin. Nous cherchons à savoir si cette organisation avait d'autres membres. Dans quelques jours, nous aurons la réponse à cette question. »

Peu avant, au cours d'une seconde perquisition au domicile du meurtrier, Yigal Amir, à Hertzliya, près de Tel-Aviv, la police a découvert dans un faux plafond un stock d'armes et d'explosifs « digne, selon un policier cité par la radio militaire, de faire la fierté de n'importe quel groupe terroriste » : des grenades, des pains de plastique, des amorces et des mécanismes de mise à feu retardée. Les parents de Yigal Amir, longuement interrogés jeudi soir, lors du journal télévisé de la première chaîne, ont déclaré ne rien savoir des activités de leurs enfants. Le frère de Yigal Amir, Hagai, est également sous les verrous pour avoir préparé les balles d'un dumdum qui ont tué le premier ministre.

Un cinquième suspect, Ohad Skornik, âgé de vingt-trois ans, fils du professeur Yehouda Skornik, le chirurgien en chef de l'hôpital où

fut vainement opéré Yitzhak Rabin samedi soir, a été déferé, jeudi, devant un tribunal, et une autre personne a encore été arrêtée vendredi matin. Ancien camarade de yeshiva hesder - séminaires rabbiniques militaires (Le Monde du 9 novembre) - de l'assassin, Ohad Skornik aurait été mis au courant des projets de son ami. Il lui est simplement reproché, pour l'instant, de n'avoir pas prévenu les autorités.

Le jeune homme étudiait à l'université Bar-Ilan, à Tel-Aviv, à l'instar de l'assassin et de trois de ses codétenus, dont Avishai Rabin, chef

religieux qui la fréquentent, Yitzhak Newman, lequel s'était ouvertement réjoui, lundi, sur le réseau Internet, de « la mort de la sorcière Rabin ».

APPELS AU MEURTRE

Mais le groupe sociologique israélien le plus bouleversé par l'assassinat est celui des rabbins, notamment ceux qui vivent dans les territoires occupés ou qui soutiennent la colonisation du Grand Israël biblique. Des centaines de milliers de tracts, imprimés par le ministère des cultes et rappelant le

messianisme dans les territoires, résidant lui-même dans une colonie de Cisjordanie occupée - Ofrah, près de Naplouse -, le rabbin Yoel Bin-Nun, qui a toujours condamné la violence, y compris contre les Palestiniens, le confirme.

« Depuis l'affaire du réseau clandestin juif des années 80 [qui avait tué et blessé des Palestiniens], lançait-il mercredi à une centaine de rabbins réunis à Jérusalem, la plupart des horreurs perpétrées par nos gens l'ont été avec l'assentiment plus ou moins clair de certaines autorités rabbiniques. Aujourd'hui, je vous avertis : si ceux dont les écrits et les paroles ont conduit à la mort de Rabin ne se défont pas, ne font pas leur autocritique et ne démissionnent pas de leurs fonctions, je révélerai moi-même leurs identités à la fin de cette période de deuil » [qui s'achèvera dimanche soir].

Patrice Claude

■ ÉGYPTÉ : la principale organisation islamiste armée égyptienne, la Djamaa Islamiya, a menacé de mort, jeudi 9 novembre, les touristes en Egypte, en revendiquant le premier attentat contre un train depuis six mois (Le Monde du 10 novembre). Dans un communiqué manuscrit, la Djamaa Islamiya demande aux touristes étrangers de partir « immédiatement, pour sauver leurs âmes ». « Les trains transportent des touristes étrangers, ainsi que de hauts responsables de la police égyptienne », affirme l'organisation intégriste, qui rappelle qu'elle « est en état de guerre avec le régime égyptien apostat ». La police a renforcé la protection des sites touristiques. - (AFP)

AFRIQUE

■ ALGÉRIE : le Front islamique du salut (FIS) a appelé les Algériens, jeudi 9 novembre, dans un communiqué, à boycotter « massivement » le scrutin présidentiel du 16 novembre. D'autre part, Omar Belhouche, directeur du journal privé Al Watan, a été inculpé et mis sous contrôle judiciaire pour « diffamation et outrage à corps constitué ». - (AFP)

■ CAMEROUN : l'opposition s'est déclarée, jeudi 9 novembre, « prête à aller aux urnes », au lendemain de la publication d'un décret présidentiel fixant la date du scrutin municipal au 21 janvier 1996. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ TRINITÉ-ET-TOBAGO : Basdeo Pandey, principal dirigeant de l'opposition, est devenu, mercredi 8 novembre, le premier chef de gouvernement d'origine indienne de cette République caraïbe, peuplée de 1,3 million d'habitants. C'est la conséquence des élections législatives anticipées, convoquées lundi par Patrick Manning, qui était premier ministre depuis décembre 1991. - (Corresp.)

ASIE

■ VIETNAM : Amnesty International a condamné, jeudi 9 novembre, l'emprisonnement de deux vétérans de la révolution vietnamienne, dissidents du Parti communiste au pouvoir, Hoang Minh Chinh et Do Trung Hieu (Le Monde du 10 novembre). Selon sa famille, M. Chinh va faire appel du jugement, alors que la femme de M. Hieu a indiqué que ce dernier n'était pas sûr de faire appel. - (AFP/Reuters)

EUROPE

■ Le Conseil de l'Europe a célébré, jeudi 9 novembre à Strasbourg, l'entrée de l'Ukraine et de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », 37^e et 38^e Etats membres de l'organisation chargée des droits de l'homme. La Macédoine est la deuxième République de l'ancienne Yougoslavie, après la Slovaquie, à entrer au Conseil de l'Europe. L'Ukraine est le deuxième Etat issu de l'ex-URSS, après la Moldavie, à faire de même. - (Reuters)

■ ESPAGNE : un capitaine de l'armée espagnole a été gravement blessé, vendredi 10 novembre à Salamanque, dans l'explosion de sa voiture, a indiqué le gouverneur de la ville. Le véhicule a été totalement détruit par l'explosion, qui semble due à un attentat, a ajouté la même source. - (AFP)

■ SUISSE : une proposition visant à réduire le nombre d'étrangers a obtenu assez de signatures pour qu'un référendum soit organisé, a annoncé jeudi 9 novembre le gouvernement. L'initiative vise à limiter le taux des immigrés à 18 % de la population, au lieu des 20 % actuels. - (Reuters)

■ VATICAN : le Saint-Siège a démenti, jeudi 9 novembre, que le cardinal-archevêque de Barcelone Ricardo Maria Carles et l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), la banque du Vatican, soient mêlés à une affaire de recyclage d'argent sale de la Mafia italienne (Le Monde du 7 novembre). - (AFP)

■ Bartholomée I^{er}, patriarche de Constantinople, a achevé, jeudi 9 novembre, sa première visite officielle en France où le président Chirac lui a témoigné sa sympathie dans le conflit qui oppose le patriarcat oecuménique aux autorités turques. Le patriarche a vu dans l'accueil des différentes communautés « le signe de l'universalité de l'Eglise orthodoxe ».

■ RUSSIE : un nouveau projet de budget pour 1996 a été proposé conjointement par le gouvernement et une commission parlementaire, a indiqué, jeudi 9 novembre, un porte-parole de la Douma. Il prévoit un déficit de 3,85 % du PIB, et un taux d'inflation de 1,9 % par mois. Dans son premier projet de budget, le gouvernement tablait sur une inflation mensuelle de 1,2 %, mais le Parlement avait rejeté le texte. - (AFP)

France Télécom s'engage, et c'est très bien pour tout le monde.

Mais vous verrez, c'est particulièrement bien pour votre métier.

5 engagements de France Télécom auprès de tous ceux qui ont souscrit un Contrat Professionnel :

1. L'engagement d'une relation de professionnalisme à professionnel.

► Dans nos Accueils professionnels, vos interlocuteurs ont été spécialement formés pour répondre à vos besoins professionnels. Ils vous conseillent parmi une large gamme de produits et services commercialisés par France Télécom. Ils prennent en charge personnellement vos réclamations et y apportent une réponse sous 10 jours. ► Pour votre information, des supports pratiques vous permettent d'utiliser au mieux vos nouveaux équipements. Dans chaque agence, un Numéro Vert dédié vous permet de nous contacter gratuitement.

2. L'engagement de vous aider à faire le meilleur choix.

► Dans nos Accueils professionnels, un conseiller vous fait la démonstration que vous souhaitez et peut même vous proposer de tester un matériel en conditions réelles (par exemple certains mobiles, le Minitel Sillage...). ► Lorsque vous achetez des terminaux France Télécom, vous pouvez avoir recours à des solutions de crédit, comme par exemple le crédit-bail (à partir de 7.000 F HT), après acceptation du dossier. ► Quand le prix-catalogue de nos terminaux baisse dans le mois qui suit votre achat, votre agence vous rembourse la différence sur simple présentation de la facture.

3. L'engagement de vous faire gagner du temps.

► Vous déménagez, un responsable unique, dans l'agence de votre choix, s'occupe du trans-

fert de toutes vos lignes et des services associés.

Vous pouvez emporter vos terminaux loués pour les installer dans vos nouveaux locaux (sauf les standards téléphoniques). ► Si nous intervenons dans vos locaux pour l'installation de vos lignes téléphoniques, nous pouvons convenir ensemble d'un rendez-vous dans un créneau de deux heures, par exemple entre 14h00 et 16h00. Si exceptionnellement, nous arrivons en retard, nous vous offrons deux mois d'abonnement de la ou des lignes concernées.

4. L'engagement de rétablir rapidement le contact avec vos partenaires.

► En cas de dérangement, du lundi au samedi, nous intervenons au plus tard dans la demi-journée ouvrable qui suit votre appel pour rétablir le bon fonctionnement de vos lignes téléphoniques. Si exceptionnellement, nous ne respectons pas ce délai, nous

vous offrons deux mois d'abonnement de la ou des lignes concernées. (Rappel : le Contrat Professionnel Présence assure une Garantie de Temps de Rétablissement en 4 heures ouvrables du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00).

► Si votre terminal acheté à France Télécom tombe en panne, les conditions de mise en œuvre de la garantie étant réunies, vous pouvez bénéficier d'un prêt gratuit pendant la réparation. Et si la panne intervient dans les 10 jours suivant l'achat, nous vous le remplaçons immédiatement. Tout simplement, dans l'agence de votre choix.

5. L'engagement de partenariat.

► Nous vous accompagnons dans les événements majeurs de la vie de votre activité professionnelle. Par exemple, vous créez votre activité, une offre spécifique adaptée à vos besoins vous est réservée dans nos Accueils professionnels. Le Numéro Vert 05 00 58 6^e est à votre disposition pour vous donner toutes les informations et conseils utiles.

Nous sommes faits pour vous entendre.



France Telecom

GAUCHE M. Hue a écrit à M. Chirac pour s'étonner que sa nouvelle politique économique soit contraire à ses engagements électoraux et lui demander de consulter les

Français. Pour le secrétaire national du PCF, cette consultation pourrait être un référendum, procédure que son parti a longtemps condamnée. ● LE LIVRE que publie, ces jours-ci

aux éditions Stock, M. Hue propose une « mutation » de l'idéologie et de la pratique communistes en insistant sur le retard pris dans la dénonciation du stalinisme. ● LES SOCIALISTES

sont accusés par le PCF de préparer une fausse alternance. Pourtant, M. Jospin souhaite que le PS définisse une nouvelle politique économique qui se démarque de celle menée tant

par les derniers gouvernements socialistes que par MM. Balladur et Juppé. ● LES VERTS tentent d'unifier la mouvance écologiste pour établir un rapport de force avec la gauche.

Robert Hue persiste à défendre une opposition « constructive »

Le secrétaire national du PCF demande à M. Chirac de consulter les Français sur sa nouvelle politique économique. Il veut faire ainsi comprendre à ses militants l'importance du débat démocratique et gêner les socialistes au moment où M. Jospin les remet en ordre de marche

LA DÉCISION a été prise mercredi 8 novembre au matin, au lendemain du remaniement ministériel. A peine revenu de Jérusalem, où il a assisté aux obsèques du premier ministre israélien Itzhak Rabin, Robert Hue a décidé de marquer sa « grande révolte » face au « changement de cap » politique décidé par le président de la République. Dans une lettre adressée à Jacques Chirac, le secrétaire national du Parti communiste français souhaite que le pays soit « consulté », par exemple par référendum, sur « des questions décisives pour la France et sa souveraineté ».

C'est l'entretien télévisé du chef de l'Etat du 26 octobre sur France 2, « à l'issue d'une rencontre avec le chancelier Kohl », qui a décidé le bureau national du PCF à « prendre toutes ses responsabilités », a expliqué M. Hue, jeudi 9 novembre, lors d'une conférence de presse. Il a ajouté que la priorité accordée désormais à une politique de rigueur financière était « un reniement inacceptable ». « Jacques Chirac fait autre chose que ce qu'il avait promis. Avec un alignement total sur l'Allemagne, il a levé le drapeau blanc devant les marchés financiers et les tenants les plus acharnés des critères d'austérité de Maastricht. Il a capitulé », a ajouté le secrétaire national du PCF, pour qui « on ne peut pas faire n'importe quoi avec le peuple. On ne joue pas avec la démocratie ».

Dans sa lettre, datée du 8 novembre, Robert Hue rappelle à M. Chirac l'« intention » manifestée par le candidat RPR, durant la campagne présidentielle, d'organiser un référendum sur la politique européenne de la France, et no-



tantement « sur la marche à la nationale unique ».

OCCUPER LE TERRAIN

Pour le secrétaire national du PCF, ses propos télévisés et le remaniement ministériel témoignent que le processus est désormais en marche, « au plus grand mépris du suffrage universel et des lois de la démocratie ». Reprenant au vol l'idée - gaulliste - d'une vaste consultation populaire, le secrétaire national du PCF a souhaité que les Français soient consultés. « Le référendum me paraît une bonne formule. Il y en a d'autres, mais que nous ne maîtrisons pas, comme la dissolution de l'Assemblée ».

En prenant une telle initiative, M. Hue cherche une nouvelle fois à occuper le terrain comme il le

peut. Il n'est pas mécontent d'avoir lancé l'idée d'un référendum le jour même du vingt-cinquième anniversaire de la mort du général de Gaulle. Ce type de consultation a longtemps été dénoncé par ses prédécesseurs, mais, rappelle-t-il, « des pratiques nau-

velles se font jour dans la société, et les communistes avaient été les premiers à réclamer un référendum sur Maastricht ». De surcroît, la composition actuelle de l'Assemblée nationale ne lui paraît pas refléter l'image du pays : c'est la raison pour laquelle il ne se satisfait

pas d'un débat au Parlement. Sur le plan interne, le secrétaire national trouve à une nouvelle manière d'illustrer la ligne dite d'« opposition résolue dans une démarche constructive » : il ne s'oppose pas seulement, en effet, au tournant de la politique de M. Chirac, il ne réclame même pas des élections législatives anticipées, il se fait le « porteur d'une exigence démocratique ». Une vaste campagne de sensibilisation, à base de tracts et de pétitions, est d'ailleurs en préparation pour démontrer la cohérence entre les choix européens et la « politique de régression sociale ».

ÉCHOS

Son objectif est aussi d'embarasser les socialistes, auxquels les communistes ne cessent de reprocher leur soumission aux critères de Maastricht et de ne préparer qu'une fausse alternance à l'occasion des élections législatives de 1998. François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, oppose ainsi une polie fin de non-recevoir à la proposition de Robert Hue, soulignant la « contradiction fondamen-

tales » du PCF, naguère « hostile à la réforme constitutionnelle sur l'élargissement du champ du référendum ».

En revanche, à l'égard des « autres forces de progrès », dont il attend qu'elles s'associent à sa demande, M. Hue sait pouvoir rencontrer quelque écho. Interrogé jeudi par Le Monde, le président du Mouvement des citoyens, Jean-Pierre Chevènement, s'est ainsi déclaré « intéressé par une initiative qui aboutirait à une consultation des Français ». « Franchement, l'abandon du franc n'est pas une petite affaire », dit le député de Belfort, en rappelant que lui-même avait déposé, en 1993, une proposition de loi visant à soumettre le passage à la troisième phase de l'union économique et monétaire à un vote du Parlement. Cette proposition avait alors été consignée par plusieurs députés de la majorité, parmi lesquels Pierre Mazeaud, Nicole Catala (RPR) et François d'Aubert, l'actuel secrétaire d'Etat à la recherche.

Ariane Chemin et Jean-Louis Saux

Plaidoyer pour une nouvelle culture militante

ROBERT HUE a besoin d'espace pour exister. Il est mal à l'aise dans les réponses, très courtes, qu'appellent les radios et les télévisions. Lorsqu'il s'exprime, son propos s'emballa, comme une boule de neige, plutôt que de filer droit au but. C'est là la première raison d'être de ce livre, le premier que publie Robert Hue depuis son accession à la tête du Parti communiste. Il fallait aussi, sans doute, que le « premier dirigeant du parti » impose sa marque, comme l'avaient fait ses prédécesseurs. Mais Communisme : la mutation est tout sauf un livre contraint ; il vient de loin.



Par le ton d'abord, et l'emploi, à profusion, de la première personne, il se distingue des exercices d'autant, destinés à alimenter les ventes militantes et à populariser la ligne du parti. Robert Hue est un communiste qui s'interroge sur l'utilité du PCF même s'il ne doute pas de la réponse. Faisant l'éloge de la tradition et du militantisme communistes, il apparaît tel que beaucoup de Français l'ont perçu lors de sa campagne présidentielle, déboufflé, profondément humain, et cent pour cent Français. Petit-fils et fils de communiste, il ne lui viendrait pas à l'idée de renier sa famille.

Et pourtant, qu'est-ce qu'elle prend, la famille, à mots couverts... Au débotté, le secrétaire na-

tional fait référence au christianisme, il célèbre l'anticonformisme et se fait l'avocat de ce qu'il appelle le « développement à la française ». C'est un langage neuf : tout n'est pas pourri au royaume de France. Il s'agit d'indiquer le chemin, en direction d'« une nouvelle culture militante », faite de « l'écoute de l'autre », à l'opposé de celle du parti-guidé. C'est au prix d'une « mutation » - non pas d'une rénovation ou d'une refondation - que le nouveau communisme prouvera son utilité.

CICATRICE

Sans jamais établir la responsabilité de ses prédécesseurs et en veillant même - à quatre reprises - à rendre un discret hommage à Georges Marchais, Robert Hue confirme, en termes douloureux, combien « la cicatrice du stalinisme est encore brillante ». Lui-même en est encore « bouleversé, au plus profond », même s'il n'avait que six ans à la mort de Staline. Par cette indication d'âge, M. Hue s'exonère à bon compte de ses propres silences, jusqu'à son élection au poste de secrétaire national, en 1994. Mais, patience. « Il faut que le Parti communiste français tire au clair son rapport au stalinisme », écrit M. Hue pour mieux marquer combien il reste à faire. « Réducteur, le mot [de stalinisme] peut conduire à une analyse elle aussi réductrice », précise-t-il.

C'est là l'apport principal de ce livre, tant vis-

à-vis des non-communistes qu'à l'intérieur du PCF. Le « stalinisme » a pénétré au plus profond le Parti communiste français. Il a ouvert la voie au sectarisme, à la hantise permanente du complot, à la dénonciation des « renégats ». Le retard pris à cause de l'occupation du rapport Khrouchtchev, en 1956, sur les crimes de Staline, débouche sur une suite d'erreurs stratégiques. « Ce fut le mouvement de 1968 regardé avec les yeux des années 50 », regrette, par exemple, Robert Hue, qui s'interdit de parler de la période la plus récente.

Vis-à-vis des exclus du PCF, l'actuel secrétaire national avait lancé un appel, demeuré vain, juste après son élection. « Si cela pouvait suffire, je le referais. Mais j'ai plutôt l'impression d'un formidable gâchis qu'aucun geste ne peut rattraper », confesse-t-il aujourd'hui. Il lui revient désormais de faire remonter la pente à son parti, auquel il propose de renouer avec « la grande tradition française de l'humanisme ». « Plaçant la personne humaine, son épanouissement, au cœur de nos préoccupations, nous nous efforçons aussi de tirer les enseignements de l'histoire. » C'est du moins, l'engagement pris pour l'avenir.

J.-L. S.

* Communisme : la mutation, de Robert Hue. Stock, 344 p., 120 F. (En librairie le 15 novembre.)

Les Verts rêvent de peser sur la gauche

LE « NI-NI », ni gauche, ni droite, a vécu chez les écologistes. Tandis que Noël Mamère, député européen, et Yves Pietrasanta, maire de Mèze (Hérault), posent les passerelles nécessaires entre l'écologie et le Parti socialiste, Brice Lalonde et ce qu'il reste des décombes de Gérard Rattoo Ecologie frappent à la porte de l'UDF. Le conseil national de GE doit se prononcer, dimanche 12 novembre, sur l'éventualité d'une adhésion à la confédération présidée par Valéry Giscard d'Estaing.

Au même moment, la principale branche de l'écologie politique française, les Verts, organise au Mans leur première assemblée fédérale. Les statuts ont, en effet, été modifiés, professionnalisés pour ainsi dire. Désormais, la nouvelle direction collégiale sera élue pour deux ans, au lieu d'un, et surtout, l'assemblée générale des militants, capricieuse par nature, a été remplacée par des assemblées décentralisées dans les régions, chargées d'élire, à la proportionnelle, les délégués de l'assemblée fédérale. Réunies le 29 octobre, ces assemblées ont accordé une majorité relative (47 % des suffrages) à la motion C, « Rassembler et agir », de Dominique Voynet. Celle-ci propose un « processus d'unification » des écologistes, avec l'Alternative rouge et verte (AREV) et une fraction des anciens de GE, devant aboutir à « une organisation commune » à la fin du printemps prochain.

Quatre autres motions d'orientation étaient en concurrence, dont celle de l'actuelle minorité du mouvement, toujours favorable à l'autonomie politique de l'écologie, et l'une émanant principalement de la région Nord-Pas-de-Calais, qui élargit la perspective d'une « maison commune » à l'ensemble des écologistes et de la gauche dite « alternative ». La première, signée par Marie-Anne Isler-Béguin, ancienne vice-présidente du Parlement européen, a recueilli 30 % des voix. La seconde, co-signée par Marie-Christine

Blandin et Guy Hascoët, respectivement présidente et vice-présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, a obtenu 11,5 % des suffrages. Elle révèle une différence d'approche entre M^{me} Blandin, habituée dans ses fonctions à un dialogue permanent avec le PS et le PCF, et M^{me} Voynet, plus sensible aux équilibres internes de son mouvement.

VOLONTÉ D'UNIFICATION

Ces premiers résultats ne sont pas faits pour déplaire à l'ancienne candidate à l'élection présidentielle : une majorité absolue aurait eu pour effet de rejeter dans la minorité une partie de ses amis. Elle préfère négocier une motion de synthèse autour de ses propositions lors de l'assemblée du Mans, afin de dégager une majorité plus large. Les amis de M^{me} Blandin, en revanche, ont déjà fusionné leur texte avec une autre petite motion, pour peser davantage dans le débat. Leur volonté est d'aboutir à « l'unification de l'écologie politique en un seul parti écologiste, ouvert, solidaire et citoyen », sans que les Verts apparaissent comme des partenaires hégémoniques.

En clair, l'enjeu, qui n'est pas démesuré, porte sur l'éventuelle intégration d'une partie des « réformateurs » communistes, proches de l'ancien ministre Charles Fiterman, voire d'une partie de la Ligue communiste révolutionnaire. C'est ce qui inquiète la minorité des Verts. L'objectif vise aussi à constituer un « pôle alternatif » susceptible de peser davantage, dans un second temps, vis-à-vis du Parti socialiste. Après avoir longtemps fait figure de « gauchiste » face à son ancien rival Antoine Waechter, M^{me} Voynet se retrouve ainsi en position médiane au sein de son mouvement, avec, sur sa gauche, quelques militants plus déterminés ou plus pressés qu'elle à lever définitivement l'équivoque écologiste.

J.-L. S.

Lionel Jospin remet le Parti socialiste au travail

QUATRE SEMAINES après son intronisation au poste de premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin lève le voile sur sa démarche pour la seconde étape de la rénovation, celle des idées. Présent quatre jours par semaine rue de Solferino à Paris - où un déménagement d'est plus à l'ordre du jour - et deux jours à Cîteaux (Haute-Garonne), où il est conseiller général, l'ancien candidat à l'élection présidentielle est en train de remettre au travail la lourde machine socialiste, qui s'était considérablement assoupie. D'emblée, il a précisé le partage des rôles : le secrétariat national, réuni tous les mercredis matin, a été défini comme une « instance de travail, d'impulsion et d'animation ». M. Jospin d'entend pas y transposer le débat politique, le réservant au bureau national - élargi à 62 membres avec l'entrée, comme invités, de personnalités de poids, comme Michel Rocard, Martine Aubry, Jacques Delors ou Jack Lang - réuni également chaque mercredi, présenté comme « le lieu de la réflexion collective ».

Mercredi 8 novembre, au lendemain d'un changement de gouvernement accueilli avec une ironie grinçante, Pierre Moscovici, secrétaire national chargé des études, a présenté aux deux instances la mé-

thodologie pour mener à bien les trois chantiers thématiques de la rénovation : la mondialisation, les acteurs de la démocratie et la redistribution. Pour chaque sujet, une phase préparatoire sera centrée sur la consultation d'experts, de « boîtes à idées », de personnalités de la société civile et de syndicalistes. En parallèle, les adhérents seront consultés par questionnaire, dans un esprit d'états généraux. La phase conclusive se traduira par un colloque, ouvert sur l'extérieur, ou par une convention, à usage interne, suivant le sujet. Selon François Hollande, porte-parole du PS, l'objectif est de « ne déboucher ni sur un simple constat d'experts ni sur un programme en bonne et due forme » - cette étape est renvoyée à un troisième temps - mais d'« éclairer les choix de politique économique et sociale que nous aurons à faire ».

Le premier débat sur la mondialisation, préparé dès maintenant, occupera le premier trimestre 1996 et devrait être conclu, en mars, par une convention nationale. La même procédure sera choisie pour la redistribution, au quatrième trimestre 1996. Au printemps, la réflexion portera sur les acteurs publics et la démocratie, avec en conclusion un colloque ouvert à des personnalités extérieures. Sous des formes et des dates à cla-

rifier, la confrontation pourrait être élargie aux autres forces de gauche, avec lesquelles M. Jospin entend bâtir des « espaces de coopération » - sans en fixer la cadence ou en écrire la partition - afin de ne plus faire encourir au PS le reproche de vouloir dominer ses partenaires. Il a déjà renoué des contacts officieux avec des communistes, des écologistes et des radicaux et a rencontré, avant de le faire plus officiellement en décembre, des dirigeants syndicaux.

UNE FORMATION PACIFIÉE

Pour M. Jospin, la priorité est de définir une nouvelle politique économique se démarquant de celle conduite naguère par Pierre Bérégovoy et se présentant comme une alternative à celle de Jacques Chirac. Cette tâche doit être menée à bien au premier trimestre. L'objectif est de redonner des « marges de manœuvre » à une politique économique qui, disait-il le 14 octobre, « rejette la fuite en avant dans le libéralisme au simple retour - très provisoire - au keynésianisme ».

Cette stratégie est globalement bien acceptée dans un parti pacifié où les différents courants, tous représentés au secrétariat national, jouent le jeu du rassemblement autour du premier secrétaire. Ce-

lui-ci pourra vérifier que le courant passe lors du conseil national du 16 décembre et même avant, lors de ses déplacements des 16 et 23 novembre, respectivement dans le Nord et dans le Rhône, lorsqu'il ira soutenir les candidats à des législatives partielles abordées avec optimisme.

Pour l'heure, des critiques se font entendre sur le rythme de cette rénovation, jugé trop lent par ceux qui, chez les députés notamment, rêvent d'un argumentaire plus opérationnel pour s'opposer au gouvernement.

Un petit pas a été fait mercredi au bureau national. Elisabeth Guigou, secrétaire nationale aux questions sociales, a présenté un rapport sur la protection sociale pour préparer le débat au Parlement. Mais il s'est agi essentiellement d'un rappel de principes et non d'un plan alternatif à celui du gouvernement. M. Hollande les a ainsi résumés : « Il faut faire cesser les déficits qui minent le système même de Sécurité sociale. L'effort doit porter sur les dépenses et non sur des augmentations de recettes ou des déremboursements. C'est sur l'offre de soins qu'il faut intervenir. L'équité doit être la règle. » Le débat sur une réforme du financement n'a été qu'à peine amorcé.

Michel Noblecourt

سكا من الامل

M. Bayrou accepte des économies dans son budget sans toucher à la recherche et aux universités

Le ministre promet une relance de la politique contractuelle dans l'enseignement supérieur

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 9 novembre, le budget de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche. La majorité a

voté pour, le PS et le PC contre. M. Bayrou a accepté une légère réduction de ses crédits, mais sans toucher à ceux consacrés à l'université. Il

est vrai que, dans le même temps, des manifestations d'étudiants se déroulaient dans plusieurs villes de province.

LES ESCARMOUCHES incessantes des trois dernières semaines entre le gouvernement et la majorité à l'occasion de la discussion budgétaire ont laissé place, jeudi 9 novembre, à l'Assemblée nationale, à une remarquable sursis.

Après huit heures de discussion, le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, qui venait de défendre les crédits de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et le rapporteur spécial de la commission des finances, Gilles Carrez (RPR), échangeaient à l'envi les politesses. Le rapporteur remerciait le ministre des « relations très fructueuses » et du « dialogue constructif » qui s'étaient établis avec ses services. Le ministre, en retour, ne tarissait pas d'éloges sur la qualité du travail accompli avec les rapporteurs de l'Assemblée, qui avait permis d'éviter les « économies aveugles » dans son budget.

Il est vrai que tout avait été ficelé dans la matinée de jeudi. Pour atteindre son objectif global de 2 milliards de francs supplémentaires d'économies dans les dépenses de l'Etat en 1996, la commission des finances avait initialement déposé des amendements de réduction de crédits pour un montant total de quelque

300 millions de francs sur l'école du budget de M. Bayrou. La recherche avait été dispensée de cure d'amaigrissement et l'enseignement supérieur étant considéré comme intouchable du fait de l'actuelle grève dans les universités, ce restait plus en jeu qu'une centaine de millions de francs, à trouver dans les crédits de l'enseignement primaire et secondaire.

« On ne peut pas se targuer d'être un super-ministre lorsqu'on roule à l'ordinaire »

François Bayrou soulignant que « la rigueur des finances publiques est aussi présente à l'esprit du ministre de l'éducation nationale que pour tous les autres », à condition que les économies « ne touchent pas en profondeur l'option de l'Etat », les députés et le ministre ont épluché ensemble - en marge de la séance - les lignes de crédit. Et ils se sont mis d'accord sur des réductions de 104 millions de

francs, touchant notamment les dépenses d'informatique et de télématique (10 millions), les examens et concours (6 millions), la formation continue des personnels (22 millions), les crédits de rémunération des enseignants du privé (34 millions) et les allocations de préretraitement dans les instituts universitaires de formation des maîtres (12 millions).

La petite guerre des économies étant par avance désamorcée, la discussion a pu se dérouler paisiblement, sans être autrement perturbée par la maigre manifestation d'étudiants qui s'est terminée, sans heurts, aux abords du Palais-Bourbon.

Après avoir confirmé sa volonté de « remettre à niveau en quatre ans » les moyens des universités les plus mal dotées (*Le Monde* du 10 novembre), M. Bayrou a précisé que, d'ici la prochaine rentrée universitaire, à l'automne 1996, les universités « les plus frappées, les moins dotées » bénéficieraient de fortes mesures de rattrapage. Le ministre s'est, en outre, engagé à redonner vie à la politique contractuelle entre l'Etat et les établissements d'enseignement supérieur, lancée par Lionel Jospin en 1989 et mise en veilleuse depuis 1993.

Et s'il n'y avait eu l'opposition.

Gérard Courtois et Béatrice Gurrey

La prestation autonomie serait maintenue pour le 1^{er} janvier

LE GOUVERNEMENT a réaffirmé, jeudi 9 novembre, son souhait de soumettre au vote du Parlement le projet de loi sur la prestation autonomie « d'ici à la fin de l'année » pour une entrée en vigueur du dispositif « au 1^{er} janvier 1996 ». L'« intention » de respecter ce calendrier « demeure », a-t-il indiqué, l'ouvrage d'Alain Juppé, répondant aux interrogations de plusieurs sénateurs qui, avec Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission des finances, ont pronostiqué une mise en application de l'allocation dépendance « à la fin du premier trimestre 1996 ».

Le Sénat, qui a commencé jeudi la discussion du projet de loi du gouvernement, a renvoyé l'examen des articles à la mi-décembre à l'issue du débat budgétaire. Les sénateurs ont proposé d'importantes modifications du projet, pratiquement toutes écrites par leur commission des affaires sociales.

M. Léotard plaide pour un nouveau gouvernement avant 1998

FRANÇOIS LÉOTARD, président du Parti républicain, a estimé, jeudi 9 novembre, sur France 2, « qu'il faudra, le moment venu, un gouvernement destiné et décidé à gagner la bataille des élections législatives ». « Peut-être sera-ce le même premier ministre, mais peut-être pas la même équipe », a-t-il ajouté. M. Léotard a jugé qu'en 1998 le Front national passera « avec les socialistes une sorte d'accord tacite (...) contre la majorité actuelle ». Il a d'autre part vivement critiqué la « désinvolture » avec laquelle huit des douze femmes du premier gouvernement Juppé ont été évincées et la « la concubinage avec laquelle on a traité les libéraux ».

DÉPÊCHES

■ **PROTECTION SOCIALE** : le RPR est opposé à l'instauration d'une franchise forfaitaire non remboursable sur les feuilles de soins, envisagée par le gouvernement dans le cadre du plan de sauvetage de la Sécurité sociale. Roselyne Bachelot, déléguée générale du RPR chargée de l'emploi et de la lutte contre l'exclusion, a estimé, jeudi 9 novembre, que ce serait « dangereux et contre-productif ». Elle a préconisé un financement de l'assurance-maladie « par tous les revenus, y compris ceux du capital » (à l'exclusion du Livret A).

■ **LES DÉPUTÉS UDF** ne s'opposent pas à des ordonnances « si le contenu de la réforme leur convient », a déclaré jeudi 9 novembre, le président de leur groupe à l'Assemblée nationale, Gilles de Robien. « Nous confirmons nos grands principes, ensuite que le gouvernement prenne ses responsabilités », a-t-il ajouté.

■ **EMPLOI** : la hausse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles s'est ralentie au troisième trimestre (-0,2 %, soit 30 000 emplois nouveaux), selon l'enquête du ministère du travail publiée vendredi 10 novembre. Les effectifs salariés avaient augmenté de 0,4 % (+45 000) au premier trimestre et aussi de 0,4 % (+47 000) au deuxième trimestre.

■ **CARPENTRAS** : les sections locales de Ras l'Front, la LICRA, du PS, du PCF, de la CGT, de la CFDT et de SOS-Racisme organiseront une « contre-manifestation » le 11 novembre, à Carpentras, pour protester contre le rassemblement du Front national le même jour. La CFDT a déclaré, jeudi 9 novembre, qu'elle soutiendrait les cheminots qui refuseraient de conduire le train affrété par le FN pour rejoindre Carpentras depuis Paris.

■ **GOVERNEMENT** : Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, a déclaré, jeudi 10 novembre, à l'AFP que l'équilibre politique du nouveau gouvernement de M. Juppé « est bien meilleur que celui du précédent ». « C'est vraiment un gouvernement du deuxième tour » de l'élection présidentielle, a-t-il ajouté, en soulignant que « sur seize ministres, neuf sont issus de la famille libérale, avec notamment deux des quatre vice-présidents du Parti républicain, Alain Lamassouire et moi-même ».

■ **ASSEMBLÉE NATIONALE** : Hassan II, le roi du Maroc, prononcera, dans le cadre de la visite d'Etat qu'il doit effectuer en France, une allocution devant les députés français dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale jeudi 23 novembre à 15 heures. Le souverain marocain sera le troisième chef d'Etat étranger à s'exprimer dans l'hémicycle du Palais-Bourbon après le roi d'Espagne, Juan Carlos, et le président américain, Bill Clinton.

Succès en province pour les manifestations

Le pavé parisien n'est plus le lieu des grandes manifestations d'étudiants et d'enseignants. Pour la Journée de protestation contre « l'insuffisance des crédits et des postes », organisée jeudi 9 novembre par une dizaine d'organisations, ils étaient un peu plus de 3 000 entre Jussieu et l'Assemblée nationale, dans un cortège animé par 1 500 étudiants de Rennes, les plus broyants et motivés. Les manifestations ont été, en revanche, importantes à Metz (4 000 à 5 000 personnes), où l'octroi d'une subvention de 500 000 francs et la création de cinq postes ont été jugés insuffisants, ainsi qu'à Aix-en-Provence où près de 5 000 étudiants du centre des lettres et des sciences humaines sont en grève depuis lundi 6 novembre avec occupation de locaux. D'autres défilés ont eu lieu à Toulouse (4 000), Orléans (600), Montpellier (600), Lille (400), Nancy (300), Amiens et Limoges.

Le plan de rattrapage des universités présenté par François Bayrou devant les députés a été approuvé « sans réserve » par la Conférence des présidents d'université. Le SGEN-CFDT, plus prudent, a certes « apprécié avec intérêt ce plan et son ancrage sur la politique contractuelle », mais s'interroge « sur l'adéquation des moyens ».

L'hommage de la France chiraquienne au général de Gaulle

EN NOVEMBRE, il fait toujours froid. Ce jeudi 9, pour le 25^e anniversaire de la mort du général de Gaulle, il a fait froid le matin et le soir. Les commémorations, habituelles pour celle de Colombey-les-Deux-Églises et exceptionnelles pour celle des Invalides, n'ont pas réchauffé l'atmosphère : elles intervenaient deux jours après un remaniement gouvernemental diversément apprécié dans les rangs majoritaires.

Jacques Chirac a devancé tous ses « compagnons », en arrivant la veille à la Boissière, qui fut la demeure du général. Il y a passé la nuit - seul le chancelier allemand Konrad Adenauer, au début des années 60, l'avait fait avant lui - et il a déposé, tôt jeudi, une gerbe tricolore en forme de croix de Lorraine sur la tombe du chef de la France libre. M. Chirac était accompagné de l'amiral Philippe de Gaulle et de son fils, Jean, tous deux parlementaires RPR, ainsi que du maire de Colombey, Jean Raullet. Deux cents personnes ont bravé la brume pour venir applaudir le président à la sortie du cimetière.

Plus tard, cent quarante parlementaires RPR, sur trois cent cinquante, sont arrivés par le train pour assister à une messe célébrée par l'abbé Lambert. Ils étaient avec le premier ministre, Alain Juppé, entouré de huit membres de sa deuxième équipe : Jacques Toubon, Roger Romani, Pierre-André Périssol, Jacques Godfrain, Michel Barnier, Anne-Marie Couderc, Eric Raoult et Hervé Gaymard. Deux femmes étaient très entourées : Elisabeth Hubert et Colette Codacci, deux « débarquées » du premier gouvernement de M. Juppé. L'absence d'Edouard Balladur et de Nicolas Sarkozy a été remarquée

par les « compagnons ». L'ancien chef du gouvernement a expliqué, sur LCI, que le général avait eu du succès « parce qu'il avait des dons exceptionnels d'anticipation de l'avenir ». M. Balladur se rendra en décembre à Colombey, avec des habitants du 15^e arrondissement de Paris, dont il est l'élu.

LA LUEUR DE L'ESPERANCE

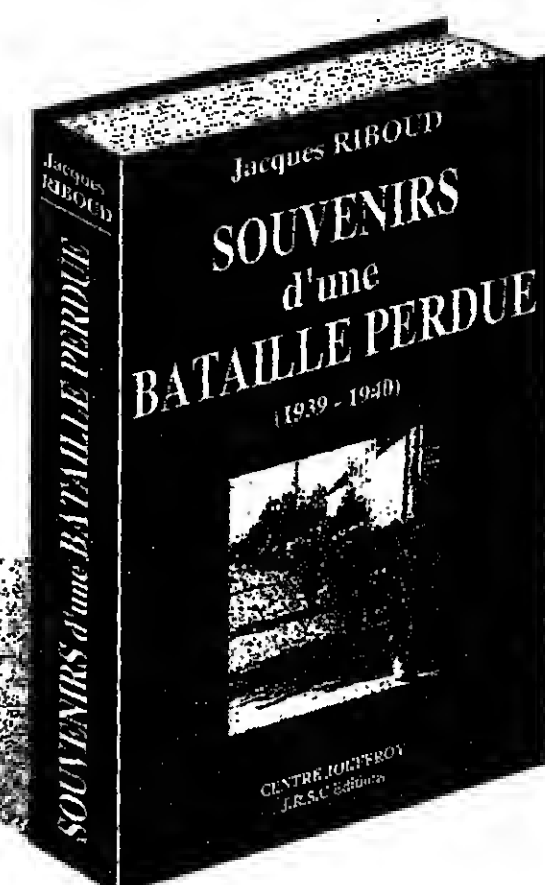
Pour sa part, l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, sur RTL, que le fondateur de la V^e République avait été « un chef d'Etat extraordinaire », que les Français n'ont « pas aimé jusqu'au bout », car ils « se sont détachés de lui à partir de 1965 ». Avec son premier ministre, le nouveau président, lui, a participé, dans la soirée, à un hommage officiel sur l'esplanade des Invalides, organisé à l'initiative de l'Institut Charles-de-Gaulle.

Un détachement interarmées de huit cents soldats, porteurs de torches, a formé une gigantesque croix de Lorraine, éclairée de bleu, de blanc et de rouge. Le spectacle était télévisuel et les Parisiens n'étaient pas nombreux derrière des grilles lointaines. Trois caméras ont filmé des écrits gaullistes : Jean Plaut a récrit du Malraux, François Chaumette, l'extrait d'un discours prononcé par le général, le 27 juin 1943, sur la place Gambetta à Tunis, et Alain Delon, un passage des *Mémoires de guerre* : « Vieil homme, recouvert d'épaves, détaché des entreprises, sentant venir le froid éternel, mais jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance ! » Dans le ciel, deux projecteurs ont formé un « V » de la victoire.

Olivier Biffaud

« Il n'y a pas de gloire dans la défaite. Le soldat qui retourne de la guerre vaincu, sait qu'à l'épreuve d'un combat inégal, s'ajoutera l'amertume de la défaite. Mais la mémoire de mon régiment perdu et de la conduite des gradés et des canonnières a toujours été pour moi un motif de fierté, une raison d'espérer. »

Jacques RIBOUD - Juin 1941
Short Beach, Conn. - E.U.



« Rarement des souvenirs de témoins dignes de foi m'ont donné cette sensation de vérité, d'impartialité et de compétence dans l'analyse de la grande tragédie française. »

Henri TROYAT de l'Académie Française

« Ce livre est extraordinairement vivant, écrit de la plume la plus alerte. »

Arthur CONTE

« C'est un des rares livres sur cette triste période de notre histoire qui nous donne des motifs d'être un peu fiers de nous. »

Jean DUTOURD de l'Académie Française

« Je suis d'abord un soldat, avant tout sensible aux joies, aux peines, aux souffrances du soldat ; votre livre les illustre bien, c'est pourquoi je l'ai lu avec passion. »

Le Général d'Armée Michel GUIGNON

« J'ai lu d'une traite vos « Souvenirs d'une bataille perdue ». Pour qui a vécu les combats de mai-juin 1940, ils sont passionnants et j'en connais peu d'aussi éclairants. »

Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC
Auteur des « Français de l'an 40 »

« Il est assez rare de pouvoir parler de la campagne de France de mai-juin 40 telle qu'elle s'est, en fait, déroulée. »

France Culture

EDITIONS J.R.S.C.

Tél.: (1) 46.22.10.50 - Fax: (1) 47.64.49.62

Disponible en librairie

DIFFUSION : DIFAS

Tél.: (1) 64.62.14.41 - Fax: (1) 64.11.30.49

SANTÉ Le tribunal des affaires de sécurité sociale de Saint-Lô (Manche) a donné raison, jeudi 9 novembre, à la veuve d'un ancien ouvrier des Arsenaux de Cherbourg.

Elle tentait de faire reconnaître que l'amiante était responsable de la mort de son mari, décédé en 1994. ● UN PROJET DE DÉCRET élaboré par cinq ministères devrait bientôt

contraindre les propriétaires d'immeubles collectifs, ou à usage collectif, à vérifier s'il existe une isolation à l'amiante dans leurs bâtiments. Il précise les délais de mise en œuvre

du recensement en fonction de l'âge et de la catégorie des bâtiments. ● DANS LES ANNÉES 50, un procédé d'isolation n'utilisant pas d'amiante avait pourtant été mis au point par

trois jeunes entrepreneurs passionnés, les frères Blandin, mais il a été progressivement abandonné au profit de techniques d'isolation à l'amiante.

Le dossier de l'amiante va entrer dans sa phase judiciaire

Un tribunal de Saint-Lô a jugé que le matériau était la cause d'une maladie professionnelle mortelle. La mise à l'écart d'un procédé de substitution, inoffensif, relance le débat sur les responsabilités. Une association de victimes s'apprête à déposer une plainte

SAINT-LÔ (Manche)

« L'amiante a tué mon mari. » En donnant raison à la veuve d'un ouvrier de l'arsenal de Cherbourg (Manche) qui demandait que l'amiante soit reconnu comme étant la cause du décès de son mari, le tribunal des affaires de sécurité sociale de Saint-Lô (Manche) ouvre de nouvelles perspectives aux familles de victimes.

Charpentier « fer » de 1968 à 1992 à l'arsenal de Cherbourg, Jean Dupont a travaillé pendant dix ans, quotidiennement, au contact de la poussière d'amiante, sur les différents chantiers de construction des sous-marins.

En 1986, il a commencé à souffrir

d'insuffisance pulmonaire. En 1987, la médecine du travail a détecté chez lui une affection pulmonaire grave : l'asbestose. D'année en année, l'état de Jean Dupont se dégradait. Les médecins alertent l'administration, qui finit par reconnaître un taux de 60 % d'incapacité physique permanente et décide, en 1992, de placer son ouvrier en retraite anticipée. En 1994, Jean Dupont meurt, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Depuis, sa femme, Claude, se bat sur tous les fronts pour faire reconnaître l'origine professionnelle du décès de son mari. Pour elle, « l'amiante a tué » et il existe un lien de causalité directe entre l'amiante que Jean a respiré de

1968 à 1978, sa maladie et son décès. D'où sa décision de porter le dossier sur le bureau du tribunal des affaires de sécurité sociale.

PREUVE IMPOSSIBLE

Le décès de Jean Dupont est-il imputable à la maladie ? Claude Dupont répond « oui », le ministère de la défense dit « non ». L'administration s'appuie sur un rapport de trois médecins-experts pour écarter le lien direct entre l'asbestose (maladie professionnelle due à l'amiante) et le décès. Le rapport fait état d'un décès dû à une « pneumopathie d'origine infectieuse » et, par conséquent, écarte l'hypothèse d'un décès lié à la seule maladie professionnelle.

Dans son jugement, rendu jeudi 9 novembre, le tribunal a tranché et donné raison à la veuve en faisant valoir la présomption d'imputabilité. Selon le juge, le ministère de la défense devait apporter la preuve que le décès de Jean Dupont serait survenu le même jour à la même heure sans la maladie professionnelle. L'administration étant dans l'impossibilité d'apporter cette preuve, la présomption d'imputabilité, favorable aux victimes, est retenue. Le lien entre l'amiante, la maladie et le décès est par conséquent établi.

Pour Claude Dupont, c'est le bout du tunnel. « Satisfait » par le jugement, elle va pouvoir se tourner vers le service des rentes et

pensions du ministère de la défense afin de régulariser sa situation. Depuis le décès de son mari, elle ne perçoit que 25 % de sa pension. La décision du tribunal des affaires de sécurité sociale de la Manche fera date et elle pourrait faire jurisprudence. Pour François Martin, secrétaire général de la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (Fnath), qui a assisté Claude Dupont dans son combat, « c'est une bonne décision, qui complète efficacement la jurisprudence actuelle. C'est la preuve qu'il existe une justice correcte en France dans le domaine social ». Les victimes pourront donc désormais s'appuyer sur cette reconnaissance officielle des maladies profession-

nelles liées à l'amiante et bénéficier d'une indemnisation correcte, à la hauteur du préjudice subi.

La direction des constructions navales (DCN) a un mois pour faire appel de cette décision. La DCN avait reconnu récemment qu'une quinzaine de personnes étaient mortes en 1993 des suites de maladies liées à l'amiante utilisé à l'arsenal de Cherbourg. En juillet dernier, le représentant de la CGT au conseil de prévention des risques professionnels avait affirmé qu'un ouvrier des chantiers de l'Atlantique sur cinq était atteint d'une maladie liée à l'amiante (Le Monde du 9 mai).

Bertrand Bommenfant

COMMENTAIRE

RESPONSABILITÉS

Dans les années 50, on savait que l'amiante tuait. Un procédé d'isolation des bâtiments à base de fibres minérales existait, qui était en concurrence directe avec le flocage à l'amiante. Ses inventeurs, les trois frères Blandin, l'avaient mis au point après être aperçus que les ouvriers qui avaient projeté de l'amiante avant-guerre mouraient les uns après les autres. Dans un contexte sanitaire qui pourrait devenir dramatique, l'abandon progressif du procédé Blandin est lourd de conséquences.

Diverses estimations évaluent à environ un million par an le nombre de décès imputables à l'amiante et prévoient plus de cent mille morts dans les vingt ans à venir. Les pathologies provoquées par une exposition prolongée à l'amiante sont connues : l'asbes-

tose (insuffisance respiratoire grave), les lésions pleurales bénignes, le cancer du poumon et le mésothéliome (cancer primitif de la plèvre) sont désormais inscrits au tableau des maladies professionnelles. En 1993, selon la Caisse nationale des maladies professionnelles, les poussières d'amiante ont figuré au troisième rang des causes de maladies professionnelles.

Le décret en préparation, dont la présentation a été mainte fois repoussée, se contente d'organiser le recensement des bâtiments dangereux, en vue du déflocage.

La question de l'indemnisation des victimes reste entière. L'histoire du procédé Blandin relance la délicate question du partage des responsabilités. Une association de victimes est en train de se constituer qui devrait fédérer les plaintes en cours. Qui endosera cette responsabilité ? Le débat ne fait que commencer.

L. F.

Un décret va imposer le recensement des bâtiments traités

UN PROJET de décret élaboré par les ministères de la santé, de la justice, du travail, du logement et de l'environnement devrait bientôt contraindre tous les propriétaires d'immeubles « collectifs » ou « à usage collectif » à vérifier s'il existe ou non une isolation à l'amiante dans leurs bâtiments. Ne seront donc exclus de cette disposition que les propriétaires de logements individuels sans parties communes.

Le matériau isolant à déboucher se présente sous deux formes : le « flocage », qui est un enduit imprégné de fibres projeté sous forme liquide, et le « colorifugeage », qui consiste à recouvrir une paroi d'une couche d'amiante sec (ou d'un manchon pour les conduites).

Lorsque le propriétaire aura décelé la présence d'amiante dans son bâtiment, il sera tenu de vérifier « l'état de conservation » du flocage ou du colorifugeage. Au cas où le matériau isolant se révélerait détérioré ou en mauvais état, le propriétaire devra faire procéder à des mesures de « l'empoussièrage » par des organismes agréés. Un arrêté fixe les valeurs admissibles selon une « grille d'évaluation », en l'occurrence largement inspirée des normes en vigueur actuellement en Allemagne et en

Belgique. Trois cas sont envisagés : 1. - faire enlever l'amiante « dans les douze mois suivants » les résultats des mesures, puis le faire transporter et éliminer conformément aux lois sur l'élimination des déchets spéciaux et sur les installations classées. 2. - Procéder à une surveillance du niveau d'empoussièrage par microscopie électronique. 3. - Effectuer un contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux amiantés.

En cas de défaillance, le propriétaire sera passible de l'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe. Le décret précise que « les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénétration ».

Pour les crèches et les établissements d'enseignement construits avant 1950, la recherche de l'amiante devra être effectuée, avant le 1^{er} janvier 1998. Pour les établissements de soins ou médico-sociaux d'avant 1950, le délai est repoussé au 30 juin 1998.

Les autres bâtiments anciens auront jusqu'au 31 décembre 1999 pour se mettre en règle. Les délais prévus sont plus courts pour les bâtiments construits entre 1950 et 1980, la période considérée la plus dangereuse, corres-

pondant à la prolifération du bâtiment calorifugé, avant l'interdiction du flocage à l'amiante (décrétée en 1978). Crèches et bâtiments scolaires de cette tranche devront être inventoriés avant le 1^{er} janvier 1997, délai repoussé au 30 juin 1997 pour les établissements sanitaires et sociaux, et au 31 décembre 1998 pour les autres.

Enfin, pour les constructions postérieures à 1980, qui peuvent encore contenir des calorifuges à l'amiante, les délais sont respectivement fixés au 1^{er} janvier 1999 pour les établissements scolaires, 30 juin 1999 pour les centres de soins et 31 décembre 1999 pour le reste.

Si Hervé Gaymard, nouveau secrétaire d'Etat chargé de la santé, reprend rapidement le projet à son actif, il ne devrait plus y avoir d'ici cinq ans un seul bâtiment collectif dangereusement amianté en France. Ce qui ne veut pas dire que tout danger sera écarté, puisqu'il restera des bâtiments sans surveillance et que, inévitablement, les surfaces amiantées laissées en l'état subiront la dégradation du temps et devront, à leur tour, être enlevées.

Roger Cans

Dès les années 50, les frères Blandin inventaient une technique de substitution...

DERRIÈRE le rideau de fer d'un modeste garage de banlieue, les frères Blandin remontent le film de leur vie. Michel, soixante-dix ans, cheveux blancs, costume noir et cravate bordeaux, est aussi sobre et mesuré que Philippe, soixante-buit ans, cheveux et ongles longs, Gilane mais visée aux lèvres, est lapidaire et outrancier. Leurs regards brillent de la même flamme. Toutangeaux d'origine, aujourd'hui installés à Romilly-la-Ville (Seine-Saint-Denis), les deux compères commencent leur heure de gloire grâce à leur aîné, Henri, aujourd'hui retraité.

L'aventure des trois jeunes entrepreneurs débute en 1950. Philippe se souvient : « On voulait faire quelque chose ensemble dans le bâtiment public, on ne savait pas trop. En sortant de Centrale, Henri est rentré en stage dans une petite société d'isolation, la Seloit, et il a vite vu qu'il était tombé sur un flocage : ils se partageaient le marché de l'isolation à trois ! Puis Henri a découvert que cet amiante était de la merde et il a essayé de faire quelque chose. Il a été renvoyé à ses études, mais ce n'était pas tombé dans l'arène d'un saut... »

En 1951, les trois frères fondent la société Blandin et Compagnie et s'associent avec la Société des hauts fourneaux de Saunay, dirigée par un certain Jean Raty, pour la production de fibres minérales synthétiques (laines de roche et de verre) destinées, dans un premier temps, à l'isolation acoustique et thermique des bâtiments. « Si on a été alertés dans les années 1951-1952, c'est qu'à la Seloit les types disparaissaient, explique Michel. C'était des jeunes, ils avaient trente-cinq-quarante ans et ils avaient projeté de l'amiante avant guerre. Parmi tous ceux qui ont projeté des mélanges ou de l'amiante, je ne sais pas s'il en reste une vingtaine actuellement. Il en crève encore tous les ans, c'est vrai ! »

En 1953, les Blandin déposent le

brevet d'un procédé de projection de fibres minérales en substitution à l'amiante, sous le nom de « Projection Pyroline-procédé Blandin ». Dès lors, tout va très vite. « Entre 1950 et 1960, raconte Michel, on représentait 45 % du marché français de la projection. Après, on est monté à 60-65 %. » « C'était ou moment des tours », précise Philippe.

Les frères Blandin exécutent chantier sur chantier, d'abord en isolation acoustique et thermique, puis en protection incendie. Leur premier gros œuvre sera celui d'un restaurant de la France d'outre-mer à la Cité universitaire de Paris. Viennent ensuite les locaux des compagnies d'assurances, les hangars d'avions à Villacoublay, la salle de commande d'une centrale EOF et d'autres contrats, avec la défense nationale notamment. Ils iront également travailler en Éthiopie - où ils refuseront au Négus en personne d'être payés en dollars éthiopiens ! -, puis en Afrique noire, pour « construire des palais et pas des hangars », et « un peu » en Arabie saoudite.

Sincèrement, reprend Michel, j'en étais arrivé à vouloir des concurrents. On ne pouvait pas maintenir un marché pareil tout seul ! En 1959, les Blandin ont décroché leur premier « gros chantier » en protection incendie : les aéroports d'Orly. « Là, ça a été le coup de massue, se souvient Philippe. On était en concurrence avec les plus gros et on a gagné l'appel d'offres ! »

Michel renchérit : « Cela nous a fait connaître. Mais parallèlement, en 1960, Jean Raty est mort. Sa société en commandite, qui était énorme, a été par nécessité coupée en différentes sociétés anonymes. Il y a eu des accords et nous, nous avons été éjectés. Les ennemis ont commencé. »

« On n'a même pas monnayé notre contrat, en souvenir de Raty,

On a été vraiment sots », regrette aujourd'hui Michel. « C'est à ce moment-là qu'on s'est tourné vers Saint-Gobain, reprend-il. On leur a dit qu'on avait besoin de fibres minérales. Ça ne les intéressait pas vraiment, parce qu'ils ne vendaient que la matière première. Ils ont alors essayé de nous chapeauter, mais, comme on était un peu fous, on a refusé ! »

Il tient à préciser que, « plus tard, la société Everite [producteur d'amiante] est tombée dans les mains de Saint-Gobain, et c'est comme ça qu'ils se sont occupés d'amiante, mais ce n'est pas [leur] vocation première ».

« Ils avaient 35-40 ans et ils avaient projeté de l'amiante avant guerre. Il en crève encore tous les ans ! »

Il se souvient malgré tout du « mépris » avec lequel ils furent traités, « parce qu'on était de la fante et qu'eux sont des verriers. C'était effrayant ».

En 1969, ils sont candidats à l'appel d'offres du Centre international de recherche sur le cancer, à Lyon. Les responsables préfèrent cependant la projection d'amiante au procédé Blandin. On connaît la suite : vingt ans plus tard, les locaux devront être entièrement défloqués (Le Monde du 16 février 1990). « On a fait des lycées en béton, des tours - notamment à la Défense -, et toutes les stations du RER, confie Philippe. On était en concurrence permanente avec des gens qui projetaient de l'amiante

ou qui faisaient des mélanges d'amiante et de laines minérales. Pour descendre les prix, ils ont commencé à introduire de la laine minérale et, progressivement, ils ont diminué la proportion d'amiante. » Au bout d'un certain temps, les trois frères décident de spéculer systématiquement « sans amiante » sur leurs documents publicitaires. Or, en 1972, Fusine où les Blandin s'approvisionnent est fermée par Saint-Gobain. Jamais en mal d'une idée géniale, ils décident alors de monter leur propre usine de production de fibres minérales dans la Creuse. « C'était un investissement considérable, dit Michel, qu'on avait fait avec nos propres deniers. »

En 1973, avec le premier choc pétrolier, la société Blandin et Compagnie est « déséquilibrée ». « On était déjà fragilisé par cet investissement qui dépassait nos doutes nos moyens, poursuit Michel, alors on est allé trouver le Docteur et ils ont repris le dossier de l'usine avec nous. Un montage très sérieux a été effectué sous couvert de différents ministères. Tout cela semblait bien fonctionner. Mais ils faisaient durer le plaisir... »

Il ? « Certains industriels qui avaient intérêt à nous faire disparaître, assure Michel sur le ton du secret, parce qu'une affaire pareille est très rarement dans les mains de particuliers. Certains industriels, mais lesquels ? » « Des industriels du verre et de la roche, lâche Philippe. Il faut dire qu'on ne leur avait pas non plus fait de cadeaux ! »

En 1977, la société Blandin et Compagnie dépose le bilan. « Du jour au lendemain, se souvient Michel avec amertume, alors que j'avais accès à tous les ministères, je me suis trouvé devant des portes fermées, comme le dernier des derniers. Ça fait drôle. Ça choque. » Michel et Philippe restent poudiques sur un point : « On a aussi été tirés à coups de fusil par des

gens qui nous connaissent intimement », glissent-ils sans plus d'explication.

L'exécution des travaux de déflocage tels qu'ils sont prévus par le projet de décret du ministère de la santé laisse nos deux compères sceptiques. « Ce décret futur, qui fait état de prélèvements d'air, je ne dirai pas que c'est de la rigolade mais presque, commente Michel. Pour identifier l'amiante, il suffit d'analyser le produit. Le prélèvement d'air peut apporter une indication sur le traitement ou l'enlèvement éventuel, mais il reste très aléatoire : tout dépend du moment auquel il est fait et notamment de la température des locaux. » « C'est exactement comme quand on vous prend la tension », résume Philippe.

Reste, selon Michel, que « tout enlever serait de la folie ! » « On est contre l'amiante, ajoute-t-il, car on peut le remplacer. Mais c'est quand même un produit magique, un matériau formidable. Il y a des utilisations où il sera difficile de le remplacer. Sur les routes par exemple, je ne pense pas que ce soit tellement dangereux. »

Philippe ajoute avec malice que si dans leur société « il n'y a jamais eu de maladie professionnelle », c'est d'abord « parce que la laine minérale n'est pas dangereuse » et ensuite parce qu'ils n'ont « jamais embauché aucun ancien projeteur d'amiante ».

« Le problème n'est pas tant celui de la santé que celui de la tenue des matériaux dans le temps », nuance Michel en bougonnant contre son frère. « Des projections d'amiante bien faites, dans les règles de l'art, ça ne bouge pas, confirme Philippe. L'amiante, il y en a mais qu'on croit mais, par contre, il y en a beaucoup plus qu'on le pense en mélange. »

Les frères Blandin anticipent de nouvelles difficultés dues à ces projections de mélange. « Actuellement, souligne Michel, beaucoup

d'entreprises utilisent des fibres minérales liées au ciment. Mais les projections ne sont pas très bien faites car il existe une disqualification de la main-d'œuvre, engendrée notamment par la crise du bâtiment. Il est probable que l'exécution des travaux qui sont réalisés aujourd'hui entraînera des problèmes d'ici quelques années, non pas directement au niveau de la santé mais au niveau de la tenue dans le temps des matériaux. »

De débrouilles en déconfortes, après un deuxième dépôt de bilan en 1984, les deux frères se retrouvent dans leur petit garage, « le cul entre deux chaises », à la tête d'une société en sommeil. S'ils avaient un message à faire passer, ils le formuleraient ainsi, avec l'énergie et le sens de l'humour indéfectibles qui les caractérisent : « Les frères Blandin cherchent partenaires, de préférence gros capitaux... »

Laurence Folléa

Les milliards du déflocage

Pour la seule année 1990, le coût de l'enlèvement de l'amiante aux États-Unis s'est élevé à 6 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs). Selon John Laughland, du Wall Street Journal, il aurait fallu 100 milliards de dollars (près de 500 milliards de francs) pour défloquer la totalité des 733 000 bâtiments publics américains.

A en croire Bernard Delas, directeur général de Groupama assurances, « il faudrait 150 milliards de francs pour remettre en sécurité tous les bâtiments de France ». Elisabeth Hubert, quand elle était ministre de la santé, avait estimé le coût de la décontamination à 30 milliards de francs.

صكنا من الامل

سلافة محمد

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 11 NOVEMBRE 1995 / 9

Michel Mouillot et Patrick Poivre d'Arvor sortent l'affaire Botton de la jungle des chiffres

La cour d'appel de Lyon devait examiner vendredi 10 novembre le cas de Michel Noir

Dans le cadre de l'affaire Botton, la cour d'appel de Lyon a entendu, jeudi 9 novembre, Michel Mouillot et Patrick Poivre d'Arvor. Le maire de

Cannes, condamné en première instance à quinze mois de prison avec sursis et cinq ans d'inéligibilité, continue de nier le caractère fictif des sa-

laires perçus. Le journaliste, condamné à la même peine de prison, a réaffirmé ignorer l'origine des fonds dépensés par M. Botton.

LYON
de notre envoyé spécial
Pendant trois jours, il avait été question de chiffres : des factures le lundi, des factures le mardi, des factures le mercredi... Des « cascades de factures » pour reprendre la métaphore désormais admise dans ce dossier de l'argent-roi. Avec une rigueur d'expert-comptable, le président de la cour d'appel de Lyon, Dominique Dullin, avait décrypté le « système Botton », cette nébuleuse de sociétés où l'homme d'affaires puisait jadis les deniers de ses largesses (Le Monde du 7 novembre). Alignés face à leurs juges, les neuf prévenus avaient suivi les débats sans laisser paraître le moindre signe de lassitude. MM. Noir, Mouillot et Poivre d'Arvor étaient bien intervenus de temps à autre, mais c'est Pierre Botton qui avait monopolisé l'avant-scène avec son numéro de funambule du carnet de chèques.

Il a fallu attendre le quatrième jour d'audience, jeudi 9 novembre, pour que ce procès en appel sorte de la jungle financière. La cour a d'abord entendu Michel Mouillot, le maire (PR) de Cannes. Accusé d'avoir bénéficié de salaires de complaisance de la part de sociétés du groupe Botton en 1990, il avait été condamné, le 20 avril 1995, à quinze mois de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et cinq ans d'inéligibilité. Son avenir politique et sa crédibilité d'élite étaient d'autant plus menacés qu'il restait sur une piètre prestation dans ce même palais de justice. Le 23 février, devant le tribunal correctionnel, ses arguments d'homme d'image n'avaient guère convaincu. Il était apparu confiant mais confus, un peu trop « fils de pub » aux yeux des magistrats. Jeudi, la question était donc de savoir s'il changerait d'attitude.

La réponse n'a guère tardé. Mouillot est resté Mouillot. Le buste droit, le teint azurcé, vêtu d'un costume sombre, il s'est défendu à sa façon, avec ses mots : « communication », « politique d'image », « marketing », « étude de marché », « radioscopie des potentialités ». Bref, cet inestimable sens de « l'idée » qui lui avait permis d'obtenir 100 000 francs par mois auprès de M. Botton entre le 1^{er} février et le 31 juillet 1990. Le

président Dullin s'étonna du fait que ces « études » concernant des projets d'implantation de pharmacies en grande surface n'aient laissé aucune trace. Le prévenu entreprit alors d'éclairer la cour sur le métier de grand communicateur : « Vous savez, on ne conserve jamais des études qui n'ont pas abouti ! » Problème : elles seules permettraient de prouver qu'il n'a pas perçu, comme le pense l'accusation, un salaire destiné uniquement à « arroser » ses fins de mois cannoises.

Le président, tout heureux d'en avoir fini avec les additions-sous-tractions des jours précédents, prenait plaisir à questionner l'élu de la Croisette. « Quand on est maire d'une ville de cette importance, je suppose qu'on est très pris et qu'on n'a guère le temps de travailler ailleurs. Comment faisiez-

« PPDA » semble
marquer des points :
à l'entendre,
l'accusation aurait
« globalisé »
certaines notes

vous ? » Michel Mouillot rétorqua : « Vous savez, monsieur le président, un ministre ou bien le temps d'être maire d'une grande ville... j'allais à Paris le mercredi, j'avais le temps de travailler, je l'ai toujours d'ailleurs. Je suis directeur de la communication et du développement dans une société de presse et d'imprimerie. Que l'on réfléchisse chez soi ou dans une agence, c'est un détail. Je n'ai pas le temps. J'ai l'avantage de peu dormir et d'avoir des soirées creuses. »

M. Mouillot était en perdition. Le généreux Pierre Botton, solidaire dans la déconfiture, vint à son secours en certifiant qu'il lui avait commandé des études contre un salaire global de près de 600 000 francs en six mois. L'accusation ne résista pas à l'envie d'interroger aussitôt Marc Bathier, l'ancien bras droit de M. Botton. A mots hésitants, celui-ci dut confirmer ce qu'il avait déjà déclaré au juge d'instruction et au tribunal correctionnel, à savoir qu'il s'agissait d'un salaire destiné à « rendre service » à M. Mouillot.

Vient ensuite le tour de Patrick Poivre d'Arvor. Poursuivi pour re-

cel d'abus de biens sociaux, le journaliste de TF1 avait expliqué l'hiver dernier qu'il ignorait la provenance de l'argent déboursé par son ami Botton pour régler ses frais de voyage, repas et autres invitations. Le tribunal l'avait condamné à quinze mois de prison avec sursis et 200 000 francs d'amende. Le président dressa l'inventaire des largesses. A chaque fois le journaliste devait répondre « oui » s'il reconnaissait en avoir bénéficié. En dix minutes, la cour fit le tour du monde. Genève-Paris ? « Oui. » Paris-Venise ? « Oui. » Paris-Milan-Rome-Catane-Paris ? « Oui. » L'Hôtel Hamac en Guadeloupe ? « Oui. » L'Annapurna à Courchevel ? « Oui. » Le Mât d'Arctique ? « Oui. » A quelques minutes près, l'addition s'élevait à 535 000 francs.

« PPDA » ne changea rien à sa ligne de défense. Il évoqua « l'amitié sincère » qui le liait à l'époque (1987-1992) à M. Botton : « Pierre était un bonhomme, drôle, chaleureux, j'avais plaisir à le retrouver. » Le président intervint : « Mais vous êtes journaliste, vous ne vous êtes jamais posé de question sur son train de vie ? » Les bras croisés, la main droite sur le menton, dans une pose souvent imitée par sa marionnette des « Guignols », « PPDA » répondit : « Non, jamais. D'abord parce que j'ai croisé des confrères qui ne s'en posaient pas davantage. Ensuite parce que Pierre était souvent dans le sillage de son beau-père. A mes yeux c'était un homme dont les affaires étaient prospères. Concernant les voyages en avion privé, j'étais persuadé qu'il était propriétaire d'une société de transport aérien. Je n'imaginais pas que les frais engagés étaient si importants. »

Le président Dullin embraya aussitôt sur les exigences déonto-

logiques du métier de journaliste : « Peut-on accepter des cadeaux de quelqu'un tant en restant indépendant vis-à-vis de cette personne ou de sa famille ? » Patrick Poivre d'Arvor de répliquer : « Je me suis toujours montré très méfiant à cet égard ! Lorsque je voyage, je refuse d'être invité par une entreprise. Il est possible de faire la différence entre l'amitié et une apparition à la télévision. Je ne pense pas avoir accordé un traitement de faveur à Pierre Botton ni à Michel Noir. »

Loin de la tension du premier procès, « PPDA » semble avoir marqué des points. Notamment en avançant un argument convaincant : dans le montant retenu par l'accusation (535 000 francs) figurent des dépenses dont il n'a pas été le seul à profiter. Comment lui imputer, par exemple, la totalité de la location d'un avion privé à destination de Cardiff alors qu'il y avait trois autres passagers à bord dont deux personnes invitées par M. Botton ? A l'entendre, l'accusation aurait « globalisé » certaines notes. Appelé à la barre, M. Botton s'employa à limiter la responsabilité de son ami : « Au total, sur six ans, il a bénéficié de 100 000 francs d'avantages par an. Certains de ses confrères en ont profité tout autant mais ils ne sont pas devant la justice aujourd'hui. Patrick n'avait pas connaissance de l'origine des fonds, pas plus que les autres journalistes. »

An sortit de cette journée de l'amitié, un seul homme semblait devoir encore redouter les attaques d'un Pierre Botton toujours aussi imprévisible : Michel Noir, son beau-père. Le cas de l'ancien maire de Lyon devait être étudié vendredi après-midi.

Philippe Broussard

Le meurtrier de René Bousquet tente d'expliquer son geste

Christian Didier invoque une mission divine

AU QUATRIÈME JOUR de son procès, Christian Didier a revêtu son crime. Avec ce mélange de naïveté et de cruauté dans le propos qui le caractérise parfois, il a raconté devant la cour d'assises de Paris cette minute cauchemardesque où il tira à cinq reprises sur l'ancien collaborateur René Bousquet. « C'était terrible. A la première balle, il a essayé de m'arracher mon revolver. Au bout de trois balles, il était encore debout. Vous savez, c'est pas comme dans les films : vous tirez une fois, et le type s'écroule. A chaque fois, je réarmais le chien, je reculais, il avançait, je tirais. C'était à se demander si ce n'était pas un mutant. Quand il s'est affaissé, j'ai tiré dans la tête. Je ne voulais pas qu'il souffre. »

L'idée de ce crime qu'il regrette lui est venue, explique-t-il, d'une « illumination » une quinzaine de jours avant les faits. « Je me trouvais seul dans la forêt Saint-Martin. J'ai eu un flash, comme un coup de soleil sur la tête, sur les neurones. J'ai pris conscience que le rejet du spirituel par l'Occident allait le conduire à sa perte. »

« MILITANT DU MAL »

Christian Didier s'amène une seconde, regard les jurés : « Je comprends que cela puisse paraître grandiloquent, gorgantuesque. Mais à l'époque j'étais mal, vraiment très mal. C'était comme une voix intérieure... Attention ! pas Jeanne d'Arc, une sainte que je vénère beaucoup, ou l'ange Gabriel. C'était une mission confiée par Dieu. »

Alors l'accusé explique ses mo-

biles. Sa certitude de ce que « Bousquet était un militant du Mal ». Son « aversion pour les nazis et les tortionnaires ». Sa détermination « à venger les victimes juives ». Est-ce tout ? Non, il raconte son besoin d'échapper à une « sauterie marale » envahissante : « En tuant Bousquet, par transposition, j'entendais tuer le propre mal dont j'étais la victime. »

Le président Yves Jacob sort alors du dossier une lettre de Christian Didier adressée, le 18 mars 1994, à son juge d'instruction. Une confession hallucinante dans laquelle il s'accuse entre autres de relations sexuelles forcées avec des mineures, d'avoir giflé sa mère et d'avoir tiré sur Bousquet pour « sortir de l'anonymat social et littéraire, mais aussi pour la gloire et le fric ». « Je suis un monstre, et je demande pardon à Dieu », conclut-il.

Les jurés écoutent, prennent des notes. Christian Didier se lève. Il a l'air surpris, comme si on l'avait mal compris, comme si tout était limpide. « Mais j'ai tout inventé, monsieur le président. J'ai dû écrire sous la menace de l'extrême droite. Tout est faux. J'étais sous l'emprise de forces occultes. » Et, de fait, Christian Didier revenait complètement sur sa confession, deux jours plus tard.

Non, répète-t-il, il n'est pas fou. Il lui aurait été facile de se faire transférer dans un hôpital psychiatrique où il y a « des nanas et des chambres qui donnent sur de belles pelouses ». Mais il lui a paru plus sain de comparaître devant des juges. Les experts psychiatres auront la difficile tâche, vendredi 10 novembre, d'expliquer aux jurés que l'accusé n'était pas « en état de démence au moment des faits ».

Laurent Greilsamer

Le retrait français du financement du programme sur le sida inquiète l'ONU

LA DÉCISION prise par le gouvernement français de renoncer à la participation au financement du programme de l'ONU contre le sida (Le Monde du 10 novembre) a vivement ému les responsables de ce programme qui réunit à Genève, du 13 au 15 novembre, son conseil d'administration.

« Je suis à la fois vivement inquiet et profondément déçu », a déclaré au Monde le professeur Peter Piot, directeur de ce programme. Mes réactions sont proportionnelles à

l'attente qui avait suivi, à l'échelon international, la déclaration du sommet de Paris, adoptée il y a un an et l'initiative du gouvernement français par quarante-deux États. Nous avons pour notre part déjà reçu, à la suite de ce sommet, une participation des États-Unis de un demi-milliard de dollars au titre de l'année 1995. »

Pour le professeur Piot, il est acquis que, si le renoncement français devait se confirmer, la nouvelle situation ainsi créée conduirait à

faire une croix sur une série de projets visant à développer dans les pays du tiers-monde les plus frappés par la pandémie les différentes actions de soutien aux personnes atteintes les plus démunies, parmi lesquelles les enfants contaminés et les orphelins du sida.

A Genève comme à New York, la prise de position française est d'autant plus mal perçue qu'une série de premiers contacts fructueux avaient pu être établis entre les responsables onusiens et les spécia-

listes français de la coopération dans la lutte contre le sida. On tient également à rappeler auprès du programme « ONU-sida » que le ministre français de la coopération avait officiellement indiqué, il y a quelques jours, lors d'un colloque à l'Assemblée, que la France tiendrait, en la matière, ses engagements internationaux.

Jean-Yves Nau

Lire notre éditorial page 13

(Publicité)

S'IL VOUS PLAÎT Monsieur le Président:

Faites vos tests atomiques
en Allemagne ou en France!

„Ils ne sont pas du tout dangereux“

Mais d'abord:
Demandez la permission de nos peuples!

MERCI

Dr. Bernhard Maria Schroff, Leopoldstraße 70, D - 80802 München

La Sécurité routière encourage l'usage volontaire de l'éthylotest

Un million de testeurs se vendent déjà chaque mois et une nouvelle campagne de promotion va être lancée

« Alcool au volant, autotestez-vous. » Tel est le slogan de la campagne publicitaire que lancera le 15 novembre la Sécurité routière afin

de promouvoir chez les conducteurs un nouveau réflexe d'autocontrôle de leur taux d'alcoolémie grâce à l'usage individuel d'éthylotests.

Quelque six millions de ces testeurs chimiques seront bientôt sur le marché à un prix inférieur à 10 francs.

SOUFFLER dans le ballon sans attendre d'être invité par les gendarmes ou les policiers... La Sécurité routière lancera le 15 novembre une campagne de publicité afin de convaincre les conducteurs d'adopter ce nouveau réflexe d'autocontrôle de leur taux d'alcoolémie. « Alcool au volant, autotestez-vous » en sera le slogan. Cette seconde opération de sensibilisation menée par la Sécurité routière depuis l'abaissement à 0,5 gramme du taux d'alcoolémie toléré au volant, entré en vigueur le 15 septembre, coûtera 15 millions de francs.

La précédente campagne, « Après deux verres, tout s'accélère », avait certes donné aux conducteurs « des repères clairs », a estimé Anne-Marie Ldrac, secrétaire d'Etat aux transports, lors de la présentation à la presse de cette campagne, vendredi 10 novembre. Cependant, a-t-elle précisé, « il est parfois difficile d'estimer son niveau d'alcoolémie réel, qui varie non seulement en fonction de la quantité d'alcool absorbée mais aussi du poids de la personne, de son sexe, des conditions d'absorption, de jeun ou au cours d'un repas. Les conducteurs doivent prendre leurs responsabilités en s'autocontrôlant, au

besoin, adopter de nouvelles habitudes : ne pas reprendre tout de suite la route, confier le volant à une personne restée plus sobre, utiliser les transports en commun ou le taxi ».

L'utilisation individuelle de l'éthylotest serait, au dire de la Sécurité routière, parfaitement adaptée à la situation française. Le taux d'alcoolémie maximal, l'un des plus sévères d'Europe, est si vite franchi qu'il sera bon de pouvoir disposer de mesures précises avant de prendre la route. « Le danger vient du fait que le conducteur ne ressent pas encore les signes d'ivresse », a noté M^{me} Ldrac. « Par ailleurs, souligne Pierre Dumontet, de la Sécurité routière, la consommation d'alcool en France conduit plus qu'ailleurs à des excès de la route parce qu'elle est quotidienne, alors que dans les pays nordiques, où l'on boit plus occasionnellement mais en plus grosse quantité, on se rend davantage compte qu'on est incapable de conduire. » Inutile, selon lui, de souffler dans le ballon après chaque repas : « Au bout de deux ou trois utilisations, le conducteur sera déjà plus à même d'évaluer le risque... »

Le 15 novembre, six millions d'éthylotests seront sur le marché.

De quoi accentuer encore la flambée des ventes enregistrée depuis le mois de septembre, et qui a occasionné certaines difficultés d'approvisionnement, car les fabricants sont peu nombreux - on les trouve essentiellement en Allemagne et en Afrique du Sud, la France n'en compte qu'un seul. « On trouvera bientôt des éthylotests partout : dans les grandes surfaces, les stations-service, les pharmacies, chez les accessoiristes automobiles. La vente par correspondance s'y est mise elle aussi, et, mi-décembre, les bureaux de tabac seront approvisionnés », indique encore la Sécurité routière.

DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES
Les grandes compagnies d'assurances, les mutuelles et les automobiles clubs en distribuent à leurs adhérents ou le feront d'ici peu. Les hypermarchés Auchan comptent en vendre 500 000 d'ici à la fin de l'année et chez Carrefour on pressent que « l'éthylotest jetable deviendra un produit de consommation aussi courant que le préservatif ».

Les éthylotests seront désormais vendus 5 francs dans la grande distribution et 10 francs en pharmacie ou au bureau de tabac, contre 15

francs auparavant. « Depuis le passage à 0,5 gramme, nous en écoulons un million par mois, contre à peine quelques milliers auparavant. Après la campagne de la Sécurité routière, nous devrions presque atteindre les deux millions mensuels », assure le directeur commercial de Sevim, un importateur suisse.

Voilà donc la France devenue le premier pays consommateur d'éthylotests au monde. Et l'on parle déjà de distributeurs automatiques. Un fabricant français, BDA, espère en installer 5 000 dans les six mois à venir et prépare un modèle couplant offre de préservatifs et d'éthylotests. Les analystes d'alcoolémie à usage collectif s'installent peu à peu dans les discothèques. La Prévention routière a en outre mis au point un logiciel informatique d'évaluation de l'alcoolémie, également proposé par un nouveau serveur Minitel (3615 Alcoroute). Dans un pays où 40 % des 9 000 décès qui surviennent chaque année sur la route sont liés à l'alcool, espérons que ce soudain engouement n'ait pas pour origine le désir de jouer dangereusement avec les limites de la légalité...

Pascale Krémer

Rachid Ramda a eu « un rôle central » dans les attentats, selon M. Toubon

« ABOU FARES », de son vrai nom Rachid Ramda, a joué « un rôle central, peut-être pas exclusif, mais en tout cas central, dans la vague d'attentats qui a frappé notre pays depuis le 25 juillet », a assuré le garde des sceaux, Jacques Toubon, jeudi 9 novembre. Cet Algérien âgé de vingt-six ans, dont la France a demandé l'extradition aux autorités britanniques, a comparu jeudi devant un tribunal de Londres qui lui a infligé des « charges sérieuses » pesant contre lui pour « complot en vue d'une attaque à l'explosif » (Le Monde du 10 novembre). Deux des cinq Algériens interpellés en même temps que Rachid Ramda, le week-end dernier, ont été remis aux services anglais d'immigration, les deux autres ayant été libérés. Rachid Ramda restera détenu au minimum jusqu'au 16 novembre, jour d'une nouvelle audience devant la justice britannique.

CORRUPTION : Henri Yermia, maire (PS) de Nérès-les-Bains (Alier) de 1977 à 1995, a été mis en examen, mercredi 8 novembre, pour « corruption active et passive, ingérence et faux en écritures publiques ». L'ancien élu se voit reprocher les conditions de la vente d'une propriété de la station thermale, ainsi que les conditions de la cession du casino par la commune. En 1990, la ville avait mis en vente les fonds de commerce et les murs de l'établissement dont s'était porté acquéreur le groupe Tranchant, pour la somme de 4,4 millions de francs, après que deux autres groupes eurent été écartés. (Corresp.)

CORRUPTION : le sénateur de la Réunion Eric Boyer, condamné pour corruption le 29 juillet 1994 à quatre ans de prison dont trois avec sursis, 500 000 francs d'amende et cinq ans de privation de ses droits civiques, a vu son pourvoi devant la Cour de cassation rejeté jeudi 9 novembre. A l'occasion de la procédure d'appel d'offres engagée en 1990 pour la restructuration du réseau de transports publics de l'île, des irrégularités avaient été commises et des sommes occultes perçues.

ABUS DE BIENS SOCIAUX : dans une lettre au garde des sceaux, le député européen Philippe de Villiers estime que la proposition de loi de Pierre Mazeaud réformant la prescription du délit d'abus de biens sociaux constituerait une « ommission déguisée » (Le Monde du 8 novembre).

VIOLENCES URBAINES : une soixantaine de jeunes Marseillais se sont opposés à la police, jeudi 9 novembre en soirée, dans le centre-ville. Ils protestaient contre la mort d'un motard, survenue la veille à l'issue d'une course-poursuite avec des policiers. Cinq jeunes ont été interpellés.

FROID : un sans-abri est mort d'hypothermie, dans la nuit du 8 au 9 novembre, au Tréport (Seine-Maritime). Découvert inanimé dans une arête du port, Maurice Leduc, âgé de cinquante-huit ans, ancien boulanger, a été transporté à l'hôpital d'Eu, où il n'a pu être sauvé.

CARNET

DISPARITIONS

Alexander Eydelman

Un condisciple de Vladimir Horowitz

LE PIANISTE Alexander Eydelman est mort, à New York, le 31 octobre. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Né à Kiev (Ukraine), le 7 juin 1902, Alexander Eydelman fut le condisciple des légendaires Vladimir Horowitz, Simon Barère et Maria Ginebra dans la classe de Felix Blumenfeld. Il travailla ensuite avec Heinrich Neuhaus (le professeur de Sviatoslav Richter, d'Emil Gilels et de Radu Lupu) dont il devait devenir ensuite l'ami et le continuateur de l'enseignement. Vainqueur du Premier Prix du premier Concours de toutes les Républiques soviétiques en 1931, Alexander Eydelman donna plus de mille concerts et récitals dans son pays : en 1934, il en donna vingt-deux en un mois dans la seule ville de Saint-Petersbourg. A cette époque, il accepta un poste de professeur au Conservatoire de Kiev, où il révolutionna l'enseignement. Eydelman fut le fondateur en Union soviétique d'un système éducatif qui combinait l'enseignement approfondi des disciplines académiques avec un entraînement intensif à la pratique musicale. Tout le système supérieur d'éducation musicale soviétique reposa ensuite sur cet exemple. Pendant la seconde guerre mondiale, Alexander Eydelman enseigna à Kiev et à Moscou, avant que le Conservatoire Tchaïkovski se transporte à Saratov. A la fin de la guerre, Eydelman retourna à Kiev, où il apprit que sa famille avait été exterminée par les nazis. Il

décida de ne plus jamais remonter sur une scène. En 1950, il accepta le poste de directeur des études pianistiques du Conservatoire de Lvov, tout en donnant des classes de maître, des lectures et en organisant des séminaires pour étudiants et professeurs dans les plus grandes institutions musicales des Républiques soviétiques.

En 1978, Alexander Eydelman émigra aux Etats-Unis malgré l'opposition du ministère de la culture soviétique : il obtint son visa car le responsable local du Parti communiste voulait récupérer à son usage la belle maison qu'il occupait. En 1981, il fut nommé professeur de piano à l'université de New York, où il enseignait encore au moment de sa mort. Alexander Eydelman est le père du pianiste Sergueï Edelman.

Alain Lompech

JOSE YGLESIAS, écrivain américain connu pour ses travaux sur l'Amérique latine, est mort le 7 novembre à New York des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-quinze ans. Né en Floride de parents cubains et espagnols, il est l'auteur de plusieurs romans et essais, tous centrés sur les conditions de vie des Latino-Américains, que ce soit au pays natal ou en exil. L'un d'entre eux, *Dans le pays de la révolution*, a été traduit en français (Denoël, coll. « Les Lettres nouvelles », 1970).

NOMINATIONS

BANQUES

Pierre Habib-Delencle a été nommé par le conseil des ministres du 8 novembre président de la Société marseillaise de crédit, qui va être privatisée. Il succède à Jean Matouk. [Né le 18 octobre 1945 à Neuilly-sur-Seine, fils de l'ancien ministre Michel Habib-Delencle, Pierre Habib-Delencle est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques. Il a occupé, à partir de 1971, diverses fonctions à la banque Indosuez, avant d'être nommé, en 1986, président de la banque Chaix. Il quitta ce poste en 1990 pour devenir gérant de la société Hommes Développement Projets et est devenu également, en 1994, associé-gérant de la société Relations Finances. Membre du conseil national du RPR depuis 1984 et trésorier du Club des amis de Jacques Chirac depuis 1987, Pierre Habib-Delencle est codirecteur du Livre blanc du RPR sur les nationalisations.]

TRANSPORTS

Jean Lévêque a été nommé président du comité des usagers du transport aérien mis en place le 6 novembre par Bernard Pons, ministre des transports. Ce comité, composé de vingt personnes, doit proposer des mesures tendant à améliorer la qualité du service rendu aux passagers. [Né en avril 1929, Jean Lévêque est ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale de l'aviation civile. De 1954 à 1971, il a occupé diverses fonctions au secrétariat général à l'aviation civile et a été conseiller technique au ministère des transports dans les cabinets de Robert Buron (1960-1962) et de Marc Jacquet (1962-1963). Directeur de la navigation aérienne de 1971 à 1978, puis directeur général de l'Organisation européenne pour la sécurité et la navigation aériennes (Eurocontrol) de 1978 à 1987, M. Lévêque a terminé sa carrière comme chef de l'inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie (1989-1994).]

AU CARNET DU MONDE

Naissances

M. et M^{me} André JEBRAYEL, ont l'immense joie d'annoncer la naissance de

Anthony,

le 4 novembre 1993, à Marseille.

- Téhéran. Blois. Luzarches.

Valentine et Benoît DESOUCHES-DECOIN et Isabelle

ont la joie d'annoncer la naissance de

Claire,

à Paris, jeudi 9 novembre 1995.

Aneta SKULSKA

Laurent de MESMAY

ont la joie de faire part de la naissance de

Margaux de MESMAY,

en Avignon, le 7 novembre 1995.

Romain, Florent, Lucas

et surtout

Raphaël

ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur sœur,

Sara,

à Montmorency, le 5 novembre 1995.

Véronique et Fabrice di MEGLIO.

11 bis, Jean-Leclair,

75017 Paris.

Décès

- L'Association des officiers de la marine (recrutement interne et ORSA) a le regret de faire part du décès subit de son président,

le capitaine de vaisseau (h)

Jean-Marie BRÉHÉRET,

survenu, le 7 novembre 1995, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu jeudi 9 novembre, en l'église Saint-Victor de Guyancourt (Yvelines).

15, rue de Laborde,

75008 Paris.

- Les éditions Masson

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard DACIER, directeur éditorial du département droit, économie et gestion,

survenu le 7 novembre 1995, à Paris.

Jean-Claude FABIOUX,

décédé le 1^{er} novembre 1995, en Australie.

ABSENCE

Corps félicités par les années, corps pourris par le temps, vie et mort, jeunesse et jeunesse, tout s'en va, rien ne reste ni ce sourire d'enfant, ni cette ride sénile, tout part... Une célébration poussière et s'évapore dans l'infini des airs ou voyage, impalpable dans l'espace. Corps céleste que nul n'oublie, toi qui t'en vas aujourd'hui, pense que tu vis en nous. Que ta flamme ne cesse de briller. Que ta peine de nous quitter est aussi grande en toi qu'en nous-mêmes. Brille petite étoile, brille dans le firmament. Sois en nous pour toujours, éternelle, chaque jour plus éclatante. Et de grâce, pour tous ceux qui t'aiment et qui croient en toi, jamais, au grand jamais ne cesse de briller.

A Jean-Claude, parrain de Mélanie GIANDZI.

- Le directeur de l'UFPR de sciences économiques de l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, Ses collègues enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 7 novembre 1995, de

M. Luc FAUVEL, professeur émérite de sciences économiques.

- Le président de l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, Les enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 7 novembre 1995, de

M. Luc FAUVEL, professeur émérite de sciences économiques.

- M. et M^{me} Patrice Van Lerberghe, Raphaël et Lauriane Van Lerberghe, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jacqueline JUSTER,

survenu le 8 novembre 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue du Docteur-Roux,

75015 Paris.

- Charles Martin, Le docteur Claire Martin, André et Michèle Martin, Yves et Joëlle Martin, Florence et Samuel Kumian, David, Muriel et Violaine Martin, Alexis et Flavien Martin,

font part du décès de

M^{me} le docteur Charlotte MARTIN, ancien interne des Hôpitaux de Paris, ex-chef de clinique médicale infantile, pédiatre,

à Paris, le 31 octobre 1995.

Elle était âgée de soixante-dix-huit ans.

Ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

- M. Pierre Mir, M. et M^{me} Bruno Mir, ses enfants,

Claire, Alexandra et Julia, ses petites-filles, M^{me} Claire Vignolles, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri MIR, directeur honoraire au ministère de l'Intérieur, commandeur de l'ordre national du Mérite, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 7 novembre 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée lundi 13 novembre, à 9 h 45, en la cathédrale Saint-Michel de Carcassonne (Aude), dans l'intimité familiale.

10 bis, rue de la Salle, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

- La Cimade, Ses amis et le collectif Femmes immigrées, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Edna DE OLIVEIRA-JEAN,

survenu le dimanche 5 novembre 1995.

Membre et permanente de la Cimade pendant de nombreuses années, Edna n'a jamais cessé d'agir pour la solidarité avec les étrangers et la promotion des femmes immigrées.

La cérémonie religieuse sera célébrée lundi 13 novembre, à 10 heures, au temple de l'Eglise réformée de France, 155, avenue de la Division-Leclerc, 92880 Engien-les-Bains.

CARNET DU MONDE

Téléphone
40-65-29-94
40-65-29-96

Télécopieur
45-66-77-13

Carpent

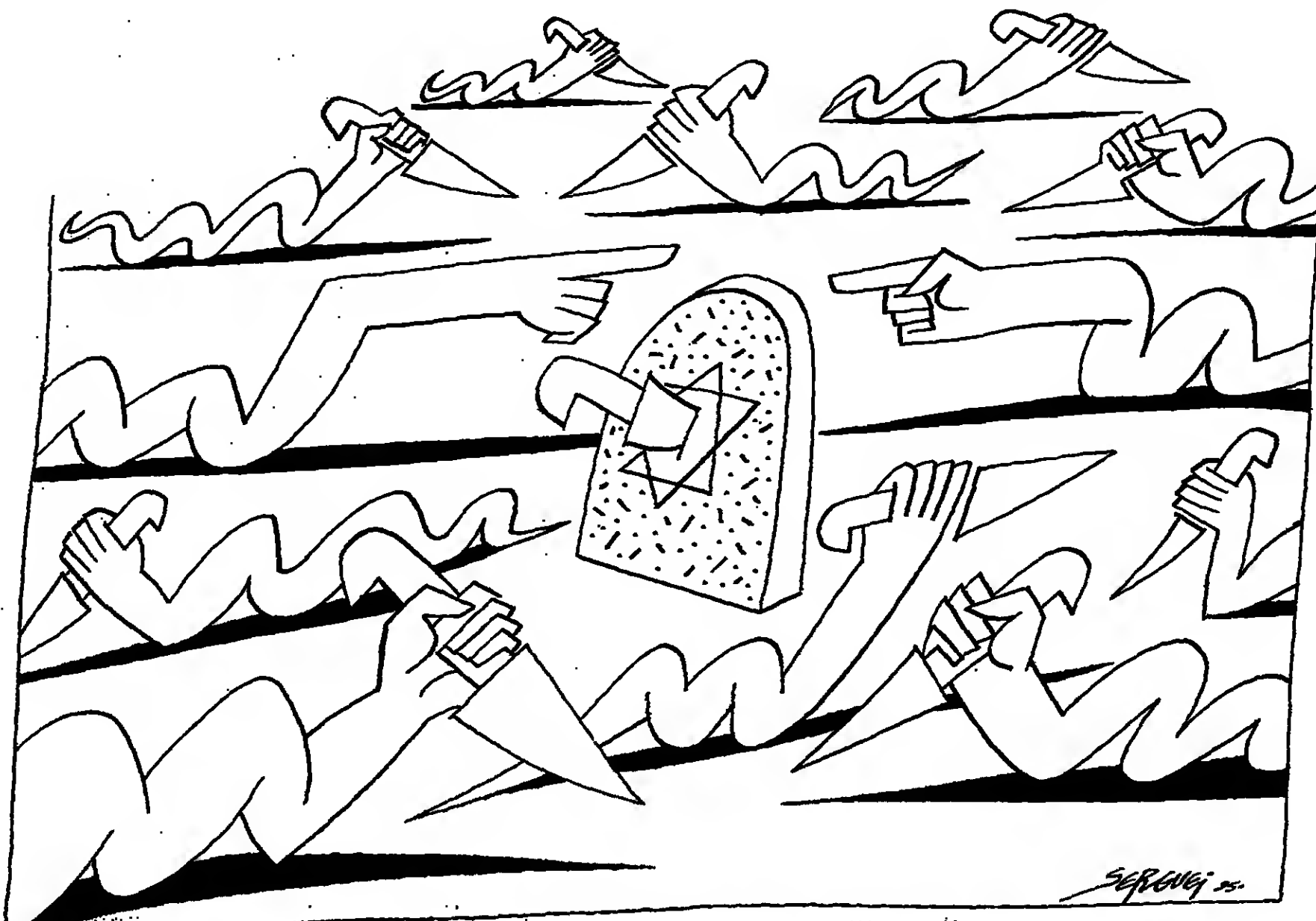
صلى الله عليه وسلم

HORIZONS

REPORTAGE

Carpentras, ville empoisonnée

Plus de cinq ans après la profanation du cimetière juif de la ville, l'instruction piétine toujours dans un climat de rumeurs détestable. Le Front national, mis en cause au début de l'affaire, défile samedi 11 novembre pour exiger des « excuses d'Etat »



DANS les rues de Carpentras, il n'y a pas beaucoup de papiers sales, le ciel bleu dur est lavé par le mistral. Les services municipaux de la voirie décollent au jet d'eau chaude les affiches du Front national (FN), celles où l'on voit Jean-Marie Le Pen avec le slogan « Nous exigeons des excuses » et d'autres où sont caricaturés l'ancien ministre Pierre Joxe, Laurent Fabius, Jacques Chirac et François Mitterrand sous une banderole portant les mots « Le Pen: Pardon! » sur fond jaune. Pourquoi enlever avec tant de hâte ces affiches qui annoncent une manifestation qu'on s'est bien gardé d'interdire, pour laquelle on a prêté une estrade, la sono et les barrières mobiles? On dirait que le maire de Carpentras, Jean-Claude Andrieu (PR), n'est pas tout à fait à l'aise. En tout cas, il sélectionne ses interlocuteurs.

Jean-Marie Le Pen a donc choisi le samedi 11 novembre pour organiser une grande manifestation à Carpentras et exiger ce qu'il appelle des « excuses d'Etat ». A quel titre? C'est lui de l'insulte, de l'innocent. Il y a cinq ans, dans la nuit du 8 au 9 mai 1990, des inconnus pénétraient dans le cimetière juif de Carpentras, déterraient le corps de Félix Gernon, fraîchement inhumé, montraient un simulacre d'empalement avec un pied de parasol, brisaient des stèles. Le 9 mai, Jean-Marie Le Pen passait à l'émission télévisée « L'Heure de vérité » sur Antenne 2. Le 10 mai, on découvrait la profanation du cimetière de Carpentras. L'émotion et l'indignation étaient immenses et le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, ne manqua pas de désigner le Front national et son chef comme les instigateurs probables, sur un plan moral du moins, de cet outrage insupportable.

M. Le Pen démentit aussitôt, condamna l'acte « ignoble et stupide », mais il ne fut pas entendu et l'on vit, chose rare, le président de la République se mêler aux manifestants. Pour une grande partie de l'opinion et des médias, Carpentras, c'était la faute à Le Pen.

Or, en cinq ans d'instruction, non seulement on n'a jamais prouvé le moindre lien entre le FN et la pro-

fanation, mais on s'est orienté, sans plus de preuves encore, vers une piste locale, celle de jeunes gens de la bonne bourgeoisie, amateurs de drogues et de jeux de rôles, qui auraient « dérapé » en jouant au jeu de la Sorcière, au cours duquel les participants doivent planter un pieu dans le corps d'un monarque pour délivrer son âme... La jeunesse de Carpentras s'enrichit, comme bien des jeunes, et les jeux de rôles ont des adeptes, ce n'est pas un mystère; du reste, une boutique vend des manuels et des dés pour ces jeux entre le café des Palmiers, où les magistrats viennent boire, et le bar du Siècle, où de souriants jeunes gens à catogan vous servent un préservatif avec le café, en face du palais de justice.

En cinq ans, l'instruction a peu évolué. Deux affaires se sont greffées sur la première. Une adolescente, Alexandra Berrus, est retrouvée morte, dans la rue, en bas du domicile de ses parents. L'enquête s'orienta alors vers les milieux de la drogue. Sans aboutir. Une autre jeune fille agressée dans des conditions troubles témoigne à son tour. Les mêmes noms circulent, qu'on ne peut citer, faute de preuve.

Et puis, récemment, on a fait valser des têtes dans le Vaucluse et à Carpentras. On a nommé un nouveau président du tribunal de grande instance, un nouveau commissaire de police, un nouveau préfet, un nouveau directeur départemental des renseignements généraux, un nouveau procureur aussi. Le précédent, M. Chapon, qui a été suspendu et mis à la retraite, se semblait pas pressé de conclure. Le nouveau, qui a fait ses preuves dans l'affaire Jacques Médéric, est le très médiatique Jean-Michel Tissot. Ce dernier, au début du mois de septembre, a décidé de « mettre un coup de pied dans la fourmilière » et a annoncé sur TF1 qu'il y aurait bientôt des mises en examen. On les attend toujours. Joint par téléphone, M. Tissot assure aujourd'hui qu'il y en aura dans un délai de six mois, au printemps 1996.

Il est difficile d'y voir clair là où tout le monde ne souhaite pas qu'on rallume la lampe et où l'on cite volontiers la parabole de l'autruche qui, la tête dans le sable, n'est pas pour autant à l'abri d'un coup de pied dans le cul. Carpentras n'est pas grande, trente mille

habitants, cinquante mille avec les bourgades alentour, c'est juste assez pour jouer en vraie grandeur un jeu de rôles où les armes ne sont pas seulement symboliques et les personnages d'emprunt. Dans la partition du journaliste sans peur et sans crainte, Laurent Perzo, de *Vaucluse matin*, filiale du *Dauphiné libéré*, est de ceux qui ne laissent pas s'effriter le dossier, soutiennent les efforts du procureur Tissot et veulent bien créditer le juge d'instruction, Sylvie Mottes, dont le mari est le patron du SRP d'Avignon, d'une volonté intacte d'élucidation. « Qui a freiné pendant cinq ans? Pourquoi? L'ancien personnel. Si on

leur a été interdit après avoir incendié la maison de ses parents. Quant à X... (une soumission du département), s'il ouvrait les dossiers aussi vite que sa braguette, il y a longtemps qu'on saurait la vérité. Notez, il est connu comme coureur de filles, mais pas tellement pour son aura intellectuelle... »

La veuve du profané, M^{me} Gernon, a participé à l'émission télévisée de Jacques Pradel, « Témoin n°1 », sur TF1, avec son cousin Alain. Cette vieille dame, qui a servi de modèle à l'affichiste Paul Colin, refuse de laisser tomber l'enquête tout comme elle se refuse à servir de caution à la manifestation du

« L'enquête a duré trop longtemps, sur de mauvaises pistes. Et si on ne connaît pas la vérité, Carpentras ne s'en relèvera jamais »

Front national. Au nom de la famille, Alain Gernon a écrit au président de la République pour lui indiquer entre autres: « Nous ne voulons en aucun cas être manipulés par un parti politique quel qu'il soit ».

CERTAINS pourtant avaient craint cette récupération, tant la fascination des médias est puissante. « Regardez: Alain Gernon, continue M^{me} Gernon, il est factuel, c'est le deuxième du département qui soit connu, après le Christ de Montfort. Ce n'est pas demain qu'il aura une autre occasion de passer à la télé. La télévision. A croire qu'on distinguera un jour entre ceux qui veulent être vus à la télévision et ceux qui ne veulent pas. Les Carpentrasseos, dans l'ensemble, s'en passeront volontiers. Au café des Palmiers, c'est clair: « On en a ras-le-bol des rumeurs, des journalistes qui écrivent n'importe quoi. Cette affaire est tombée à pic pour faire oublier l'auto-amnistie du PS... »

Ici, le Front national ne fait pas peur, il rassure contre le « péril arabe » qui sème ses « oisifs pensionnés au RMI » jusque dans le centre-ville. La communauté juive, celle des juifs du pape, qui aurait normalement le plus de raisons lé-

gitimes d'élever la voix, adopte depuis le premier jour un profil très discret. On peut visiter la synagogue, que Julien Gracq décrit dans *Lettrines 2* comme « un aratoire renfrogné et maudit, aussi ostensiblement veuf de marques distinctives qu'un militaire dégradé, en retrait dans l'ombre d'une encaignure comme une maison de tolérance de la prière », mais pas le cimetière. Joseph Amar, président du consistoire, est réservé: « J'ai pris mes précautions. Le cimetière est cadenassé, la synagogue sera fermée. A partir de là, la rue est à tout le monde. On s'attaque à la communauté, qui, elle, n'a jamais attaqué personne, n'a repris aucune rumeur à son compte. Nous sommes citoyens français de confession israélite. En tant qu'israélites nous ne participons pas à la contre-manifestation, c'est shabbat. » Mais en tant que citoyens?

D'autres manifesteront samedi contre la venue de M. Le Pen. Michel Bayet, directeur de l'école primaire de la Rose, conseiller municipal socialiste (il l'était déjà en 1990, quand M. Andrieu était déjà maire PR), fait partie d'un collectif, Le Sursaut, qui a eu du mal à se mettre en place, sans l'appui des autorités nationales, et regroupe quelque vingt mouvements divers. C'est un homme pondéré, au discours mesuré, qui se garde de parler de l'affaire quant au fond, estimant qu'avant tout c'est à la justice de passer, une bonne fois pour toutes. « L'enquête suit son cours, et on ne connaît pas les coupables. La prétention de Le Pen ne correspond pas à la réalité. Lui n'hésite pas à désigner les jeunes de Carpentras dans ses tracts. On a tout mélangé, et c'est devenu pétilleux. Je condamne la récupération de l'émotion créée par cette affaire pour s'auto-décorer d'un certificat de bonne conduite. »

Le Sursaut reproche au maire de ne pas avoir interdit la manifestation, d'avoir « botté en touche » en direction de la préfecture, d'avoir jugé la présence des SDF contraire à l'ordre public, mais pas celle de Le Pen et de ses militants. « A maintes reprises, Le Pen ne s'est pas privé de dénoncer la « juiverie », les Ivan Leval, Elkabbach et Anne Sinclair, la « pulpeuse charcutière cachère ». Alors, même si le Front n'est pour rien dans la profanation de Carpentras, c'est un peu comme si Drumont disait:

c'est pas moi qui ai demandé à Villain de tirer sur Juifs... » Sans parler des tracts plus ou moins signés qui s'adressent au peuple de France, « enjivés jusqu'à la moelle », promettant de le sodomiser, etc.

LA lenteur incroyable de l'instruction, à qui la faute? A une réalité insaisissable? A une paresse des socialistes qui trouvaient intéressant de laisser courir la haine sur le dos du Front national? Aux notables qui se seraient sentis concernés? Le fait est que le grand bénéficiaire de ce long désordre est le Front national, qui a recueilli 24 % des voix aux dernières municipales et dispose avec l'avocat Guy Macary d'un leader très populaire. « En 1990, les policiers m'ont interrogé, parce qu'ils avaient reçu des ordres. Je m'en suis réjoui, puis qu'on a fait la preuve que le Front était innocent. Le 11 novembre, pour nous, c'est une bonne occasion de rappeler que l'actuel président de la République se trouvait aux côtés de l'ancien dans le cortège qui défilait derrière l'effigie de Le Pen empalé. Mais, de tout ça, on en parle plus à Paris qu'ici. Pour nous les temps sont durs. »

Dans les années 50, les marcheurs du Vaucluse étaient riches, c'était le seul département français à compter deux voitures par ménage. Depuis, l'avion et le camion frigorifique ont déplacé la fortune vers l'Espagne. « Carpentras est très Front national. S'il y avait des élections demain, je prendrais la mairie. A cause de l'immigration, des trafics, des déchirements de la droite. Les gens sont trop déçus par Chirac et Juppé. Ils n'ont plus que nous. Jusqu'à présent, le Front faisait ses choux gras dans les villes; à présent, nous gagnons les campagnes. Nous manifestons parce qu'on a tout fait pour nous diaboliser à partir d'un mensonge, d'un mensonge d'Etat. Et qu'ensuite personne, ni président ni ministre, n'a eu le courage de dire: pardon, nous nous sommes trompés. »

Ville empoisonnée depuis cinq ans par les rumeurs les plus effrayantes, les accusations non étayées, les enquêtes inachevées, Carpentras, ce samedi, va ainsi vivre, entre manifestation et contre-manifestation, un 11 novembre particulier. Très particulier.

Michel Braudem

Air France, cas exemplaire

par Gilles Bordes-Pagès

DETTE et déficits ou grève des fonctionnaires aidant, on s'interroge à nouveau sur l'Etat, les services publics et les entreprises nationales. Et, au passage, sur les difficultés de la réforme en France. Le cas Air France est, de ce point de vue, à bien des égards exemplaire. Exemplaire des dysfonctionnements du secteur public. Exemplaire par les difficultés que rencontre sa modernisation. Exemplaire enfin, et surtout, de l'ambivalence de l'opinion à l'égard de cette modernisation. Tout se passe comme si, en effet, l'opinion affichait officiellement un souci de réforme, dans le même temps où elle serait en réalité intimement convaincue de son impossibilité. Comme si nous, Français, n'attendions qu'une chose, au fond de nous-mêmes: la preuve de notre incorrigible incapacité à nous réformer.

Pendant des années, sous l'œil bienveillant de la presse, les autorités de tutelle, les corps de contrôle et les dirigeants de l'entreprise ont laissé Air France se scléroser, dans son univers protégé d'économie administrée. La dégradation américaine de la dérégulation du transport aérien aurait pu servir d'indicateur d'alerte. L'édifice européen que nous construisions nous-mêmes et qui libéralisait le ciel européen aurait dû nous mettre en mouvement. Rien n'y fit. Air France était une grande dame et aucun des esprits perspicaces qui se penchent docilement sur son cas aujourd'hui ne tira, à l'époque, le signal d'alarme. Nos voisins britanniques ou allemands, moins férus de débats théoriques, se mettaient pragmatiquement et consensuellement à marcher, mais nous, frappés de cette myopie qui est apparemment une pathologie nationale, nous nous reposions sur nos lauriers. Et voilà que la sanction du marché nous a brutalement réveillés avec une « gueule de bois » proportionnelle à l'ivresse dans laquelle nous vivions jusqu'alors.

Changement de décor. Et changement de regard de l'opinion. Aussi sévère et sceptique aujourd'hui qu'elle était bienveillante et candide hier. Aussi impatiente de changements rapides et brutaux qu'elle était désireuse de continuité douce et rassurante.

Au rang des difficultés, il y a à l'évidence les structures de coût qui placent la compagnie nationale derrière ses concurrents directs: British Airways, Lufthansa, KLM. Il y a aussi cette « culture maison » qui a conduit - exigence oblige - à intégrer année après année, un maximum d'activités bords métier de base tandis que d'autres les sous-traitaient. Il faut encore mentionner le confinement des cadres dirigeants de l'entreprise,

corps constitué trop souvent de spécialistes techniques qu'on a laissés s'enfermer dans une culture purement Air France. Ayant passé trente ans dans cet univers clos, ils n'ont intégré ni la métamorphose managériale qui a touché les entreprises en général ni la révolution des méthodes et outils de gestion des entreprises du transport aérien en particulier. Sans oublier ce vice fondamental, longtemps encouragé par la multiplication des baronnies et un pouvoir fondé sur la rétention d'information, ce vice qui consiste à prendre des décisions sans se

Ce n'est pas une mince affaire que de vouloir transformer une administration en entreprise !

soucier ensuite de leur mise en application: *en la boucle de retour*! Ni l'adaptation d'une organisation commerciale héritée d'un passé monopolistique où le client n'avait pas d'autre choix que de s'adresser à Air France pour quitter le territoire national.

La liste est longue, très longue. Elle est indiscutable. Ces défauts majeurs ont d'ailleurs été clairement identifiés dans le « Projet pour l'entreprise ». Ils l'ont été par le personnel de l'entreprise à qui l'on donnait enfin la parole. Aujourd'hui, nous mettons en œuvre ce pour quoi nous avons voté. Ce la fait mal! Cela fait mal partout et c'est normal. Parce qu'une nouvelle organisation n'est pas immédiatement parfaite et qu'il est souvent indispensable de procéder à des ajustements. Parce que les sacrifices sont réels. Parce que le partenariat social est une démarche vivante. Ce n'est pas une mince affaire que de vouloir transformer une administration en entreprise!

Nos problèmes internes sont loin d'être les seuls à conditionner notre futur. De nombreux facteurs exogènes existent. Curieusement, les observateurs extérieurs sont peu dits sur cet aspect essentiel. Ce qui fait obstacle au changement d'une grande entreprise nationale, ce sont aussi les contradictions internes de la puissance publique dont l'entreprise est la victime en dernier ressort. Alors que des pays voisins ont su développer une stratégie publique au service de la modernisation, notre Etat paraît un « Gulliver » enchaîné par ses propres conflits d'intérêts. Exemple: la rationalisation du réseau n'a pas su s'opérer à Air France tant que l'« actionnaire Etat » imposait les dictats du Quai d'Orsay pour maintenir des lignes diplomatiquement intéressantes mais économiquement non viables. On peut citer aussi le

« *drift au hubbing* » qu'ont su s'arroger nos concurrents avec l'entier support de leur tutelle et en s'affranchissant de Bruxelles. Derrière ce terme « barbare » se cache la possibilité pour une compagnie d'organiser sur sa plate-forme principale un moyen (hub) de correspondances. Air France, dans ce domaine, souffre d'un handicap considérable avec seulement deux pistes à Roissy quand KLM a obtenu sans difficulté la construction de sa cinquième piste à Amsterdam!

L'absence d'orientation claire de la part de l'Etat quant à l'utili-

sation des plates-formes d'Orly et de Roissy est aussi une faiblesse. Les Parisiens préfèrent Orly: on a fait démanteler Air France à Roissy! Une compagnie internationale privée de l'alimentation domestique ne peut pas réussir: on a laissé Air Inter à Orly... et on y a accepté les compagnies américaines en faisant leur lit grâce au trafic domestique du groupe Air France.

Les correspondances, ce sont aussi les créneaux horaires. Là encore, on se prend à rêver d'une tutelle mettant autant de bonne volonté que celle de nos concurrents, lesquels ont pu construire sur leurs bases principales de véritables forteresses avec l'aide frénétique de leurs directions de l'aviation civile et de leurs autorités aéroportuaires. On peut citer également au titre des contraintes fortes, celle qui, au nom d'une solidarité nationale, a contribué à constituer une flotte ressemblant plus à une vitrine de constructeur aéronautique qu'à un outil de production efficace. Les Boeing ne sont ni meilleurs ni moins bons que les Airbus; ils

sont plus ou moins adaptés aux besoins de tel ou tel exploitant. Si Air France doit se comporter en entreprise normale, elle doit pouvoir choisir ses fournisseurs sans autre pression que la pression concurrentielle. Sinon il faut bien que quelqu'un paye la différence!

Enfin, pour terminer cette liste qui est loin d'être exhaustive, la contrainte « externe » majeure n'est-elle pas d'avoir un actionnaire, l'Etat, qui injecte du capital selon sa logique budgétaire et non en fonction d'une logique d'entrepreneur? Les 20 milliards de recapitalisation ne démontrent-ils pas l'inconséquence passée d'un actionnaire qui a laissé une entreprise sous son entier contrôle s'endetter à hauteur de presque 40 milliards de francs avec moins de 4 milliards de francs de fonds propres? Dans quelle industrie privée existe-t-il un actionnaire assez fin pour croire qu'un tel ratio donne une seule chance de survie à l'entreprise?

Obtenir un consensus social en faveur du changement dans les entreprises nationales, mettre en place un véritable plan de restructuration et de développement. Mais aussi: mettre en œuvre une stratégie claire et cohérente des différents acteurs publics. Assurer la continuité du management des entreprises nationales (au cours des dernières années, Air France a changé trois fois de président, Air Inter quatre fois). Garantir la persévérance dans l'action gouvernementale et le soutien des pouvoirs publics aux efforts de modernisation (au lieu de ces alternances d'ordres et de contre-ordres économiques et sociaux liés à l'agenda politique et non au calendrier de l'entreprise), voilà ce qu'ont fait les pays voisins. Voilà pourquoi ils réussissent à moderniser leurs entreprises nationales.

Gilles Bordes-Pagès est membre du Syndicat national des pilotes de ligne, administrateur représentant les salariés à Air France

Amalgame

par Didier Sicard

LA contamination par le virus VIH n'en finit pas de faire tourner les têtes, au risque de les faire sombrer. Qu'un chirurgien soit atteint par ce virus et évoque la possibilité d'une contamination professionnelle (*Le Monde* du 20 octobre), il n'y a là rien d'anormal, d'illégitime ou d'ambigu. Mais que cette éventualité - qui reste absolument exceptionnelle - invite à se venger sur les malades, en les inquiétant sans raison, voilà qui est pervers. Car proposer le dépistage obligatoire pour le VIH, qu'il s'agisse d'un malade futur opéré, au nom d'une éventuelle contamination des chirurgiens et donc d'une protection des équipes soignantes, ou qu'il s'agisse d'un malade opéré par un chirurgien atteint par le virus, au nom d'un soi-disant risque de transmission du chirurgien vers le malade, voilà qui en dit long sur notre incapacité à surmonter nos peurs et notre propension à les reporter sur autrui. Quelle triste leçon d'humanité!

Les médecins n'ont pas à se protéger des malades. Certes, ils ont à prendre les précautions professionnelles qu'impose le risque infectieux en général. Mais un médecin, avant de toucher un malade ou de l'opérer doit-il s'assurer désormais que celui-ci n'est pas porteur de l'hépatite B, ou C, du virus VIH, du virus Ebola, de la peste ou de la diphtérie (qui risque de nous remémorer un jour)? Assumer le risque et, en même temps, prendre les précautions habituelles, quel que soit le malade, a toujours constitué la conduite normale d'un médecin digne de ce nom.

Quant au risque de transmission du virus VIH (le virus de l'hépatite B pose un problème différent) du chirurgien au malade, il faut avoir l'honnêteté de reconnaître qu'il est nul. Doit-on encore rappeler que ce virus ne « saute pas » d'un sujet à un autre de façon imprévisible, mais qu'il faut des conditions très particulières maintenant bien connues? Le simple contact

éventuel de quelques gouttes de sang infecté avec une plaie opératoire n'a rien à voir avec le danger que constitue une injection intraveineuse chez un héroïnomane ou que constituait une transfusion avant 1985.

Il y a tout de même près de dix ans que l'on sait que c'est l'injection de sang infecté dans la circulation sanguine qui est dangereuse et non le simple contact avec le sang infecté.

Cette confusion épidémiologique entretenue et amplifiée par la peur ambiante brouille des valeurs essentielles, mettant en

Il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que le risque de transmission du virus VIH du chirurgien au malade est nul

cause l'honneur, la dignité, la responsabilité et le fondement même du métier de médecin.

Arrêtons ce triste débat passionnel, qui reporte sur le dépistage la responsabilité de la prévention.

Osons dire qu'un médecin ou qu'un chirurgien, s'ils ont le devoir, eux, de tout faire pour éviter de contaminer un malade, n'ont pas à choisir de le soigner ou non en fonction de tel ou tel marqueur infectieux.

La médecine est au service du malade. Ne laissons pas les peurs de cette fin de siècle nous détourner de cette finalité essentielle.

Didier Sicard, professeur, est chef de service (médecine interne) à l'hôpital Cochin (Paris).

Israël après Rabin

par Tom Segev

QUAND Yaakov Robit écrit le *Chant pour la paix* quelque temps après la guerre de six jours, Itzhak Rabin était le héros de la conquête. Il était toujours le symbole de la conquête quand il tenta, sans succès, de réprimer l'intifada. Quelques minutes avant sa mort, Rabin chantait cette chanson. Ironie symbolique et signe de profonde mutation culturelle et sociale. Le *Chant pour la paix* comme aussi le Mouvement pour la paix maintenant, fondé quelques années plus tard, étaient au nombre des signes annonciateurs de l'irruption de la culture américaine en Israël. Ce n'est pas par hasard que ce chant s'inspire de la protestation américaine contre la guerre du Vietnam.

Itzhak Rabin a toujours été considéré comme un des symboles du mythe du sabra, mais à mesure qu'il avançait en âge, il est devenu aussi le symbole éclatant du processus d'américanisation de la société israélienne. Tout jeune, Rabin rêvait d'étudier aux Etats-Unis. Les années passées comme ambassadeur d'Israël à Washington furent pour lui des années de bonheur.

L'épisode des dollars qui lui avait coûté son poste (NdT: il s'agit d'un compte en dollars où M^{re} Rabin avait déposé 3 000 dollars, à l'époque où la loi interdisait aux citoyens israéliens de détenir un compte à l'étranger) était d'un style parfaitement américain. La paix qu'il essayait d'inaugurer était ancrée dans son orientation américaine. On ne sait pas si, sur le tard, il répugnait à violer les droits de l'homme des Palestiniens, comme il l'avait fait durant toute sa carrière militaire. Mais ce qui est probable, c'est qu'il a probablement appris à en évaluer les ravages en regardant la chaîne CNN.

L'assassinat de Rabin a aussitôt suscité des associations d'esprit à l'américaine: quelques journaux

ont fait remarquer que les gens se souviendraient de l'endroit où ils étaient en apprenant l'assassinat, de la même manière qu'en Amérique, les gens se rappellent où ils étaient en apprenant l'assassinat de Kennedy. Mais Rabin n'était pas Kennedy. On aimait Kennedy, on respectait Rabin.

Il y a quelques années, le système politique s'est laissé séduire par l'idée d'élections partielles en Israël, autre manifestation évidente de l'influence américaine sur

tiennent en général au camp des calottes tricotées. C'est une guerre entre Aviv Gefen et les tenants du rabbin Kook. Le fanatisme religieux, accompagné de peurs traditionnelles et d'un pessimisme fondamental, s'enferme face à un nouveau courant laïque, ouvert et optimiste dans ses fondements.

Vers la fin de ses jours, Rabin représentait la croyance en la force d'Israël de faire face aux dangers que comporte la paix. C'est une guerre entre le présent immédiat

ses groupuscules de fanatiques, de racistes, de fascistes. Une société se mesure à sa capacité de vivre avec ce virus. Il n'y a donc pas de quoi dire que la société israélienne est « malade », ni s'accrocher au sentimentalisme de l'« *umim nationale* ».

La société israélienne est en train de traverser une mutation sociale, mentale et politique. Elle se trouve devant une décision historique difficile et elle est divisée. Rabin a laissé derrière lui un mouvement politique et une majorité restreinte de voix populaires. D'une manière tout à fait paradoxale, le fait que tant d'Israéliens n'aient pas été entraînés par Rabin laisse espérer que tout ne dépend pas d'un seul homme. Même ceux qui soutenaient le processus de paix n'étaient pas sous le charme d'un charisme personnel. Il semble que la plupart aient accordé à Rabin un crédit limité. « *Voilà sur cette voie, lui ont-ils dit avec un scepticisme très sain, mais si tu échoues, tu nous auras perdus.* »

Il n'y a aucune raison que les choses changent. De ce point de vue, il n'y a aucune raison non plus de dire qu'après le meurtre « *Israël est différent* ». Le meurtre de Rabin doit rester dans les mémoires comme le jour de Kippour des services de sécurité, selon l'expression du poète Hayim Gevuri. Mais on peut se demander s'il aura sur l'ensemble de la société le même effet que la guerre de Kippour. Apparemment, une majorité d'Israéliens comprend que la réussite du processus ne dépendait pas seulement de Rabin. C'est ainsi que se passent les choses dans un pays démocratique! Une politique nationale n'a pas à être identifiée à un seul homme ni à dépendre uniquement de lui.

Tom Segev est historien et journaliste. Traduit de l'hébreu par Rosie Pirhus-Delpuech. © Haaretz

AU COURRIER DU « MONDE »

MÉTÉO

Mars 1995: « Les travailleurs de ce pays doivent pouvoir bénéficier pleinement de leurs congés payés. Je le dis tout net: je n'accepte pas qu'il pleuve pendant ces congés. A cet égard, les travailleurs peuvent compter sur ma détermination » (Vivats).

Octobre 1995: « Monsieur le Président, en promettant le soleil à des millions de gogos, ne leur avez-vous pas, pour être élu, promis la lune? » « Monsieur Duhamel, soyons très clairs: l'ai dit et je le répète, qu'un travailleur ne doit être exposé à la pluie pendant ses congés payés. Croyez-le bien, monsieur Duhamel, je tiendrai mon engagement, et pour ce faire, je m'implierai, avec toute la détermination nécessaire, à supprimer ces congés. Il y aura du courage et du temps, mais je ne manque ni de l'un ni de l'autre. »

Jean-Jacques Dupeyroux, Paris

LES SIÈGES DU MÉTRO

Deux des plus graves attentats perpétrés récemment en France l'ont été par dépôt d'une bombe sous les sièges de rames ferroviaires parisiennes, rendant leur détection visuelle difficile pour les voyageurs. Les Londoniens ont été longtemps exposés à ce type d'attentat. Les sièges des rames de métro et de certaines rames de banlieue cir-

culant à Londres sont équipés de toiles fixées sur le soubassement, qui occultent celui-ci et rendent impossible tout dépôt d'objet sous le siège. Un paquet « oublié » dans une rame est donc visible et immédiatement détectable.

Cette mesure simple et peu coûteuse ne pourrait-elle être rapidement appliquée à Paris? L'exemple de 1986 montre qu'un tel investissement aurait malheureusement une longue durée potentielle d'amortissement.

G. Charmanier, Montpellier (Hérault)

IDÉES REÇUES

Osez-vous un jour aborder les vrais problèmes de notre société à la dérive, les vraies causes du désespoir des jeunes? Avez-vous lu quelquefois l'énoncé des circonstances atténuantes retenues par les tribunaux qui les jugent? Cela vous honorerait de rompre le tabou qui affecte les « familles désunies », de rechercher les causes de ce cancer de notre société. Votre silence sur ce sujet laisse le champ libre à d'autres dont les « valeurs » nous sont odieuses. Mais il vous faudrait du courage pour aller contre les idées reçues depuis trente ans.

Ghislain de Langre, Paris

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

Le Nigeria au ban des nations

EN approuvant la condamnation à mort de l'écrivain Keo Saro-Wiwa et de huit de ses compagnons, militants comme lui pour les droits de la communauté ogonie, la junte nigérienne, issue du coup d'Etat de 1993, et au premier rang son chef, le général Sani Abacha, ont achevé de se mettre au ban des nations. Ces condamnations à mort, prononcées au terme d'un procès « profondément irrégulier », selon les termes du Foreign Office britannique, sont exécutées et ne peuvent faire l'objet d'aucun recours. Cette urgence explique sans doute que la désapprobation internationale prevoie, pour le moment, la forme d'appels à la clemence.

Rien ne garantit que ces appels seront entendus. Il se pourrait que, au sein de la junte, les éléments les plus répressifs veuillent passer sur les militants ogonis, petite communauté méprisée par des militaires en général issus de grandes familles, la fureur qu'ils n'ont pu diriger contre les auteurs présumés d'une tentative de coup d'Etat, en mars 1993, dont la réalité n'a jamais été établie, qui furent graciés le 1^{er} octobre, sous la pression internationale.

Mais que Keo Saro-Wiwa et ses coaccusés soient peudus ou qu'ils croquissent et prisso sous le coup d'une condamnation qui peut être exécutée à tout moment, à l'instar des prisonniers indonésiens, il faudra de toute manière que les partisans du Nigeria, au premier rang desquels la Grande-Bre-

tagne et la France - présente au travers d'entreprises comme Bouygues ou Elf -, réexaminent leur attitude.

En Afrique même, des vix de plus en plus nombreuses se font eotéodre pour que l'oo applique au géral Abacha le traitement qui fut réservé au régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Le secrétaire général du Commonwealth, Emeke Anyaoku, un Nigérien, et le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, ont appelé à l'exclusion du Nigeria des rangs de l'organisation.

Le président Nelson Mandela, pour le moment, garde un profil bas, mais les opposants nigériens l'implorent de rendre le soutien qu'ils lui avaient offert. Ces mêmes opposants se disent aujourd'hui las d'interpeller les capitales occidentales, tant ils ont l'impression de crier dans le désert.

Pourtant, si Londres n'applique pas avec la dernière rigueur sa doctrine du *good government* à l'égard de la junte nigérienne, si Paris n'exige pas un respect minimal des droits de l'homme dans ce pays, gigantesque esclave aoglophooe dans le pré carré francophone, dont le destin pèsera lourd sur ses voisins, les Africains seront, noe fois encore, forcés de constater qu'il y a deux poids et deux mesures. Qu'il vait mieux organiser un potsch dans no pays exportateur de pétrole que dans des micro-Etats comme la Gambie et les Comores. Et que la loogue marche de l'Afrique vers la démocratie est plutôt cahotante.

Les deux sidas

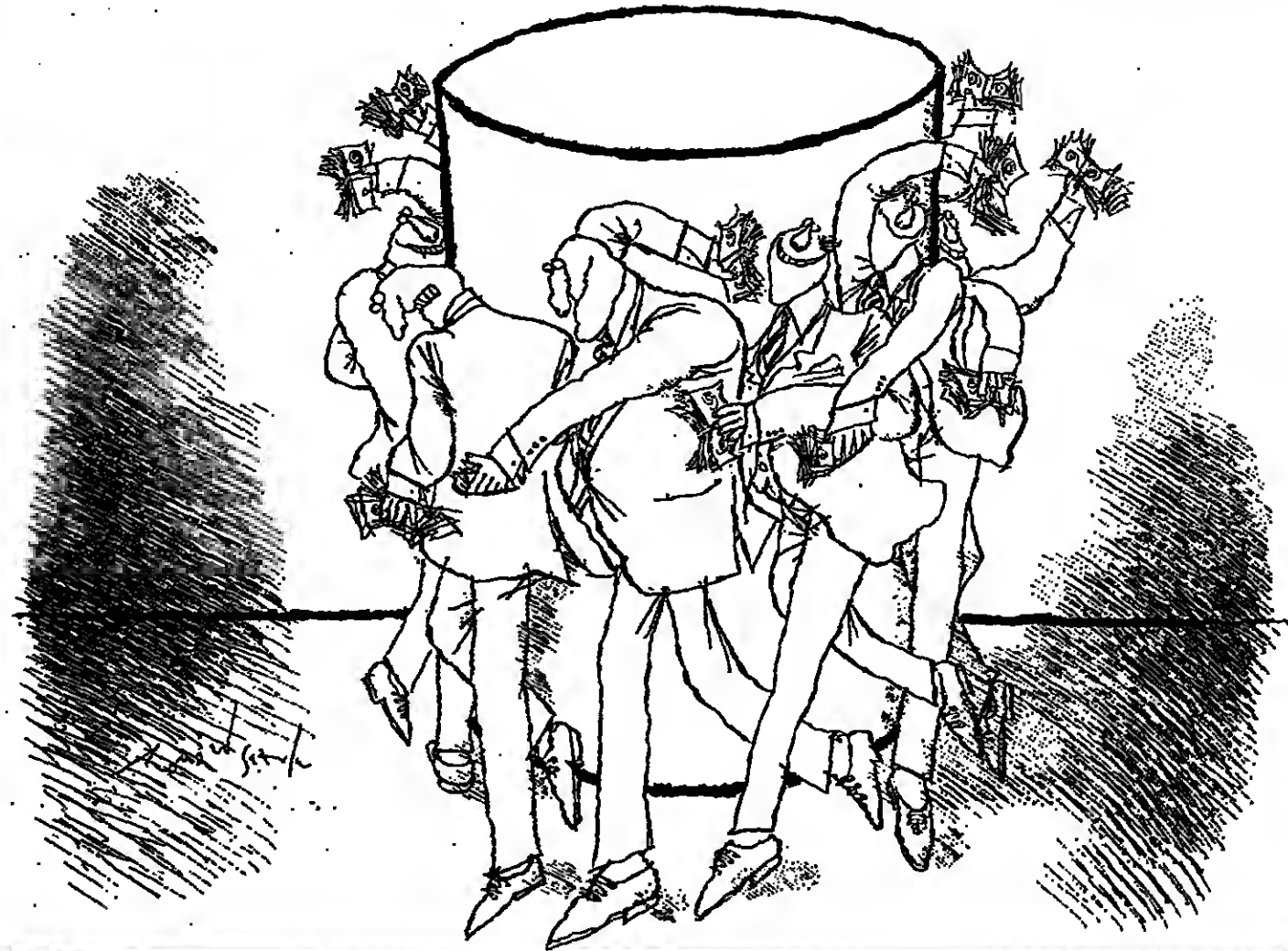
LA forte malencontreuse décision du gouvernement d'Edouard Balladur de ne pas honorer les engagements d'Edouard Balladur en matière de financement de la coopération internationale contre la pandémie de sida donne une bien piètre image de la France. Ainsi donc, après avoir tout fait pour insuffler une nouvelle dynamique au sein des organisations onusiennes, après avoir annoncé sa volonté de défendre les droits des malades les plus démunis, après avoir solennellement réuni à Paris les représentants de quarante-deux Etats pour en quelque sorte leur donner la leçon, la France serait incapable, aujourd'hui, de tenir ses promesses.

On pourrait imaginer que la nécessité dans laquelle se trouve l'actuel gouvernement de tout mettre en œuvre pour assainir les finances publiques puisse se doubler ici de considérations d'une autre nature, que les membres du gouvernement opposés à M. Balladur trouvent là une opportunité politicienne. Si elle n'est nullement à écarter, l'hypothèse n'est pas suffisante. On tient en effet à souligner au sein du gouvernement que les premières coupes dans le budget de la contribution française aux organisations internationales avaient été faites au début de cette année, avant l'élection présidentielle.

Comment l'ancien premier ministre pensait-il, dans ces conditions, traduire dans les faits ses déclarations solennelles, quand il invitait « tous les pays qui le pouvaient » à suivre une France clair-

voyante et généreuse, prête à engager 100 millions de francs dans ce combat planétaire ? Aujourd'hui la déception est à la mesure de l'attente et l'on peut comprendre les milieux associatifs de lutte contre le sida quand ils estiment, dépités, que la France « trahit les sidés du tiers-monde ». La mise en lumière d'un manquement à la parole donnée et des failles dans la continuité de l'Etat conduira-t-elle le gouvernement à faire machine arrière ?

An-delà de ces tristes péripéties, il reste à dire quelques dérangeantes vérités. L'épidémie continue de progresser de manière dramatique dans les pays du tiers-monde, où cette maladie sexuellement transmissible frappe massivement hommes, femmes et enfants. Dans le même temps, aucune maladie n'a, comme le sida, autant mobilisé les autorités et l'opinion des pays industrialisés où la contagion semble, pour l'essentiel, circonscrite aux milieux homosexuels et toxicomanes. Aussi jamais n'a-t-on pu disposer aussi vite, face à une épidémie, de tels moyens financiers, d'origine publique ou caritative, pour la recherche, la prévention et le soutien aux malades. Cette manne, gouvernements et associations pourraient, au moins aussi utilement qu'en France, la partager avec les pays qui en ont, quoi qu'on en pense, le plus besoin, principalement en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. On alors, faudrait-il admettre qu'il existe réellement deux sidas, l'un des pays riches, l'autre des pays pauvres ?



AU FIL DES PAGES/International

Un Allemand pas commode

PEUT-ON ÊTRE un patriote français et un social-démocrate internationaliste ? La réponse affirmative ne fait guère de doute. Si l'on remplace « français » par « allemand », tout change. Parce que dans notre mémoire - et dans celle des Allemands - l'histoire a laissé des traces douloureuses qui poussent à mettre, pour l'Allemagne, un signe d'égalité entre patriotisme et nationalisme. Lors de son voyage triomphal contre-Rhin en 1962, le général de Gaulle en a donné plus d'un en bissant ce tabou.

Un homme politique allemand, cependant, avait osé affirmer dès la fin de la guerre qu'on pouvait être un patriote et un internationaliste : Kurt Schumacher, qui dirigea le Parti social-démocrate de 1945 à 1952. « De mauvais Allemands ne peuvent être de bons Européens », disait-il. Ou encore : « On ne peut pas dénier au peuple allemand le droit de défendre ses intérêts. Surtout si des incitations viennent de l'égoïsme national sans bornes d'autres pays. » Il pensait aux Alliés, et notamment aux Français, y compris à ses camarades de la SFIO, avec lesquels il ne s'entendait pas. La seule différence entre ce « national-socialiste » et Hitler, disait Vincent Auriol, est qu'il n'est pas sanguinaire. Schumacher, pour sa part, ne demandait pas aux Français d'avoir accepté par l'accord d'armistice de 1940 de livrer les réfugiés allemands aux nazis.

Ce « méchant Prussien » était pourtant tout aussi digne de représenter l'Allemagne nouvelle que le catholique rhénan Adenauer, de vingt ans son aîné. Le journaliste Peter Merseburger l'a retrouvé, depuis sa naissance, le 13 octobre 1895 à Culin (Cheimno), dans cette partie de la Prusse qui sera

attribuée à la Pologne par le traité de Versailles. Les Schumacher sont bourgeois, protestants, conservateurs mais éclairés. Avec les enfants polonais et juifs, le jeune Kurt apprend très tôt que la nation n'est pas une construction ethnique, mais une communauté de destin fondée sur la volonté. En 1914, il s'engage, convaincu de défendre la civilisation contre la barbare venue de l'Est. Blessé sur le front russe, il est amputé du bras droit. Sa guerre est terminée ; il en profite pour écrire sa thèse sur l'Etat démocratique. Son biographe le peint comme un « républicain militant » qui défend la République de Weimar contre tous ses ennemis, de droite comme de gauche. L'expérience de cette première démission allemande si injustement décriée convainc Kurt Schumacher que la gauche ne doit plus jamais pouvoir être soupçonnée de brader l'intérêt national.

« LA DÉMOCRATIE DOIT SE GAGNER »

Au début de 1933, il tente de créer une organisation clandestine pour lutter contre les nazis, mais, le 6 juillet, il est arrêté et envoyé à Dachau, où il passe dix ans, avant d'être de nouveau enfermé en juillet 1944 après l'attentat manqué contre Hitler. Il revient du camp certain que « ce que nous avons enduré ici nous fonde à recevoir la direction politique du pays ». Il ne veut pas qu'elle échoue à ceux « qui ne savent rien ». « Ils en savent assez sur les camps pour avoir peur, dit-il, et cette peur était le meilleur soutien du régime ».

Il n'arrivera pas au pouvoir, mais il n'aura de cesse de prouver que l'Allemagne, « son » Allemagne, peut revendiquer, la tête haute, l'égalité avec les

vainqueurs du Reich. « La démocratie ne s'installe pas sur ordre. C'est pourquoi elle ne peut être un cadeau des Alliés ; elle doit se gagner. » Il reproche à Adenauer de brader les intérêts allemands pour s'attirer les bonnes grâces des Occidentaux. Et surtout, en s'intégrant à l'Ouest, celui qu'il appelle le « chancelier des Alliés » renvoie aux calendes grecques l'unification de l'Allemagne. Comme Adenauer, il pense que le succès de la RFA aura un effet d'aimant sur les Allemands condamnés au communisme ; il veut l'unité dans la liberté, pas l'unité sans la liberté.

Schumacher, qui en 1948 a subi l'amputation de la jambe gauche à la suite d'une thrombose, meurt le 20 août 1952. Brillant orateur, polémiste mordant, homme politique intègre et intransigent, il a donné à la RFA naissante une opposition combative, sans quoi il n'y a pas de vraie démocratie. Il a posé les questions qui ont dominé la vie politique allemande pendant quatre décennies : l'intégration européenne condamne-t-elle la réunification ou en est-elle la condition ? Les abandons de souveraineté diminuent-ils le statut de l'Allemagne ou sont-ils le préalable à son retour dans la communauté internationale ? Il a souvent apporté des réponses erronées mais riches d'enseignements pour les débats actuels. Il faut que son histoire, qui est aussi largement celle de ce siècle en Europe, soit très vite accessible aux lecteurs français.

Daniel Vernet

★ Der schwierige Deutsche, Kurt Schumacher, par Peter Merseburger, Ed. DVA, 544 pages, 78 DM.

Monnaie unique : les credos allemands

Suite de la première page

Tel est le scénario idéal, auquel les hauts fonctionnaires disent vouloir croire.

Chez d'autres, le discours se nuance. « Le respect du calendrier est une contrainte salutaire pour les hommes politiques », observe Philipp de Waldendorff, porte-parole de la puissante Association des chambres de commerce et d'industrie, mais ce n'est pas une fin en soi. « Une monnaie unique mal préparée échouerait, ajoute-t-il, et ce serait une catastrophe pour l'Europe. L'idée serait obsolète pendant quarante ans. » Autrement dit, mieux vaut, si nécessaire, retarder la naissance de la monnaie unique que donner le jour à un enfant handicapé. Mieux vaut s'en tenir aux exigences de Maastricht que se cramponner inutilement à l'échéancier.

Les gouvernements de Bonn partagent largement cet ordre de priorités, jugeant au passage hérétique l'interprétation flexible des critères de convergence récemment préconisée par les six principaux instituts économiques allemands. « Nous ne sommes pas des cavaliers du monétarisme », se défend-on au ministère des finances. Mais recommander l'assouplissement des critères est contre-

productif. C'est ouvrir la boîte de Pandore, et admettre que le respect des critères devient un sujet de débat. Van prochain, lors de la conférence intergouvernementale. Nous voulons une monnaie unique forte, durablement forte ».

« Il faut exclure toute concession sur ce point », renchérit M. de Waldendorff. Car les politiques ne tarderont pas à en profiter. Ils sont à l'affût. En Allemagne comme ailleurs, ils se comportent en chiens de chasse. Ils ont déjà senti le gibier. Comme pour légitimer les craintes de cet avocat de la rigueur, l'une des grandes figures de la démocratie chrétienne au Bundestag observe quelques heures plus tard qu'après tout, le moment venu, l'importance des efforts accomplis pour adhérer à l'UEM comptera autant que la soumission absolue aux pourcentages de Maastricht et qu'un excès d'otté-grisme pourrait nuire en la matière.

« Bien sûr, ajoute-t-il aussitôt, il serait malvenu de dire cela publiquement. » Vos de Bonn, la sacro-sainte stabilité est une exigence de longue durée. Bien des années après la mise en œuvre de la monnaie unique, les membres de l'UEM devront maintenir et, de préférence, renforcer leurs disciplines budgétaires et fiscales. Ils devront se préserver eux-mêmes des tentations laxistes - et empêcher, notamment, le retour de l'inflation maudite - en négociant ensemble un durcissement des sanctions existantes, trop faibles ou trop vagues.

En montrant le bon exemple, l'UEM exercera « un attrait magnétique » sur les candidats à l'adhésion. Il faudra aussi rappeler à l'ordre et, si

besoin, punir les mauvais élèves de la classe européenne. C'est dans cet esprit que le ministre allemand des finances, Theo Waigel, vient de suggérer pour l'après-1999, aux termes d'un « pacte de stabilité », la création d'un « Conseil européen de stabilité » qui coordonnerait et surveillerait les politiques budgétaires des membres de l'UEM. Stabilité encore, stabilité toujours.

Après 1999, deux galaxies monétaires devront coexister. Comment l'UEM s'inscrira-t-elle dans le grand marché ? L'Allemagne, pas plus que ses partenaires, n'a, pour l'instant, de réponse précise à cette question. « Une solution existe », prédit un expert. Elle consisterait à mettre en place un nouveau système monétaire européen, plus asymétrique que l'actuel. En tout cas, les monnaies nationales survivantes devront se définir par rapport à la monnaie unique. Elles seront comme des étoiles gravitant autour du soleil.

En attendant, l'Allemagne affiche un souci majeur : la France sera-t-elle au rendez-vous ? Aura-t-elle ramené avant 1997 ses déficits publics au chiffre fatidique - 3 % du PIB - fixé à Maastricht ? « La France est en mesure, note-t-on au ministère de l'économie, de respecter à temps tous les critères de convergence. Ce sera douloureux. Mais mieux vaut agir vite et fort que laisser le mal empirer. Le tournant de la rigueur pris par Chirac est crédible. Les marchés ont bien réagi. » Comme dit un haut personnage de la CDU, exprimant un point de vue largement partagé, « la France peut être au rendez-vous si elle veut, et l'espère qu'elle le veut ». Une chose

est sûre, souligne-t-on à Bonn, l'UEM est inconcevable sans la France.

Et si la principale inquiétude de l'Allemagne, c'était, en cette période de doute, l'Allemagne elle-même ? Comment se convaincre-t-elle de renoncer au mark bien-aimé ? Comment les dirigeants désarmeront-ils le scepticisme des citoyens, hostiles pour 70 % à la monnaie unique ? Comment les persuader qu'ils ne perdront pas au change ? Comment dépassionner le débat au moment même où le SPD, tenté par les sirènes populistes, semble vouloir faire de la monnaie unique un cheval de bataille dans la perspective des élections parlementaires de 1998 ?

« Helmut Kohl, admet un haut responsable, ne pourra pas faire cavalier seul. Il devra trouver des relais auprès de l'opinion, mobiliser les entreprises, les syndicats, les chambres de commerce, les églises, les caisses d'épargne ». Tous devront, prévoit un député, expliquer clairement aux Allemands qu'en abandonnant le mark ils ne feront aucun sacrifice : « Il leur faudra considérer la monnaie unique comme une sorte de dot offerte au nouveau mariage de l'Europe. »

Jean-Pierre Langellier

RECTIFICATIF

CONTRAIREMENT à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 10 novembre, Camille Cabana n'a pas été ministre des privatisations dans le gouvernement d'Edouard Balladur, de 1993 à 1995, mais dans celui de Jacques Chirac, de 1986 à 1988.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ;
Directeur adjoint : André Fontana (1995-1996), Jacques Leconte (1991-1994)
Directeur adjoint : Anne Chassebois, directrice déléguée
Directeur adjoint de la rédaction : Sylvie Pénel
Rédacteur en chef :
Thomas Farnoux, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction
Jean-Pierre Bouchet, Bruno de Camille, Laurent Goussier
Dorothée Heymann, Sébastien Le Gendre, Manuel Luchet, Luc Rosenzweig
Alain Nèret, conseiller de la direction ;
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction
Médiateur : André Lamoignon
Conseil de surveillance : Alain Jaffé, président ; Olivier Baffaud, vice-président
Autres membres : Robert Benoit-Lévy (1994-1995), Jacques Fauriol (1995-1996),
André Fontana (1995-1996), Jacques Leconte (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Capital social : 811 200 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde »,
Associations Hubert-Benoît et Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde est imprimé par Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75011 PARIS CEDEX 13
TEL : (1) 40 45 25 25 Télécopieur : (1) 40 45 25 29 FAX : 205 0068
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BENOÎT 75011 PARIS CEDEX 13
TEL : (1) 40 45 25 25 Télécopieur : (1) 40 45 25 29 FAX : 205 0111

TRAVAIL Le ministère du travail et trois associations d'entreprises ont organisé le jeudi 9 novembre la première « convention de l'innovation sociale ». Dans un contexte de

crise économique qui favorise l'exclusion et la précarité, certaines sociétés essaient, malgré tout, d'associer leurs salariés à leur développement. ● ORGANISATION

DU TRAVAIL, qualification professionnelle, gestion de l'emploi, dialogue social, santé et sécurité au travail constituent les pistes les plus pratiquées. ● CERTAINS RESPON-

SABLES patronaux, mais aussi syndicaux, plaident pour un droit à l'expérimentation et une législation sociale différenciée selon les secteurs d'activité ou la taille des entreprises. ● LE

NOUVEAU MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'EMPLOI a annoncé une réforme de la loi de 1971 sur la formation professionnelle, avançant l'idée d'un « capital-temps » individuel.

La crise économique modifie les formes d'innovation sociale

Ne pouvant augmenter les salaires ni développer l'emploi, des entreprises modifient l'organisation du travail et accroissent les compétences des salariés. Beaucoup plaident pour un droit à l'expérimentation

PEUT-ON ENCORE aujourd'hui parler d'innovation sociale ? A l'heure où tous les sondages marquent un désenchantement des salariés à l'égard de leur entreprise, où les accidents du travail augmentent à nouveau et où la disparition des stocks a pour corollaire la flexibilité du temps de travail, le propos peut paraître provocateur.

En 1993, l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), créée vingt ans plus tôt par le gouvernement, avait dû se résoudre, pour fêter son anniversaire, à célébrer « vingt ans de conditions de travail », passant pudiquement sous silence l'« amélioration » de celles-ci. L'Anact vient cependant de reprendre son rôle de pèlerin en organisant, jeudi 9 novembre à Paris, la première Convention de l'innovation sociale, en partenariat avec trois associations d'entreprises : le Centre des jeunes dirigeants (CJD), l'Entreprise & Personnel et l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnelle.

Premier constat : les entreprises continuent d'innover sur le plan social. Certes, il n'y a plus ce fameux « grain à moudre », cher aux partenaires sociaux, mais, dans certaines entreprises, directrices et syndicats tentent d'améliorer les conditions de travail, de lier pro-



ductivité et accroissement des compétences, de réfléchir à l'organisation du travail en tenant compte des besoins de l'entreprise, mais aussi de la vie des salariés.

FORMATION ET POLYVALENCE

Un guide publié à l'occasion de cette manifestation recense plus de cent quarante exemples répartis dans huit domaines : les compé-

tences, la conception des systèmes de travail, le dialogue social, l'entreprise citoyenne, la gestion de l'emploi, l'organisation, la santé et la sécurité, et le temps de travail.

Parmi les exemples les plus remarquables, figure Haplich, sous-traitant de l'industrie automobile en Lorraine, une des rares entreprises à avoir mis en place un plan d'égalité professionnelle dès 1991.

Constatant que les 150 ouvrières n'étaient qu'exceptionnellement promues et que la plupart d'entre elles souffraient de troubles musculo-squelettiques causés par la répétitivité de leur travail, Haplich a consacré 940 heures sur trois ans à la formation de chacune d'entre elles (par comparaison, la formation d'un ingénieur dure 1 200 heures) pour qu'elles puissent devenir polyvalentes ou que leur travail soit moins pénible.

Même en cas de difficultés économiques, l'exclusion des salariés les moins qualifiés n'est pas une fatalité. Au lieu de licencier les salariés dont l'état de santé ne permettrait plus de travailler en milieu industriel, le groupe Yves Rocher a créé en 1994 un atelier protégé qui, au départ, employait six personnes et fournit aujourd'hui du travail à plus d'une vingtaine de handicapés.

SANTÉ ET SÉCURITÉ

Contrairement à une idée reçue, les syndicalistes mènent également des actions innovantes en faveur de l'emploi. Quand le carrossier Heuliez a voulu se séparer de 600 personnes (un tiers de l'effectif) embauchées sous contrat à durée déterminée, la CFDT a créé un centre d'accompagnement et d'orientation (CAO) pour aider ces personnes à retrouver un travail.

En s'appuyant sur cette structure, 83 personnes ont retrouvé un emploi et 50 ont entamé une formation débouchant sur une qualification professionnelle.

OBSTACLES LÉGISLATIFS

Si la notion d'entreprise citoyenne paraît souvent galvaudée, un nouveau champ d'intervention

plient les actions de prévention et établissent un lien entre cet objectif national et la santé et la sécurité au travail.

Pour qu'elles ne soient pas qu'un simple effet de mode ou des phénomènes de laboratoire, l'innovation et l'expérimentation ont besoin de relais nationaux. Les entreprises, mais aussi certains

Réformer la formation en 1996

Nouveau ministre délégué à l'emploi, Anne-Marie Couderc a effectué sa première intervention publique, jeudi 9 novembre, en clôture de la Convention de l'innovation sociale. Entre un modèle de relations sociales à la britannique et à l'allemande, son choix est fait : « L'Allemagne, les pays scandinaves, le Québec sont plus avancés que nous en matière de négociations globales et de prévention des conflits. Nous pourrions nous en inspirer. » Elle souhaite que se développe dans les entreprises « une concertation entre partenaires sociaux sur les stratégies industrielles ».

C'est sur la formation continue que le ministre s'est montré le plus précis. Annonçant son intention de revoir la loi de 1971, Anne-Marie Couderc s'est interrogée : « Plutôt qu'obliger les entreprises à consacrer un pourcentage de la masse salariale à la formation de leurs salariés, peut-être faut-il passer à un capital-temps pour chaque salarié ? »

pourrait lui permettre de retrouver ses lettres de noblesse : la prévention médicale. Au moment où la maîtrise globale des dépenses de santé devient un objectif prioritaire du gouvernement, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour que les entreprises multi-

syndicats, plaident désormais pour un droit à l'expérimentation. L'idée fait visiblement son chemin mais les obstacles législatifs restent déterminants. Là aussi, l'innovation est urgente !

Frédéric Lemaître

La grande distribution souhaite négocier avec le gouvernement

ÉCLABOUSSÉS par les « affaires », accusés par Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME et du commerce, d'effectuer des promotions commerciales qui ne « sont en réalité que les promotions du chômage » et par Alain Juppé de défigurer les périphéries des villes, les distributeurs ont finalement décidé de jouer la carte de l'entreprise citoyenne. Répondant point par point aux attaques, la FCD (Fédération des entreprises du commerce et de la distribution), qui représente 600 000 emplois, a rendu public, jeudi 9 novembre, un Pacte pour l'avenir de la grande consommation.

présenté mi-octobre aux pouvoirs publics. Elle propose des mesures en faveur de l'environnement et de l'emploi, s'engageant notamment à signer en 1996 « 14 000 contrats en alternance pour les jeunes et 2 000 contrats initiative-emploi ». En contrepartie, elle souhaite que le gouvernement réexamine sa position sur plusieurs dossiers.

Tout d'abord, la FCD lui demande de revenir sur « la politique dite de gel des grandes surfaces » et d'autoriser les créations nouvelles de magasins, en appliquant la loi Royer. Si son principal inconvénient était de favoriser la corruption en donnant « un trop grand pouvoir économique aux hommes politiques », elle a toutefois, selon Jérôme Bédier, président de la FCD, permis un développement équilibré de la grande distribution et du petit commerce. « Même s'il a diminué de 12 % en dix

ans, le nombre de points de vente de détail atteint, en 1992, 575 magasins pour 100 000 habitants - auxquels il faut ajouter 72 boulangeries - contre seulement 1,6 hypermarché et 11 supermarchés. »

La FCD insiste sur le rôle structurant que peuvent avoir les hypermarchés : « Contrairement aux petits commerces, ils ont les moyens financiers d'assurer la sécurité nécessaire à leur maintien dans les quartiers difficiles. » « Si on gèle l'implantation des grandes surfaces dans les banlieues, il n'y aura plus personne. »

RÉFORME SUR LA CONCURRENCE

Cependant, le principal point de tension entre les pouvoirs publics et les distributeurs concerne une éventuelle réforme de la législation sur la concurrence. La FCD critique violemment le projet de renforcement du cadre réglementaire des relations entre les distributeurs et leurs fournisseurs, en modifiant notamment le seuil de revente à perte. Selon Daniel Bernard, président de Carrefour, il revient à « céder aux partisans de la vie chère » et à pénaliser un des secteurs les plus compétitifs, susceptible de « dynamiser l'économie française ». De leur côté, Edouard et Michel-Edouard Leclerc estiment que cette réglementation « obligerait les distributeurs à augmenter leurs prix de 3 % à 5 % selon les produits ».

Malgré cette levée de boucliers unanime, les distributeurs se disent prêts à devenir plus solidaires des fournisseurs. Face aux craintes de « déréférencement abusif », la FCD propose d'introduire un délai de préavis avant rupture des relations commerciales, de trois mois pour une ancienneté d'au moins deux ans. Elle envisage de créer un « guichet d'orientation à l'exportation pour les PME », qui leur permettrait de « profiter du développement international des distributeurs, comme le souhaite le gouvernement ». Ce net assouplissement traduit, selon la formule de M. Leclerc, un refus de « surenchérir sur les récentes investissements gouvernementaux à l'égard de la distribution ». Il faudra attendre le 27 novembre avec l'annonce par Alain Juppé du plan PME et de son volet sur la distribution, pour connaître la réponse du gouvernement à cette proposition de trêve.

H. R.

Après la grève, la direction d'Air France devra renouer le dialogue

SECON Air France, le taux de participation à la grève des hôtesses et stewards d'Air France et d'Air Inter s'est élevé, jeudi 9 novembre, à 49 %. Selon les deux principaux syndicats du personnel navigant commercial qui ont appelé à la grève, le SNPNC (Syndicat national du personnel navigant commercial) et l'Uoac-CGC, il était de 75 % chez Air France et de 90 % chez Air Inter. Cette traditionnelle bataille des chiffres entre direction et syndicats est plus déterminante que jamais. Car le président du groupe aérien, Christian Blanc, a menacé lundi 6 novembre de rompre les contrats de travail du PNC si la grève était « massivement suivie ». Le mot d'ordre de grève court jusqu'à samedi 11 novembre à minuit.

Christian Blanc a toutefois pris des dispositions pour renouer le dialogue avec les partenaires sociaux : une réunion avec les six syndicats du personnel navigant commercial est prévue lundi 13 novembre. Les interventions du gouvernement ont sans aucun doute pesé dans sa décision. Selon une source gouvernementale, un conseil d'administration, qui aurait dû avoir lieu lundi 13 novembre avec à l'ordre du jour la modification des statuts du personnel, a été repoussé à la date initialement prévue, le 22 novembre : « Nous voulons qu'avant d'en arriver là, Christian Blanc renégocie après la grève. » Chez Air France, on déclare ignorer

cette modification de calendrier. Christian Blanc ne bénéficie plus en effet du soutien de l'ensemble du gouvernement, malgré l'engagement du premier ministre il y a encore quelques semaines. On fait d'ailleurs circuler deux noms d'éventuel remplaçant : celui de Jean Pierson, administrateur général d'Airbus Industrie depuis 1985 et celui de Vincent Lanata, chef d'état-major de l'Armée de l'air de 1991 à 1994, aujourd'hui chargé de mission auprès du ministre des transports, Bernard Pons.

A dix heures et demi, vendredi 10 novembre, les hôtesses et stewards du groupe devaient se réunir devant la Grande Arche de la Défense avant d'aller manifester leur mécontentement devant le ministère des transports. Les deux syndicats organisateurs, le SNPNC et l'Uoac-CGC, craignent qu'Air France n'ait organisé une contre-manifestation. « Il n'en est absolument pas question », répond la direction de la compagnie nationale.

CONTRE-MANIFESTATION ÉKOTIQUE

Pourtant jeudi 9 novembre, au moment où le SNPNC tenait une conférence de presse, près de 200 salariés s'étaient retrouvés devant le siège du syndicat et y manifestaient leur désaccord avec la grève des PNC. Toutes les nationalités étaient représentées : Italie, Angleterre, Suède mais aussi Brésil, Venezuela, Mexique

ou encore Inde. « Quand j'ai appris qu'une conférence de presse avait lieu, j'ai décidé, spontanément, de prendre quatre jours de vacances pour venir à Paris exprimer mon désaccord », explique Marcos Zani, cadre supérieur d'Air France au Brésil qui tient à bout de bras une pancarte « Air France Brésil. Laissez-nous travailler ».

Le syndicat vénézuélien Atavé (Association des travailleurs d'Air France au Venezuela) a également tenu à traverser les mers pour afficher son soutien à Christian Blanc. « Les grèves à répétition d'Air France vont nous enfoncer dans les pertes », considère M. Vijaykumar, directeur du personnel d'Air France en Inde, qui avait, lui aussi, pris ses vacances pour venir. Des attachés commerciaux français sont présents, apparemment par un mouvement plus spontané. « Nous en avons assez de subir en direct les réactions des clients », lance une jeune femme parisienne. « Hier j'ai dû reprendre 300 places à des personnes qui avaient peur de ne pas voler. » Le malaise est réel chez Air France et Jean-Paul Meheust, le président du SNPNC, reconnaît le réel isolement des hôtesses et stewards dans la compagnie. « On retrouve au sein d'Air France les mêmes clivages que dans la société : les navigants sont considérés comme des nantis. »

Virginie Malingre

La Lyonnaise des eaux rebâtit son pôle bâtiment-travaux publics

La réorganisation aboutit à une quasi-disparition de Dumez

CINQ ANS après le rachat de Dumez, la Lyonnaise des eaux éprouve une nouvelle fois le besoin de réorganiser son activité bâtiment-travaux publics (BTP) composée de Dumez et de GTM-Entrepose. Profitant du départ à la retraite d'André Janossion, PDG de GTM-Entrepose, le groupe a décidé de refondre la structure de son pôle construction.

Désormais, tout le BTP est regroupé au sein de GTM-Entrepose. Dumez avait apporté, en mars 1994, ses activités de bâtiment et de travaux publics à une structure commune baptisée Dumez-GTM, contrôlée d'abord à parité par GTM et la Lyonnaise puis devenue filiale à 100 % de GTM - Entrepose depuis juillet dernier. Il perd aujourd'hui totalement son autonomie : la société, qui avait un siège séparé, rejoint celui de GTM-Entrepose ; les équipes seront fusionnées. Le nouveau ensemble devrait réaliser 42,4 milliards de francs cette année.

Jean-Louis Brault, un proche de Jérôme Monod, président de Dumez, puis de Dumez-GTM, est

nommé PDG de GTM-Entrepose et prend la direction du pôle construction. A ses côtés, Henri de Roissard, PDG d'EITPM, la filiale spécialisée dans les activités offshore de GTM-Entrepose, prend la présidence de Dumez-GTM et sera chargé à ce titre de la direction opérationnelle du BTP et de la fusion des équipes.

Cette réorganisation s'inscrit dans un processus logique, voulu par Jérôme Monod. Depuis le rachat de Dumez, le président de la Lyonnaise n'a jamais caché son mécontentement à l'égard de cette entreprise. Tout l'a déçu : la qualité de ses filiales françaises, sa gestion, ses piètres performances. Malgré d'importantes restructurations, le groupe de BTP a toujours été en perte depuis 1991. A l'inverse, Jérôme Monod a toujours apprécié GTM-Entrepose, alors filiale de Dumez. La société, qui s'est diversifiée dans des activités comme l'offshore, les concessions autoroutières, l'ingénierie et les routes, a su maintenir des bénéfices, quelle que soit la conjonction du BTP.

Cette réorganisation du pôle construction aboutit à la quasi-disparition de Dumez. La société, qui a dû se séparer de nombreuses sociétés au cours de ces dernières années, n'est plus qu'une coquille vide. Dépouillée de ses activités traditionnelles, de ses salariés, de son siège, elle n'a plus qu'une filiale immobilière, Dufimm. Source, depuis plusieurs années, de déboires qui ont coûté plus de 5 milliards à la Lyonnaise, Dufimm est condamnée à disparaître. La Lyonnaise conteste, cependant, l'analyse. « Dumez va rester présent par son nom, ses références notamment à l'étranger, ses équipes », soutient Jean-Louis Brault.

RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS

Malgré cette restructuration, la Lyonnaise des eaux n'est pas sans doute pas finie avec le BTP. La conjonction du secteur s'annonce, cette année encore, très déprimée. Le groupe, qui a supprimé près de 2 000 emplois sur 68 200 depuis cinq ans, prévoit une nouvelle réduction d'effectifs. Mais il se refuse

pour l'instant à donner un ordre de grandeur. Il souhaite que le BTP puisse atteindre une rentabilité de 1 % d'ici à trois ans. « C'est un objectif ambitieux », souligne M. Brault.

Pour préserver ses résultats menacés par l'apport de Dumez, GTM-Entrepose a lancé en septembre une offre publique d'échange sur Jean Leffebvre, une filiale rentable spécialisée dans la construction de routes. Il en contrôle désormais 96 % du capital. Cette opération présente un immense avantage pour la Lyonnaise : le groupe de Jérôme Monod ne détiendrait plus désormais que 48,2 % de GTM-Entrepose contre 65 % auparavant. Il en conserve cependant 60,5 % des droits de vote. Ce montage permet à la Lyonnaise de garder la direction opérationnelle de son pôle construction, tout en minorant les résultats dans ses comptes. Comme si Jérôme Monod ne s'attendait pas, avant longtemps, à un redressement du BTP.

Martine Orange

صلى الله عليه وسلم

150

Abaissant ses taux, la Banque de France prend acte du nouvel environnement politique

Le dispositif de crise mis en place au début du mois d'octobre a été levé

Le taux directeur plafond de l'institut d'émission a été ramené de 6,60 % à 6,35 %. Cet assouplissement a été décidé par le conseil de la politique monétaire.

Le taux avait été anticipé par les professionnels. Il a donné lieu à des prises de bénéfice. La Bourse de Paris a reculé de 0,73 % et le franc a cédé 1 cen-

time face au deutschemark. Les opérateurs attendent maintenant la présentation des mesures destinées à réduire le déficit des comptes sociaux.

Le CONSEIL de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France a décidé d'abaisser, jeudi 9 novembre, à l'issue de sa réunion bimensuelle, son taux directeur plafond. Le niveau des prises en pension, qui constitue le taux minimum auquel les établissements de crédit se refinancent auprès de la banque centrale, a été ramené de 6,60 % à 6,35 %. L'institut d'émission a par ailleurs choisi de rétablir le guichet des opérations de cinq à

dix jours, supprimé depuis le 6 octobre et remplacé par un taux à 24 heures.

Ce dispositif de crise avait été mis en place afin de dissuader les investisseurs de vendre du franc. Pour spéculer contre la devise française, ces derniers empruntent des francs (par exemple 100 millions) et les convertissent aussitôt en deutschemarks. Si le franc s'est déprécié face à la monnaie allemande (de 5 % par exemple), ils revendent alors leurs marks. Ils remboursent leur emprunt initial en francs et empoignent au passage la différence (5 millions de francs), diminuée de la charge d'intérêts. Une hausse des taux, accompagnée d'une réduction de la durée des prêts consentis (d'une semaine à 24 heures), rend cette opération plus coûteuse.

Les attaques contre le franc ayant cessé, le maintien de ce système de défense rigoureux ne se justifiait plus. La décision de la Banque de France de lever ce dispositif d'urgence n'en constitue pas moins un signal important adressé aux marchés financiers. Elle indique qu'aux yeux des membres du CPM la crise monétaire est terminée. Les analystes soulignent d'ailleurs que le processus de normalisation (trois baisses du taux des prises en pension en un mois) est plus rapide qu'à l'accoutumée. Lors de la première vague d'attaques contre le franc, en début d'année, la Banque de France avait attendu près de quatre mois avant de rétablir les opérations de 5 à 10 jours.

Après l'intervention télévisée du 26 octobre du président de la Ré-

publique et la constitution du nouveau gouvernement, les incertitudes politiques, monétaires et budgétaires ont été dissipées. Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a d'ailleurs tenu, jeudi, à venir lui-même - comme la loi l'y autorise - rappeler aux membres du CPM la détermination du gouvernement à assainir les finances publiques. Il a profité de cette occasion pour dé-voiler, dans leurs grandes lignes, les

la devise française a regagné 9 centimes face au deutschemark. Les professionnels ont également noté le retour des investisseurs étrangers, absents depuis plusieurs mois, sur le marché des obligations d'Etat et des actions françaises. Si la Banque de France a tenu à délivrer un message de confiance, elle a aussi cherché à rappeler sa vigilance. La faible ampleur de la baisse consentie (0,25 %) - qui n'aura pas manqué de déplaire aux

Effondrement du peso

La banque centrale du Mexique a été contrainte d'intervenir, jeudi 9 novembre, sur le marché des changes, afin d'enrayer la dépréciation du peso. La devise mexicaine était tombée à un niveau de 8,20 pesos pour un dollar, son plus bas niveau historique. L'action de l'institut d'émission a permis au peso de se reprendre. La monnaie mexicaine a terminé la séance à un cours de 7,60 pesos pour 1 dollar. « Nous sommes intervenus parce que la spéculation avait mené les taux de change à des niveaux irréguliers », a indiqué un porte-parole de la banque centrale mexicaine, qui n'a toutefois pas précisé le montant de l'intervention.

Le peso est victime de la déflation croissante des investisseurs étrangers à l'égard de la politique économique de rigueur menée par le gouvernement mexicain. La faiblesse du peso pénalise le dollar. Les opérateurs craignent qu'une aggravation de la crise monétaire mexicaine ne déstabilise le système financier américain. Le franc pourrait lui aussi en être affecté.

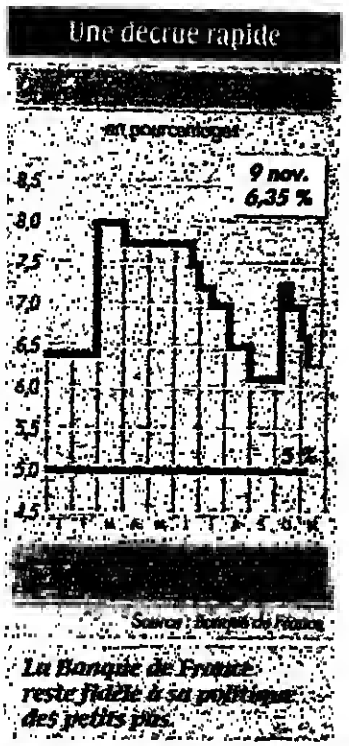
mesures que compte prendre le gouvernement afin de réduire les déficits sociaux.

UN MESSAGE DE CONFIANCE

Rassuré, la Banque de France prend acte de ce nouvel environnement et, plus encore, de la perception qu'en ont les opérateurs. Au cours des deux dernières semaines,

partisans d'une baisse massive des taux d'intérêt français - prouve qu'elle reste fidèle à sa politique des petits pas. La décade des taux d'intérêt est désormais suspendue à la poursuite du mouvement d'appréciation du franc face au deutschemark.

P.A.D.



Hermès et Brioche Pasquier sont les meilleures valeurs du second marché

POUR LA TROISIÈME ANNÉE consécutive, le Crédit national et la SBF-Bourse de Paris ont établi le palmarès des entreprises cotées au second marché. Ce classement est établi à partir de données économiques et financières - ratios d'exploitation et ratios financiers - agrégées par le Crédit national, ainsi que de données boursières - évolution du cours de Bourse et analyse de la liquidité - établies par la SBF. Les trois derniers exercices des entreprises ont été pris en compte, ou la date d'introduction en Bourse si celle-ci remonte à 1993.

Au sein de ce palmarès, qui a couronné treize entreprises, tous les secteurs d'activité sont représentés : les services, mais aussi la distribution, l'industrie des biens intermédiaires et des biens de consommation, preuve s'il en était besoin que la performance n'est pas liée à l'appartenance sectorielle.

Hermès international est passé de la dixième à la première place. Le spécialiste des produits de luxe, dont l'introduction remonte au mois de juin 1993, a vu le cours de

son action plus que doublé : mis sur le marché à 300 francs, le titre cote aujourd'hui 867 francs avec une progression depuis le début de l'année qui avoisine les 50 %. La deuxième place est occupée par Brioche Pasquier, récompensée à double titre : non seulement le fabricant de viennoiseries est le numéro 2 du palmarès, mais il se voit également décerner par le Crédit national le Prix de la meilleure performance sur les trois dernières années (1993, 1994, 1995). Notons encore que sept des treize entreprises primées figuraient par-

mi les lauréats 1994 et que quatre entreprises issues du classement ont été introduites en Bourse en 1994 (M 6, Stedim, Mediastance et Sytela).

NOUVEAU INDICE

Depuis le début de l'année, treize entreprises ont été admises sur ce compartiment des valeurs dites moyennes, dont onze pour le premier semestre. Certes, rien de comparable avec l'année 1994, dont le « cru » a été qualifié d'exceptionnel avec trente-trois introductions. Cette dynamique avait

été au cours des premiers mois, mais le courant semble s'être un peu tari.

Emmanuel Rodocanachi, président du Crédit national, a souligné que « cette période a été marquée en 1993 par la plus forte croissance qu'ait connue l'économie française depuis la seconde guerre mondiale, l'année 1994 marquant un retour à la croissance ». Selon lui, il s'agit d'un environnement atypique pour les entreprises, l'environnement boursier étant également fort perturbé. Mais, par rapport aux crises économiques précédentes, il faut souligner, même si les disparités individuelles sont très importantes, que, dans l'ensemble, le tissu des entreprises françaises a bien résisté à l'adversité.

Jean-François Théodure, président de la SBF-Bourse de Paris, a souligné les efforts mis en œuvre en ce qui concerne la liquidité du titre et les contrats d'animation. La mise en place d'un indice plus représentatif des valeurs moyennes devrait également profiter à ce secteur de la cote.

François Bostravaron

Les cinq premiers du palmarès

1. Hermès international, capitalisation boursière 10,5 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs.
2. Brioche Pasquier, capitalisation boursière 2,1 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 1,09 milliard de francs.
3. Altran technologies (conseils), capitalisation boursière 1,7 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 751 millions de francs.

4. M 6 (télévision), capitalisation boursière 4,8 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs.
5. (ex aequo) - Chaine et Trame (impression de tissus), capitalisation boursière 213 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 429 millions de francs ; Devesaux (tissus teints), capitalisation boursière 468 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 897 millions de francs.

Les groupes chimistes mondiaux restent optimistes sur la conjoncture

COMME À L'ACCOÛTUMÉE en automne, les trois premiers chimistes allemands (Hoechst, BASF et Bayer) ont profité de leurs résultats des neuf premiers mois pour dégager la tendance dans ce secteur où ils sont les leaders mondiaux. Si numéro un ublige, Hoechst a donné le coup d'envoi en annonçant des bénéfices records pour l'année 1995, suivi le lendemain par Bayer ; en revanche BASF s'est montré plus prudent, affirmant qu'il ne parviendrait pas à cet objectif.

« Quand je dis que BASF ne réalisera pas en 1995 le niveau des années records 1983 et 1989, cela résume de façon négative aux yeux de nos actionnaires », reconnaît-il le 9 novembre le président du directoire Jürgen Strube. Comme ses concurrents, il table pour l'exercice prochain sur un chiffre d'affaires stable. En début de semaine, Jürgen Dormann, patron de Hoechst, affirmait pouvoir maintenir la croissance jusqu'au premier semestre 1996. « Nos activités seront particulièrement stimu-

lées par le marché nord-américain, tandis que la situation reste incertaine en Europe, et notamment en Allemagne, où le troisième trimestre a déjà été plutôt décevant. » Le tassement observé depuis septembre outre-Rhin, accompagné d'un recul des prix de certaines matières premières, le conduit à la prudence. Plus optimiste, le président de Bayer, Manfred Schneider, reconnaît qu'« il ne s'agit pas seulement d'un feu de paille conjoncturel ».

SE DÉVELOPPER EN ASIE

Dernière des performances records, réalisées également par les chimistes américains Du Pont et britannique ICI, apparaît une première confirmation : le ralentissement observé n'annoncerait cependant pas une fin plus rapide que prévue du cycle de cette industrie. « Après une hausse significative des ventes en volume au début d'année, la demande s'est affaiblie en partie sous l'effet du destockage. Une fois passée la période d'ajustement, nous pensons

que le marché international de la chimie reprendra sa pleine croissance », estime-t-il quelques semaines. Sir Ronald Hampel, président d'ICI.

Pour de nombreux producteurs, l'expansion retrouvée en 1994 durera encore en 1996 et peut-être en 1997. Le rythme de progression sera moins soutenu que celui des deux années précédentes, les chimistes sortant alors de quatre années de crise sévère. Si la plupart ont pratiquement terminé leur restructuration et leur recentrage, l'objectif des Allemands est toujours de sortir d'avantage de leurs frontières, étant pénalisés par une monnaie trop forte, par les pressions écologistes et aussi par de lourdes charges salariales. Dans les trois groupes, les réductions d'effectifs ont concerné essentiellement leurs sites originaux de Francfort, Ludwigshafen et Leverkusen.

L'un des objectifs est de renforcer leur présence en Amérique du Nord et surtout en Asie, où la croissance des ventes dans cette

zone est à deux chiffres. Bayer devrait signer prochainement un sixième contrat de joint-venture en Chine, tandis que BASF envisage la création d'un site industriel intégré à l'usine de celui d'Anvers. « Nous n'avons pas encore pris de décision, mais nous l'envisageons comme une possibilité », a révéilé M. Strube, en évoquant cet investissement de « plusieurs milliards de marks ». Ce projet entre dans la stratégie « transnationale » du groupe reposant sur une décentralisation des sites de production et des instances de décision. Chez Hoechst, la contribution du marché asiatique aux résultats devra passer d'ici cinq ans de 12 à 20 %. Les investissements prévus à cet effet sont de 2,5 milliards de marks.

Cependant, au-delà des objectifs ambitieux sur le papier, la compétition risque d'être sévère, car tous les chimistes se déplacent dans cette zone, et les industriels locaux ne les voient pas toujours arriver d'un bon œil.

Domènec Gallois

L'éditeur scolaire Hatier est en vente

L'UN DES DEUX DERNIERS éditeurs indépendants de livres scolaires avec les éditions Belin, Hatier, vient de confier un mandat de vente à la Banque Rothschild et Cie. Matre-Hachette étudie le dossier de rachat. Créée en 1880 et dirigée par l'arrière-petit-fils du fondateur, Hatier réalise 670 millions de francs de chiffre d'affaires et emploie 550 salariés. C'est l'une des quatre maisons d'édition à figurer dans la liste des mille premières entreprises françaises en compagnie de Gallimard, Le Seuil et Flammarion. Son endettement est évalué à 300 millions de francs. Hatier ne détient que 15 % des parts de marché dans le domaine scolaire (derrière Nathan et Bordas - toutes deux filiales du Groupe de la Cité - et Hachette-Livre), mais 38 à 40 % de celui du parascolaire.

Le gouvernement britannique a vendu le matériel roulant de British Rail

JOHN MAJOR cherche à accélérer le rythme de la privatisation des chemins de fer pour que celle-ci soit irréversible avant la fin de la législature prévue au printemps 1997 : le gouvernement de John Major a vendu jeudi 9 novembre la totalité des 12 000 locomotives et wagons passagers des chemins de fer britanniques à des investisseurs privés pour 1,8 milliard de livres (environ 13,9 milliards de francs). Le matériel roulant est réparti entre trois sociétés, dont deux d'entre elles ont été achetées par leur encadrement. La troisième, Angel Train Contracts, a été acquise par un consortium d'investisseurs comprenant la banque japonaise Nomura International et la firme américaine de leasing Babcock and Brown.

DÉPÊCHES

■ FRANCE TÉLÉCOM : l'intervention de France Télécom dans les procédures d'agréments de terminaux de télécommunication (téléphone, télécopieurs, répondeurs...) en France n'est pas conforme au droit communautaire, selon un arrêt prononcé jeudi 9 novembre par la Cour européenne de justice à Luxembourg. Ces terminaux doivent faire l'objet d'un agrément de la direction générale des Postes et Télécommunications, sur la base d'essais faits par un laboratoire contrôlé par France Télécom. Selon la Cour, la directive européenne exige une « séparation juridique » entre les organismes chargés de l'agrément et les entreprises offrant des biens et services.

■ ALCATEL-ALSTHOM : Serge Tchuruk, président du groupe de télécommunications, a annoncé jeudi 9 au Forum de l'Expansion qu'il allait « supprimer plusieurs centaines de filiales juridiques chez Alcatel Alsthom ». Ce qui devrait entraîner « des économies de gestion non négligeables ».

■ NESTLÉ SOURCES INTERNATIONAL : le pôle eaux minérales de Nestlé, change de nom et devient « Perrier Vittel S.A., Groupe Nestlé ». Le numéro un mondial des eaux en bouteilles met ainsi en avant ses marques internationalement connues, qui sont d'origine française.

■ KRONENBURG : les Brasseries du groupe Danone prévoient 305 suppressions d'emplois sur 2 300 postes, essentiellement sur la base de départs volontaires d'ici la fin de l'année 1996. Le coût global de ce plan sur trois ans est estimé par la CGT à 310 millions de francs.

■ DAIWA : le juge fédéral Kimba Wood, qui avait condamné le financier Michael Milken à dix ans de prison en 1990, s'est vu confier jeudi 9 novembre le dossier de la banque japonaise Daiwa. Lors d'une brève audience devant un tribunal fédéral de Manhattan, Daiwa a plaidé non coupable des 24 charges retenues contre elle.

■ PORSCHE : le groupe automobile allemand a renoué avec les bénéfices lors de son exercice 1994-95 clos le 31 juillet en affichant un profit de 2,1 millions de marks (7 millions de francs). Son chiffre d'affaires a crû de 11 % à 2,6 milliards de marks. L'année précédente le constructeur avait réalisé 150 millions de marks de pertes. Porsche a subi une sévère restructuration en ramenant ses effectifs à 6 500 personnes et en faisant appel à des méthodes de production japonaises.

■ TOTAL : le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine a signé en faveur du groupe pétrolier français le 10 novembre un décret approuvant le partage de la production du gisement de Kharaga. Le contrat, signé en avril 1992 avec Total, a déjà reçu l'accord de la République autonome des Nenets, situé dans le bassin de Tuman Pechora, grande région pétrolière russe à 60 kilomètres au nord cercle polaire. D'autres autorisations sont attendues avant la mise en exploitation. La production attendue est de 50 millions de barils/jour. La première phase d'investissement est estimée à 300 millions de dollars, la seconde pourrait atteindre 500 millions.

Le style Adirondack arrive à Paris.



Venez revivre l'époque où les milliardaires américains habitaient des cabanes en rondins.

Pour cette exposition exceptionnelle, la Samaritaine a reconstitué une maison typique des Adirondacks. Vous y trouverez, venus directement de cette région réputée pour ses immenses forêts et ses lacs, un ensemble de meubles, d'accessoires et de produits, tout à la fois rustiques et sophistiqués. Donner de l'originalité à vos cadeaux avec les Adirondacks.

La Maison des Adirondacks jusqu'au 30 décembre 1995.



Magasin 2 - 5^e étage.

150

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / SAMEDI 11 NOVEMBRE 1995 / 17

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDEDI 10 NOVEMBRE
Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 7,38
Cours relevés à 12h30



CAC 40
1834,09

VALEURS FRANÇAISES

	Cours	Derniers	%	Nominal
	précéd.	cours		(1)
EDF-GDF	7500	7500	-	100
BNP (P.F.)	925	925	-	100
Crédit Lyonnais	915	915	-	100
Crédit National	1901	1901	-	100
Crédit Agricole	2000	2000	-	100
Crédit Commercial	1111	1111	-	100
Crédit Industriel	1100	1100	-	100
Crédit Local	995	995	-	100
Crédit Municipal	802	802	-	100
Crédit Rural	440,50	440,50	-	100
Crédit Social	311	311	-	100
Crédit Union	330	330	-	100
Crédit Ville	148,50	148,50	-	100
Crédit Ville de Paris	296,40	296,40	-	100
Crédit Ville de Lyon	810	810	-	100
Crédit Ville de Marseille	550	550	-	100
Crédit Ville de Nantes	412	412	-	100
Crédit Ville de Bordeaux	159	159	-	100
Crédit Ville de Lille	810	810	-	100
Crédit Ville de Rouen	221	221	-	100
Crédit Ville de Strasbourg	459	459	-	100
Crédit Ville de Toulouse	250	250	-	100
Crédit Ville de Valenciennes	825	825	-	100
Crédit Ville de Clermont-Ferrand	135	135	-	100
Crédit Ville de Dijon	212,80	212,80	-	100
Crédit Ville de Besançon	265	265	-	100
Crédit Ville de Nancy	140	140	-	100
Crédit Ville de Metz	102	102	-	100
Crédit Ville de Reims	770	770	-	100
Crédit Ville de Amiens	247,60	247,60	-	100
Crédit Ville de Laon	370	370	-	100
Crédit Ville de Compiègne	440	440	-	100
Crédit Ville de Senlis	65,20	65,20	-	100
Crédit Ville de Soissons	846	846	-	100
Crédit Ville de Châlons-en-Champagne	966	966	-	100
Crédit Ville de Troyes	1078	1078	-	100
Crédit Ville de Orléans	470	470	-	100
Crédit Ville de Bourges	213	213	-	100
Crédit Ville de Montargis	472	472	-	100
Crédit Ville de Nogent-sur-Seine	396,30	396,30	-	100
Crédit Ville de Sens	148	148	-	100
Crédit Ville de Avallon	828	828	-	100
Crédit Ville de Auxerre	1450	1450	-	100
Crédit Ville de Joazeux	380	380	-	100
Crédit Ville de Clamecy	91,95	91,95	-	100

VALEURS ÉTRANGÈRES

	Cours	Derniers	%	Nominal
	précéd.	cours		(1)
ABN AMRO Holding	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Nederland	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO België	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Suisse	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Luxembourg	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Danemark	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Espagne	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Grèce	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Irlande	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Italie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Japon	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Corée	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Chine	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Inde	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Australie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Nouvelle-Zélande	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Afrique du Sud	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Brésil	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Argentine	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Chili	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Pérou	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Colombie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Venezuela	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Émirats Arabes Unis	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Qatar	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Oman	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Arabie Saoudite	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Israël	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Jordanie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Liban	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Syrie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Yémen	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Égypte	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Libye	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Algérie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Tunisie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Maroc	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Émirats Arabes Unis	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Qatar	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Oman	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Arabie Saoudite	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Israël	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Jordanie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Liban	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Syrie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Yémen	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Égypte	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Libye	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Algérie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Tunisie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Maroc	214,50	214,50	-	100

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDEDI 10 NOVEMBRE

OBLIGATIONS

	Cours	Derniers	%	Nominal
	précéd.	cours		(1)
EDF-GDF	7500	7500	-	100
BNP (P.F.)	925	925	-	100
Crédit Lyonnais	915	915	-	100
Crédit National	1901	1901	-	100
Crédit Agricole	2000	2000	-	100
Crédit Commercial	1111	1111	-	100
Crédit Industriel	1100	1100	-	100
Crédit Local	995	995	-	100
Crédit Municipal	802	802	-	100
Crédit Rural	440,50	440,50	-	100
Crédit Social	311	311	-	100
Crédit Union	330	330	-	100
Crédit Ville	148,50	148,50	-	100
Crédit Ville de Paris	296,40	296,40	-	100
Crédit Ville de Lyon	810	810	-	100
Crédit Ville de Marseille	550	550	-	100
Crédit Ville de Nantes	412	412	-	100
Crédit Ville de Bordeaux	159	159	-	100
Crédit Ville de Lille	810	810	-	100
Crédit Ville de Rouen	221	221	-	100
Crédit Ville de Strasbourg	459	459	-	100
Crédit Ville de Toulouse	250	250	-	100
Crédit Ville de Valenciennes	825	825	-	100
Crédit Ville de Clermont-Ferrand	135	135	-	100
Crédit Ville de Dijon	212,80	212,80	-	100
Crédit Ville de Besançon	265	265	-	100
Crédit Ville de Nancy	140	140	-	100
Crédit Ville de Metz	102	102	-	100
Crédit Ville de Reims	770	770	-	100
Crédit Ville de Amiens	247,60	247,60	-	100
Crédit Ville de Laon	370	370	-	100
Crédit Ville de Compiègne	440	440	-	100
Crédit Ville de Senlis	65,20	65,20	-	100
Crédit Ville de Soissons	846	846	-	100
Crédit Ville de Châlons-en-Champagne	966	966	-	100
Crédit Ville de Troyes	1078	1078	-	100
Crédit Ville de Orléans	470	470	-	100
Crédit Ville de Bourges	213	213	-	100
Crédit Ville de Montargis	472	472	-	100
Crédit Ville de Nogent-sur-Seine	396,30	396,30	-	100
Crédit Ville de Sens	148	148	-	100
Crédit Ville de Avallon	828	828	-	100
Crédit Ville de Auxerre	1450	1450	-	100
Crédit Ville de Joazeux	380	380	-	100
Crédit Ville de Clamecy	91,95	91,95	-	100

SECONDE MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDEDI 10 NOVEMBRE

VALEURS

	Cours	Derniers	%	Nominal
	précéd.	cours		(1)
ABN AMRO Holding	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Nederland	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO België	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Suisse	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Luxembourg	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Danemark	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Espagne	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Grèce	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Irlande	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Italie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Japon	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Corée	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Chine	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Inde	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Australie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Nouvelle-Zélande	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Afrique du Sud	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Brésil	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Argentine	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Chili	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Pérou	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Colombie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Venezuela	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Émirats Arabes Unis	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Qatar	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Oman	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Arabie Saoudite	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Israël	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Jordanie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Liban	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Syrie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Yémen	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Égypte	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Libye	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Algérie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Tunisie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Maroc	214,50	214,50	-	100

SICAV

Une sélection Cours de clôture le 9 novembre

VENDEDI 10 NOVEMBRE

VALEURS

	Cours	Derniers	%	Nominal
	précéd.	cours		(1)
ABN AMRO Holding	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Nederland	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO België	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Suisse	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Luxembourg	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Danemark	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Espagne	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Grèce	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Irlande	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Italie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Japon	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Corée	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Chine	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Inde	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Australie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Nouvelle-Zélande	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Afrique du Sud	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Brésil	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Argentine	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Chili	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Pérou	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Colombie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Venezuela	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Émirats Arabes Unis	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Qatar	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Oman	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Arabie Saoudite	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Israël	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Jordanie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Liban	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Syrie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Yémen	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Égypte	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Libye	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Algérie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Tunisie	214,50	214,50	-	100
ABN AMRO Maroc	214,50	214,50	-	100

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ANNIVERSAIRE Les rayons X ont été observés pour la première fois par le physicien allemand Wilhelm Conrad Röntgen, le 8 novembre 1895, dans la ville de Würzburg. ● LA

MISE EN ÉVIDENCE de ces rayonnements invisibles, déjà relatée en son temps par la revue scientifique britannique *Nature*, a transformé la vision que l'on avait du monde. ● LE

MYSTÉRIEUX « ÉTHER », inventé au dix-neuvième siècle par les physiciens pour expliquer la propagation des rayons lumineux dans le vide, a sombré sous les coups des rayons X

qui ont largement contribué à la notion moderne de l'atome, non pas indivisible, mais formé de particules. ● LEURS APPLICATIONS, outre celles connues de l'imagerie médicale, vont

des sondes microscopiques, offertes par les grands synchrotrons pour analyser l'infiniment petit, aux télescopes X qui observent la violence dans l'Univers

Les rayons X traversent le siècle

La découverte du physicien allemand Wilhelm Conrad Röntgen en 1895 a profondément transformé les sciences, notamment en conduisant à la conception moderne de l'atome, et a inondé le monde de ses applications

TOUTE LA RÉVOLUTION physique – qui a occupé le vingtième siècle – a commencé il y a cent ans, le 8 novembre 1895, dans la ville médiévale de Würzburg, au nord de la Bavière. C'est là que le physicien allemand Wilhelm Conrad Röntgen annonça avoir découvert un « nouveau type de rayons » qu'il baptisa, faute de mieux, « rayons X ». Cette

nature
le Monde

découverte transforma du tout au tout notre vision du monde. Elle démontra que la théorie électromagnétique de la lumière, émise trente ans auparavant par le physicien écossais James Clerk Maxwell, était

beaucoup plus puissante qu'on ne le croyait à l'époque. Et elle conduisit directement à la notion – aujourd'hui banale – selon laquelle les atomes sont composés de particules électrisées.

Les travaux de Röntgen firent sensation. D'abord, sans doute, parce que la faculté des rayons X de traverser certaines substances frappa l'imagination. Mais, dans le contexte scientifique de l'époque, ils révélèrent une importance fondamentale. Sir Arthur Schuster (université de Manchester) ne s'y trompa pas quand, en commentaire de l'article de Röntgen, il écrivit, le 23 janvier 1896 dans *Nature*, que cette découverte allait « affecter matériellement nos conceptions concernant la relation entre l'éther et la matière ».

Ce n'est que durant le premier quart du dix-neuvième siècle qu'on établit que tous les éléments chimiques, de l'hydrogène à l'uranium, sont formés d'atomes. La taille de ces derniers n'avait été estimée avec quelque précision que dans les années 1870. La nature des rayonnements, parmi lesquels la lu-

mière visible, représentait alors une autre énigme. En 1864, Maxwell avait construit une théorie mathématique pour expliquer pourquoi les caractéristiques des forces électriques et magnétiques varient en fonction du temps. Au milieu des années 1800, il était devenu primordial de comprendre ce phénomène, en grande partie parce que des expériences avaient montré comment des aimants mobiles peuvent générer des courants électriques et comment des courants électriques peuvent, de leur côté, engendrer des champs magnétiques.

MAXWELL LE PRÉCURSEUR

Les travaux de Maxwell conduisaient à la conviction qu'il devait exister des formes oscillantes, semblables à des vagues, de forces électriques et magnétiques se propageant indéfiniment dans le vide. Les calculs montraient que la vitesse de propagation de ces ondes devait être toujours la même (dans le vide) et ne dépendre que des propriétés électriques et magnétiques de l'espace lui-même. On avait très vite compris que cela pouvait être une

explication de la lumière et de la propagation des rayons lumineux. Quelques années avant la découverte des rayons X par Röntgen, l'Allemand Heinrich Hertz avait démontré qu'il était possible de générer des ondes radio, jetant ainsi les bases de l'actuelle industrie des télécommunications.

Les physiciens de la fin du dix-neuvième siècle, familiers des ondes sonores et de la houle, ne pouvaient pas imaginer que de telles ondes puissent se propager dans un espace strictement vide, sans support matériel comme l'eau ou l'air. Ils inventèrent donc la notion d'« éther ».

Röntgen pensait cependant que les rayons X étaient différents des rayonnements décrits par la théorie de Maxwell. Il en voulait pour preuve que, au contraire de la lumière visible ou des infrarouges et des ultraviolets déjà connus à l'époque, les rayons X ne sont pas déviés (ou « réfractés ») quand ils passent de l'air à un autre milieu et qu'ils ne sont pas, non plus, réfléchis par les surfaces mais qu'ils les pénètrent. Selon lui, ces propriétés s'expliquaient par le fait que l'oscil-

lation des rayons X n'était pas perpendiculaire à leur sens de propagation comme pour les autres types de rayonnement électromagnétique, mais parallèle.

KELVIN CONTRE THOMPSON

Rien, dans la théorie de Maxwell, ne permettait d'envisager une telle possibilité. Mais un grand nombre de scientifiques – et en particulier le très influent physicien britannique Kelvin – estimaient que cela était possible dans le mystérieux « éther ». Schuster était cependant extrêmement sceptique sur ce point. Il avait raison. L'étrange comportement des rayons X s'explique par le fait que leur très courte longueur d'onde est du même ordre que la distance séparant les atomes dans un solide ou un liquide. Le rayonnement peut donc passer entre les atomes, même si quelques-uns d'entre eux peuvent parfois le disperser.

Avant que ce point ne soit élucidé, une vive controverse éclata autour de l'analyse de Röntgen. Ce dernier était soutenu par lord Kelvin, tandis que le physicien britan-

nique Joseph John Thompson menait l'opposition. Ce débat a, semble-t-il, stimulé Thompson pour mener les expériences grâce auxquelles il prouva qu'une décharge électrique, dans un récipient où un vide poussé a été fait, produit des particules électrisées, qu'il baptisa « électrons ». Quelques années plus tard, Ernest Rutherford, Néo-Zélandais travaillant à Manchester (Grande-Bretagne), montra que les électrons étaient des composants de tous les atomes.

C'est ainsi que la découverte de Röntgen conduisit directement à la notion moderne d'un atome non pas indivisible mais formé de particules. Le fait que les rayons X n'étaient pas une « version longitudinale » des rayonnements de Maxwell rendit, en outre, l'idée même d'éther difficilement soutenable. Mais l'éther ne fut totalement discrédité qu'avec les travaux des Américains Michelson et Morley, le coup de grâce étant asséné en 1905, quand Einstein produisit sa théorie de la relativité.

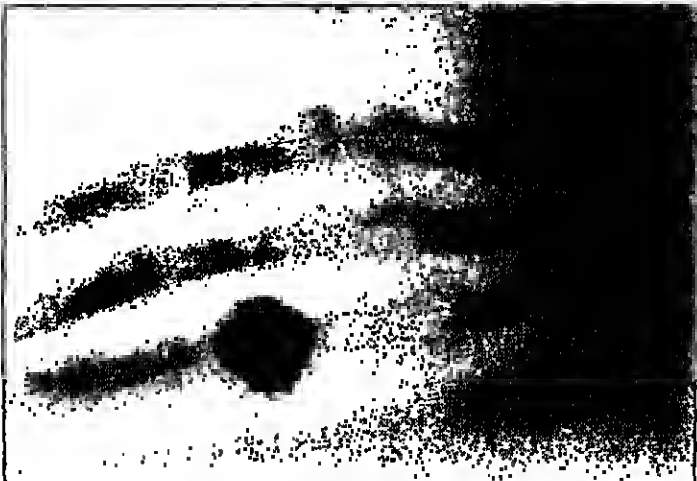
John Maddox

L'enthousiasme d'un physicien illustre, Ludwig Boltzmann

PEUT-ON IMAGINER l'intense curiosité et l'extrême ardeur qui se sont répandues à l'annonce de la découverte de Röntgen ? Ces manifestations d'intérêt vont être partagées, mais d'une autre manière, par l'un des plus grands physiciens de l'histoire des sciences, Ludwig Boltzmann. Ce théoricien, qui est l'un des créateurs de la théorie cinétique des gaz, l'un des pères de la mécanique statistique et de la thermodynamique est, aussi, philosophe des sciences. Il s'est attiré beaucoup d'innuendies comme partisan résolu de la théorie atomique.

L'avenir confirmera ses idées ! Mais, face aux attaques, Boltzmann, isolé, se suicidera le 5 septembre 1906, à Duino, près de Trieste. L'originalité du texte que le grand physicien viennois écrit très rapidement après la découverte de Röntgen réside dans sa qualité d'enthousiasme et dans la clairvoyance anticipatrice qu'il témoigne pour ce pan du réel.

« Le mois dernier, écrit-il, le professeur W. C. Röntgen, de Würzburg, a réussi à se livrer à des expériences que je vais décrire. Leur nouveauté et leur curiosité m'ont excité le doute : c'est un agent naturel, tout à



Première image aux rayons X du corps humain, celle de la main de l'épouse de Röntgen.

fait inconnu jusqu'alors, qu'il vient de découvrir [...]. » Quand Röntgen se lança dans une expérience délicate sur la fluorescence, la chambre d'expérience était soigneusement calibrée et le tube de Crookes utilisé entièrement entouré d'un carton noir pour que la lumière n'occulte aucune gêne à l'observateur. « Le carton était d'une épaisseur telle

qu'il était étonné aussi bien aux rayons du soleil qu'à la lumière de l'arc électrique. A proximité, on avait installé un écran de baryum, platine et cyanogène, un des plus utilisés dans les expériences de fluorescence.

Cet écran s'allumait à chaque fois que l'électricité traversait le tube enfermé dans une gaine absolument étanche à la lumière et, donc, invi-

sible à l'œil nu. Le tube devait donc émettre des rayons tout à fait aptes à traverser le carton [...]. » Ils produisaient sur l'écran une importante fluorescence. Si l'on interpose entre l'écran et le tube un corps quelconque, que ce soit un livre d'un millier de pages, une planche de bois ou une plaque de métal, apparaîtra sur l'écran une ombre clairement [...]. » Ces rayons traversent tous les corps. En général, ils s'affaiblissent d'autant plus que la matière est épaisse. Les plaques de plomb deviennent imperméables à partir de 2 centimètres d'épaisseur.

« Comme ces rayons traversent tous les corps, la photographie que l'on peut obtenir est essentiellement distincte des photos habituelles. Sur l'image on ne voit pas la surface des corps, mais les parties les plus denses de l'intérieur. Très naturellement, un fil enroulé dans une boîte en bois apparaît dans tous ses enroulements. De même que la boussole enroulée dans un boîtier métallique mince. C'est véritablement grandiose d'en voir les chiffres et les marques de subdivision ; leur peinture est tout à fait imperméable aux rayons [...]. » Un autre exemple mettra définitivement en lumière l'ultime intérêt

d'une telle invention. Röntgen mit sa main (celle de son épouse) devant les rayons et enregistra l'ombre sur une plaque photographique. Comme les parties charnues de la main sont très perméables aux rayons, on n'en voit qu'une pâle silhouette. Par contre, les os apparaissent plus sombres ; et si clairement que l'on a l'impression de contempler la main d'un squelette. Sur l'un des doigts, deux anneaux ressortent encore plus noirs, car le métal est plus imperméable que l'os [...]. »

« Bien qu'il soit encore prématuré de juger définitivement de la nature de ces rayons, la nouveauté de leur découverte nous entraîne à toutes les hypothèses. Estimons-nous heureux, car la source de ces magnifiques découvertes n'est pas encore tarie. Au cours de ces dernières années, nous avons mis en évidence toute une série de phénomènes nouveaux qui vont nous fournir un matériel de recherche pour les décennies à venir, et qui déboucheront sur d'intéressantes applications. »

★ Voyage d'un professeur allemand en Eldorado, et autres écrits populaires, de Ludwig Boltzmann, Actes Sud (1987), 144 p., 100 F.

Comme une traînée de poudre

Les circonstances qui menèrent Röntgen à mettre en évidence les rayons X restent obscures. En partie, sans doute, parce qu'il insistait pour que ses papiers soient détruits, peu avant sa mort, en 1923. On sait cependant que Röntgen les observa pour la première fois le 8 novembre 1895. C'était un homme modeste et un expérimentateur méticuleux. Il avait, semble-t-il, parfaitement compris l'importance de sa découverte et en retarda l'annonce jusqu'à ce qu'il soit certain de ne pas s'être trompé. Après avoir minutieusement refait toutes ses expériences, il présente sa découverte le 28 décembre 1895 devant la Société de physique et de médecine de Würzburg. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre (pour les médias de l'époque). Le 5 janvier 1896, toute la « une » du journal *Neue Freie Presse* de Vienne, est barrée de ce titre : « Découverte sensationnelle ». Le 23 janvier, le magazine scientifique *Nature* publie une version anglaise de son intervention.

Un outil d'investigation de l'infiniment petit à l'infiniment grand

DANS LE SINUEUX itinéraire de notre compréhension de l'Univers, la lumière joue un rôle absolument singulier. Elle s'offre à nous, tout à la fois comme phénomène propre et comme outil d'investigation de notre environnement. Bien sûr, il faut métaphoriser ce terme de « lumière », qui n'est qu'une infime partie du rayonnement électromagnétique dont le spectre va des ondes radio aux rayons X et gamma. Ainsi, la découverte majeure de Röntgen peut être vue comme l'un des épisodes de cette histoire de la lumière.

Le second acteur de cette aventure des rayons X, c'est l'Allemand Max von Laue. A Munich, en 1912, il montre par des phénomènes de diffraction obtenus en faisant passer des rayons X dans un cristal, que ces derniers se comportent comme des rayons lumineux mais beaucoup plus pénétrants. Seules valent leur intensité et leur longueur d'onde. Des propriétés qui, bien utilisées, permettront de sonder et donc de comprendre l'organisation fine et intime de la matière. Curieusement, von Laue, pas plus que Röntgen avant lui, n'exploitera sa découverte.

De Munich, la scène passera bientôt à Cambridge. Grâce à

deux physiciens, William et Lawrence Bragg, le père et le fils, qui montreront qu'il est possible avec des rayons X de déterminer le mode d'agencement des atomes d'un cristal et offriront ainsi aux cristallographes un instrument d'une puissance incomparable, même si Lawrence Bragg dit qu'« analyser un cristal, c'est comme résoudre des mots croisés difficiles ».

Selon une autre voie de recherche, l'Anglais Henry Moseley, un peu avant de se faire tuer à la guerre en 1917, utilisera aussi les rayons X pour révéler la structure intime des atomes eux-mêmes. Sa méthode permettra d'établir avec certitude quels sont les éléments manquants dans la classification de Mendeleïev.

UN PARASITE UTILE

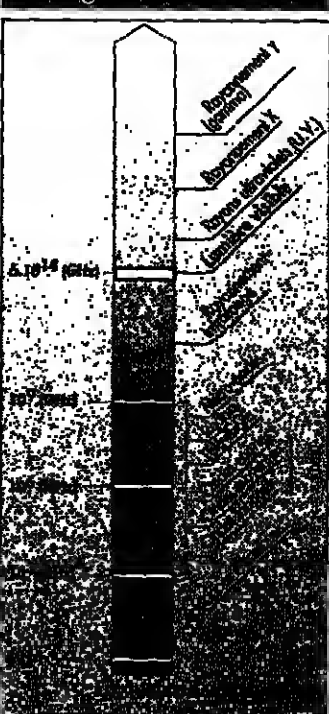
Il est un autre exemple, fruit également de la cristallographie, qui doit être placé au même niveau que la découverte de Moseley mais cette fois dans le domaine de la vie : l'image de la structure de l'ADN, support de l'hérédité. « Au départ, note James Watson, l'un des découvreurs de l'ADN, les discours sur la structure tridimensionnelle des protéines et de l'acide nucléique étaient de vent. Les idées avancées avec

conviction risquaient d'être l'œuvre de cristallographes délirants. »

Pourtant, cette image va permettre, en février 1953, l'élucidation de ce nouvel alphabet universel et surtout de cette « grammaire » du vivant que sont le code génétique et la structure en double hélice de l'ADN. « La photo de diffraction des rayons X que présente Maurice Wilkins était parfaite. (...) Je me suis mis à oublier Maurice mais non la photo de l'ADN », se souvient Watson.

Il serait difficile d'établir la liste exhaustive des champs d'investigation scientifiques où les rayons X trouvent un emploi. Cette liste pourrait aller du compteur Geiger-Müller à l'actuelle tomographie. Pour la résumer, il faut rappeler que la fécondité du rayonnement électromagnétique s'étend aux deux bornes de l'Univers, de l'infiniment grand à l'infiniment petit. Pour cette dernière, on peut citer le rayonnement synchrotron. Les physiciens qui, dans les années 40 travaillaient sur les accélérateurs de particules appelés « synchrotrons », observent dans leurs machines un rayonnement parasite, des rayons X, d'une « puissance » incomparable. Un petit malheur qui va faire le bonheur de quelques autres pour analyser les

Longueurs d'ondes



Dans le vaste spectre des ondes, la lumière visible n'occupe qu'une petite place.

agencements fins de la matière. En France, c'est au Laboratoire d'utilisation du rayonnement électromagnétique (LURE), puis au grand synchrotron de Grenoble, l'ESRF (installation européenne de rayonnement synchrotron) que vont se développer de nouvelles méthodes d'investigation (dites Exafs, pour Extended X-Ray Absorption Fine Structure). Pour ces techniques, qui ont acquis une sorte de puissance industrielle, le rayonnement électromagnétique n'est plus considéré comme étant une manière de microscope, mais comme un véritable « scalpel », tant sa puissance et sa vitesse d'investigation sont rapides et précises.

VIOLENCE COSMIQUE

Les échantillons de matière analysés viennent des physiciens, des chimistes, des métallurgistes, des géologues ; mais c'est peut-être pour les biologistes que les résultats sont les plus spectaculaires. Il y a une décennie, il fallait quelque trois ans pour découvrir la structure d'une nouvelle protéine. Aujourd'hui, trois semaines suffisent pour analyser des molécules comportant des centaines de milliers d'atomes.

A l'opposé, dans l'infiniment grand, les rayons X ont également

été porteurs de messages fondamentaux. Tous appartiennent à la dimension du terrible, à la violence cosmique la plus extrême – effondrements gravitationnels, accélération de matière par des objets célestes massifs. La naissance de l'astronomie X date des années 60. Il a été nécessaire pour développer ce type d'investigation de s'affranchir des limites terrestres puisque la haute atmosphère absorbe les photons qui forment ce rayonnement X.

Seuls les satellites ont pu remplir cette fonction. La plupart des sources d'X permanentes, d'origine galactique, viennent de systèmes stellaires compacts, d'objets extraordinairement lourds et surprenants. Ainsi, les pulsars, comme celui du Crabe. Certains ont des luminosités gigantesques, de 100 à 100 000 fois celle du Soleil, la pesanteur y est de 1 000 milliards de fois notre pesanteur terrestre !

Cette astrophysique des hautes énergies a fait progresser de manière très inattendue notre compréhension de l'Univers.

Stéphane Deligeorges

★ Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue internationale *Nature*.

صباح من الامل

Le Finlandais Mika Hakkinen est victime d'un grave accident pendant les essais du Grand Prix d'Australie de formule 1

L'état du pilote de la McLaren est considéré comme « sérieux »

Mika Hakkinen a été victime d'un grave accident lors de la première séance d'essais officiels du Grand Prix d'Australie,

vendredi 10 novembre à Adelaide. Son état est jugé « sérieux », et les médecins réservent leur pronostic vital. La McLaren-Mercedes du pilote finlandais est sortie de la piste à près de 200 kilomètres à l'heure dans un virage. Mika Hakkinen,

inconscient, souffre d'une blessure à la tête. Il a été transporté en ambulance à l'hôpital.

« UN ÉTAT SÉRIEUR, mais stable ». A 7 heures 10 du matin, heure française, le communiqué du médecin de la Fédération internationale automobile (FIA) restait empreint de la plus grande prudence. Mika Hakkinen était inconscient dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital Royal d'Adelaide. Le pilote de la McLaren-Mercedes souffrant d'une blessure à la tête. Le docteur Syd Watkins apportait les précisions suivantes : « le scanner ne montre pas d'autres blessures sérieuses, aucune autre blessure externe à la tête au vu du visage » avant de conclure : « Si la situation neurologique est impossible à prévoir pour les prochains jours, les progrès jusqu'à présent sont satisfaisants ». Mika Hakkinen était cependant maintenu sous respiration artificielle et sous sédatif.

L'accident s'est produit alors que la première séance d'essais officiels venait de commencer. Les formules 1

tournaient depuis treize minutes sur le circuit d'Adelaide. Et dans l'exercice périlleux de la chasse aux centimes de seconde, le pilote finlandais est l'un des plus doués. Il a donc engagé à fond sa McLaren dans le virage qui précède la grande ligne droite du circuit d'Adelaide. Sa vitesse se situait à cet instant à près de 200 kilomètres à l'heure. Mika Hakkinen perd soudain le contrôle de sa monoplace qui décolle sur un virage. Après avoir pivoté dans les airs, la voiture achève sa course folle contre un mur de béton protégé par une rangée de pneumatiques.

La gravité du choc provoque l'inquiétude des secouristes qui découvrent, dès leur arrivée sur les lieux, que le pilote accidenté a perdu conscience. Les premiers soins lui sont administrés sur place pendant environ quinze minutes. Puis, il est évacué en ambulance vers

l'hôpital Royal situé à proximité. Selon les premiers éléments recueillis sur place, l'accident pourrait avoir été provoqué par la crevalance du pneu arrière gauche de la McLaren. « Mika a dû rouler sur des débris », confirme Ron Dennis, le patron de l'écurie britannique. Lors d'une inspection du circuit, jeudi 9 novembre, Gerhard Berger, le responsable de l'Association des pilotes de Grands Prix (GPDA) avait souhaité que les barrières de pneumatiques soient renforcées en plusieurs endroits et notamment là où Mika Hakkinen a eu son accident. La séance d'essais avait aussi été interrompue avant de reprendre après quarante-cinq minutes.

NATURELLEMENT RAPIDE

L'accident du pilote finlandais intervient au moment où son équipe semblait donner des signes de redressement après une saison ca-

rotique. A Suzuka, il y a deux semaines, Mika Hakkinen avait réussi l'exploit de se classer deuxième derrière Michael Schumacher, alors qu'il relevait d'une opération de l'appendice qui avait empêché sa participation au Grand Prix du Pacifique. Dans le petit monde de la F1, ce n'était pas vraiment une surprise. Le coup de volant du Finlandais est réputé. Agé de vingt-sept ans, il appartient à cette catégorie de jeunes pilotes naturellement rapides.

En 1993, il avait même signé un stupéfiant coup d'éclat. Hakkinen venait de s'installer dans le baquet de la McLaren à la place de Michael Andretti remercié pour manque de résultats, et aux côtés d'Ayrton Senna. Il n'était encore qu'un jeune loup présumé talentueux. Les deux premières saisons qu'il avait effectuées chez Lotus, écurie prestigieuse en pleine décadence, ne lui avaient permis de traduire en résultat les

promesses entrevues sur la piste. C'est pour cette raison qu'il avait préféré, à l'orée de la saison 1993, le rôle anonyme de pilote d'essais chez McLaren à celui de titulaire chez Lotus.

Dès la première course sur le circuit d'Estoril au Portugal, il se montrait plus rapide aux essais que le triple champion du monde brésilien. Aussi, c'est tout naturellement à lui que Ron Dennis faisait appel pour être le pilote numéro un de l'écurie après le départ de Senna chez Williams. Les deux premières saisons n'ont toutefois pas été à la hauteur de ses espérances, même si la deuxième place acquise le 29 octobre à Suzuka lui avait redonné du cœur à l'ouvrage. « Cette performance m'autorise de gros espoirs pour dimanche » disait-il jeudi 9 novembre.

P. Ce. (avec AFP et AP).

Patrice Loko retrouve l'équipe de France de football

L'ATTAQUANT du Paris-Saint-Germain Patrice Loko a été sélectionné par Aimé Jacquet pour le match France-Israël, décisif pour la qualification à l'Euro 96, mercredi 15 novembre à Caen. Le néo-Parisien n'avait plus été retenu depuis le match contre la Slovaquie, en avril, en raison de son « coup de folie » en juillet. A l'issue d'une nuit agitée, le joueur avait été interpellé par la police et placé en garde à vue. Il avait été tenu un temps écarté des terrains et suivi psychiatriquement. Soo retour pallie l'absence de Christophe Dugarry, blessé. Bernard Lama, absent à Bucarest pour un claquage à une cuisse, effectue en revanche sa rentrée. Pour le reste, Aimé Jacquet a fait confiance au groupe qu'il avait emporté en Roumanie. Du coup, David Ginola, l'attaquant de Newcastle, reste tenu à l'écart.

Gardiens : Fabien Barthez (Monaco), Bernard Lama (Paris-SG). Défenseurs : Jocelyn Angloma (Toulon), Eric Di Meo (Monaco), Franck Lebœuf (Strasbourg), Bixente Lizarazu (Bordeaux), Lilian Thuram (Monaco). Milieux de terrain : Marcel Desailly (Milan AC), Didier Deschamps (Inventus Turin), Vincent Guérin (Paris-SG), Christian Karembeu (Sampdoria Gênes), Zinedine Zidane (Bordeaux). Attaquants : Youn Djaouani (Paris-SG), Marc Keller (Strasbourg), Patrice Loko (Paris-SG), Michael Madaï (Monaco), Cyrille Pouget (Metz).

■ FOOTBALL : Perpignan a battu Caen, leader du championnat de France de deuxième division 2 (1-0), en match avancé de la 19^e journée.

■ CYCLISME : Jeannie Longo-Ciprelli a échoué, jeudi 9 novembre, sur le vélodrome de Bordeaux-Mac, dans sa tentative de battre le record du monde de l'heure féminine de la Britannique Yvonne McGregor (47,111 km, réalisé le 17 juin 1993 à Manchester).

■ VINCENT Lavenex, directeur sportif de l'équipe Chazal, lance un nouveau concept pour financer sa nouvelle formation, France Cyclisme Promotion, en 1996, faisant appel à un parrain principal et à des cotisations venant de supporters et de petites entreprises. « Une nouvelle équipe sera la bienvenue dans le paysage cycliste français et permettra de ralentir la fuite de nos coureurs vers d'autres pays », a-t-il déclaré.

■ HANDBALL : Eric Quintin a été suspendu, jeudi 9 novembre, pour un an de l'équipe de France de handball, pour avoir asséné un coup de tête à son coéquipier Philippe Schaaf, samedi 4 novembre, à Nantes, à la mi-temps de France-Belgique (21-9), rencontre qualificative au championnat d'Europe 1996. Il ne participera donc pas aux Jeux olympiques d'Atlanta, mais pourra cependant jouer avec son club, l'OM Vitrolles.

■ TENNIS : Monica Seles a déclaré forfait, jeudi 9 novembre, pour le Masters féminin, qui doit avoir lieu la semaine prochaine à New York, en raison d'une tendinite à un genou. Par ailleurs, l'Américain André Agassi, n° 2 mondial, a lui aussi déclaré forfait pour la finale du championnat ATP disputée la semaine prochaine à Francfort (Allemagne), en raison de la blessure abdominale dont il fut victime en septembre lors de la Coupe Davis. (AFP)

Double épreuve de force pour les rugbymen français

André Herrero, manager des Bleus, a annoncé sa démission après le test-match contre les All Blacks

TOULOUSE de notre envoyé spécial

Le France-Nouvelle-Zélande qui a lieu, samedi 11 novembre, au Stadium de Toulouse devrait être de ces matches saturés de symboles où les chocs des corps n'en finissent pas de retentir dans de multiples registres. Il s'agit en effet de la première rencontre internationale de rugby qui voit choisis des voies divergentes depuis que ce sport a pris le visage du professionnalisme. Les Néo-Zélandais, guerriers de ce tournoi depuis longtemps et fiers de leur statut de professionnels, ont refusé de se laisser influencer par la pression officielle amateur. Pour les All Blacks, la perspective d'une revanche sportive face à l'équipe qui les avait battus deux fois, chez eux, à l'été 1994, se double de quelques arrière-pensées politiques, les joueurs en noir partageant l'hostilité de leurs compatriotes face aux essais nucléaires français dans le Pacifique sud.

Pour les Français, la partie est l'occasion d'une évaluation en grandeur nature des intentions de jeu développées depuis que Jean-Claude Skrela a pris les commandes de l'équipe. Ces enjeux auraient dû suffire à attirer l'œil sur l'affiche de Toulouse. Mais il faut croire qu'ils ne comblaient pas l'équipe de France. Jeudi 9 novembre, les joueurs français n'ont craint ni d'ajouter une épreuve de force à celle qui les attend sur le terrain ni de se créer des tourments avant ceux que leur prochain match les attend. Le psychodrame qu'ils ont provoqué peut paraître dérisoire, mais il en dit long sur la crise d'identité qui frappe actuellement le rugby français et sur la médiane qui isole ses différents acteurs.

Au retour de l'entraînement matinal, les trois représentants des joueurs - le capitaine Philippe Saint-André, Emilie Ntamack et Laurent Bénédic - ont annoncé que l'équipe avait décidé à l'unanimité de boycotter la réception donnée en son honneur à la mairie de Toulouse. En rugby, où l'on a toujours fait grand cas de ces mondanités avec les notables locaux, une telle impolitesse vaut déclaration de guerre. Parmi les motifs de ces « représailles », les joueurs ont cité la sanction qui a privé de sélection pour ce test-match les trois internationaux, Laurent Cabannes, Thierry Lacroix et Olivier Roumat, partis disputer la Coupe des provinces en Afrique du Sud pendant l'été. Ils ont également fait état d'une réduction sensible du nombre de places mises à leur disposition pour acheter pour le match de Toulouse - huit contre vingt-cinq habituellement. Ce dernier grief peut sembler in-

signifiant. Pour les joueurs, qui en font une question de principe, il est cependant le dernier maillon d'une longue chaîne de promesses assemblées par Bernard Lapasset, le président de la Fédération française de rugby (FFR), et jamais tenues par celui-ci. Pour la première fois de leur histoire, les rugbymen du XV de France ont donc osé s'unir pour tenir tête au pouvoir fédéral, et lui signifier, par un geste symbolique, qu'il ne leur inspire plus confiance. Trop tard, trop fort ?

Jusqu'à présent, les internationaux français, Philippe Saint-André en tête, n'avaient guère brillé par leurs attitudes verbales face à la FFR. En 1991, le contrôleur financier qui opposait les joueurs aux dirigeants n'était resté dans l'ombre des vestiaires, à quelques minutes du coup d'envoi du quart de finale de Coupe du monde contre l'Angleterre. En début d'année, les menaces de sanction contre un Laurent Cabannes qui avait osé dire haut et fort ce qu'il pensait de Bernard Lapasset n'ont pas suscité la moindre protestation publique. Mais ces derniers mois ont tout changé.

AU PIED DU MUR

Le départ de Pierre Berbizier, qui après des années de soupçons débusqués ne trouve pas aujourd'hui de mots assez durs pour fustiger Bernard Lapasset, a sans doute libéré quelques esprits. Les anciens ont

pris la tête du mouvement, les jeunes qui découvrent l'équipe de France d'ontent guère réagir. Tous fixent des regards envieux sur les visiteurs néo-zélandais, sur les Australiens ou les Sud-Africains également passés professionnels. Eux ont obtenu revenus et organisations dignes de leur nouveau statut. « Toutes les autres nations s'organisent, et nous, nous avons de

Plaintes néo-zélandaises

« Les joueurs français ne sont pas les seuls à critiquer la Fédération française de rugby ces jours-ci. Les All Blacks ont également fait connaître leur irritation, depuis leur arrivée sur le sol français, contre la mauvaise organisation de leur tournée, assurée, comme le veut la tradition, par la fédération hôte. Les Néo-Zélandais se sont notamment plaints de leurs attentes pour des moyens de transport pas toujours adaptés à leurs besoins, de problèmes d'intendance, de l'absence d'interprète digne de ce nom ou d'accompagnateurs parlant leur langue. Ils ont également dû négocier jusqu'au dernier moment, avant leur premier match de Toulouse, pour obtenir de la FFR le versement du défraiement quotidien de 250 francs par joueur, selon la règle fixée par l'International Board. La FFR assure pourtant, de son côté, que tout se passe au mieux.

gros problèmes au niveau des structures, constatait jeudi Philippe Saint-André. Sur ce point, le manager n'était d'ailleurs pas très éloigné du capitaine. André Herrero dénonçait le « désordre fédéral », réclamait « des positions claires et précises pour éviter les dérives négatives à l'usage du rugby ». D'accord sur le fond, le

Toulonnais s'est en revanche déclaré totalement opposé à la forme de la protestation des joueurs, qu'il a assimilée à du « chantage ».

Il s'en est pris : « à un groupe de joueurs égoïstes » auxquels « la Fédération a donné des avantages considérables, financiers, de notoriété et de confort, alors que leurs camarades de clubs sont nettement lésés par rapport à eux ». Et il ne lui a

Herrero avait avalé à contrecoeur la couleur des sanctions aberrantes imposées par Bernard Lapasset contre les trois joueurs partis en Afrique du Sud.

Il n'a pas souhaité y ajouter celle qui tendait le XV de France, ni se laisser broyer dans le choc frontal de décisions absurdes et de protestations corporatistes. Son départ, « irrévocable » selon lui, pousse encore davantage le président de la FFR en première ligne, sous le feu croisé de toutes les critiques, de tous les intérêts divergents, de tous les nationalismes - de clubs ou de sélections - qu'a laissés apparaître l'effacement progressif de sa dictature.

Cette journée de rébellion place également les joueurs français au pied du mur. Comme s'ils avaient soudain bouché toutes les issues de secours possibles avant d'affronter les rugbymen dont le noir fait peur. Une bonne performance, en réussissant à pratiquer le beau jeu prôné par un Jean-Claude Skrela abasourdi par les événements de jeudi, les placerait en position de force par rapport à un président de plus en plus affaibli. Une déroute, en revanche, coûterait sans doute leur place aux anciens de l'équipe. Et précipiterait du même coup le XV national dans les affres d'un rugby français à réformer d'urgence.

Jérôme Fenoglio

Jonah Lomu, l'ancien loup d'Auckland, veut sa revanche

DEPUIS l'avènement de Jonah Lomu, le rugby ne sera jamais le même. Dans un sport qui a toujours refusé le culte de la personnalité, cet ancien loup de la hanche ouverte du sud d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, est devenu en l'espace de quelques mois, grâce à ses prestations époustouflantes de la Coupe du monde, une vedette incontestée. A Bologne, en Italie, voici deux semaines, les 28 000 spectateurs n'avaient d'yeux que pour

lui. A Béziers, samedi dernier, il a fallu l'impression de CRS pour l'aider à sortir du terrain à la fin de la rencontre, tandis que son arrivée à la réception d'après-match a failli déclencher une émeute. A chaque fois qu'il touche la balle, la foule gronde de plaisir ; on crie, on siffle, on applaudit. La « Lomumania », déjà bien connue en Nouvelle-Zélande, gagne l'Europe. De quoi tourner la tête de ce phénomène de 1,96 m et 120 kilos, cette terreur noire qui n'a pas encore vingt et un ans et qui, après trois semaines de tournée, avoue se languir de sa mère.

« Je suppose que c'est la rançon de la gloire, dit-il. Je ne peux pas ignorer toute cette agitation qui existe autour de moi. J'essaie de m'adapter. Aujourd'hui, beaucoup de gens m'aident à gérer la situation. » L'autre vedette du sport en Nouvelle-Zélande, le navigateur Peter Blake, a préféré s'exiler à l'étranger à cause de la pression médiatique et populaire qui avait suivi sa victoire dans la Coupe de l'America. Lomu, lui, reste très attaché à ses origines. Elevé à la dure dans les rues de Mangere et Otara, les banlieues avivées de la métropole néo-zélandaise, il refuse totalement la starisation. « Si à South Auckland vous commencez à faire l'important, on se charge très vite de vous rabaisser le caquet ».

Jonah Lomu connaît bien ces lois de la rue. Et il avoue aujourd'hui que c'est le rugby qui l'a sauvé de la spirale d'une jeunesse de révolte et de délinquance. Vainqueur de violence et de prison. « Quand j'étais jeune, j'aimais provoquer les gens, je les narguais. J'étais un adolescent chiant, je jouais au dur, je fréquentais des gens lauches, des voyous. On voulait être des calfs de South Auckland. Jusqu'à un jour où j'ai perdu mon oncle, en novembre 1988. »

EN PETITS MORCEAUX L'oncle de Jonah a été battu à mort sur le parking d'un supermarché par un gang de Samoans armés de machettes. Un meurtre qui a secoué la Nouvelle-Zélande tout entière. « J'ai réalisé ce jour-là que si je ne changeais pas ma vie j'allais soit terminer comme lui en petits morceaux, soit derrière les barreaux, se souvient-il. C'est quelque chose qui reste toujours présent dans mon esprit. » Il fait allusion aux tensions entre Tongans, Samoans, Rarotomgans, Maoris et Pakehas (Blancs), des gangs organisés qui se battent pour devenir les rois de la banlieue.

« Aujourd'hui, je me sens investi d'un rôle, afin de montrer à ces jeunes qu'ils peuvent en sortir. Je viens du même endroit, je suis tombé aussi bas qu'eux, mais j'ai compris qu'il ne faut pas gaspiller sa vie. Si moi, je suis capable d'accomplir quelque chose, pourquoi pas eux ? »

Depuis la signature d'un contrat avec la Fédération néo-zélandaise (NZRFU), estimé à 12 millions de francs pour une durée de quatre ans, son avenir et celui de sa famille semblent désormais assurés. Mais, dans l'immédiat, Lomu a une autre priorité : une dette à régler sur le pré. Ayant connu ses deux premières sélections contre la France en 1994, qui en avait fait le plus jeune All Black de l'histoire, il est resté sur deux défaites et quelques erreurs de défense qui ont valu son éviction de l'équipe. Encore aujourd'hui des images de maillots bleus hantent ses nuits. « Je n'ai besoin de personne pour me passer la vidéo du match, surtout de l'essai des Français à la fin du deuxième test. J'ai ma propre bande qui défille dans ma tête. Je vois encore Benazzi qui perce et moi qui hésite. Je fonce, au lieu de le cartonner et de tuer le mouvement. C'est une erreur que je ne répéterai pas. » Samedi, à Toulouse, il se trouvera face à Emilie Ntamack, pour un duel entre les deux meilleurs alliés du monde. « Je suis très impatient de jouer contre lui à nouveau. J'ai beaucoup appris depuis ma première expérience face à lui. Ntamack, pour moi, c'est le cauchemar noir. » Il se préparera selon son habitude, casque stéréo vissé sur la tête. La voix de Marvin Gaye ou de Diane King lui emplira les oreilles afin de l'isoler de l'agitation, cette effervescence à laquelle il commence à s'habituer. « La musique m'aide à me concentrer et à me couper du monde. Dès que je suis au stade, il n'y a plus qu'une chose qui m'intéresse, c'est ce ballon ovale. C'est ma seule cible, je ne pense plus qu'à ça : trouver le ballon, le prendre entre les mains et le porter dans l'en-but. » C'est le rugby vu par Lomu. Simple, logique, et implacable.

Ian Borthwick

L'OTOMATISME	
RESULTATS OFFICIELS	
1	100 F
2	400 F
3	300 F
4	200 F
5	100 F
6	50 F
7	25 F
8	12 F
9	6 F
10	3 F
11	1 F
12	0 F
13	0 F
14	0 F
15	0 F
16	0 F
17	0 F
18	0 F
19	0 F
20	0 F
21	0 F
22	0 F
23	0 F
24	0 F
25	0 F
26	0 F
27	0 F
28	0 F
29	0 F
30	0 F
31	0 F
32	0 F
33	0 F
34	0 F
35	0 F
36	0 F
37	0 F
38	0 F
39	0 F
40	0 F
41	0 F
42	0 F
43	0 F
44	0 F
45	0 F
46	0 F
47	0 F
48	0 F
49	0 F
50	0 F
51	0 F
52	0 F
53	0 F
54	0 F
55	0 F
56	0 F
57	0 F
58	0 F
59	0 F
60	0 F
61	0 F
62	0 F
63	0 F
64	0 F
65	0 F
66	0 F
67	0 F
68	0 F
69	0 F
70	0 F
71	0 F
72	0 F
73	0 F
74	0 F
75	0 F
76	0 F
77	0 F
78	0 F
79	0 F
80	0 F
81	0 F
82	0 F
83	0 F
84	0 F
85	0 F
86	0 F
87	0 F
88	0 F
89	0 F
90	0 F
91	0 F
92	0 F
93	0 F
94	0 F
95	0 F
96	0 F
97	0 F
98	0 F
99	0 F
100	0 F

سكوا من النزل

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 890

HORIZONTALEMENT

I. Aussi approximative qu'environnante dans l'actualité. - II. Métal contesté. Helmut Kohl l'acceptait-il comme unité monétaire unique ? - III. Il pleure dans les cimetières. - IV. Souvent dans les notes. - V. Coquillage. S'étalent en notes coulées, ou nettoyées, c'est selon l'accent. - VI. Responsable de nos ravages cérébraux. Celui-ci. - VII. Royaux mais abusifs. Touche au cœur si on va vers la gauche. - VIII. S'il connaît la modération... La plus belle conquête du cheval. - IX. Pas bien souvent. Malignes. - X. Note. Cul-de-basse-fosse. - XI. Utilisent agréablement des liaisons un peu surannées.

VERTICALEMENT

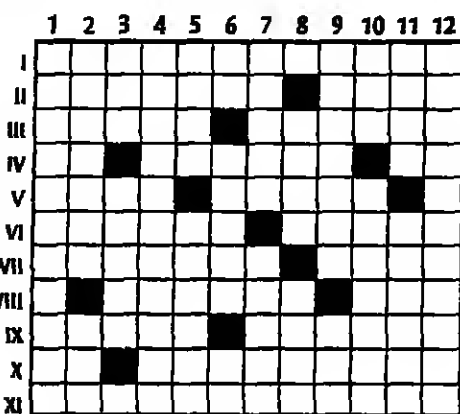
1. Avant d'écrire, il prend fermement des notes. - 2. Quel malheur si c'est la voiture ! Retrouva des moyens dans le désordre. -

3. Grecque. Brique primitive. - 4. Ornaments littéraires. - 5. Bêtes et méchantes. Précède l'écorceur. - 6. Dégringole en sautillant. Elle transperce les cuirs. Pour jouer. - 7. Grecque. Vous arrive au mollet. - 8. Corné. A pris bonne mine. - 9. Laisser de côté. Indien. - 10. Comique de situation. Elle laisse anéanti. - 11. Furent autrefois fureurs. Assez embrouillé. - 12. A la-melles détachables.

SOLUTION DU N° 889

Horizontalement
1. Octave Mirbeau. - II. Sordide. Alpin. - III. Cuirai. Fleuri. - IV. Albe. Teneur. - V. Réunions. Tapi. - VI. WE Ans. An. Je. - VII. Isolé. Isker. - VIII. Lignage. Ote. - IX. Diana. Macaron. - X. Enveloppement. Verticalement
1. Oscar Wilde. - 2. Coulées. In. - 3. Tribu. Olav. - 4. Adrenaline. - 5. Via. Inégal. - 6. Edito. - 7. Me. On. Vamp. - 8. Fusa. Cap. - 9. Rôle. Nièce. - 10. Bientôt. Am. - 11. Epu. ra. Kore. - 12. Ah. Piéton. - 13. Unifèrent.

François Dorlet



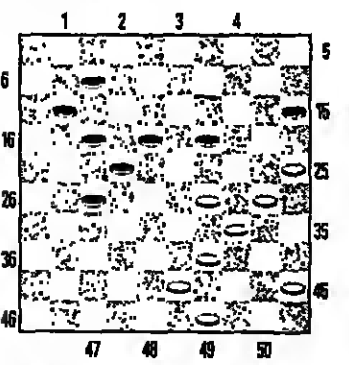
DAMES

Problème n° 518

LE COIN DU DÉBUTANT

Le coup du ricochet (suite)

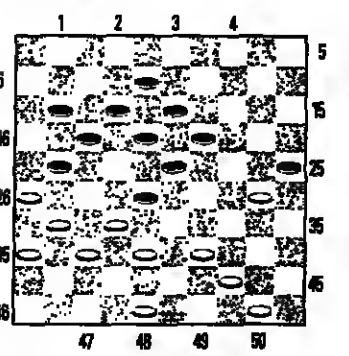
3^e exemple :
Pédagogue autant que virtuose, Bergier proposa en 1921, dans cet exemple schématique, une application, sous forme rimbalzo indietro, du thème du ricochet.



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution : 30-24 (19 x 30) 29-23 (18 x 40) 25 x 34 (rimbalzo indietro) (40 x 29) 39-33 (29 x 38) 43 x 11, dame, +.

4^e exemple :
Application très simple de ce thème que l'on peut aussi, comme dans cet exemple, exploiter en milieu de partie.



Les Blancs jouent et gagnent.

(Dérivé du thème du ricochet.)
Solution : 30-24 (19 x 30) 39-34 (30 x 39) 44 x 22 (18 x 27) 31 x 22 (17 x 28) 26 x 6, +.

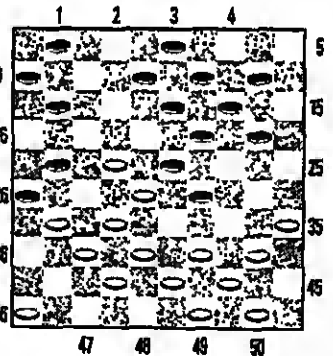
Jeux de mots

36 15 LEMONDE

2.23 F la minute

L'UNIVERS MAGIQUE

Par l'ancien champion du monde M. Fabre, piège prodigieux conçu au début du siècle avec les Blancs : les Blancs jouent, dans la position ci-dessous, 48-42 l'entraînant les Noirs à composer la faute (17-21).



Les Blancs exécutèrent alors la fantastique combinaison suivante en dix temps : 40-34 (29 x 40) 22-17 (11 x 33) 38 x 18 (13 x 22) 39-34 (40 x 29) 32-28 (18 x 33) 42-38 (33 x 42) 37 x 48 (26 x 37) 48-42 (37 x 47) 47 x 21, rafle six pions, dame, +.

SOLUTION

DU PROBLÈME N° 517

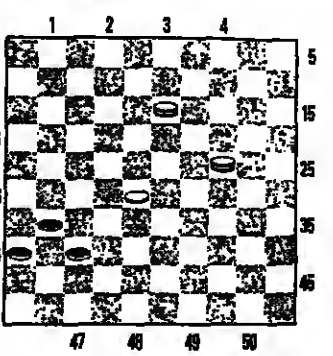
N. RISO (1959)

Blancs : dame à 18, pions à 34 et 39.
Noirs : pions à 19, 21, 25, 26.

39-33 II [très difficile à déceler] (19-24) [le meilleur] 18-23 II [très difficile à déceler] (24-30, a) 23-28 (30 x 39) 33 x 44, etc., +.
a) (26-31) 23-5 (31-36) 5-10, etc., +.

PROBLÈME N° 518

N. RISO (1959)



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution dans la prochaine chronique (le premier temps est extrêmement difficile à déceler).

Jean Chaze

ANACROISÉS (R)

Problème n° 891

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tranches correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. EGJLNORU. - 2. AAKMNS. - 3. EINOST (+3). - 4. ELOUVV. - 5. EEMRTUV. - 6. AEOPRTTU (+1). - 7. AINOORS. - 8. AAEIQRUS (+1). - 9. EEILSSU (+1). - 10. CEELOS. - 11. EEEORSSS. - 12. EEEEMNRS (+1). - 13. AEEGRIT. - 14. AEEELST (+1). - 15. AILMORSU. - 16. ALNTTU. - 17. ACIMORS. - 18. CEEPRNS. - 19. AIOOPSSS. - 20. EEESSSS. - 21. DEEOPSSS.

VERTICALEMENT

22. AAAJNSV. - 23. CELOSS (+1). - 24. AEOSTUU. - 25. ABEINOR (+1). - 26. BCIILMO. - 27. ACEGNORU. - 28. AACENPS (+1). - 29. EEILNQ. - 30. CEIITV. - 31. AENPT (+6). - 32. EEEERV (+1). - 33. AACMRST. - 34. AEGMOSSU. - 35. AEEERSU. - 36. EEILPSS. - 37. EEOSSSTU (+3). - 38. AAANRRT. - 39. AAEGLS. - 40. ADEENN. - 41. ACEENSS (+1). - 42. AEESSST (+9).

ÉCHECS

Problème n° 1663

CRÉDIT SUISSE MASTERS

(Horgen, 1995)
Blancs : N. Short (Angleterre).
Noirs : W. Ivantchuk (Ukraine).
Défense française.
Variante Winawer.

1. e4. 2. e5. 3. f6. 4. f7. 5. f8. 6. f9. 7. f10. 8. f11. 9. f12. 10. f13. 11. f14. 12. f15. 13. f16. 14. f17. 15. f18. 16. f19. 17. f20. 18. f21. 19. f22. 20. f23. 21. f24. 22. f25. 23. f26. 24. f27. 25. f28. 26. f29. 27. f30. 28. f31. 29. f32. 30. f33. 31. f34. 32. f35. 33. f36. 34. f37. 35. f38. 36. f39. 37. f40. 38. f41. 39. f42. 40. f43. 41. f44. 42. f45. 43. f46. 44. f47. 45. f48. 46. f49. 47. f50. 48. f51. 49. f52. 50. f53. 51. f54. 52. f55. 53. f56. 54. f57. 55. f58. 56. f59. 57. f60. 58. f61. 59. f62. 60. f63. 61. f64. 62. f65. 63. f66. 64. f67. 65. f68. 66. f69. 67. f70. 68. f71. 69. f72. 70. f73. 71. f74. 72. f75. 73. f76. 74. f77. 75. f78. 76. f79. 77. f80. 78. f81. 79. f82. 80. f83. 81. f84. 82. f85. 83. f86. 84. f87. 85. f88. 86. f89. 87. f90. 88. f91. 89. f92. 90. f93. 91. f94. 92. f95. 93. f96. 94. f97. 95. f98. 96. f99. 97. f100. 98. f101. 99. f102. 100. f103. 101. f104. 102. f105. 103. f106. 104. f107. 105. f108. 106. f109. 107. f110. 108. f111. 109. f112. 110. f113. 111. f114. 112. f115. 113. f116. 114. f117. 115. f118. 116. f119. 117. f120. 118. f121. 119. f122. 120. f123. 121. f124. 122. f125. 123. f126. 124. f127. 125. f128. 126. f129. 127. f130. 128. f131. 129. f132. 130. f133. 131. f134. 132. f135. 133. f136. 134. f137. 135. f138. 136. f139. 137. f140. 138. f141. 139. f142. 140. f143. 141. f144. 142. f145. 143. f146. 144. f147. 145. f148. 146. f149. 147. f150. 148. f151. 149. f152. 150. f153. 151. f154. 152. f155. 153. f156. 154. f157. 155. f158. 156. f159. 157. f160. 158. f161. 159. f162. 160. f163. 161. f164. 162. f165. 163. f166. 164. f167. 165. f168. 166. f169. 167. f170. 168. f171. 169. f172. 170. f173. 171. f174. 172. f175. 173. f176. 174. f177. 175. f178. 176. f179. 177. f180. 178. f181. 179. f182. 180. f183. 181. f184. 182. f185. 183. f186. 184. f187. 185. f188. 186. f189. 187. f190. 188. f191. 189. f192. 190. f193. 191. f194. 192. f195. 193. f196. 194. f197. 195. f198. 196. f199. 197. f200. 198. f201. 199. f202. 200. f203. 201. f204. 202. f205. 203. f206. 204. f207. 205. f208. 206. f209. 207. f210. 208. f211. 209. f212. 210. f213. 211. f214. 212. f215. 213. f216. 214. f217. 215. f218. 216. f219. 217. f220. 218. f221. 219. f222. 220. f223. 221. f224. 222. f225. 223. f226. 224. f227. 225. f228. 226. f229. 227. f230. 228. f231. 229. f232. 230. f233. 231. f234. 232. f235. 233. f236. 234. f237. 235. f238. 236. f239. 237. f240. 238. f241. 239. f242. 240. f243. 241. f244. 242. f245. 243. f246. 244. f247. 245. f248. 246. f249. 247. f250. 248. f251. 249. f252. 250. f253. 251. f254. 252. f255. 253. f256. 254. f257. 255. f258. 256. f259. 257. f260. 258. f261. 259. f262. 260. f263. 261. f264. 262. f265. 263. f266. 264. f267. 265. f268. 266. f269. 267. f270. 268. f271. 269. f272. 270. f273. 271. f274. 272. f275. 273. f276. 274. f277. 275. f278. 276. f279. 277. f280. 278. f281. 279. f282. 280. f283. 281. f284. 282. f285. 283. f286. 284. f287. 285. f288. 286. f289. 287. f290. 288. f291. 289. f292. 290. f293. 291. f294. 292. f295. 293. f296. 294. f297. 295. f298. 296. f299. 297. f300. 298. f301. 299. f302. 300. f303. 301. f304. 302. f305. 303. f306. 304. f307. 305. f308. 306. f309. 307. f310. 308. f311. 309. f312. 310. f313. 311. f314. 312. f315. 313. f316. 314. f317. 315. f318. 316. f319. 317. f320. 318. f321. 319. f322. 320. f323. 321. f324. 322. f325. 323. f326. 324. f327. 325. f328. 326. f329. 327. f330. 328. f331. 329. f332. 330. f333. 331. f334. 332. f335. 333. f336. 334. f337. 335. f338. 336. f339. 337. f340. 338. f341. 339. f342. 340. f343. 341. f344. 342. f345. 343. f346. 344. f347. 345. f348. 346. f349. 347. f350. 348. f351. 349. f352. 350. f353. 351. f354. 352. f355. 353. f356. 354. f357. 355. f358. 356. f359. 357. f360. 358. f361. 359. f362. 360. f363. 361. f364. 362. f365. 363. f366. 364. f367. 365. f368. 366. f369. 367. f370. 368. f371. 369. f372. 370. f373. 371. f374. 372. f375. 373. f376. 374. f377. 375. f378. 376. f379. 377. f380. 378. f381. 379. f382. 380. f383. 381. f384. 382. f385. 383. f386. 384. f387. 385. f388. 386. f389. 387. f390. 388. f391. 389. f392. 390. f393. 391. f394. 392. f395. 393. f396. 394. f397. 395. f398. 396. f399. 397. f400. 398. f401. 399. f402. 400. f403. 401. f404. 402. f405. 403. f406. 404. f407. 405. f408. 406. f409. 407. f410. 408. f411. 409. f412. 410. f413. 411. f414. 412. f415. 413. f416. 414. f417. 415. f418. 416. f419. 417. f420. 418. f421. 419. f422. 420. f423. 421. f424. 422. f425. 423. f426. 424. f427. 425. f428. 426. f429. 427. f430. 428. f431. 429. f432. 430. f433. 431. f434. 432. f435. 433. f436. 434. f437. 435. f438. 436. f439. 437. f440. 438. f441. 439. f442. 440. f443. 441. f444. 442. f445. 443. f446. 444. f447. 445. f448. 446. f449. 447. f450. 448. f451. 449. f452. 450. f453. 451. f454. 452. f455. 453. f456. 454. f457. 455. f458. 456. f459. 457. f460. 458. f461. 459. f462. 460. f463. 461. f464. 462. f465. 463. f466. 464. f467. 465. f468. 466. f469. 467. f470. 468. f471. 469. f472. 470. f473. 471. f474. 472. f475. 473. f476. 474. f477. 475. f478. 476. f479. 477. f480. 478. f481. 479. f482. 480. f483. 481. f484. 482. f485. 483. f486. 484. f487. 485. f488. 486. f489. 487. f490. 488. f491. 489. f492. 490. f493. 491. f494. 492. f495. 493. f496. 494. f497. 495. f498. 496. f499. 497. f500. 498. f501. 499. f502. 500. f503. 501. f504. 502. f505. 503. f506. 504. f507. 505. f508. 506. f509. 507. f510. 508. f511. 509. f512. 510. f513. 511. f514. 512. f515. 513. f516. 514. f517. 515. f518. 516. f519. 517. f520. 518. f521. 519. f522. 520. f523. 521. f524. 522. f525. 523. f526. 524. f527. 525. f528. 526. f529. 527. f530. 528. f531. 529. f532. 530. f533. 531. f534. 532. f535. 533. f536. 534. f537. 535. f538. 536. f539. 537. f540. 538. f541. 539. f542. 540. f543. 541. f544. 542. f545. 543. f546. 544. f547. 545. f548. 546. f549. 547. f550. 548. f551. 549. f552. 550. f553. 551. f554. 552. f555. 553. f556. 554. f557. 555. f558. 556. f559. 557. f560. 558. f561. 559. f562. 560. f563. 561. f564. 562. f565. 563. f566. 564. f567. 565. f568. 566. f569. 567. f570. 568. f571. 569. f572. 570. f573. 571. f574. 572. f575. 573. f576. 574. f577. 575. f578. 576. f579. 577. f580. 578. f581. 579. f582. 580. f583. 581. f584. 582. f585. 583. f586. 584. f587. 585. f588. 586. f589. 587. f590. 588. f591. 589. f592. 590. f593. 591. f594. 592. f595. 593. f596. 594. f597. 595. f598. 596. f599. 597. f600. 598. f601. 599. f602. 600. f603. 601. f604. 602. f605. 603. f606. 604. f607. 605. f608. 606. f609. 607. f610. 608. f611. 609. f612. 610. f613. 611. f614. 612. f615. 613. f616. 614. f617. 615. f618. 616. f619. 617. f620. 618. f621. 619. f622. 620. f623. 621. f624. 622. f625. 623. f626. 624. f627. 625. f628. 626. f629. 627. f630. 628. f631. 629. f632. 630. f633. 631. f634. 632. f635. 633. f636. 634. f637. 635. f638. 636. f639. 637. f640. 638. f641. 639. f642. 640. f643. 641. f644. 642. f645. 643. f646. 644. f647. 645. f648. 646. f649. 647. f650. 648. f651. 649. f652. 650. f653. 651. f654. 652. f655. 653. f656. 654. f657. 655. f658. 656. f659. 657. f660. 658. f661. 659. f662. 660. f663. 661. f664. 662. f665. 663. f666. 664. f667. 665. f668. 666. f669. 667. f670. 668. f671. 669. f672. 670. f673. 671. f674. 672. f675. 673. f676. 674. f677. 675. f678. 676. f679. 677. f680. 678. f681. 679. f682. 680. f683. 681. f684. 682. f685. 683. f686. 684. f687. 685. f688. 686. f689. 687. f690. 688. f691. 689. f692. 690. f693. 691. f694. 692. f695. 693. f696. 694. f697. 695. f698. 696. f699. 697. f700. 698. f701. 699. f702. 700. f703. 701. f704. 702. f705. 703. f706. 704. f707. 705. f708. 706. f709. 707. f710. 708. f711. 709. f712. 710. f713. 711. f714. 712. f715. 713. f716. 714. f717. 715. f718. 716. f719. 717. f720. 718. f721. 719. f722. 720. f723. 721. f724. 722. f725. 723. f726. 724. f727. 725. f728. 726. f729. 727. f730. 728. f731. 729. f732. 730. f733. 731. f734. 732. f735. 733. f736. 734. f737. 735. f738. 736. f739. 737. f740. 738. f741. 739. f742. 740. f743. 741. f744. 742. f745. 743. f746. 744. f747. 745. f748. 746. f749. 747. f750. 748. f751. 749. f752. 750. f753. 751. f754. 752. f755. 753. f756. 754. f757. 755. f758. 756. f759. 757. f760. 758. f761. 759. f762. 760. f763. 761. f764. 762. f765. 763. f766. 764. f767. 765. f768. 766. f769. 767. f770. 768. f771. 769. f772. 770. f773. 771. f774. 772. f775. 773. f776. 774. f777. 775. f778. 776. f779. 777. f780. 778. f781. 779. f782. 780. f783. 781. f784. 782. f785. 783. f786. 784. f787. 785. f788. 786. f789. 787. f790. 788. f791. 789. f792. 790. f793. 791. f794. 792. f795. 793. f796. 794. f797. 795. f798. 796. f799. 797. f800. 798. f801. 799. f802. 800. f803. 801. f804. 802. f805. 803. f806. 804. f807. 805. f808. 806. f809. 807. f810. 808. f811. 809. f812. 810. f813. 811. f814. 812. f815. 813. f816. 814. f817. 815. f818. 816. f819. 817. f820. 818. f821. 819. f822. 820. f823. 821. f824. 822. f825. 823. f826. 824. f827. 825. f828. 826. f829. 827. f830. 828. f831. 829. f832. 830. f833. 831. f834. 832. f835. 833. f836. 834. f837. 8

PARIS EN VISITE

Dimanche 12 novembre

■ **L'HÔTEL DE LA PAÏVA** (50 F + prix d'entrée), 10 heures, 25, avenue des Champs-Élysées (Connaissance de Paris).
 ■ **LA COMÉDIE-FRANÇAISE** (45 F + prix d'entrée), 10 h 30, devant l'entrée côté place Colette (Didier Bouchard).
 ■ **MARAIS**: le quartier juif (50 F), 10 h 45 et 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Psalmidi).
 ■ **MARAIS**: le quartier Saint-Paul (50 F), 11 heures et 15 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville face à la poste (Claude Marti).
 ■ **MONTMARTRE**: évocation des artistes des années folles (50 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Raspail (Emilie de Langlade).
 ■ **DU MARCHÉ BEAUVAU** à l'école des havyards (60 F), 14 h 30, sortie du métro Ledru-Rollin devant le Mouoiprix (Vincent de Langlade).

■ **L'HÔTEL DOSNE-THIERS** et la Nouvelle Athènes (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 27, place Saint-Georges (Didier Bouchard).
 ■ **L'HÔTEL DE SOUBISE** (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Isabelle Hauler).
 ■ **MUSÉE NISSIM DE CAMONDO**, 14 h 30 (37 F + prix d'entrée), 63, rue de Monceau (Monuments historiques); 15 heures (50 F + prix d'entrée), 63, rue de Monceau (Elisabeth Romann).
 ■ **LE PONT-NEUF** (45 F), 14 h 30, sur le Pont-Neuf devant la statue d'Henri IV (Paris capitale historique).
 ■ **LE QUARTIER CHINOIS** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-d'Ivry (Art et Histoire).
 ■ **LE VILLAGE DE LA GOUTTE-D'OR** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Barbès-Rochechouart (Euro expo).
 ■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Daru (Paris et son histoire).
 ■ **LE CIMETIÈRE DE PASSY**

(35 F), 15 heures, 2, rue du Commandant-Schoepping (Ville de Paris).
 ■ **LA CONCIERGERIE** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Mouvements historiques).
 ■ **LES ÉGOUTS** (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).
 ■ **L'INSTITUT DE FRANCE** (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Tourisme culturel).
 ■ **MONTMARTRE** (50 F), 15 heures, en haut du funiculaire (Paris autrefois).
 ■ **LES SALONS DE L'AMBAassade de Pologne** (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 57, rue Saint-Dominique (Christine Merle).
 ■ **L'HÔTEL DE ROHAN** (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 87, rue Vieille-du-Temple (Institut culturel de Paris).
 ■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 12, rue Daru (Christine Merle).
 ■ **DU MUSÉE DE LA CONTREFAÇON** à la Faisanderie (50 F), 14 h 30, sortie du métro Rue-de-

la-Royal côté place Colette (Paris et son histoire); (33 F + prix d'entrée); la collection Beistegui, 11 h 30; le décor sculpté du Parthéon, 12 h 30; les primitifs flamands, 19 h 30 (Musées nationaux).
 ■ **MUSÉE GUIMET**: l'art de la miniature dans l'Inde ancienne (24 F + prix d'entrée), 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musées nationaux).
 ■ **LA CRYPTÉ ARCHÉOLOGIQUE** sous le parvis de Notre-Dame, 14 heures (50 F + prix d'entrée), devant l'entrée sur le parvis de Notre-Dame (Odyssee); 15 heures (37 F + prix d'entrée), devant l'entrée sur le parvis de Notre-Dame (Monuments historiques).
 ■ **L'HÔTEL DE ROHAN** (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 87, rue Vieille-du-Temple (Institut culturel de Paris).
 ■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 12, rue Daru (Christine Merle).
 ■ **DU MUSÉE DE LA CONTREFAÇON** à la Faisanderie (50 F), 14 h 30, sortie du métro Rue-de-

la-Pompe (Emilie de Langlade).
 ■ **L'INSTITUT PASTEUR** (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, 25, rue du Docteur- Roux (Isabelle Hauler).
 ■ **MARAIS**: la place des Vosges et ses alentours (50 F), 14 h 30, 1, place des Vosges (Métamorphoses urbaines).
 ■ **L'OPÉRA-GARNIER** et l'exposition sur les costumes (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, en haut des marches extérieures à gauche (Tourisme culturel).
 ■ **LA ROQUETTE** (60 F), 14 h 30, sortie du métro-Philippe-Auguste (Vincent de Langlade).
 ■ **L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS** (37 F), 15 heures, devant le portail de l'église (Monuments historiques).
 ■ **LES ÉGOUTS** (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).
 ■ **L'HÔTEL DE MASSA** et la Cité fleurie (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 42, avenue de l'Observatoire (Didier Bouchard).
 ■ **MARAIS**: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

IL Y A 50 ANS DANS
Le Monde
Hommage
aux héros

« IL EST APPARU que si l'on fait à deux dates différentes les victoires de 1918 et de 1945 il doit à craindre que le souvenir de la victoire de 1918 ne s'estompent rapidement dans l'esprit des générations futures. » Ainsi s'exprimait M. Henri Frenay, ministre des prisonniers et déportés, au sujet des cérémonies des 10 et 11 novembre 1945. La continuité des deux guerres mondiales ne permet pas d'en séparer les souvenirs. C'est pourquoi les morts de 1939-1945, de même que ceux de la guerre 1914-1918, recevront ces jours-là l'hommage des foules.

Les héros que l'on va honorer en leur nom ne sont pas anonymes. Le magnétique symbole qui se dégage de la tombe sacrée où repose l'inconnu ne doit rien perdre de sa force. On les a choisis, tirés au sort avec le consentement des familles. Ils viennent de tous les fronts - car il est bien vrai que cette multiplicité des terrains d'opérations fut un caractère de la guerre 1939-1945. On les ramène d'Italie, d'Allemagne, de Libye.

Combattants en uniforme, clandestins et maquisards de l'intérieur, victimes des camps nazis, soldats de France et de l'Empire, vont se trouver réunis. Ils traverseront Paris samedi soir. Dans une ville en deuil. Sans cinémas, sans boutiques, presque sans lumière. Ils arriveront aux Invalides à la lueur des torches, au son d'un glas général.

Et, dans le matin du 11 novembre, ils viendront retrouver un instant leur frère inconnu. Ils seront conduits enfin à ce mont Valérien où ils attendront l'édification de « leur » monument, comparable en gloire à l'Arc de triomphe. Et tous les charniers de France s'éclairciront, pour bien signifier qu'il doit rester des souvenirs lumineux, même à travers les nuits de l'oubli.

J.-M. Th.

(11-12 novembre 1945)

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements

1, place Hubert-Breuve-Héry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 16 (1) 49-40-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

■ LE MONDE (ISSN 0000-0000) is published daily for 365 days per year. LE MONDE is a 1, place Hubert-Breuve-Héry, 94052 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. 12019-4518. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Héry, 94052 Ivry-sur-Seine, France. For the advertisement rates and conditions, contact the advertising department, 1, place Hubert-Breuve-Héry, 94052 Ivry-sur-Seine, France. Tel. : 16 (1) 49-40-32-90.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____ 501 MQ 001

Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : _____

● par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Remises : Remise à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES
DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 43-37-66-11

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2.23 F/min)

Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme avec direction et conseil de surveillance.

L'accord de l'administration, la reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gurebourg, 94052 Ivry-sur-Seine.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Colombari

Directeur général : Gérard Mourou

Membres du conseil de direction : Dominique Lévy, Gisèle Peyou

Secrétariat : 133, avenue des Champs-Élysées

75400 Paris Cedex 16

Tél. : (1) 44-43-76-00; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET
DU VOYAGEUR

■ **FRANCE**. La compagnie Air Littoral, basée à Montpellier, renonce pour l'instant à exploiter la liaison Only-Montpellier pour laquelle elle avait reçu le feu vert du ministre des transports le 17 octobre. En revanche, AOM a inauguré jeudi 9 novembre, avec cinq jours d'avance sur ses prévisions, son premier vol à destination de Montpellier. - (AFP)

■ **GRÈCE**. Le ministre grec du tourisme a qualifié de « cornettes » les critiques émisées la semaine dernière par des voyageurs allemands sur la sécurité et le confort des aéroports grecs. - (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE**. Le beau temps et la faiblesse de la livre ont attiré un nombre record de touristes en août : 2,87 millions de visiteurs étrangers, soit le chiffre le plus élevé depuis le début des statistiques. Pour les huit premiers mois, 15,7 millions de personnes ont visité la Grande-Bretagne, soit 11 % de plus qu'il y a un an. - (AFP)

■ **POLOGNE**. La compagnie aérienne scandinave SAS dessert désormais Poznan trois fois par semaine, à partir de Copenhague. Ces vols s'ajoutent aux liaisons Stockholm-Varsovie, assurées six jours par semaine, et Copenhague-Gdansk, trois jours par semaine. - (AFP)

■ **BREST**. Westair-5ndetour, compagnie charter basée à Brest, s'est allié à Aigle-Azur, installée à Pointe-à-Pitre, pour développer ses liaisons vers le sud de la France, l'Espagne et la Tunisie. - (AFP)

■ **MANCHE**. En octobre, les caisses empruntant le tunnel sous la Manche ont transporté 124 162 véhicules de tourisme (120 368 voitures et 3 794 autocars) contre 105 914 en septembre, ce qui représente une augmentation de 14 %. - (AFP)

■ **ROISSY-CHARLES-DE-GAULLE**. Depuis le 1^{er} novembre, tous les vols de la compagnie Japan Airlines à destination de Tokyo et d'Osaka sont affichés au départ du terminal 2A de Roissy-Charles-de-Gaulle.

■ **LAS VEGAS**. Scenic Airlines, compagnie aérienne qui organise des voyages dans les parcs nationaux du sud-ouest des États-Unis, va construire un nouveau terminal à l'aéroport de Las Vegas.

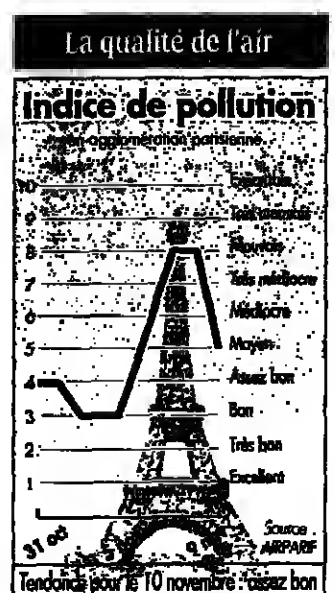
MÉTÉOROLOGIE

A la suite de mouvements sociaux à Météo-France, nous sommes dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Vents forts

LA SITUATION météorologique continue de se dégrader en raison du creusement d'une dépression dans le golfe de Gascogne. Météo-France a diffusé un bulletin d'alarme mettant en garde contre le risque de vents forts et de fortes précipitations du Massif Central à la Méditerranée.

Le ciel sera généralement couvert le matin sur une grande moitié ouest du pays. Plus à l'est, de la Lorraine à la Côte d'Azur, le soleil sera de belles apparitions. L'après-midi, le ciel deviendra de plus en plus menaçant et les éclaircies se raréfieront. La douceur dominera; les températures minimales seront proches de 10 degrés le matin. Le thermomètre affichera 13 à 16 degrés sur la moitié nord l'après-midi, 15 à 18 degrés sur la moitié sud. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Le Monde

l'histoire au jour le jour

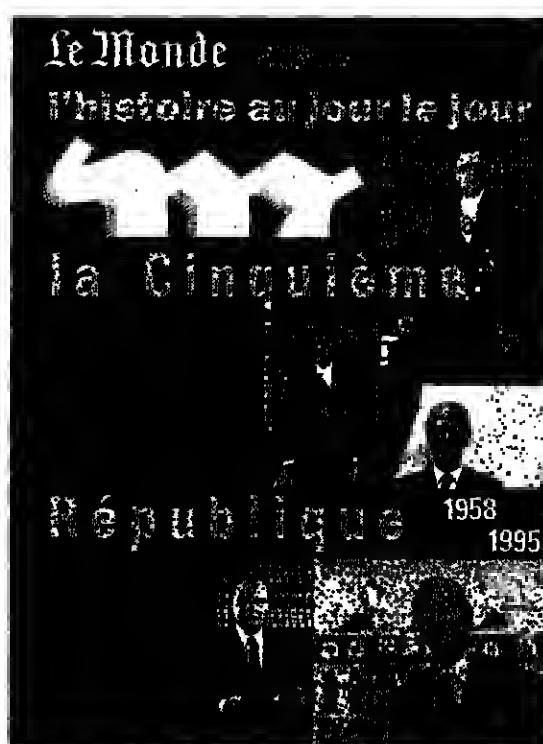
LA CINQUIÈME
RÉPUBLIQUE

Analyses d'aujourd'hui, articles et documents d'époque, vous retracent l'histoire de la Cinquième République au lendemain de l'élection de son cinquième président.

Un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire contemporaine.

164 pages

VIENT DE PARAÎTRE - 70 F



كتاب من التراث

COMMÉMORATION Longtemps les mémoriaux de la guerre ne furent que lieux de recueillement. Aujourd'hui s'ouvrent de nouveaux espaces, à la fois musées

de la guerre et de la paix, témoins des conflits passés et de leurs martyrs, mais aussi lieux de réflexion et d'enseignement sur les mécanismes qui entraînent la folie des hommes.

● À PÉRONNE, CAEN ET VERDUN, trois établissements ont été récemment inaugurés, qui illustrent ce nouveau regard porté sur la guerre. Les visiteurs y sont confrontés non

seulement à l'évocation du passé, mais aussi à l'analyse des conflits contemporains. ● LA PÉDAGOGIE des droits de l'homme et des libertés et la dénonciation de l'esprit bel-

liqueux ont pris le pas sur le récit et son illustration. Ces centres constituent aussi des enjeux politiques et économiques importants pour l'es-
sor de leurs régions.

Les nouveaux mémoriaux de guerre se veulent aussi musées de paix

A Péronne, Caen et Verdun, des bâtiments du souvenir ouverts récemment au public présentent non seulement le récit des drames passés, mais aussi des éléments de réflexion sur les conflits contemporains

CAEN, PÉRONNE, VERDUN
de nos envoyés spéciaux

Trois villes enclavées de mémoire, trois repères dans l'histoire du XX^e siècle, trois sites saturés de morts : Péronne, Verdun et Caen. Les deux premiers nms sont attachés aux massacres de la première guerre mondiale, le dernier à ceux de la seconde. Péronne fut au centre de la bataille de la Somme, Verdun au cœur des combats de 1916, et Caen le verrou allemand que le maréchal Montgomery mit près de deux mois à faire sauter, après le débarquement de 1944.

La commémoration a beau être une manie française, l'Historial de Péronne n'a été inauguré qu'en 1992, le Mémorial de Caen quatre ans plus tôt seulement. Quant au Centre mondial de la paix de Verdun, il n'est ouvert dans sa totalité que depuis cet été. C'est que, jusqu'à il y a peu, les combats et les morts étaient célébrés par des monuments qui commémoraient sans expliquer. Les drames de la guerre étaient si proches encore qu'il semblait inutile de rappeler les faits. Peut-être n'est-il pas sûr que ce soit maintenant, quand disparaissent les derniers poilus, que le besoin se fait sentir de créer des mémoriaux qui prissent aussi un regard sur les drames du présent et les périls de demain.

A Péronne, le propos est clairement pédagogique et scientifique. Il s'agit à l'aide de cartes, d'armes, d'objets, de films, de photos, etc., de décrire la Grande Guerre, de ses trépassés diplomatiques et économiques jusqu'à ses conséquences humaines et matérielles. Les combattants ne sont pas seuls pris en compte mais aussi l'arrière, les civils, les veuves, les usines... La muséographie est réglée par un ordre chronologique strict de manière à rendre aussi visible que possible le déroulement historique. Elle ne cherche pas l'effet mais la limpidité. Elle est magnifiquement servie par l'architecture d'Henri Ciriani, qui capte la lumière, s'ouvre largement sur la nature environnante et évite toute dramaturgie de la pénombre. L'idée de reconstitution et de simulacre est totalement bannie.

Si le visiteur éprouve quelque émotion, ce n'est pas pour autant le but de l'Historial, qui se veut neutre jusqu'à la froideur, sans aucun parti pris national. Il accomplit le développement en trois dimensions des méthodes et des principes de l'écologie historique française. Un centre de recherches a sa bibliothèque et le siège de son activité éditoriale dans l'Historial, dont la responsabilité scientifique a été confiée à des universitaires, Jean-Jacques et Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau. Par ailleurs, le service éducatif du musée travaille en liaison avec le rectorat et reçoit à Péronne près de 20 000 élèves par an.

Le Mémorial de Caen a été conçu sur la même volonté historique. Le maire de la ville, Jean-Marie Girault (UDF), qui, à dix-



Affiche d'Amnesty International (à gauche) et « Prisonnier » de l'abbé Daigault (à droite), deux documents visibles à Caen.

huit ans, faisait partie des équipes de la Croix-Rouge au plus fort de la bataille, n'a eu de cesse, devenu maire, de réaliser un monument pour rappeler l'histoire tragique de sa ville, détruite à 75 % en 1944. Quand celui-ci fut inauguré en 1989, le projet avait déjà évolué. D'une évocation de la bataille de Caen et du débarquement, on était passé à celle de la bataille de Normandie tout entière, puis, très vite, à un panorama de la seconde guerre mondiale. Le parti pris retenu par le scénographe Yves Devraigne jeune sur le spectaculaire, à l'intérieur d'une architecture



(10 000 m²) plus que banale établie en bordure de la ville, au milieu d'un parc de 17 hectares.

Ainsi le visiteur est-il accueilli dès l'entrée par un Hawker Typhoon, l'avion britannique tueur de chars. Suit une descente aux enfers, de la faillite de la paix à l'Occupation et à la déportation, en passant par la « drôle de guerre » et la capitulation. Après ce cheminement assez réus, un vaste espace est consacré à « la guerre totale ». Deux films et montages audiovisuels racontent, sur grand écran, les différents épisodes du débarquement, du 6 juin

à la Libération de la France. On peut regretter que des séquences tirées de films de fiction figurent, sans avertissement, au milieu des images d'archives. Un troisième film, *Esperance*, de Jacques Perrin, conduit jusqu'à la chute du mur de Berlin.

Mais cela n'est qu'un aspect du Mémorial de Caen. De la guerre, de ses acteurs et de ses témoins, on a voulu passer à la paix, ou plutôt à une explication du monde qui explique ce que l'on nomme « guerre froide ». L'ancien OG du général Richter a ainsi été transformé en galerie des Nobel de la

paix, moins visitée, il faut l'avouer, que la galerie des batailles. Sur-tout, les responsables scientifiques du Mémorial - Denis Maréchal puis son successeur Claude Quérel, par ailleurs directeur du CNRS de Caen - ont voulu lui donner une dimension supplémentaire. Il a déjà édité une centaine d'ouvrages, pour la plupart destinés au grand public, mais aussi les comptes-rendus de colloques que le Mémorial organise, tel celui, récent, sur le procès de Nuremberg (*Le Monde* daté 5-6 novembre). Un autre se déroulera du 6 au 8 décembre sur le thème « le

retour à la guerre en Europe est-il une fatalité ? Les leçons du conflit yougoslave ». Le Mémorial accueille le public dans une médiathèque, forme des étudiants, en liaison avec l'université de Caen, entend instruire instituteurs, fonctionnaires et élèves-officiers sur le thème des droits de l'homme et veut développer un observatoire permanent sur les conflits d'aujourd'hui.

NI ARMES NI UNIFORMES

A Verdun, cette évolution est plus accentuée encore. On y retrouve Denis Maréchal, qui a investi l'ancien palais épiscopal dont l'extérieur et les structures ont été entièrement rénovés. Cet admirable bâtiment du XVIII^e siècle signé par Robert de Cotte domine la cité. Ce Centre mondial de la paix, des libertés et des droits de l'homme campe au milieu des lambris d'époque. Il peine à remplir les 10 000 m² qui lui ont été alloués. Guy-Claude François, décorateur de cinéma, a mis en scène un concept plutôt austère. Ici, pas d'armes, pas d'uniformes, pas de drapeaux, pas d'objets, mais d'énormes blocs de marbre fracturés à travers lesquels le visiteur circule pour regarder les écrans qui doivent l'initier à la paix et aux droits de l'homme, lui parlent de la nécessité des traités de l'ONU et des conflits actuels.

Rien n'évoque les combats de 1916, qui sont commémorés à Fleury et dans la citadelle de Verdun. En revanche une exposition du photographe l'instigateur évoque le conflit bosniaque. Une autre, organisée autour d'un matériel pédagogique utilisé en Alsace de 1870 à 1950, montre comment se forment les nationalismes. Le Centre est en relation avec Caen et Péronne, mais aussi avec l'Institut Anne-Frank à Amsterdam et l'Institut Nobel à Oslo. « Caen, Péronne et Verdun sont des exceptions, ce devrait être la règle, affirme Denis Maréchal. Il manque des lieux de réflexion sur la guerre. Le Centre de Verdun est le premier à échapper totalement à la fascination des combats. »

Philippe Dagen
et Emmanuel de Roux

NOSTALGIE PRÉSENTE

i muvri
La Musique de la Corse Antienne
à Bercy

Samedi 27 janvier 1996



Des lieux de communication et de promotion pour les régions

Les collectivités locales sont les premiers financeurs du « tourisme de la mémoire »

CES THÉÂTRES de la mémoire sont aussi des enjeux politiques et économiques. Tous ont été voulus et fondés par des hommes politiques enracinés dans leur ville et dans leur région qui en assurent la gestion et la croissance. Si l'Historial de Péronne a été conçu à grands frais, c'est aussi parce que le conseil général de la Somme, à l'initiative de son vice-président, Jacques Gromier (div. dr.), entend favoriser le développement du sud-est du département, jusque-là à l'écart des circuits touristiques. Le pari a été tenu : 66 000 visiteurs sont venus en 1993, 68 000 en 1994 et 57 000 de janvier à octobre 1995. Sa construction a coûté 95 millions de francs. Son budget annuel de fonctionnement est de 6,5 millions de francs, dont 3,6 millions versés par le conseil général et 2,9 millions provenant des entrées. Le fonctionnement de l'ensemble est assuré par vingt-trois salariés, pour la plupart originaires de Péronne, sous la direction de Thomas Compère-Morel, qui se définit lui-même comme celui qui doit « trouver l'équilibre entre la part scientifique et les exigences de gestion », qu'il compte améliorer en particulier par des expositions temporaires, telle celle consacrée à l'écrivain Ernst Jünger, « ancien combattant » de la Somme. Elle sera inaugurée le 20 novembre.

A Caen, dans une région infiniment plus touristique, 320 000 visi-

teurs ont découvert le Mémorial en 1993 et 620 000 en 1994 (date anniversaire du débarquement). Cette année on table sur plus de 400 000 entrées. Ce flux contribue évidemment à alimenter les ressources locales, même si les chiffres comprennent environ un tiers de visites scolaires. A en

sommes condamnés au développement ». L'ambition de Jacques Belin est de faire venir, chaque année, 500 000 visiteurs au Mémorial. Ce dernier est aussi pour la municipalité une formidable machine à communiquer : les hôtes de marque sont nombreux, présidents et chefs de gou-

Les ambitions de Caen

« Le Mémorial est un des piliers de la ville, au même titre que l'université, explique Jean-Marie Girault, sénateur (UDF), maire de Caen depuis 1970. D'ailleurs, des liens se sont très vite tissés entre les deux institutions. Mais, compte tenu de son succès, nous devons le développer encore. Mon but est de construire un nouveau bâtiment - environ 4 000 m² - qui pourrait accueillir l'Observatoire de la paix mais aussi un espace pour les expositions temporaires. »

Le coût de cette opération que le maire devrait présenter dans les semaines qui viennent au conseil municipal devrait tourner autour de 50 millions de francs, dont un tiers pourrait être financé par l'Union européenne, un tiers par la ville et un tiers par la région, le département et l'Etat. L'objectif est aussi de faire passer la durée de la visite, qui est actuellement de trois heures et demie à quatre heures à une journée entière. Avec les retombées que cela aurait sur le restaurant du Mémorial et ses espaces commerciaux (sa librairie en particulier).

croire Jacques Belin, responsable de la société d'économie mixte qui gère le Mémorial, « la consommation culturelle s'inscrit dans le cadre de la consommation générale. On est contraint d'innover de façon permanente pour faire venir de nouveaux visiteurs. Depuis l'ouverture du Mémorial, un tiers des es-

paces ont été modifiés. Nous venons des pays engagés dans la seconde guerre mondiale nn chefs spirituels, tel le dalaï-lama, dont la visite est annoncée pour le 2 décembre.

Le Mémorial a coûté 120 millions de francs et son budget de fonctionnement s'élève à 38 millions de francs en 1995, dont 6 mil-

lions de francs en 1993, dont 6 millions pour la partie culturelle et

scientifique. Le chiffre d'affaires devrait être de 30 millions de francs. Cette PME qui emploie 80 personnes a même dégagé des bénéfices l'an dernier, une année exceptionnelle, il est vrai. L'apport financier de la municipalité devrait se limiter, pour Jacques Belin comme pour le maire, au financement de la part culturelle. Le Centre mondial de la paix, beaucoup plus récent, se trouve, à Verdun, au centre d'un « bassin de visiteurs » de 500 000 personnes par an, attirées par les champs de bataille de la Meuse. Il n'en a capté pour l'instant que 20 000 - de juillet 94 à juillet 95, alors qu'il fonctionnait à pleine. Il compte surtout sur les scolaires puisqu'une auberge de jeunesse installée dans l'ancien séminaire attenant à l'archevêché dispose de soixante-dix lits. Elle attend des « classes de la paix » pour des séjours qui peuvent aller jusqu'à trois jours. Son budget annuel est de 1,5 million de francs par an. Le Mémorial emploie huit personnes. Pour Gérard Longuet (UDF), président du conseil régional de Lorraine, qui a beaucoup contribué à la réalisation du projet avec l'ancien maire de Verdun Jean-Louis Dumont (PS) et le sénateur de la Meuse, René Hermant (ind.), « c'est un équipement qui doit se développer sur vingt ans ».

Ph. D. et E. de R.

صبراً من الإلهام

« L'Opéra de quat'sous » de Georg Pabst ressort sur les écrans en version allemande et française

Inspiré de l'œuvre de Brecht, le film, interdit par les nazis, renvoie à l'inquiétude face aux intolérances

Longtemps absent des écrans, *L'Opéra de quat'sous*, de Georg Wilhelm Pabst, est projeté dans ses versions originales allemande et fran-

çaise, au moment où la pièce de Bertold Brecht est mise en scène à Chaillot. Né de la collabora-

tion tumultueuse du cinéaste et de l'auteur dra-

L'OPÉRA DE QUAT'SOUS. Film allemand de Georg Wilhelm Pabst (1931) en version allemande (1 h 53) et française (1 h 44).

L'histoire de *L'Opéra de quat'sous* (1931) est à peine moins sinieuse que la carrière cinématographique de Georg Wilhelm Pabst. A l'origine, le poète et fabuliste anglais John Gay signe avec *L'Opéra des gueux* (*Beggars Opera*, 1728) une parodie de l'opéra italien doublée d'une mordante satire politique. C'est un triomphe, comme le sera très exactement deux siècles plus tard, en 1928, l'adaptation qu'en donne Bertolt Brecht, sur la musique de Kurt Weill (*Die Dreigroschenoper*) : l'action est transplantée dans l'Angleterre victorienne, le propos a gagné en violence.

Les choses se gâtent lorsque Pabst - à l'initiative d'une coproduction germano-américaine - entend de l'adapter. Aux termes de son contrat, le dramaturge doit livrer un texte de base au scénario et conserve un droit de regard. Brecht en profite pour élaborer une mouture à la fois plus radicale et plus didactique. La rupture avec le cinéaste

ne se fait pas attendre. Au final, le film constitue un habile compromis entre le divertissement et le vitriolage, la trivialité et la poésie.

Mackie le surincurseur exerce de la noble profession de truand et de souteneur, sous la protection amicale du chef de la police Tiger Brown. Mais en séduisant et en épousant Polly, la fille de Peachum, industriel patron d'un empire de faux mendicants, Mackie s'expose tout à la fois à la vengeance de ce dernier et à celle de Jenny, une prostituée qui le trahira. Abandonné par Tiger Brown, victime du chantage de Peachum qui menace de lâcher son armée en guenilles lors du couronnement de la Reine, il est emprisonné.

Le film, pour peu qu'on le mette aujourd'hui en parallèle avec *M. le Maudit*, de Fritz Lang, sorti la même année et drainant des métaphores similaires, peut souffrir de la comparaison. Il demeure que son succès éclipsa celui de la pièce, et qu'à bien des égards il doit être considéré comme une œuvre-charnière. Du point de vue esthétique d'abord, parce qu'il constitue une synthèse unique entre l'atmosphère de l'expressionnisme naissant, l'ironie parodique de la Nouvelle Objectivité et l'intimisme réaliste du

Théâtre de chambre. Sur le plan technique ensuite dans la mesure où l'avènement du parlant, jusqu'à la mise au point du procédé du doublage, a suscité la brève prolifération des versions multiples d'un même film, tournées avec des acteurs nationaux différents.

COINCIDENCE SIGNIFICATIVE

Les studios allemands, particulièrement performants, se font en Europe une spécialité du genre, privilégiant avec succès les versions à destination de la France. On doit ainsi l'adaptation française de *L'Opéra de quat'sous* à Solange Busi, le texte des chansons de Weill à André Mauprey, tandis qu'Albert Préjean et Odette Florelle interprètent les rôles principaux, et qu'Antonin Artaud apparaît en faux mendiant.

C'est enfin, à l'évidence, une transition politique qu'illustre le film. Soit une métaphore de la déliquescence économique, sociale et spirituelle qui jettera bientôt la République de Weimar sous les bottes cloutées du national-socialisme. Sorti le 19 février 1931 en Allemagne, le film est d'ailleurs interdit par les nazis dès le 10 août 1933. En France, bloqué initialement par la censure, il n'est projeté au Studio des Ursu-

lines qu'en novembre 1931. Les coupures, finalement minimes, incitent les responsables de la salle à projeter simultanément les deux versions. De sorte que parmi toutes les raisons opportunes de programmer ce film aujourd'hui (redécouverte des deux versions, 110^e anniversaire de la naissance de Pabst, hommage de circonstance au couple Brecht/Weill...), on serait tenté de privilégier la plus apparemment aléatoire : le fait que le public verra cette œuvre dans les conditions qui furent celles de 1931.

Cette coïncidence en forme de retour aux années 30, trop de films récents ou à venir (*Land and Freedom*, de Ken Loach, *Fiesta*, de Pierre Boutron, sur la guerre d'Espagne ; *A propos de Nice, la suite*, en hommage engagé à Vigo ; et jusqu'au *Pouvoir des images*, de Ray Müller, sur Leni Riefenstahl) la renouvellent pour qu'on y voie un pur hasard. Chacun renvoie en effet à la question de l'engagement et de la responsabilité face à la gangrène totalitaire, et leur présence aujourd'hui sur nos écrans - dans une Europe de nouveau en proie à la crise et à l'intolérance - trahit, sinon une alarme explicite, du moins une diffuse inquiétude.

Jacques Mandelbaum

Marcel Bozonnet est la voix intime de « La Princesse de Clèves »

LA PRINCESSE DE CLÈVES, de M^{me} de La Fayette. Mise en scène et interprétation : Marcel Bozonnet. THÉÂTRE DES ARTS, place des Arts, 95 Cergy-Pontoise. Tél. : 30-30-33-33. RER ligne A, arrêt Cergy-Pontoise. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. 70 F, et 100 F. Jusqu'au 15 novembre.

Marcel Bozonnet, en ce mois de novembre, une fois accompli sa mission « diurne » de directeur du Conservatoire national d'art dramatique, s'en va jouer, le soir venu, dans la ville neuve de Cergy, le roman trois fois centenaire de M^{me} de La Fayette, *La Princesse de Clèves*. Dire seul un grand texte est l'une des sources vives du théâtre : les premières tragédies grecques furent, dans un premier temps, jouées par un seul acteur. En cette circonstance, Marcel Bozonnet s'est toujours montré d'un art aussi pur qu'accompli. Qu'il « joue » les pages de la Camille de La République de Platon ou une pièce récemment découverte de Raymond Roussel, il est comme un magicien qui se branche sur la voix intime de l'auteur, sur la conscience de ses paroles.

La Princesse de Clèves parut en 1678, et M^{me} de

La Fayette situe l'action un peu plus tôt, du temps de la Fronde. Marcel Bozonnet joue ces pages célèbres comme s'il était, en sa personne, un instrument ancien. Ancien, mais bien vivant, sans la moindre goutte d'ennui. Il chante le texte sans le chanter, il le danse sans le danser.

CONTEXTE PRESQUE ACTUEL

Superbement vêtu de soies d'or de l'époque, il est, plus qu'un acteur, une apparition, un « esprit », un diamant d'anachronisme, exquis, aérien, féérique, mais traversé de coups de vent noir, surtout lorsque le jeu presque grisant des lumières accentue, sous Marcel Bozonnet, son ombre, qui vole ou se pose telle un oiseau de proie, et rappelle les vers de *La Jeune Parque* de Valéry : « Mon ombre, la mobile et la souple moquette / De sa présence feinte effleurait sans effort / La terre où je fuyais cette légère mort ».

La Princesse de Clèves est souvent tenue pour « le premier en date des romans français ». C'est vrai et c'est faux. Faux, puisque de nombreux romans étaient parus auparavant, et M^{me} de La Fayette en était une lectrice passionnée. Vrai, puisque tous ces romans étaient de très longues histoires fabuleuses, invraisemblables, plus ou moins antiques, en six ou huit volumes, où s'entre-croisaient nombre d'autres histoires, alors que le roman de M^{me} de La Fayette est le premier roman « bref » (il a quand même quatre

minces tomes), le premier aussi qui pose la ligne essentielle d'un récit plausible dans un contexte historique presque actuel et rigoureusement exact.

Livre d'un mystère inépuisable, à la fois innocent et diabolique, d'une allure jeune et fraîche mais d'une construction infiniment recherchée. De très fines passes de courtoisie, de cruauté, sautant de Calais aux Pyrénées, de château en couvent, ou dans des pavillons en lisière de forêt. Des rencontres inattendues ont lieu chez un joaillier, chez un négociant de soie. Et les échanges les plus secrets, les drames de conscience les plus personnels, recroisent les agissements des rois, des ministres : n'oublions pas que, dans les dix années qui précèdent *La Princesse de Clèves*, viennent d'être données les tragédies de Racine, d'*Andromaque* (1667) à *Phèdre* (1677).

Tout ce qui concourt au jeu si détourné-direct de Marcel Bozonnet - poésie du costume, chorégraphie des mains, ors ou neiges de l'éclairage - est un enchantement. Jusqu'aux accès courts de musique, tantôt Antio Webern, tantôt un contemporain de l'action, rarement joué, Antoine Boessel (1586-1643), dont Marcel Bozonnet a enregistré, en cette occasion, un disque, avec l'ensemble Gradiva (chez Musidisc/Ades).

Michel Cournot

Les Arts déco ferment leurs portes en attendant une rénovation problématique

L'ÉCOLE nationale supérieure des arts décoratifs (Ensad) a fermé ses portes, mercredi 8 novembre, pour une durée indéterminée, sur décision de son directeur, Richard Peduzzi, en raison d'une succession d'incidents techniques qui ont provoqué l'arrêt du chauffage et des menaces de courts-circuits.

Dans son malheur, l'Ensad a toutefois de la chance. Conscients de l'état délabré et inadaptable des bâtiments de la rue d'Ulm, les trois derniers ministres de la culture ont en effet soutenu un projet de rénovation à la hauteur des ambitions pédagogiques affirmées par M. Peduzzi. Une partie des élèves a déjà trouvé refuge à la manufacture des Célestins, à Ivry, le temps de permettre une bonne organisation des travaux.

Entre-temps, un concours national a été organisé, d'où sont sortis lauréats l'architecte bordelais Arsène-Henry et le designer Philippe Starck. Un projet fort, architecturalement brillant, mais qui tranche dans ce quartier pourtant déjà sévèrement agressé depuis la guerre par des édifices assez peu sensibles à l'environnement.

Une première tranche de travaux, à l'angle de la rue Erasme, avait déjà apporté son lot de médiocrité à l'école elle-même, comme s'il fallait l'aligner sur la pauvreté architecturale des environs. Ces travaux auraient dû

permettre le raccordement avec l'ancien Institut de l'environnement, véritable ruine malgré son jeune âge et à l'emplacement duquel sera édifée l'extension nécessaire à l'Ensad.

Tout irait pour le mieux si le concours pour l'école s'était mis en avant un projet déconcertant pour qui n'aime que l'architecture à la petite semaine, et pour qui rêve de voir se reconstituer comme par enchantement le vieux quartier de la colline Sainte-Geneviève.

DÉFENSES EN TOUT GENRE

Or, pour réaliser ce projet, la destruction de l'Institut de l'environnement était nécessaire. On vit alors se dresser une armée de défenseurs du patrimoine moderne qui, sans manifestement aller vérifier sur place ce qu'il en était de l'édifice, évoquèrent le nom sacré de l'ingénieur Prouvé, qui avait en effet apporté en son temps son concours à cette construction. Conserver ce bâtiment dit « de Prouvé » aurait conduit à se lancer dans une entreprise de restauration coûteuse qui eût, à son tour, interdit la poursuite du projet de l'école. La raison l'emporta, et une belle dent creuse occupa à présent la place.

Mais voici qu'une nouvelle engagement de « défenseurs » du patrimoine arrive sur le terrain : un comité du quartier Mouffetard,

apparemment aveugle à l'hétérogénéité de cette partie du V^e arrondissement, attaque le projet Arsène-Henry-Starck avec des arguments que ne renierait pas le prince Charles, grand défenseur comme on sait, d'une architecture de tradition, là même où celle-ci n'a jamais existé.

C'est vers la procédure que se dirige ce comité, technique vers laquelle se tournent trop d'associations défendant parfois des intérêts individuels justifiés contre un intérêt général abusif, ou, comme ici, une position relevant du caprice.

Le comité du quartier Mouffetard, qui a sans doute bien des raisons de vouloir défendre le vieux V^e, et qui aurait sans doute de meilleures raisons d'exercer sa pugnacité, se lance dans une campagne proche de la désinformation en diffusant des montages du projet dans lesquels il mélange allégrement tous les genres. L'actuel bâtiment d'angle, plutôt disgracieux, est ainsi mis sur le même plan que le futur bâtiment de l'Ensad, les uns et les autres étant peints en symboles de restauration sans doute de rouge, le tout sans rapport avec les propositions d'Arsène-Henry.

Il est probable que les pouvoirs publics ne reviendront pas sur l'accord donné au projet. Il n'en reste pas moins que l'action désordonnée des organismes qui prétendent défendre, les uns l'ar-

chitecture du XX^e siècle, les autres une improbable urbanité, les troisièmes une batterie de marronniers, etc. encouragent une forme de dérive juridique à l'américaine. Dès qu'une demande de permis est déposée par un maître d'ouvrage, les riverains voient arriver des avocats prêts à plaider une cause. Dans la plupart des cas, les investisseurs préféreront « cracher au bassin » par avance pour éviter les retards et les inconvénients qu'entraîne toute procédure. Une bonne partie des projets parisiens que réclame la situation actuelle du logement se trouve ainsi bloquée par de discrets égoïsmes bien davantage que par le désintérêt de la Ville.

Frédéric Edelmann

■ **VENTES** : à New York, un Van Gogh a été adjugé 26 952 500 dollars, soit plus du double de son estimation, mercredi 8 novembre chez Sotheby's. Peint cinq semaines avant le suicide du peintre, le tableau, un *Sous-bois* estimé entre 8 et 10 millions de dollars, appartenait à un lot de quinze toiles provenant de la succession de l'avocat et producteur hollywoodien Joseph Hazen, et a été emporté par un acheteur anonyme. Jamais un Van Gogh n'avait été adjugé à un prix aussi élevé depuis la vente du *Portrait du Docteur Gachet*, qui avait atteint en 1990, avec 82,5 millions de dollars, le record des tableaux mis aux enchères.

NANTERRE
LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ SHAKESPEARE
NORDEY
(...) Nordrey peut être satisfait : sa poursuite n'a pas été vaine, beauté et nécessité du théâtre sont bien au rendez-vous de son spectacle (...) Libération
46.14.70.00 DU 7 NOVEMBRE AU 10 DÉCEMBRE
ÉCOUTEZ VOTRE

CHATELET
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

OPERA
8, 11, 13, 16 et 18 novembre, 19h30
Moses und Aron
Arnold Schoenberg
Opéra en trois actes inachevé
Nouvelle production
Christoph von Dohnányi, direction
Herbert Wernicke, mise en scène
Aage Haugland, Philip Langridge, ...
Cœur de la Philharmonie Slovaque,
Cœur du Théâtre du Châtelet
Philharmonia Orchestra
La Philharmonia Orchestra bénéficie du mécénat musical de River France

CONCERTS
21 novembre, 20h
Michael Gielen, direction
Laura Alkin, John Bröcheler, Chris Merritt
Cœur de la Radio de Berlin
Orchestre symphonique
de la Radio de Baden-Baden, Südwestfunk
Arnold Schoenberg
La Main heureuse
drame en musique en un acte
L'Echelle de Jacob
oratorio
en coréalisation avec le Festival d'Automne à Paris

CYCLE BRAHMS / SCHOENBERG
12 novembre, 17h
Quatuor Emerson, Emanuel Ax
14 novembre, 20h
Emanuel Ax, Young Uck Kim,
Tabea Zimmermann, Gary Hoffman
15 novembre, 20h
Emanuel Ax, Pamela Frank, Yo-Yo Ma,
Thomas Prevost, Paul Meyer
19 novembre, 17h
Emanuel Ax, Michel Dalberto

Location
40 28 28 40
MAIRIE DE PARIS

ATTRIBUTION DE LA BOURSE D'ETUDES
„Ernst Jünger“ PAR LE PRÉSIDENT DES MINISTRES
DU BADE-WURTEMBERG

Le président des ministres du Bade-Wurtemberg a créé une bourse d'études pour les scientifiques, qui travaillent sur les recherches dans le domaine de la littérature et de l'histoire européenne, en considération particulière d'Ernst Jünger.

La bourse d'études Ernst Jünger, dont le statut a été publié dans le journal officiel du Bade-Wurtemberg le 06.11.1995, sera attribuée pour la première fois le 29.03.1996. Elle consiste en un montant de DM 20.000,-. De plus, une chambre d'hôte sera mise à disposition pendant 9 mois à la maison collégiale de l'archiviste allemand de littérature à Marbach sur le Neckar.

Des candidatures peuvent être présentées par des scientifiques des lettres, particulièrement ceux des domaines sciences linguistiques, littéraires, historiques ou sociologiques. Une promotion ou une qualification académique comparable est exigée.

Une présentation de la carrière scientifique, une liste des publications ainsi qu'une description détaillée du projet envisagé, qui doit être réalisé avec la bourse, devront être joints à la candidature. Comme résultat de la bourse, une publication autonome est attendue dans les trois ans.

Un jury décide de l'attribution.

Veuillez adresser vos candidatures avant le 15. Décembre 1995 (date du timbre de poste) à :

Direktor des Deutschen Literaturarchivs
Herrn Dr. Ulrich Ott
Postfach 11 62
D - 71666 Marbach

Le premier album du trio Solal-Erskine-Johnson

Mise au point en club, l'association se sort sans peine de l'épreuve du studio

AU CHRONIQUEUR DE DISQUES, on demande souvent pourquoi il n'est pas plus critique, pourquoi il recommande tout avec la même joie. C'est que dans l'abondance infernale des publications et resucées, le nombre n'oblige. Les vérités s'attardent tout dans le mensonge. On veut bien pondérer les goûts et les nécessités, pondérer les désirs (pondérer les désirs... quelle besogne !) et l'âge du capitaine, et puis sort un disque de Martial Solal. Bien.

Solal, dans la courbe d'une vie qui n'a connu que des actes remarquables mais sans succès publics (quand on songe à ceux qui aiment la musique au point d'en acheter le spectacle ou la petite reproduction à prix d'or, fins, déliés, cultivés en diable, et qui seront, à la fin du siècle, passés à côté de Solal, n'en est pas d'une espèce de peine pour l'espèce humaine, on n'a rien de prosélyte, mais on est triste). Solal donc se produit en trio - dont la formule fut mise généralement au point en public, au New Morning -, enregistre en trio. Les sommets de son triangle (insécable) sont Peter Erskine et Marc Johnson, autant dire, de vingt ou trente ans plus jeunes que lui (mais, s'il vous plaît, laissez un instant tomber cette affaire de l'âge qui n'y fait rien), autant dire le meilleur batteur et le meilleur bassiste américains de leur

catégorie. Tous les grands bassistes, tous les grands batteurs voudraient jouer avec Solal. Et les autres, dooc, vnuu, mmi : encore faut-il le mériter. Pourquoi croyez-vous que Solal joue si souvent en duo avec Portal ?

UN JAZZ QUI A QUELQUE CHOSE À DIRE

Outre sa très aimable intransigeance, Martial Solal a trois vertus : la mobilité de l'intelligence (rare), le goût exhaustif du piano (plus rare encore : 88 touches, le toucher, le savoir), la connaissance parfaite de l'histoire du jazz en fin (et de toutes les musiques... Laissons-là, s'il vous plaît, ces aberrations). Solal prend à chaque fois trois risques : la mise en jeu de son intelligence, l'exploration totale du clavier et l'inventaire sans limites qui prétend les dépasser. On peut s'en faire une idée tous les dimanches vers 17 heures, où France-Musique lui demande d'improviser en public, lui ou ceux qui suivent sa trace (Manuel Rocheman, par exemple). L'aventure en trio exige des compagnons exceptionnels. Ici, c'est plus que le cas. On ne va pas détailler les épisodes, mais l'anticipation de Peter Erskine sur les rythmes, et les interventions de Marc Johnson (dont le son en ensemble n'est pas toujours parfaitement restitué) viennent largement au-dessus de l'admiration. La question n'est d'ailleurs

pas là. La question est qu'il y a une musique dans les mains, que ces mains sont celles de l'intelligence, que l'on oublie la virtuosité et cet épuisant « bien-jouer » qui brise la musique. On se demande parfois si le jazz, hors de son autocélébration hâtivement reconnue, a encore quelque chose à dire en ce monde. On en vient à se demander si Solal, si seul dans un monde de fantômes, peut infléchir à lui seul la trajectoire des possibles, et voilà qu'il se lance en trio, comme s'il jouait du jazz, comme s'il avait encore du jazz à jouer, comme s'il pouvait.

Et c'est le recueil le plus frais, le plus vif, le plus cassant qu'on puisse entendre. Si Solal avait vingt ans, on serait éperdu, sidéré, angoissé pour les autres. Comme il a son âge en jazz et dans la vie, on est simplement reconnaissant. Reconnaissons que la musique existe et que des humains perplexes veulent la rejoindre à ce point d'incandescence. L'amour de la musique porté à ce degré (Solal), ainsi servi (Erskine, Johnson), ne peut que reconforter. « Reconforter » est bête. L'amour de la musique fait aimer.

Francis Marmande

★ Triangle : 1 CD JMS 186 74-2.

JAZZ

FRED FRITH
Middle of the Moment

EN 1990, Nicholas Humbert et Werner Penzel filmèrent, sous le titre *Steps Across the Border*, une sorte de portrait-bilan provisoire du guitariste et compositeur britannique Fred Frith. Un disque, sous le même titre, répondait aux images. Aujourd'hui, Frith prend l'initiative d'être l'illustrateur sonore d'un nouveau film du même duo avec *Middle of the Moment*. Il y pratique un mélange de matières

sonores entre ses instruments - violon, contrebasse, percussions, guitares préparées -, ceux de quelques musiciens et des bruits-événements : l'appel à la prière, le cri du chacal, un chant touareg, le vent, l'eau, le train qui roule vers Tanger... Les rythmes viennent des éléments non instrumentaux, des voix émergent d'un ailleurs paisible, les mélodies se font fugitives, simples et belles comme l'imagination. Rien d'expérimental ici, rien de vraiment balisé non plus. Fred Frith agit presque comme ethnologue, décrivant des groupes humains au travers de compositions qui reflètent son esprit nomade.

★ 1 CD Rec Rec Music RecDec60. Distribué par Polygram International.

CLASSIQUE

FEDERICO MOMPOU
Musica Callada, Livres 1 à 4
Herbert Henck (piano)

COMME FRÉDÉRIC CHOPIN, Federico Mompou n'a quasiment écrit que pour le piano. Catalan, il a vécu de nombreuses années à Paris et a développé, en la jouant lui-même (une intégrale existe chez Eosayo), une production pianistique qui oscille entre une hispanité assez affichée (le cycle des *Chansons et danses*) et une expression presque abstraite et dé-

sincarnée dont *Musica callada* (1959-1974) est un parfait exemple.

Ce titre est intraduisible, mais fait référence à saint Jean de la Croix qui parle d'une musique « qui serait la voix même du silence ». Jeu subtil de résonances, grains divers, échos et cloches, tout cet appareillage sonore mérite un poète aux goûts un peu excentriques. Herbert Henck, qui a enregistré aussi bien les *Klaviersstücke* de Stockhausen que *Les Heures persanes* de Charles Koechlin (autre cycle méconnu, disponible chez Wergo), est certainement l'homme de la situation. Livret et design impeccables comme toujours chez ECM. R. Ma

★ 1 CD ECM Polygram 1573.

JAN DISMAS ZELENSKA

Sonates pour deux hautbois et basse avec basse continue obligée
Ensemble Zefiro

VOICI LE DEUXIÈME VOLET des sonates que l'Ensemble Zefiro consacre au musicien bohémien Jan Dismas Zelenka. D'une date de composition incertaine, elles jalonnent l'ascension du musicien à la cour de Dresde comme auprès de l'empereur Charles VI. Le compositeur s'affirme par sa musique sacrée et un savoir-faire d'instrumentiste rare. On retrouve dans ces pièces, d'un genre classique n'a la formation retenue n'est pas originale, la marque du maître : si l'expressivité comme les possibilités techniques des instruments sont admirablement employées, Zelenka perturbe le modèle de la sonata da chiesa, dilate les mouvements vifs et donne une ampleur nouvelle aux thèmes. L'Ensemble Zefiro souligne toutes les intentions : le jeu savant des timbres (hautbois fruités et basse malicieuse), d'une très juste restitution et d'un équilibre exemplaire, les attaques incisives et nettes, qui rendent justice à l'invention rythmique du compositeur. Éclats chatoyants pour un somptueux moment de grâce aussi mélancolique qu'allégre et qui mérite d'être le cercle des initiés.

Ph.-J. C.

★ 1 CD Astrée-Aurville E 8563.

ROCK

SPAIN
The Blue Moods of Spain

UNE CHANSON qui s'étire le fait rarement avec tact. Les titres de *The Blue Moods of Spain* oscillent entre cinq et quatorze minutes, pourtant tous brillent par leur sobriété. Josh Haden, leader de Spain - croisement envoûtant de Television (pour la limpidité tranchante) et des Cowboy Junkies (pour la sensuelle lenteur) -, est le fils de Charlie Haden, l'un des grands contrebassistes de jazz. Une filiation discrète, si ce n'est, peut-être, dans le goût des silences et de la précision.

S. D.

★ 1 CD Restless 772910-2. Distribué par MIA.

PULP
Different Class

DIX ANS EN MARGE de la scène rock anglaise ont laissé le temps à Jarvis Cocker de façonner, avec Pulp, un univers à lui autre pareil. Dans sa chambre, il a rêvé au destin de pop star et s'est constitué une culture encyclopédique, de Leonard Cohen à Brel en passant par les plaisirs pervers du disco et du *easy listening*. Dans les rues, il a observé le quotidien de la société britannique. Dans un pays qui raffole de ce moment des groupes qui le décrivent, Jarvis est enfin devenu un porte-parole. D'abord intimes et coeurs, les albums de Pulp s'enregistrent aujourd'hui en technicolor. *Different Class* enchaîne des morceaux au déroulement quasi cinématographique. Avec une grandiloquence qui assume sa part de sublime comme de ridicule, Jarvis incarne brillamment des personnages aux désirs touchants et pathétiques. Féroce et drôle et attachantes, ces chansons aux mélodies imparables sont aussi des grands moments de pop music.

S. D.

★ 1 CD Island CD 8041/524165-2. Distribué par Polygram.

MUSIQUE DU MONDE

SIMENTERA
Rais

QUAND LES MUSIQUES du continent noir marquaient de leur sceau les années 80, pas la moindre note ne nous parvenait du Cap-Vert, situé à 500 kilomètres seulement des côtes de Dakar. Les temps changent. La musique de cet archipel finit enfin par s'imposer grâce à Cesária Évora. Avec son ineffable *morna*, ce chant vague à l'âme qu'elle appelle le *blues*, l'humble et délicate diva a subjugué des milliers de personnes à travers le monde. Depuis, d'autres ambassadeurs de la musique cap-verdienne se sont révélés tels Finaçon, Bana, Ban, Celina Pereira, Titina, Os Tubarões ou Teófilo Chantre. Aujourd'hui, voici Simentera, né il y a trois ans, et dont le premier album est une généreuse source vive d'où s'échappent d'exquises mélodies et de lumineuses harmonies vocales. Composé de dix musiciens-chanteurs, Simentera crée une musique acoustique éminemment sensuelle, tissée de langues nostalgiques et chante des textes embusés d'une sourde mélancolie. On ne résiste pas à l'élégance de leur délicate palette musicale qui porte les traces des anciens colons portugais, évoque les couleurs du Brésil et vibre des rythmes de la voisine Afrique.

R. La

★ 1 CD Lusitania Mélodie 70588 2.

ABDELLI
New Moon

NOUVEAU PENSIONNAIRE de la maison Real World, fondée par Peter Gabriel, Abdelli est né à Bejaïa, en Algérie. Une nuit de son enfance, un rêve prémoniteur l'envahit. Iger Bouchem, illustre musicien kabyle du début du XX^e siècle, offre à Abdelli son instrument, et lui demande de devenir le messager de la culture kabyle. Ce rêve laisse en lui une empreinte durable. Aujourd'hui, tout en s'accrochant d'une mandoline, la voix douce et lancinante, il chante l'âme de son peuple. Son message embrasse cependant un champ beaucoup plus large. Abdelli navigue volontiers vers d'autres cultures opprimées, marginalisées. A Bruxelles, où il vit depuis près de dix ans, il s'entoure de musiciens partageant le même voyage que lui, des Latino-Américains par exemple (Claudio Toro, Juan Antonio Caffero, Manolo Acuña...). Dans sa musique se croisent ainsi bendir, darbuka et maracas. Se démarquant d'Idris, figure emblématique de la chanson kabyle, Abdelli opte pour la chaleur et la chair de l'acoustique. Rompu à l'art de la métaphore, il écrit des textes d'une élégance et d'une subtilité poétique.

R. La

★ 1 CD Real World Virgin CDW 54.

Le Monde
DE L'ÉDUCATION
Mensuel / n° 231 Novembre / 35 F

S'EN SORTIR PAR L'ÉCOLE

PALMARES DES IUT

NOUVEAU

Les résultats par spécialité
Comment bien choisir son établissement
et présenter sa candidature
Le guide des études
Les spécialisations de 3^e année
L'insertion professionnelle
et les salaires des débutants

35 F

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

UTOPIA TRIUMPHANS
LA GRANDE POLYPHONIE DE LA RENAISSANCE
Œuvres de Tallis, Porta, Desprez, Ockeghem, Manchicourt, Gabrieli, Striggio.
Huelgas Ensemble, Paul Van Nevel (direction)

IL EST DES DISQUES qui ressemblent à des essais, entendent des modèles de réflexion critique, d'intention novatrice et de rapprochements éclairants. Sony nous avait déjà proposé sous la baguette d'Abbado deux parcours inattendus à travers le thème de Prométhée contre littérature et musique (SK 53978) et la figure d'Hélène (SK 53975), suggestifs mais finalement convaincants. Toutes les réserves tombent devant l'intelligence du programme que propose aujourd'hui le Huelgas Ensemble. Le XV^e siècle polyphonique est fasciné par les combinaisons extrêmes, les entrelacs vertigineux, défi et expérience, qui disent la quête de l'utopie comme harmonie suprême. Lieu de bonheur à l'adresse illustre, l'*Utopia* - baptisée par Thomas More en 1516 (et non 1576 comme l'affirme le livret, d'une tradition précieuse au demeurant) - est un mirage extatique où l'architecture mathématique a sa part pinonnière de magie. Jeu captivant sur les plans et les effets, novants comme la lumière, bientôt relayée avec Gabrieli par une option plus dramatique, expérience vécue du texte. Tentation insistante, l'augmentation du nombre de voix approfondit la perspective et la plasticité. Encadrant des partitions parfaitement choisies, jusqu'à la « pause » du *Laudate Dominum* de Manchicourt, à six voix seulement, exemple en contrepoint d'une norme que la surecôte peut faire oublier, le célébrissime *Sperni in altum*, motet à quarante voix de Thomas Tallis, répond à l'*Ecce beatum lucem* de Striggio, subjuguant l'Angleterre de 1567, provoquant une émulation malicieuse rarement soulignée. Même effectif, même tonalité : la confrontation est passionnante, et comme l'interprétation est admirable, le rendez-vous de l'esprit devient un bonheur d'esthète.

Ph.-J. C.
★ 1 CD Sony « Vivarte » SK 66 281.

Du 3 au 25 novembre
Première en région parisienne

L'IDIOT
Dostoïevski

mise en scène
JOËL JOUANNEAU

LES GEMEAUX
SCÈNE NATIONALE
Scènes - Bourg-la-Reine
(1) 46 61 36 67

ÉCOUTEZ VOIR

l'Opéra de quat'sous
Berthold Brecht / Kurt Weill
Charles Tordjman

avec Jean Ybar
novembre 2 décembre 1995
location 4 27 81 15

France Inter

ÉCOUTEZ VOIR

صلى الله عليه وسلم

L'Allemagne par August Sander

Une rétrospective en 195 photographies originales



CETTE EXPOSITION est un événement puisqu'elle présente, avec uniquement des épreuves originales, le parcours du plus grand des photographes allemands. August Sander (1876-1964) a recensé, dans une œuvre gigantesque, les différentes classes sociales de la société germanique au XX^e siècle : paysans, ouvriers, bourgeois, politiciens, professions libérales, aristocrates, artistes, révolutionnaires. Ses prises de vue « objectives », souvent frontales, en font un des grands maîtres du portrait social, qui a saisi la montée du nazisme et dont l'influence

a été déterminante pour de nombreux photographes.

★ « August Sander, rétrospective », Centre national de la photographie, hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 janvier. Tél. : 53-76-12-32. ★ « August Sander et Cologne, un photographe et sa ville », Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, Paris-16^e. Ouvert du lundi au vendredi de 10 heures à 20 heures. Tél. : 44-43-92-30. Jusqu'au 31 janvier 1996.

UNE SOIRÉE À PARIS

Radiohead

Si ses accents lyriques suggèrent que ce groupe anglais marche sur les traces de U2, Radiohead met une intensité toute personnelle à élaborer des chansons qui marient nervosité électrique et humeurs vaporeuses.

Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. M^o Bastille. 20 heures, le 10. Tél. : 47-00-57-59. 120 F.

Roadrunners

Sur la route étroite du classicisme anglophile, ces rockers normands ont tracé leur chemin avec l'énergie de bêtes de scène et la finesse de vrais mélodistes. Depuis *Sales Figures*, leur excellent dernier album, le groupe a décidé de ne plus dédaigner la langue de Brasseurs.

Bataclan, 50, bd Voltaire, Paris 11^e. M^o Voltaire. 20 h 30, le 10. Tél. : 47-00-55-22. 90 F.

Gérard Sircusa

Percussionniste, batteur, rhapsode de mondes sonores, Gérard Sircusa conduit une résidence d'artistes à Argenteuil qui l'a amené à faire rencontrer à des stagiaires comme au public son univers fantasque et poétique. On le retrouvera dans trois de ses pratiques : *Titchak*, composition pour une chorégraphie de Keiko

Sainthorant avec une vingtaine de jeunes élèves en percussion et danse de la ville ; *Multipercussif*, exploration avec des stagiaires en percussion ; *Le Bûcher des silences*, un sextette singulier où vieilles à rupe et clarinettes répondent à l'accordéon ou le tambourin dans un enchevêtrement subtil de jazz, de tradition et de musique contemporaine.

Salle Jean-Vilar, 9, bd Héloïse, 95 Argenteuil. SNCF Argenteuil, RER C Argenteuil. 20 h 30, le 10. Tél. : 34-23-44-70. 30 F.

Terre brûlée

de Sidonie Rochon et Paolo Calzolari La chorégraphe Sidonie Rochon, en résidence à La Ferme du Buisson, a décidé pour la première fois d'ouvrir son travail à un autre artiste. Le minimaliste Paolo Calzolari a participé à toutes les étapes de la création, y compris à la sélection des danseurs. Danse et arts plastiques étroitement mêlés : c'est la singularité d'une programmation mise au point par Anita Mathieu.

La Ferme du Buisson, allée de la Ferme, Noisiel, 77 Marne-la-Vallée. 21 heures, les 9, 10 et 11 novembre. Tél. : 64-62-77-00. De 70 F à 120 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

APOLLO 13

Film américain de Ron Howard, avec Tom Hanks, Kevin Bacon, Bill Paxton, Gary Sinise, Ed Harris (1 h 20). VO : UGC Ciné-cité Les Halles, Dolby, 1^{re} (36-68-68-58) ; 14-Juillet Odéon, Dolby, 6^e (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Publicis Saint-Germain, Dolby, 6^e (36-68-75-55) ; UGC Montparnasse, Dolby, 6^e (36-68-70-14) ; 36-68-70-14) ; Gaumont Méricourt, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra France, Dolby, 9^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, Dolby, 13^e (36-68-75-12) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Kinopanorama, Dolby, 15^e (43-06-50-50) ; 36-68-75-15) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

VF : Rex, Dolby, 2^e (36-68-70-23) ; Bretagne, Dolby, 6^e (36-68-70-37) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, Dolby, 9^e (47-42-55-31) ; 36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12^e (36-68-62-33) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 17^e (36-68-31-34).

RÉGION

Une sélection musique, danse, théâtre, art et cinéma en région

MUSIQUE CLASSIQUE

BORDEAUX
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine
Hindemith : *Nobilissima Visione*, *Mathis der Maler*. Schumann : *Concerto pour piano et orchestre*. Evgeny Kissin (piano), Jan Lethem-Koenig (direction).
Palais des sports, place Ferme-de-Richemont, 33 Bordeaux. 20 h 30, les 13 et 14. Tél. : 56-48-58-54. 100 F.

COMPIEGNE
Curlaw River, Dido and Aeneas (De Britten et Purcell). Nigel Robson (la Folie), Geoffrey Dorton (le Passant), Josik Koc (le Voyageur), René Linnenbank (l'Abbé), Marie Angel (Didon), Sally Harrison (Belinda), Mark Milhofer (le Merle), Endymion Ensemble, Nicholas Kok (direction), David Freeman (mise en scène).
Théâtre français de la musique, 9, rue Othenin, 60 Compiègne. 19 h 30, le 11. 17 h 30, le 12. Tél. : 05-03-13-46.

LILLE
Orchestre de Paris
Bartok : *Musique pour cordes, percussions et céleste*, *Le Chateau de Barbe-Bleue*. Julia Varady (soprano), Lucio Polgar (basse), Georg Solli (direction).
Opéra, place du Théâtre, 59 Lille. 18 h 30, le 17. Tél. : 20-55-49-61. Orchestre national de Lille
Schumann : *Concerto pour piano et orchestre*. Op. 54. Tcheikovski : *Symphonie n° 6*, « Pathétique ». Evgeny Kissin (piano), Jean-Claude Casadesu (direction).
Le Nouveau Siècle, 20, rue du Nouveau-Siècle, 59 Lille. 20 h 30, le 17 ; 18 h 30, le 18. Tél. : 20-12-82-40. De 110 F à 140 F.

MARSEILLE
Radu Lupu (piano)
Beethoven : *Sonates pour piano*. Op. 10 n° 1, 2 et 3. Schubert : *Sonette pour piano*. Op. 42.
Opéra, 2, rue Molère, 13 Marseille. 20 h 30, le 17. Tél. : 91-55-00-70. De 45 F à 150 F.

MÉRIGNAC
La Flûte enchantée
de Mozart, Alain Gabriel (Tamino), Inge Dreisig (Pamina), Mathieu Lacroix (Papageno), Sylvie Bertho (Papagena), Sylvie Langlois (le Reine de la nuit), Renaud Delagüe (Sarastro), Patrick Mironi (l'Orateur), Pascal Sauzy (Monostatos). Opéra éclairé, Stéphane Denève (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).
Espace culturel du Pin-Galant, 34, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 33 Mérignac. 20 h 30, le 16. Tél. : 56-82-82-82. De 120 F à 160 F.

MULHOUSE
Lucie di Lammermoor
de Donizetti. Sumi Jo (Lucia), Jean-Pierre Furlan (Edgardo), Ettore Klim (Enrico), René Schirrer (Reimondo), Chœurs de l'Opéra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Giuliano Carella (direction), Renate Ackermann (mise en scène).
Le Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. 15 heures, le 12 ; 20 h 30, le 14. Tél. : 89-36-28-28.

NICE
Elektra
de R. Strauss. Gwyneth Jones (Elektra), Ruthild Engert (Clytemnestre), Clarry Bartha (Chrysothemis), Kru Skrene (Orestes), Michael Pöbst (Egiste), Chœur de l'Opéra de Nice, Orchestre philharmonique de Nice, Klaus Weise (direction), Andrei Serban (mise en scène).
Acropolis, place Kennedy, 06 Nice. 20 heures, les 16 et 22 ; 14 h 30, le 19. Tél. : 93-85-67-31. De 120 F à 300 F.

JAZZ
NEVERS
Le Jazz
Le Jazz de Nevers recueille pour sa neuvième édition l'attention de l'italien Gian Luigi Trovati, le Big Band de George Russell, le quintette de Steve Argüelles

La SFP tempête contre les menaces qui pèsent sur son avenir

A la veille de sa privatisation, la Société française de production explique dans un document adressé aux parlementaires les problèmes structurels qui l'empêchent d'être viable sur le plan économique

MICHEL BASSI, PDG de la Société française de production (SFP), a le sens politique. Profitant du climat de suspicion qui règne actuellement autour des relations financières entre France 2 et une série de producteurs-animateurs (Nagui, Arthur, Michel Drucker...) (*Le Monde* du 5-6 novembre), la SFP a cherché à alerter les pouvoirs publics sur les « menaces qui pèsent sur son avenir ». Elle a donc fait circuler auprès des membres de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, un document d'une bonne cinquantaine de pages dans lequel elle dresse un tableau très critique du « système de production » français et des « coûteuses concurrence » internes au secteur public.

Ce document a été rédigé à la veille d'une échéance importante : la publication par le gouvernement des modalités de la privatisation de la SFP, entreprise publique dont la situation financière est plus que précaire. Ce vestige de l'ORTF ne veut pas qu'on le juge « sur des faits ou chiffres tronqués, lorsqu'ils ne sont pas simplement dissimulés ». Trois séries de problèmes lui paraissent de nature à préciser de manière structurelle son fonctionnement : les délocalisations de tournages en dehors du territoire français, les concurrences qui existent au sein même du secteur public et les subventions déguisées.

Pour ce qui est des délocalisa-

tions, l'évidence est là : de plus en plus de fictions audiovisuelles et cinématographiques se tournent en Pologne, en Tchécoslovaquie ou les tarifs des prestations techniques (décor, figurant, personnel de tournage...) sont trois fois moins chers à ceux pratiqués en France et quatre fois inférieurs à ceux pratiqués par la SFP. Michel Bassi fait remarquer que le système français des aides à la production que gère le Centre national de la cinématographie (CNC) n'est pas suffisant pour contrer les avantages financiers du tournage à l'étranger. La SFP demande donc une refonte des aides et un soutien des chaînes publiques.

Le problème de la concurrence interne au secteur public n'est pas moins intéressant. Des entreprises du secteur public entretiennent et développent des équipements qui entrent en concurrence directe avec ceux de la SFP. La Française des Jeux, France 2, La Cinquième ont leurs propres plateaux de tournage qui laissent ceux de la SFP à Bry-sur-Marne inoccupés. VT Com (filiale de France Télécom) développe des capacités de tournage et de postproduction qui concurrencent également ceux de la SFP. Les diffuseurs sont également tentés de développer un

appareil de production interne.

France 3, avec son appareil de production en région et ses vidéocars est largement citée, ainsi que VT Com et Voltaire Images (groupe France Télécom), qui réalisent des prestations techniques. Dans le cas des sociétés de production fondées et dirigées par des animateurs, ce sont des fonds publics qui servent à financer l'entrée sur le marché d'outils de production privés.

Le dernier point de l'argumentation de la SFP fait resurgir le problème du régime d'indemnisation des salariés intermittents du spectacle - que la collectivité française a financé à hauteur de 2 milliards de francs en 1994. Ce système d'assurance-chômage « unique au monde » - et sur lequel repose l'ensemble de la production audiovisuelle et cinématographique - a pour mérite d'assurer aux professionnels du spectacle (comédiens, techniciens de télévision et de cinéma...) un revenu régulier à partir du moment où ils ont travaillé 507 heures par an (soit l'équivalent de trois mois). La SFP (qui ne cotise pas au régime d'assurance-chômage) mais qui emploie des travailleurs permanents, souffre donc d'un système d'indemnisation qui permet à des producteurs privés d'adapter en permanence leurs effectifs à leurs besoins. Et surtout de pratiquer des tarifs inférieurs de 20 % à 30 % à ceux de la SFP.

Yves Mamou

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Le manifeste de Michel Bassi ne serait donc qu'un chant du cygne ? En fin politique, celui-ci sait que l'irrationnel n'est jamais absent des luttes de pouvoir. Habilement, il tente donc de canaliser en sa faveur, le goût de fronde qui anime actuellement certaines franges de la majorité parlementaire. Mais pour être plus convaincant, ce texte aurait dû, toutefois, choisir de moins biaiser avec les faits. Les « cas d'école » qui émaillent l'argumentaire de la SFP et qui mettent en cause des sociétés de production privées reposent souvent sur une présentation lacunaire, voire trompeuse. D'autre part, les pesanteurs propres à la SFP - un syndicalisme rigide, une convention col-

lective coûteuse et largement inadaptée à un secteur déréglé - ne sont jamais évoquées.

Reste que le document de la SFP n'est pas dénué de mérite. Il rappelle en effet qu'en cette période de rigueur, le désordre et le gaspillage ne peuvent plus être longtemps tolérés : les investissements techniques désordonnés de certains diffuseurs publics ou le régime d'indemnisation des intermittents du spectacle qui ponctionne l'ensemble des salariés pour permettre à une minorité de vivre en marge des risques du chômage pourraient, la SFP a raison, faire l'objet - au moins - d'une réflexion.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Le manifeste de Michel Bassi ne serait donc qu'un chant du cygne ? En fin politique, celui-ci sait que l'irrationnel n'est jamais absent des luttes de pouvoir. Habilement, il tente donc de canaliser en sa faveur, le goût de fronde qui anime actuellement certaines franges de la majorité parlementaire. Mais pour être plus convaincant, ce texte aurait dû, toutefois, choisir de moins biaiser avec les faits. Les « cas d'école » qui émaillent l'argumentaire de la SFP et qui mettent en cause des sociétés de production privées reposent souvent sur une présentation lacunaire, voire trompeuse. D'autre part, les pesanteurs propres à la SFP - un syndicalisme rigide, une convention col-

lective coûteuse et largement inadaptée à un secteur déréglé - ne sont jamais évoquées.

Reste que le document de la SFP n'est pas dénué de mérite. Il rappelle en effet qu'en cette période de rigueur, le désordre et le gaspillage ne peuvent plus être longtemps tolérés : les investissements techniques désordonnés de certains diffuseurs publics ou le régime d'indemnisation des intermittents du spectacle qui ponctionne l'ensemble des salariés pour permettre à une minorité de vivre en marge des risques du chômage pourraient, la SFP a raison, faire l'objet - au moins - d'une réflexion.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Y. M.

Les passionnés de rugby retrouvent leurs duettistes

Pierre Salviac et Pierre Albadejo sont de retour à l'antenne de France 2 à l'occasion de la rencontre entre l'équipe de France et celle de Nouvelle-Zélande

PIERRE SALVIAC est un homme heureux. Eloigné des caméras et des micros depuis la finale du challenge Yves-du-Manoir, dimanche 14 mai, le commentateur effectue son retour à l'écran à l'occasion du premier test-match entre la France et l'Angleterre. Profitant de l'intervalle entre ces deux rencontres, l'alter ego de Pierre Albadejo, depuis douze ans, a opéré un spectaculaire réajustement. Parti commentateur, Pierre Salviac revient avec les titres d'adjoint au directeur de la rédaction de France 2 et de rédacteur en chef du magazine sportif Stage 2.

Ces quelques mois d'éclipse forcée ont été parfois difficiles à vivre. Mûs en cause et interdit de vestiaires par Pierre Berbizier, ancien sélectionneur de l'équipe de France, Pierre Salviac a dû aussi suivre la Coupe du monde de rugby devant son poste de télévision. Sur TF1 et Canal Plus, les deux concurrents de France 2. Par pudeur il ne souhaite pas évoquer ces épisodes : « C'est du passé, la page est tournée ».

Aujourd'hui, le commentateur savoure sa revanche et ne regrette pas la compétition avec TF1. « Avant on disait, Albadejo et Salviac formaient le meilleur tandem de commentateurs du rugby parce qu'ils sont seuls. Aujourd'hui, après l'expérience de la Une, les mêmes nous disent : vous êtes les meilleurs parce qu'on a vu la différence. » Sacré, selon lui, « tandem de référence par la France profonde du rugby », Pierre Salviac juge en professionnel les prestations de la chaîne cryptée et



de TF1 pendant la Coupe du monde. « J'ai pensé que les gens de Canal Plus avaient bien travaillé. Complètement pour les uns, volée de bois vert pour les autres : « La Une avait dit : vous allez voir la meilleure télévision du monde ! J'ai regardé et j'ai vu ce qu'il ne fallait pas faire. »

Pour son retour à l'antenne, Pierre Salviac n'entend pas bouleverser ses habitudes : « Ce n'est pas après douze ans de vie commune avec Bala (surnom de Pierre Albadejo) qu'on va changer notre méthode. » Le commentateur n'impose qu'une ligne de conduite à ses collaborateurs : « Mettez-vous au service du jeu, ne mettez pas le jeu à votre

service. » A l'antenne, pendant les matches, il n'y aura pas « d'escalade de l'image pour l'image, pas d'incessants changements de plans ». En revanche, « les caméras dissociées, les loupes qui suivent un seul joueur » seront utilisées pendant les arrêts de jeu.

Au style de réalisation inauguré par Canal Plus à l'occasion des rencontres de football, Pierre Salviac préfère une sobriété plus conforme, selon lui, à la tradition du rugby : « On peut faire une réalisation talentueuse sans sacrifier le jeu. » A son avis, France 2 doit réaffirmer son identité de « télévision au service du jeu et non pas au service des trans-

formations du jeu. » Selon lui, un match se filme « en plans larges et en plans moyens. Tout le reste étant des artifices ». « Un téléspectateur n'a que deux yeux. Sa référence est donc le plan panoramique. Parfois le plan moyen, s'il a des jumelles. » Ferme sur ses principes lors des matches, Pierre Salviac n'est pas opposé à l'innovation.

A l'occasion de la rencontre face aux All Blacks, il va lancer « 30 minutes », un magazine de 52 minutes, diffusé à minuit vingt. « Nous parlons du principe qu'un match de rugby se joue. Les gens du rugby passent leur temps à cela. » Outre un résumé des meilleurs moments de la rencontre du jour, le magazine accueillera des joueurs du Quinze de France et des anciens internationaux qui donneront leur avis. Enfin, des journalistes de la presse quotidienne nationale et régionale viendront parler de leur article à paraître le lendemain.

Promu, « soutenu par sa direction », Pierre Salviac s'est pourtant pas homme à pardonner à ceux qui lui ont manqué. Celui dont Pierre Albadejo dit : « C'est quand il ne commente pas qu'on se rend compte qu'il manque » dénonce les accusations adressées à France-Télévision lors du renouvellement du contrat avec la Fédération française de rugby.

Guy Duthell

★ « Magazine : Samedi sport » Rugby : 1^{er} test-match France-Nouvelle-Zélande, samedi 11 novembre, à 15 heures sur France 2.

Le Grand Roger

par Alain Rollat

IL N'EST PAS SORTI de Saint-Cyr. Il n'est pas allé en classe à l'école de guerre. Il ne porte aucun galon. Il n'a pas de brillants états de service militaire. Il n'a pas été inspiré, dans sa jeunesse, par la lecture de Barrès, Bergson, Péguy. Il n'est même pas sûr qu'il soit issu d'une famille catholique et libérale. Nul ne l'a connu rebelle. Nul ne l'a entendu lancer le mot d'ordre : « Nul ne l'a aperçu défiant sur les Champs-Élysées. Nul ne l'a entendu discourir à Québec ou à Alger. Nul ne sait ce qu'il pense de la cherté et des jeans-fournes. D'ailleurs, il ne parle pas le volapük. Il ne figure pas à la rubrique des grands hommes. On ne le lit pas non plus parmi ceux des grands personnages, grands sages, grands prêtres, grands vénéreux, grands commis, grands officiers, grands Turcs ou grands d'Espagne. On ne célébrera pas son souvenir sur l'esplanade des Invalides à grand renfort d'illumination. On aura peut-être tort.

Car s'il n'est pas sorti de Saint-Cyr, il a fait ses classes sur tous les fronts de France et de Navarre. Et quand il débarque en Normandie, il ne passe pas, lui non plus, inaperçu. S'il ne porte aucun galon, il n'en est pas moins roi parmi les siens. Il appartient à une armée de compagnons dont les lettres de noblesse remontent aux campagnes du Moyen Âge. Quand il a été élu par ses pairs, sa couronne n'a jamais été remise en cause. Ses électeurs ne l'ont jamais remercié autrement qu'en lui renouvelant leur confiance. S'il ne parle pas de temps en temps à la radio, c'est

tout simplement parce qu'il s'adresse chaque jour aux Français en direct et sans micro.

A défaut de s'exprimer à la façon de Bossuet ou de Chateaubriand, il le fait dans la langue de la France éternelle. Qu'il vente ou qu'il niege, il ne quitte jamais son poste, fût-ce pour un week-end à Baden Baden. Bref, si son nom n'est pas répertorié au panthéon des hommes illustres, c'est assurément un déni de justice. Car grand, l'est ! Par ses mérites professionnels autant que par ses qualités intellectuelles et morales. En lui aussi il y a du fameux, du glorieux, du génie, du héros, du grand. Son seul tort aura été sans doute de ne pas prétendre assumer la France à lui tout seul.

Il faut donc remercier la télévision publique d'avoir bien compris, jeudi soir 9 novembre, la nécessité de réparer cet oubli fâcheux. Félicitons France 2 d'avoir su, au moment où la nation commémorait avec Alain Delon dans le souvenir ému du Grand Charles, rendre hommage, par l'intermédiaire de la vigilante équipe d'Envoyé spécial, au Grand Roger, mémorable inventeur du rûpe-églumes-à-ventouse-qui-ne-glisse-jamais-sur-table-quand-on-s'en-sert. Gloire au Grand Roger, de son vrai nom Roger Guérin, dit « Pépé », doyen de tous les marchands ambulants, souverain de toutes les foires et marchés, référence mythique des bouillonneurs qui ne mentent plus ! Puisse le gouvernement méditer sa leçon guillémite : « Un bon camelot ne vend pas de la camelote... »

SAMEDI 11 NOVEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.50 Météo, Journal.</p> <p>13.50 Magazine : Reportages. Birmannie... les Boxeurs aux mains nues, de Daniel Granddément et Jérôme Rogez.</p> <p>14.05 L'histoire qui tombe à pic... 15.00 Série : Agences risquées. 15.55 Série : Hercule. 16.45 Sport : Patinage artistique. 2^e épreuve du Grand Prix de Skate Canada à Saint-John.</p> <p>17.55 Magazine : Trente millions d'amis.</p> <p>18.30 Série : Miroir à l'âme. 19.20 Divertissement : Vidéo gag. 20.00 Journal, FI, Tiercé, La Minute hippique, Météo.</p> <p>20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Présenté par Philippe Bouvard.</p> <p>22.45 Téléfilm : Séduction coupable. De Jim Wynorski, avec Andrew Steverson, Morgan Fairchild. Une belle psychologue est victime de tentatives de meurtre.</p> <p>0.20 Magazine : Formule F1. Grand Prix d'Australie : analyse des essais.</p> <p>0.55 Journal, Météo.</p> <p>1.10 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) : 1.30, TF1 nuit (et 2.35, 3.10) ; 1.40, Histoire de la vie ; 2.45, Série : Intrigues ; 3.20, Côté cœur ; 3.45, Musique ; 4.10, Formule 1 à la Une. Grand Prix d'Australie à Adelaide ; 4.30, Départ de la course ; 6.20, le podium.</p>	<p>12.20 Jeu : Les 2 Amours (et 3.35). 12.55 Météo (et 13.25). 12.55 Point route, Journal. 13.55 INC.</p> <p>13.40 Les Grandes Enigmes de la science. Expose-francophone : l'autre concordance. Avec Georges Lapassade, ethnologue.</p> <p>14.40 L'ABC des plantes. 14.45 Magazine : Samedi sport. 15.00, Rugby : 1^{er} test-match France-Nouvelle-Zélande en direct de Toulouse ; 16.50, Tiercé en direct d'Auteuil ; 17.05, Supercross de Paris-Bercy.</p> <p>17.55 Jeu : Eurocopas. 18.55 Jeu : Fort Boyard. Avec l'équipe menée par Fabrice Bouchou au profit de la lutte contre le sida.</p> <p>19.50 Tirage du Loto (et 20.40). 19.59 Journal, Météo.</p> <p>20.45 Divertissement : N'oubliez pas votre brosse à dents. Présenté par Nagui.</p> <p>22.55 Divertissement : Performances d'acteurs. Gala d'ouverture du 16^e Festival international Cannes 1995, présenté par Jean-Pierre Laroche et Georges Baller. Avec Jean-Marie Bigard, Pierre Palmade, Danyel Bayle.</p> <p>0.15 Troisième mi-temps. Rugby : 1^{er} test-match France-Nouvelle-Zélande. Les plus beaux moments des trois matches de la journée.</p> <p>1.05 Les Films Lumière. 1.10 Journal, Météo. 1.20 Programmes de nuit. Le Top : 2.20, Les Quatre Éléments ; 3.15, Accélération verticale ; 4.05, Ingres ; 4.50, Bouillon de culture (rediff.) ; 5.55, Dessin animé.</p>	<p>12.05 Télévision régionale. La route des cités en Corse.</p> <p>12.45 Journal. 13.05 Médiatones. 13.15 Couleur pays. Affaire de terre, de Jean-Pierre Hélas et Alain Ric.</p> <p>14.10 Série : Les Nouvelles Aventures de Vidéoc.</p> <p>15.10 Destination pêche. 15.40 Évasion. 16.20 En filigrane. Avec Roger Guérin, Les pêcheurs ligotiers.</p> <p>17.15 Sur un air d'accordéon. 17.45 Magazine : Montagne. Les marmottes font leur cirque, de Laurent Ludaud.</p> <p>18.15 Expression directe. CNRP. 18.20 Questions pour un champion. 18.30 Un lèvre, un jour. Une jeunesse française, de Pierre Péan.</p> <p>18.55 Les 19-20 de l'information. A 19.05, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chance. 20.35 Tout le sport.</p> <p>20.50 ► Série : L'Avocat. Dilemme de fuite, de Philippe Lefebvre.</p> <p>22.25 Les Dossiers de l'Histoire. C'était de Gaulle. (I) Le Temps des épreuves, de René-Jean Bouyer, d'après Alain Peyrefitte.</p> <p>23.20 Météo, Journal. 23.50 Musique et compagnie. Monstrat Cabellé, une diva, une amie. Œuvres de Donizetti, Morpou, Richard Strauss.</p> <p>0.50 Musique Graffiti. Sonate D 959, 2, 3 et 4^e mouvements, de Schubert, par Paul Badura Skoda, piano (20 min).</p>	<p>12.50 La Saga des séries. 12.55 Série : Pour l'amour du risque. 14.05 Série : Supercopier. 15.05 Série : Poigne de fer et séduction... 15.50 Série : Les Champions. 17.00 Série : Chapeau malin et loupes de cuir. 18.10 Série : Amusement votre. Un rôle en or. 19.10 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chapatte. Le coup de cœur : le Dubai Desert Challenge ; Le salon de Tokyo ; L'essai : la Nissan Almera ; Les brèves ; Le dossier : le French SX Training ; La rubrique du téléspectateur.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations. Météo. Snow Parc des Princes. 20.00 Starnews (et 5.40). Jonathan et Joe Dassin, Paco Rabanne, Christophe Malavoy, Angie Everhart.</p> <p>20.35 Magazine : Hot Forme. Présenté par Olivia Adriaco. Le moral.</p> <p>20.45 Téléfilm : Illusion fatale (1/2 et 2/2). De John Korty, avec Brian Dennehy, Treat Williams. La cavalière de la ferme d'un avocat. Ré à la mafia, est représenté dans une voiture au fond d'un canal de Chicago. Un vétéran de la brigade criminelle qui résiste à toutes les tentatives de corruption, est chargé d'enquêter sur ce meurtre.</p> <p>0.15 Série : Les Anges de la ville. Prie d'orages. 1.10 Boulevard des clips (et 6.05). 3.30 Rediffusions. Frikoustar (Dick Rivers) ; 4.25, Dh, les girls 1 ; 5.15, Culture pub.</p>	<p>En clair jusqu'à 14.00</p> <p>12.25 Flash d'informations. (et 19.05, 22.55). 12.30 L'Histoire de Michel Field. 14.00 Sport : Hockey. En direct. JSC Asensio-Orsingen (Norvège). Match de hockey de la Coupe d'Europe des villes, au stade Pierre-de-Coubertin ; à 14.15, coup d'envoi.</p> <p>16.00 Surprises. 16.10 Téléfilm : John Gotti. Un truand à abattre. De Roger Young. Voir résumé p. 5.</p> <p>En clair jusqu'à 20.30</p> <p>17.45 Documentaire : Le Gaz mortel du lac Nyos. D'Antoine de Mézière. 18.40 Dessin animé : Les Simpson. 19.10 C'Net (et à 19.45, 20.15). 19.15 C'est pas le 20 heures. Présenté par Thierry Rey. 19.50 L'œil du cyclone. Le Cd de la carotte, de J. F. Acker et E. Mettoui.</p> <p>20.25 Pas si vite ! Présenté par Michel Field et M^{re} Agnès.</p> <p>20.30 Téléfilm : Grushko. De Tony Smith, avec Brian Cox.</p> <p>22.30 Documentaire : Les Allumés. Anita Conti, femme océan, de Robert S. Randome. 23.00 Cinéma : Vendredi 13. Jason en enfer. Film américain d'Adam Marcus (1992). 0.25 Cinéma : Gilbert Grape. Film américain de Lasse Hallström (1993, vo.). 2.20 Le Journal du hard. 2.25 Cinéma : Les Belles Dames du bois de Vincennes. Film danois, classé X, de Werner Hedemann (1977).</p>	<p>12.30 Débats publics : La protection sociale. 13.00 Rintintin. Le Cercle de feu. 13.30 Vaseur. Nelly Julien, cascadeur. 14.00 A tous vents. A l'antenne, de Marc E. Louval. 15.00 Documentaire : Chagall. De Kim Evans. 16.00 Jeux d'encre. 16.30 Mag 5. 17.00 L'Esprit du sport. Marie Laffont. 17.55 Arrêt sur images. 18.57 Le Journal du temps.</p>
CÂBLE	RADIO				
<p>TV 5 19.00 Ya pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RDR. En direct. 20.00 Série : Julie Lescaut. De Josée Dayan. 21.30 Météo. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 N'oubliez pas votre brosse à dents. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).</p> <p>PLANÈTE 19.40 L'Homme technologique. [30] Les Marches du progrès. D'Adam Lévy. 20.35 Chemins de fer [30] Le Dédale : de Bombay à Cochin. De Gary Troia. 21.35 Le Roman de France. L'Aude, croisée des chemins romains. De Bernard Monstigny. 22.05 Nomades du Pacifique. [25] Carnébor du Pacifique. De Peter Crawford. 22.55 Le Showbiz et la politique. D'André Héliou. 0.15 Le Pouvoir des masques. [45] Un ballet pour le paradis. De Nigél Turner (60 min).</p> <p>PARIS PREMIERE 19.00 Top-Rip. 19.30 Stars en stock. 20.00 Eco, éco et quoi ? 20.30 Supercross. En direct. Championnat du monde indoor. 2^e manche, au POPB. 23.45 Paris dernière. 0.40 Paris modes (65 min).</p> <p>CANAL J 17.30 Série : Les Chasseurs d'Étoiles. Les Origines. 17.55 Capitain J. 18.00 Les Pits</p>	<p>monde : slalom géant dames, 1^{re} manche, à Tignes (Savoie). 13.00 94. En direct. Coupe du monde : slalom géant dames, 2^e manche, à Tignes. 18.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Stockholm (Suède) : demi-finales. 20.00 Golf. En direct. Coupe du monde par équipes. 3^e tour, à Shenzhen (Chine). 22.00 Formule 1. Résumé. Grand Prix d'Australie, essais, à Adelaide. 23.00 Supercross. En direct. Championnat du monde indoor, 2^e manche, au POPB. 0.00 Formule 1. En direct. Grand Prix d'Australie, le vert up, à Adelaide. 0.30 International Motorsports. 4.15 Formule 1. En direct. Grand Prix d'Australie, la course, à Adelaide.</p> <p>CINÉ CINÉMA 18.40 The Emperor Jones. Film américain de Dudley Murphy (1933, N, vo.). 19.35 Actualités Parthé 2. 20.45 Le Club. Laurent Heynemann. 22.05 Vincent Price. 23.00 Règlement de comptes. Film américain de Fritz Lang (1953, N, vo.). Avec Glenn Ford. 0.25 La Vallée de la peur. Film américain de Raoul Walsh (1947, N, vo., 105 min).</p> <p>CINÉ CINÉMA 18.45 Documentaire. 19.35 Le Bazar de Ciné Cénas. 20.30 744444. Le Miroir du capitaine. De Rob Stewart. (1989) avec Nigel Havers. 22.05 Ciné Cénas. Invité : Chantal Akerman. 23.10 Conrad. Film américain de Martin Ritt (1971, vo., 100 min). Avec Jon Voight. 0.50 Téléfilm : Club privé DVE. Classé X (85 min).</p>				

سك انظر

Le chéri de ces dames

par Pierre Georges

LA VENGEANCE est un plat qui se mange chaud. Elles l'aiment, leur Juppé, et sa manière de resserrer les gouvernements, que c'est un vrai bonheur ! Et elles l'ont confié au Parisien, qui a en l'excellente, et perverse, idée de faire la tournée des « femmes vives ». Et des ministres battues !

Ouvrez le ban ! Françoise de Panafieu, RPR, chiraquienne de choc, pour ainsi dire de la maison mère et ex-ministre du tourisme. Appréhendant mal les exercices statistiques auxquels le premier ministre s'est livré devant l'Assemblée pour établir les pourcentages de femmes dans les différents gouvernements du pays, elle s'insurge : « Tout de même, nous ne sommes pas des produits laitiers ! » Avant de confier à notre concubine Raphaëlle Bacqué, dans un grand rire : « Pour comprendre les rôles de la molaressa de Juppé, il faudrait s'adresser à sa femme et à sa fille. J'ai de la veine, je ne suis ni l'une ni l'autre... » Françoise de Panafieu, désormais adjointe aux parcs et jardins de la Ville de Paris, colle encore deux trois coups de binette à Alain Juppé, sa « brutalité », « sa façon ridicule de traiter les femmes ». Elle raconte son licenciement, son refus de « fioritures » et de chrysanthèmes verbaux. « Du coup, mon renvoi a pris quatre minutes ».

Colette Codaccioni maintenant. RPR pur sucre, mère de famille, maîtresse femme et ex-ministre de la solidarité entre les générations. Mais manifestement pas entre les gouvernements. Elle raconte avec drôlerie et férocité son passage à Matignon devant le chef du personnel : « J'ai eu l'impression d'aller chez le dentiste. Nous étions plusieurs à faire ontichambre. Et nous

passions de quart d'heure en quart d'heure. La séance a été douloureuse. » Avant de confier plus sérieusement son incompréhension et ses difficultés digestives devant « la brutalité » du premier ministre et « l'incohérence » de sa politique.

Françoise Hostalter, ensuite. UDF, chargée un semestre à peine de l'Enseignement scolaire et congédiée « en trois minutes ». « Ecurée », la pauvre ! « Nous avons pris une cloque ». Trois minutes. « Il m'a dit qu'il était désolé, mais que mon poste était supprimé. Voilà. J'ai juste trouvé le temps de lui dire que je préférais être à ma place qu'à la sienne ».

Et ainsi de suite ! Boum, boum et reboum. « Brutalité », « Incohérence », « Injustice », « Ridicule ». Elles n'euvent, les unes et les autres, du moins celles qui parlèrent, pas d'assez jolis mots pour vêtir de pied en cap l'hôte de Matignon, leur bourreau préféré. Et ce n'était pas sans rappeler une scène du film de George Cukor, *Madame porte la culotte*, diffusé jeudi soir sur Paris-Prémière. Katharine Hepburn, en avocate chargée de défendre une femme qui avait tiré sur son mari infidèle, y avait ce mot admirable : « Une femme dédaignée ouvre des volcans à chaque pas ».

Elles ont donc ouvert des volcans. Feu sur le quartier général ! Mais elles ne furent pas les seules. François Baroin, le petit dernier, le fils de l'Elysée, s'est fendu lui aussi de son petit compliment. Toujours dans le Parisien : « J'ai défendu l'indépendable, et voilà ce qui m'arrive ». Là, ce n'était plus un volcan, mais carrément la traversée des Andes matignonnes par le jeune rescapé-remercié Baroin. Ce qu'il fit pour Juppé, aucune bête ne l'aurait fait !

Les Chorégies d'Orange pourraient être organisées à Vaison-la-Romaine

L'association est soumise à de nouvelles exigences de la municipalité FN

MARSEILLE

de notre correspondant régional
Les responsables de l'Association des Chorégies d'Orange ont annoncé, au cours d'une double conférence de presse, jeudi 9 novembre, à Paris et Orange, qu'ils étaient, désormais, parvenus à l'extrême limite des négociations engagées depuis trois mois avec la nouvelle municipalité qui dirige le Front national.

« Il nous reste onze jours pour savoir si le festival d'art lyrique le plus ancien de France (il a été créé en 1869) continuera à exister ou disparaîtra devant les exigences d'une municipalité », a déclaré le nouveau président des Chorégies, le député (RPR) et maire de Vaison, Thierry Mariani.

Le conseil d'administration des Chorégies doit, en effet, se réunir, le 20 novembre, pour adopter un projet de convention définitif et décider de son attitude au cas où la municipalité rejetterait ce projet. Trois hypothèses sont envisagées : le maintien des Chorégies pour la seule saison 1996 (en raison des contrats déjà signés avec les artistes), le sabotage de la manifestation ou le transfert de celle-ci dans la ville voisine de Vaison-la-Romaine. Dans ce dernier cas, les Chorégies auraient lieu dans un théâtre antique plus petit que celui d'Orange (4 000 places au lieu de 9 600) mais où, cependant, un équilibre budgétaire pourrait être trouvé en augmentant le nombre des représentations.

Après avoir tenté, sans succès, le

28 juillet de prendre le contrôle de la manifestation, le maire Front national d'Orange, Jacques Bompard, avait décidé de supprimer la subvention d'un million de francs (5 % du budget annuel) versée par la ville. Il avait, par ailleurs, formulé une série d'exigences d'ordre financier tout en menaçant d'organiser un festival parallèle.

NOUVEAUX CONFLITS

Devant cette « provocation », le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, s'était, alors, engagé à accorder aux Chorégies une « subvention spéciale » d'un même montant pour la saison 1996. Puis M. Bompard avait adopté une attitude plus conciliante et, le 27 octobre, l'Association des Chorégies lui avait soumis un premier projet de convention.

Or, lundi 6 novembre, la municipalité a présenté un contre-projet dans lequel elle continue à réclamer 1 500 places gratuites pour les « générales » - au lieu de 520, auparavant - et deux journées d'utilisation du théâtre antique pendant le déroulement des Chorégies. Elle exige aussi la facturation de frais d'entretien du théâtre antique et la mise à disposition de la ville du fichier de l'association.

Par ailleurs, à la demande du ministre de la culture, le préfet du Vaucluse, Joël Lebesch, a décidé, jeudi 9 novembre, de surseoir à l'exécution de la délibération du

27 septembre par laquelle la ville avait décidé de dénoncer les conventions la liant au centre culturel Mosaïque. Cette décision, non susceptible de recours avant que le tribunal administratif se prononce sur le fond, fait, temporairement, échec à la tentative de M. Bompard de reprendre, à la date du 11 novembre, les locaux communaux occupés par le centre.

Un nouveau conflit a, enfin, éclaté entre la municipalité et deux associations, Alerte Orange et Agora, auxquelles a été refusée la location du foyer municipal. La première, militante contre le FN, devait tenir, vendredi, une réunion de travail avec l'ensemble des associations sociales et culturelles de la ville. Aucun motif de refus ne lui a été fourni. La seconde, ayant pour objet l'étude philosophique des problèmes contemporains, avait obtenu une autorisation pour l'organisation d'un colloque de trois jours fin novembre, sur « la résistible montée de l'extrême droite ». La municipalité lui a fait savoir que les dates n'étaient plus disponibles en raison de l'occupation du foyer « par le service culturel ». Le colloque a, toutefois, été maintenu dans un hôtel de la ville. Le président de ces deux associations, Serge Julien, a vivement protesté contre « une atteinte sans précédent aux libertés publiques ».

Guy Porte

Les travaux d'urbanisme du chantier « Grand Littoral » à Marseille sont suspendus

MARSEILLE

de notre correspondant
Un collège désolé qui devra être rasé, l'évacuation probable de quarante logements récemment attribués à des familles en difficulté : le bilan d'un glissement de terrain qui a eu lieu, lundi 6 novembre, dans les quartiers nord de Marseille est lourd. La mairie a pris, jeudi 9 novembre, un arrêté de péni et a suspendu les travaux réalisés dans la partie nord-ouest du chantier « Grand Littoral », dans l'attente des conclusions d'un expert désigné par le tribunal de grande instance (Le Monde du 10 novembre).

Ce chantier présenté comme l'un

des plus grands d'Europe et l'importance des opérations de terrassement et d'arasement de colline qu'il a occasionnées semblent être à l'origine de ce glissement de terrain.

AU PIED DE TROIS CITÉS

Ces graves incidents - d'autres avaient déjà eu lieu au printemps - relancent le débat politique autour du projet « Grand Littoral », engagé il y a cinq ans par Robert Vigouroux, ancien maire de Marseille.

Sur cette zone d'aménagement concerté (ZAC) de 85 hectares, le groupe Irena, maître d'ouvrage avec lequel l'ancienne municipalité avait

passé une convention d'aménagement, doit édifier le plus grand centre commercial du pays (16 000 mètres carrés de surface de vente). Les travaux, qui devaient bientôt mobiliser deux mille ouvriers, sont bien avancés. Il est également prévu l'aménagement d'une zone d'activités économiques, de logements et d'un espace de loisirs.

Des critiques et des réserves émanent de tous bords. Les élus communistes et socialistes comme la nouvelle majorité municipale (UDF-RPR) estiment ce projet d'aménagement « surdimensionné ». Récemment, Jean-Claude Gaudin, maire (UDF-FR) de Marseille devenu ministre de l'aménagement du territoire et de la ville, en critiquait le « gigantisme », et Lucien Weygand, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, l'estimait « provocant ».

« Ce dossier est un héritage. Il constitue un pari technique assez téméraire », note Claude Bertrand, directeur de cabinet de M. Gaudin. Le soul de la municipalité, « cotée par l'avancement des travaux », est désormais de développer les aspects sociaux de l'opération.

« Grand Littoral » sort de terre au pied de trois vastes cités marseillaises gangrenées par le chômage et les difficultés sociales. Tout le monde table donc sur un « retour » en termes sociaux. Une centaine d'emplois devraient être réservés aux habitants des cités, mais Pierre Rebou, directeur de cabinet de M. Weygand, redoute que « cette vitrine de la consommation, dans un secteur social affaibli où les gens vivent avec de très faibles revenus », n'exalte des « risques de tensions ».

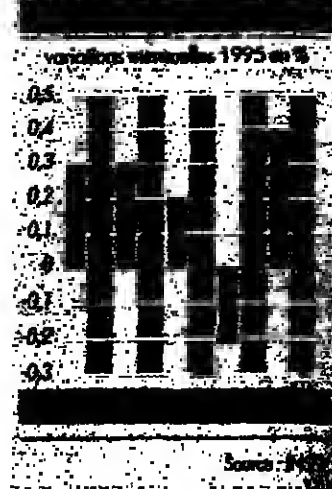
Lac Leroux

■ **ALGÉRIE** : deux religieuses chrétiennes, de nationalité française, ont été les cibles d'un attentat, vendredi 10 novembre, à Alger, a-t-on appris de source religieuse dans la capitale. Cette source n'était pas en mesure de préciser, vendredi matin, le degré de gravité de l'état des deux religieuses.

■ **ACADÉMIE FRANÇAISE** : les écrivains Gonzague Saint-Bris et Vladimir Volkoff sont candidats à l'Académie française, a annoncé, jeudi 9 novembre, lequel Conté. Le premier brigue le fauteuil d'Henri Gouhier, pour lequel une élection est prévue le 7 décembre, le second le fauteuil d'André Frossard, pour lequel une élection est prévue le 18 janvier 1996.

Baisse de l'inflation mais chute de la consommation

Les chiffres de septembre 1995



CONTRE toute attente, le relèvement de 18,6 % à 20,6 % du taux normal de la TVA, survenue le 1^{er} août, pour financer les premières mesures d'urgence du gouvernement, a finalement eu peu d'effet sur l'inflation. Après avoir augmenté de 0,4 % en août puis, à nouveau, de 0,4 % en septembre, les prix à la consommation ont retrouvé une pente normale : selon l'indice provisoire publié, vendredi 10 novembre, par l'Insee, la hausse a été comprise en octobre entre 0,1 et 0,2 %. En glissement sur douze mois, l'inflation est donc passée d'un point bas de 1,5 % en juillet à un point haut de 2 % en septembre, et le reflux est maintenant engagé, puisqu'en octobre la hausse est comprise entre 1,8 % et 1,9 %.

Critiqué quand il avait pris cette mesure de relèvement de la TVA, le gouvernement devrait donc accueillir avec satisfaction ces statistiques. Encore faut-il observer qu'il ne s'agit pas forcément d'une très bonne nouvelle, car le fort ralentissement de la croissance, qui inquiète tous les économistes depuis quelques semaines, explique sans doute, pour partie, cette modification de l'inflation. Quand la demande intérieure baisse, logiquement, la concurrence s'exacerbe et les prix sont tirés vers le bas.

LA CROISSANCE RALENTIT

Il y a, d'ailleurs, une indication qui ne trompe pas. Selon les estimations de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, citées par *Le Figaro*, les ventes dans les grandes magasins parisiens ont enregistré, en octobre, une chute historique (-12,4 %) et n'ont guère été reléguées dans les hypermarchés (-3,9 %). La psychose de l'attentat a sûrement pesé dans ce résultat catastrophique. De même, après une vague d'achats en septembre, pour la rentrée scolaire, les consommateurs ont pour habitude d'être moins dépensiers en octobre.

Il reste que ces chiffres apportent la confirmation que la croissance française est entrée dans une phase de très net ralentissement. Il n'y a maintenant plus guère que le ministre des finances, Jean Arthuis, à croire encore que la croissance nationale augmentera bien de 2,8 % en 1996. Avec une conjoncture qui devient de plus en plus morose et qui devrait être encore plus assombrie par de nouvelles ponctions sur le pouvoir d'achat des consommateurs, rendues nécessaires par la réduction des déficits sociaux, le pilotage de la politique économique devient de plus en plus difficile.

L.M.

JURIS ON LINE

La dernière mise à jour de votre Convention Collective en langage clair

3617 CC

Technologie Le Serveur Administratif JET LAC

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Ex-Yugoslavie : les négociations de Dayton commencent à donner des résultats 2
Turquie : Ankara tente de séduire le Parlement européen 3
Afrique : la France forme des unités de sécurité intérieure 4
Israël : une conspiration serait à l'origine de l'assassinat d'Yitzhak Rabin 5

FRANCE

Parti communiste : la démarche constructive de Robert Hue 6
Universités : M. Bayrou accepte de réduire son budget 7

SOCIÉTÉ

Santé : le dossier de l'amiante va entrer dans sa phase judiciaire 8
Procès Botton : la cour d'appel de Lyon examine le cas de Michel Noir 9
Sécurité routière : une nouvelle campagne de promotion de l'éthylotest 10

HORIZONS

Enquête : Carpentras, ville empoisonnée 11
Débats : Air France, cas exemplaire, par Gilles Bordes-Pagès ; Amalgame, par Didier Sicard ; Israël après Rabin, par Tom Segev 12
Éditoriaux : Le Nigeria au ban des nations ; Les deux sides 13

ENTREPRISES

Travail : la crise économique modifie les formes d'innovation sociale 14
Finances : la Banque de France baisse ses taux d'intérêt 15

AUJOURD'HUI

Sciences : cent baugies pour les rayons X 18
Formule 1 : le Finlandais Mika Hakkinen victime d'un grave accident 19

CULTURE

Mémoriaux de guerre : lieux de souvenirs, mais aussi musées pour la paix 22
Cinéma : L'Opéra de quat'sous, de Bertold Brecht, réalisé par Georg Pabst ressort sur les écrans 23
Disques : le premier album du trio Solal-Erskine-Jahnsen. Classique, chansons... 24

COMMUNICATION

Audiotextuel : la SFP contre-attaque 26

SERVICES

Carnet 10
Finances et marchés 16-17
Jeux 20
Agenda 21
Météorologie 21
Abonnements 21
Radio-Télévision 26-27

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 10 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 17821 -0,24 -9,52

Hong Kong Index 9497,83 -0,68 -15,55

Tokyo Nikkei sur 3 mois 17821

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Val. en % Val. en %

Paris CAC 40 1852,43 -0,75 -1,52

Londres FT 100 3544,80 +0,22 +15,63

Zurich 1484,25 - -15,68

Milan MIB 30 972 +5,30 -5,17

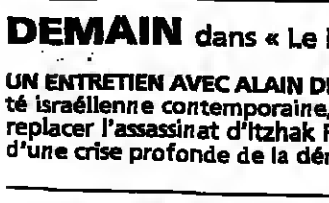
Frankfurt Dax 30 2195,58 +1,07 +4,22

Bourville 1485,57 +0,31 +3,30

Suisse SPS 1377,20 - -32,69

Madrid Iboex 35 298,55 - -4,75

Amsterdam CBS 299 +0,38 +7,55



DEMAIN dans « Le Monde »

UN ENTRETIEN AVEC ALAIN DIECKHOFF : spécialiste de la société israélienne contemporaine, ce chercheur au CNRS essaie de replacer l'assassinat d'Yitzhak Rabin dans le contexte plus large d'une crise profonde de la démocratie israélienne.

Tirage du Monde daté vendredi 10 novembre 1995 : 510 607 exemplaires

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

ROBERT HUE

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

AVEC JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE) ET RICHARD ARZT (RTL)

DIMANCHE 18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

صلى الله عليه وسلم